



EASO

Rapport d'information
sur les pays d'origine
(COI)

Pakistan

Panorama du pays

Août 2015



EASO

Rapport d'information sur les pays d'origine (COI)

Pakistan

Panorama du pays

Août 2015

***Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses
aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.***

Un numéro unique gratuit (*):

00 800 6 7 8 9 10 11

(* Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits (sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

D'autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet
(<http://europa.eu>).

ISBN 978-92-9243-512-7
doi:10.2847/88643

© Bureau européen d'appui en matière d'asile, 2015

Ni l'EASO ni aucune personne agissant en son nom n'est responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans le présent rapport.

Remerciements

Le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) tient à remercier les services nationaux d'asile et de migration suivants qui ont participé à la rédaction du présent rapport:

Autriche, Office fédéral de l'immigration et de l'asile, département «Informations sur les pays d'origine»

Belgique, Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, Cedoca (Centre de documentation et de recherche)

France, Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), division «Information, documentation et recherche»

Hongrie, Office de l'immigration et de la nationalité, centre de documentation

Royaume-Uni, ministère de l'intérieur, équipe chargée de l'information et de la politique par pays

Les services suivants ont révisé le présent rapport:

Irlande, Centre de documentation sur les réfugiés, Conseil d'aide juridictionnelle

Lituanie, Département des migrations, ministère de l'intérieur, division «Affaires liées à l'asile»

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a relu le rapport en ce qui concerne les informations pour lesquelles le HCR est cité comme source et qui se rapportent aux personnes auxquelles s'intéresse le HCR (réfugiés, demandeurs d'asile et apatrides au Pakistan ainsi que personnes déplacées à l'intérieur du pays).

Table des matières

Remerciements	3
Avertissement	8
Glossaire	9
Carte du Pakistan	15
Introduction	16
<i>Methodologie</i>	16
Définition du mandat.....	16
Collecte de l'information.....	16
Contrôle de la qualité.....	16
1. Informations générales sur le pays	17
1.1 Géographie.....	17
1.1.1 Géographie physique.....	17
1.1.2 Climat.....	17
1.1.3 Divisions administratives.....	17
1.1.4 Villes.....	17
1.1.5 Infrastructures de transport.....	18
1.2 Démographie.....	18
1.2.1 Population.....	18
1.2.2 Groupes ethniques et religieux.....	19
1.2.3 Langues.....	19
1.3 L'histoire en bref.....	19
1.3.1 Avant l'indépendance.....	19
1.3.2 Du dominion à la république.....	19
1.3.3 Première période de pouvoir militaire.....	20
1.3.4 Zulfikar Ali Bhutto.....	20
1.3.5 Deuxième période de pouvoir militaire.....	20
1.3.6 Une décennie de pouvoir civil.....	20
1.3.7 Troisième période de pouvoir militaire.....	21
1.3.8 Développements récents.....	21
1.4 Structure étatique et paysage politique.....	22
1.4.1 Parlement, gouvernement et administration.....	22
1.4.2 Fédéralisme.....	24
1.4.3 Pouvoir judiciaire.....	26
1.4.4 Forces de sécurité.....	28
1.4.5 Élections.....	29
1.4.6 Partis politiques.....	31

1.5	<i>Éducation</i>	33
1.5.1	Alphabétisation et scolarisation	33
1.5.2	Système éducatif.....	34
1.5.3	Établissements et organisations	35
1.6	<i>Médias et télécommunications</i>	35
1.6.1	Médias.....	35
1.6.2	Télécommunications	38
1.7	<i>Soins de santé</i>	39
1.7.1	Introduction	39
1.7.2	VIH/sida.....	40
1.7.3	Cancer	40
1.7.4	Santé mentale	40
1.7.5	Santé reproductive	41
1.7.6	Handicaps.....	41
1.8	<i>Situation socio-économique et humanitaire</i>	41
1.8.1	Situation socio-économique	41
1.8.2	Situation humanitaire	42
1.8.3	Organisations humanitaires	42
1.9	<i>Documents</i>	42
1.9.1	Documents d'identité et passeports	42
1.9.2	Documents juridiques dans les procédures pénales	47
1.9.3	Falsification de documents	47
2.	Situation sur le plan de la sécurité	49
2.1	<i>Généralités</i>	49
2.1.1	Bref historique	49
2.1.2	Acteurs	51
2.1.3	Tendances récentes en matière de sécurité et affrontements armés.....	55
2.1.4	Actes antiterroristes	56
2.1.5	Effets de la violence sur les civils	57
2.2	<i>FATA et Khyber Pakhtunkhwa</i>	63
2.2.1	Khyber Pakhtunkhwa (KP)	64
2.2.2	FATA.....	64
2.3	<i>Baloutchistan</i>	65
2.4	<i>Penjab</i>	67
2.5	<i>Sindh</i>	67
2.6	<i>Azad Cachemire et Gilgit-Baltistan</i>	68

3. Situation en matière de droits de l'homme	70
3.1 <i>Cadre juridique</i>	70
3.1.1 Traités internationaux	70
3.1.2 Législation nationale	70
3.2 <i>Situation générale</i>	72
3.2.1 Privation illégale de la vie	72
3.2.2 Disparitions	72
3.2.3 Arrestation et détention arbitraires	72
3.2.4 Torture et autres traitements et peines cruels, inhumains et dégradants	73
3.2.5 Peine de mort.....	73
3.2.6 Conditions de détention et d'emprisonnement	73
3.2.7 Accès aux instances chargées de l'application de la loi et à un procès équitable	74
3.2.8 Situation des enfants	75
3.2.9 Situation des femmes.....	76
3.2.10 Situation des journalistes/blogueurs	79
3.2.11 Situation des acteurs de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme	79
3.3 <i>Situation des minorités ethniques</i>	80
3.3.1 Les Baloutches	80
3.3.2 Les Hazaras.....	81
3.3.3 Les Mohajirs	81
3.3.4 Les réfugiés afghans.....	82
3.4 <i>Situation des groupes religieux</i>	85
3.4.1 Introduction générale	85
3.4.2 Les ahmadis.....	89
3.4.3 Les chrétiens	92
3.4.4 Les hindous	97
3.4.5 Les sikhs	100
3.4.6 Sectes musulmanes.....	101
3.5 <i>Situation des minorités sexuelles et de genre</i>	110
3.5.1 Introduction	110
3.5.2 Cadre juridique.....	111
3.5.3 Situation sociale	112

4. Migration, déplacement et mobilité interne	117
4.1 <i>Liberté de circulation dans le pays</i>	117
4.2 <i>Déplacement à l'intérieur du pays</i>	118
4.3 <i>Quitter le pays</i>	119
4.3.1 Règles de sortie.....	119
4.3.2 Routes de sortie	120
4.3.3 Trafic et traite des êtres humains	121
4.4 <i>Retour au Pakistan</i>	122
4.4.1 Traitement des rapatriés.....	122
4.4.2 Réintégration	123
Bibliographie	124
Annexe: Mandat	157

Avertissement

Le présent rapport a été rédigé conformément à la méthodologie de rapport relatif à l'information sur le pays d'origine (COI) de l'EASO (2012) ⁽¹⁾. Le rapport se fonde sur des sources d'information soigneusement sélectionnées. Toutes les sources utilisées sont référencées. Toutes les informations présentées, exception faite des faits incontestables ou évidents, ont fait l'objet de vérifications par recoupement dans la mesure du possible, sauf indication contraire.

Les informations que contient le présent rapport ont fait l'objet de recherches, d'évaluations et d'analyses approfondies. Ce document ne prétend toutefois pas être exhaustif. Le fait que certains événements, personnes ou organisations ne soient pas mentionnés dans le présent rapport ne signifie pas que ces événements ne se sont pas produits ou que les personnes ou organisations concernées n'existent pas.

Par ailleurs, le présent document ne permet pas de se prononcer sur l'issue ou le bien-fondé d'une demande de statut de réfugié ou d'une demande d'asile. La terminologie utilisée ne doit pas être considérée comme révélatrice d'une position juridique particulière.

Des termes tels que «réfugié», «risque» et toute autre terminologie similaire sont utilisés de façon générique et non tels qu'ils sont définis juridiquement dans l'acquis de l'Union européenne (UE) en matière d'asile et dans la convention de Genève.

Ni l'EASO ni aucune personne agissant en son nom ne peut être tenu pour responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations contenues dans la présente publication.

La reproduction est autorisée, moyennant mention de la source.

Le public visé se compose des agents chargés du traitement des dossiers d'asile, des chercheurs en matière de COI, des responsables politiques et des instances décisionnaires.

La rédaction du présent rapport a été achevée en mai 2015. Aucun événement survenu après cette date n'est mentionné dans ce rapport. La section «Méthodologie» de l'introduction contient davantage d'informations sur la période couverte par le présent document.

⁽¹⁾ La méthodologie de l'EASO se fonde en grande partie sur les lignes directrices européennes communes pour le traitement des données factuelles relatives à l'information sur le pays d'origine ou COI (2008) et peut être téléchargée sur le site internet de l'EASO: <http://www.easo.europa.eu>

Glossaire

Ah-le Sunnat Wal Jama'at	Organisation politique sunnite déobandie
AI	Amnesty International
AJK	Azad Jammu-et-Cachemire
ALB	Armée de libération du Baloutchistan
ANP	Awami National Party (Parti national Awami)
APNA	All Parties National Alliance
Athna ashariya	École de pensée duodécimaine (dans l'islam)
AVR	Retour volontaire assisté
AVRR	Retour volontaire assisté et réintégration
Awqaf	Fondations religieuses
Bait-ul-Mal	Expression arabe, traduite par «Maison de l'argent» ou «Maison de la richesse», institution financière chargée de l'administration des impôts et de la distribution de la zakat dans les États islamiques.
CAT	Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants
CDPH	Convention relative aux droits des personnes handicapées
CE	Centres d'encaissement (où les rapatriés potentiels vers l'Afghanistan reçoivent une assistance)
CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CEP	Commission électorale du Pakistan
CERD	Convention internationale sur l'élimination de toute forme de discrimination raciale
CESCR	Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
CID	Criminal Investigation Department (UK)
CIDE	Convention internationale relative aux droits de l'enfant
CNIC	Cartes nationales d'identité électroniques
Conseil d'union/de tehsil	Un conseil d'union est l'échelon le plus bas de l'administration/du gouvernement local au Pakistan et est souvent connu sous le nom de conseil municipal dans les zones rurales. Un <i>tehsil</i> est le deuxième échelon du gouvernement local au Pakistan; chaque <i>tehsil</i> fait partie d'un district plus grand. Chaque <i>tehsil</i> est subdivisé en plusieurs conseils d'union. Un conseil de district est le premier échelon du gouvernement local au Pakistan et se compose de membres élus par les conseils de <i>tehsil</i> .
CPP	Code de procédure pénale
CPP	Code pénal pakistanais, loi XLV de 1860

CRC-OP-SC	Protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants
CRSS	Centre de recherche et d'études sur la sécurité
CSR	Centres de santé rurale
Deeni madrasa/madaris	École religieuse, voir également <i>Madrasa</i>
Déobandisme	École de pensée islamique
DHH	Hôpitaux centraux de district
ECL	Liste de contrôle des sorties
Falaka	Torture consistant à frapper la plante des pieds avec un bâton
FATA	Zones tribales administrées par l'État fédéral
FC	Frontier Corps
FCR	Règlement sur les crimes dans les zones frontalières
FIA	Federal Investigation Agency (Agence fédérale d'investigation)
FIR	Premier rapport d'information (document policier contenant des informations de première main sur une infraction, par exemple des témoignages)
FLB	Front de libération du Baloutchistan
GB	Gilgit-Baltistan
GBC	Conseil du Gilgit-Baltistan
GBESGO	Ordonnance d'autogouvernance et d'autonomisation du Gilgit-Baltistan
Girya	Hommes qui assument le rôle de pénétration dans les rapports sexuels entre hommes
Gurdwara	Lieu de culte des sikhs
Guru Granth Sahib	Livre saint des sikhs
Hadd	Signifie littéralement «limite» et se définit comme la punition ordonnée par le Coran ou la Sunna. La forme plurielle est <i>haddood</i> .
HCRP	Commission des droits de l'homme du Pakistan
Hijras	Communauté hétérogène de travestis, d'hermaphrodites, de transsexuels, d'homosexuels et d'eunuques
HRW	Human Rights Watch
ICT	Territoire de la capitale Islamabad
Iddat	Dans l'islam, l' <i>iddat</i> est la période de deuil que doit respecter une femme après le décès de son conjoint ou après le divorce et durant laquelle elle ne peut pas épouser un autre homme. Cette période, qui dure trois mois après un divorce et quatre mois et 10 jours après le décès du conjoint, est calculée d'après le nombre de fois qu'une femme a ses règles.
IDMC	Observatoire des situations de déplacements internes

IGLHCR	International Gay and Lesbian Human Rights Commission (Commission internationale des droits humains des gays et lesbiennes)
IJU	Islamic Jihad Union (Union du Djihad islamique)
ISI	Inter-Services Intelligence
ISPAK	Internet Service Providers Association of Pakistan
JeI	Jamaat-e Islami (Assemblée islamique pakistanaise)
JeM	Jaish-e-Muhammad (Armée de Mahomet)
Jirga	Assemblée/Instance informelle d'anciens, généralement tribale, constituée pour résoudre les litiges et les problèmes sociaux. Le mot provient de la langue pachto du Khyber Pakhtunkhwa, mais des <i>jirgas</i> existent dans tout le Pakistan. Au Penjab, une <i>jirga</i> est également appelée <i>panchayat</i> .
Jizya	Impôt de protection islamique pour les non-musulmans
JKLF	Front de libération du Jammu-et-Cachemire
JUI-F	Jamiat Ulema-e-Islam – Fazl-ur (Assemblée de religieux islamiques – Groupe de Fazl-ur-Rahman)
Jundullah	Soldats d'Allah, groupe lié au TTP
Karo kari	Expression sindhi signifiant littéralement «personne de mauvaise réputation» (qui a apporté la disgrâce et le déshonneur au clan ou à la famille en s'engageant dans une relation illicite), un délit méritant la mort, selon la culture traditionnelle, afin de restaurer l'honneur de la famille ou du clan. Au Baloutchistan, l'expression utilisée est <i>siyah kari</i> .
Katchi abadis	Colonies de squatters
Khassadar	Police locale
Khawaja sara	Eunuque
Khula	Droit des femmes au divorce
KP	Khyber Pakhtunkhwa
Lal Masjid	Mosquée rouge d'Islamabad
Lashkars	Milices irrégulières
LdC	Ligne de contrôle, ligne frontalière contestée entre l'Inde et le Pakistan dans les régions du Jammu et du Cachemire
LeJ	Lashkar-e-Jhangvi (Armée de Jhangvi)
Les Hazaras	Groupe tribal vivant dans la province pakistanaise du Baloutchistan (en provenance de l'Afghanistan)
LeT	Lashkar-e-Taiba (Armée des purs)
LI	Lashkar-e-Islam (Armée de l'islam)
Lungi-holder (porteur du turban)	Représentant d'une sous-tribu ou d'un clan
Madrasa	École religieuse, voir aussi <i>Deeni Madrasa</i>
Malik	Représentant d'une tribu
Malishia	Personne pratiquant des massages ou la prostitution

Mariages watta-satta	Échange de filles à marier entre tribus
Maslak	École de pensée (de l'islam)
MI	Ministère de l'intérieur
MIO	Mouvement islamique d'Ouzbékistan
Moharram	Premier mois du calendrier islamique
MQM	Muttahadi Qaumi Movement
MSM	Hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes
Muqallid	Adeptes (de l'islam)
Murid	Disciple d'hommes saints (<i>murshids</i>)
Murshid	Homme saint
NACTA	National Counter Terrorism Authority (Autorité nationale chargée du contre-terrorisme)
NADRA	National Database & Registration Authority (Autorité nationale de l'enregistrement et des bases de données)
Naib Tehsildar	<i>Tehsildar</i> adjoint (voir sous <i>Tehsildar</i>)
NAP	Plan national d'action pour éradiquer le terrorisme
NCA	Autorité nationale de commandement
NCJP	Commission nationale pour la justice et la paix
NDO	Organisation nationale des bases de données
NICOP	Carte nationale d'identité pour les Pakistanais de l'étranger
Nikahnama	Acte d'enregistrement d'un mariage
NIRM	Institut national de médecine de réadaptation
NSRC	Centre d'enregistrement Swift de la NADRA
NWFP	Province de la frontière du nord-ouest, ancien nom du Khyber Pakhtunkwa
OP	Pakistanais de l'étranger
Ordonnance relative aux Qisas et aux Diyat	Promulguée par le dictateur militaire, le général Zia-ul-Haq, cette loi islamique a fait du meurtre un délit pouvant ne pas faire l'objet de poursuites. Outre le fait que cette ordonnance encourage les délits en général, elle incite également à assassiner des femmes sous couvert de l'honneur en permettant au meurtrier de demander pardon aux membres de la famille.
Ouléma	Érudit musulman
Panchayat	Tribunal communautaire
PAT	Pakistan Awami Tehrik (Mouvement du peuple pakistanais)
PATA	Zones tribales administrées par les provinces
PBC	Pakistan Broadcasting Corporation
PDHS	Enquête pakistanaise sur la démographie et la santé

PDI	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
PEMRA	Autorité pakistanaise de régulation des médias électroniques
PHC	Pakistan Hindu Council
PIB	Produit intérieur brut
PIDCP	Pacte international relatif aux droits civils et politiques
PIL	Pakistan Interfaith League
PIPS	Pakistani Institute for Peace Studies (Institut pakistanais d'études pour la paix)
Pir (sahib)	Saint soufi, guide spirituel
PML(N)	Pakistani Muslim League (Ligue musulmane du Pakistan de Nawaz Sharif)
PML-Q	Pakistan Muslim League-Quaid-e-Azam
POC	Carte de preuve d'origine
PoR	Carte de preuve d'enregistrement
PPA	Loi de protection du Pakistan
PPO	Protection of Pakistan Ordinance (Ordonnance relative à la protection du Pakistan)
PPP	Pakistan's People Party (Parti du peuple pakistanais) (Bilawal Zardari Bhutto)
PTA	Pakistan Telecommunication Authority
PTCL	Pakistan Telecommunication Company Limited
PTI	Pakistan Tehrik-e-Insaf (Mouvement pakistanais pour la justice)
PTV	Télévision pakistanaise
Réseau Haqqani	Mouvement d'insurrection armée dirigé par Jalaluddin Haqqani et son fils Sirajuddin Haqqani. Son siège est situé dans le Waziristan du Nord et dans le sud-est de l'Afghanistan.
ROPA	Representation of People Act of 1976 (loi relative à la représentation du peuple de 1976)
SAFRON	Ministère des États et des régions frontalières
SATP	Portail d'Asie du Sud sur le terrorisme
SDLA	Armée de libération du Sindhi Desh
Siya kari	Voir Karo kari
SMP	Sipah-e-Mohammed Pakistan (groupe militant chiite)
SNIC	Carte nationale d'identité intelligente
SNICOP	Carte nationale d'identité intelligente pour les Pakistanais de l'étranger
SPOC	Carte d'origine pakistanaise intelligente
SSP	Soins de santé primaire

SSP	Sipah-e-Sahaba Pakistan (Armée des disciples du Prophète, ancien parti politique déobandi)
Strappado inversé	Torture (estrapade) consistant à être suspendu à un crochet et frappé de manière répétée à coups de pied et de poing, ce qui entraîne la dislocation des épaules
Talaq	Divorce
Tanzim ul Madaris Ahl-e-Sunnaht	Organisation de tutelle des Barelvis
Taqlid	Imitation (dans l'islam)
Tariaqath	La voie (dans l'islam)
Tazir	Peine d'emprisonnement ou de mort en droit ordinaire
Tehsil	Ville
Tehsildar	Chef administratif d'un <i>tehsil</i>
THH	Hôpitaux centraux de <i>tehsil</i>
TIF	Tanzim-ul-Islam-al-Furqan (groupe extrémiste du Baloutchistan)
TNFJ	Tehrik-e-Nifaz-e-Fiqh-e-Jafaria (Mouvement pour l'application du rite jafari)
TTP	Tehrik-e Taliban Pakistan (Mouvement pakistanais des talibans)
UBA	Armée unie baloutche
USB	Unités de santé de base
USCIRF	US Commission on International Religious Freedom
Vani/Swara	Coutume pakistanaise selon laquelle les jeunes filles et les fillettes sont données à titre de compensation et sont mariées de force à des membres du clan ennemi afin de mettre un terme à des querelles tribales ou d'indemniser un délit commis par un membre féminin de la famille. Dans la province du Penjab, cette tradition s'appelle <i>vani</i> ; dans le Sindh, elle est baptisée <i>sang-chatti</i> ; au Baloutchistan, elle est connue sous le nom d' <i>Irjaai</i> et au Khyber Pakhtunkhwa, elle est appelée <i>swara</i> .
VBMP	Voix des Baloutches portés disparus
VRC	Centre de rapatriement volontaire
VRF	Formulaire de rapatriement volontaire (dans les VRC)
WEWA	Women's Employees Welfare Association
Zakat	Taxe religieuse frappant les biens et les liquidités (2,5 %). La pratique de l'aumône ou zakat est l'un des cinq piliers de l'islam.
Zarb-e-Azb	Nom de code d'une opération militaire lancée le 15 juin 2014
Zenana	Un «homme ressemblant à une femme» ou une «femme dans un corps d'homme»
Zila	District
Zina	En droit islamique, le <i>zina</i> est un rapport sexuel illicite, c'est-à-dire un rapport sexuel entre un homme et une femme qui ne sont pas mariés l'un à l'autre.

Carte du Pakistan



Source (2): Avec l'aimable autorisation d'University of Texas Libraries, Université du Texas, Austin.

(2) University of Texas at Austin, *Pakistan Administrative Divisions* [map], source: CIA, 2010.

Introduction

Le présent rapport a été rédigé par des spécialistes des informations sur les pays d'origine (COI) des unités COI et des bureaux d'asile cités comme coauteurs dans la section «Remerciements», ainsi que par le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO), dans le cadre de son mandat.

Cette publication vise à fournir des informations pertinentes pour la détermination du statut de protection internationale (détermination du statut de la protection, statut de réfugié et protection subsidiaire). Le mandat est présenté à l'annexe.

Méthodologie

Définition du mandat

Entre le 24 février et le 6 mars 2015, l'EASO a recueilli des contributions pour le mandat des pays de l'UE+ ⁽³⁾ et du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Toutes les contributions ont été analysées et discutées et le mandat a été finalisé lors d'une réunion qui s'est tenue à Croydon (Royaume-Uni) le 10 mars 2015, à laquelle tous les rédacteurs et réviseurs étaient invités.

Collecte de l'information

Le présent rapport contient les informations collectées entre le 10 mars et le 4 mai 2015. Par la suite, des recherches supplémentaires ont été réalisées durant la phase de révision, mais uniquement sur certains sujets. Un nombre restreint de sources électroniques et de documents spécialisés a été consulté au cours de cette période et dans le cadre de la recherche. Par ailleurs, plusieurs personnes de contact ont été interrogées. Pour des raisons de sécurité, tous les contacts n'ont pas été nommés. Il s'est avéré nécessaire de faire un choix entre s'abstenir de les interroger et les citer en tant que «sources anonymes». Cette dernière approche a été préférée, compte tenu de la valeur des informations communiquées.

Contrôle de la qualité

Pour s'assurer que les coauteurs ont respecté la méthodologie de l'EASO relative aux rapports COI, des spécialistes en COI des pays et organisations mentionnés comme réviseurs dans la section «Remerciements» ont procédé à une relecture du document. Tous les commentaires formulés par les réviseurs ont été pris en considération et la plupart d'entre eux ont été intégrés dans la version finale du présent rapport.

⁽³⁾ États membres de l'UE plus la Norvège et la Suisse.

1. Informations générales sur le pays

1.1 Géographie

1.1.1 Géographie physique

Le Pakistan est situé en Asie du Sud et a une frontière commune avec l'Iran à l'ouest, l'Inde au sud-est, l'Afghanistan au nord-ouest, la Chine au nord-est et la mer d'Arabie. Les chaînes montagneuses de l'Himalaya, du Karakorum et de l'Hindu Kush forment les hauts-plateaux du nord du Pakistan, des provinces de Khyber Pakhtunkhwa et du Gilgit-Baltistan ⁽⁴⁾. Le fleuve Indus et ses affluents dominent les parties orientale et méridionale du pays ⁽⁵⁾. La superficie totale du pays est de 796 095 kilomètres carrés, avec un littoral de 1 046 km de long ⁽⁶⁾.

1.1.2 Climat

Le climat du Pakistan est semi-aride et se caractérise principalement par des étés chauds et des hivers froids. On observe quatre saisons, dont le début et la durée varient selon la localisation: un hiver sec et frais de décembre à février, un printemps chaud et sec de mars à mai, une saison des pluies estivale de juin à septembre et la mousson en octobre et en novembre. Les températures dans la capitale, Islamabad, oscillent en moyenne entre 2° C en janvier et 40° C en juin ⁽⁷⁾.

1.1.3 Divisions administratives

Le Pakistan (nom officiel: République islamique du Pakistan) est divisé en quatre provinces – Baloutchistan, Khyber Pakhtunkhwa (KP), Penjab et Sindh – et deux territoires – les Zones tribales administrées par l'État fédéral (FATA) et le Territoire de la capitale Islamabad ⁽⁸⁾. Les FATA se composent de sept agences tribales: Bajaur, Khyber, Kurram, Orakzai, Mohmand, Waziristan du Nord et Waziristan du Sud ⁽⁹⁾. La partie de la région contestée du Jammu-et-Cachemire administrée par le Pakistan se compose de deux régions administratives: l'Azad Cachemire et le Gilgit-Baltistan ⁽¹⁰⁾. Voir aussi la section [1.4.2 Fédéralisme](#).

1.1.4 Villes

Islamabad

Islamabad est la capitale du Pakistan. La construction de la ville a débuté en 1961. Elle est concentrée sur une superficie de 65 kilomètres carrés. Le territoire de la capitale Islamabad (ICT), administré par le gouvernement fédéral ⁽¹¹⁾, est divisé en huit zones: administrative, diplomatique, résidentielle, institutionnelle, industrielle et commerciale, une ceinture verte et un parc national ⁽¹²⁾. La ville d'Islamabad est divisée en cinq grandes zones: les zones I et II sont essentiellement résidentielles. Les zones sont divisées en secteurs, identifiés par une lettre (A à I) et un chiffre. La zone III comprend essentiellement les Margalla Hills et le parc national de Margalla Hills. La zone IV (la plus grande) et la zone V se composent du parc d'Islamabad et des zones rurales de la ville ⁽¹³⁾.

⁽⁴⁾ Pakistan Tourism Development Corporation, *Pakistan, Landscape, location and geography*, n.d.

⁽⁵⁾ National Geographic, *Pakistan Facts*, [website] n.d.

⁽⁶⁾ CIA, *The World Factbook: Pakistan*, updated 18 May 2015.

⁽⁷⁾ US Library of Congress, *Pakistan: A Country Study*, 1994.

⁽⁸⁾ CIA, *The World Factbook: Pakistan*, updated 18 May 2015.

⁽⁹⁾ FATA, [website] n.d.

⁽¹⁰⁾ CIA, *The World Factbook: Pakistan*, updated 18 May 2015.

⁽¹¹⁾ ICTA, [website] n.d.

⁽¹²⁾ Encyclopædia Britannica, *Islamabad, National Capital, Pakistan*, updated 31 July 2013.

⁽¹³⁾ Islamabad the Capital, *Zones in Islamabad*, n.d.

Rawalpindi

Rawalpindi, localement appelée «Pindi», est située à 14 km au nord-est d'Islamabad et a une superficie de 5 286 kilomètres carrés⁽¹⁴⁾. La ville comporte sept *tehsils* (subdivisions), à savoir Gujar Khan, Kallar Syedan, Kahuta, Kottli Sattian, Murree, Rawalpindi et Taxila. Le quartier général des forces armées pakistanaises est situé dans la ville⁽¹⁵⁾, tout comme l'aéroport international d'Islamabad⁽¹⁶⁾.

Karachi

Située dans le sud du Pakistan, la ville de Karachi est la capitale de la province de Sindh. C'est la plus grande ville du pays (591 km²), son principal port maritime⁽¹⁷⁾ et la capitale financière et commerciale du Pakistan. Karachi compte six districts: est, ouest, centre, sud, Malir et Korangi⁽¹⁸⁾.

Lahore

Lahore est la deuxième plus grande ville du Pakistan (404 km²)⁽¹⁹⁾ et la capitale de la province du Penjab⁽²⁰⁾. Également connue sous le nom de «Jardins des Moghols» ou «Cité des jardins», après l'Empire moghol (1524-1752), la ville possède de nombreux monuments et bâtiments qui reflètent la diversité culturelle de son architecture⁽²¹⁾. Elle est un centre commercial, bancaire et industriel de première importance, avec des liaisons ferroviaires et aériennes vers d'autres grandes villes⁽²²⁾.

1.1.5 Infrastructures de transport

Le Pakistan compte 263 775 km de réseau routier⁽²³⁾, dont 12 131 km de voies rapides et d'autoroutes nationales⁽²⁴⁾ et 7 791 km de réseau ferroviaire desservant 781 gares⁽²⁵⁾. Les principaux aéroports internationaux sont les suivants: Allama Iqbal (Lahore); Bacha Khan (Peshawar); Benazir Bhutto (Rawalpindi, desservant également Islamabad); Faisalabad; Jinnah (Karachi); Multan et Quetta. Mais il existe d'autres aéroports internationaux comme Bahawalpur, Dera Ghazi Khan, Gwadar, Rahim Yar Khan et Turbat⁽²⁶⁾. Le pays dispose également de trois grands ports maritimes à Karachi, Bin Qasam et Gwadar⁽²⁷⁾.

1.2 Démographie

1.2.1 Population

La population du Pakistan était estimée à 196 174 380 habitants (100 749 556 hommes et 95 424 824 femmes) en juillet 2014. Les grandes zones urbaines du Pakistan (population estimée entre parenthèses, données de 2014) sont la capitale Islamabad (1 297 000), Rawalpindi (2 432 000), Karachi (16 126 000), Lahore (8 500 000), Faisalabad (3 460 000), Gujranwala (2 053 000) et Multan (1 874 000)⁽²⁸⁾.

Bien que les deux tiers de la population vivent dans des zones rurales, le Pakistan compte la plus forte population urbaine d'Asie du Sud, avec quelque 58 millions d'habitants dans les villes (2008). On dénombre quelque 50 000 villages

⁽¹⁴⁾ City District Government Rawalpindi, [website] n.d.

⁽¹⁵⁾ City District Government Rawalpindi, [website] n.d.

⁽¹⁶⁾ Punjab Portal, *Rawalpindi*, n.d.

⁽¹⁷⁾ Encyclopædia Britannica, *Karachi, Pakistan*, last updated 9 June 2014.

⁽¹⁸⁾ KMC [website] n.d.

⁽¹⁹⁾ Punjab Portal, *Lahore*, n.d.

⁽²⁰⁾ Encyclopædia Britannica, *Lahore, Pakistan*, last updated 6 September 2013.

⁽²¹⁾ AKDN, *Pakistan: Conservation and Development in Gilgit-Baltistan and the Punjab*, n.d.

⁽²²⁾ Encyclopædia Britannica, *Lahore, Pakistan*, last updated 6 September 2013.

⁽²³⁾ Government of Pakistan (GoP), Ministry of Finance, *Highlights Pakistan Economic Survey 2013-14*, p. 13.

⁽²⁴⁾ NHA, *PSDP and Highways/Motorways Network*, n.d.

⁽²⁵⁾ Pakistan Tourism Development Corporation, *Pakistan*, n.d.

⁽²⁶⁾ PCAA [website], n.d.

⁽²⁷⁾ Pakistan Tourism Development Corporation, *Pakistan*, n.d.

⁽²⁸⁾ CIA, *The World Factbook: Pakistan*, updated 18 May 2015.

de moins de 10 000 habitants, environ 450 petites villes de moins de 100 000 habitants et sept métropoles (Faisalabad, Gujranwala, Hyderabad, Multan, Peshawar, Quetta et Rawalpindi) d'une population supérieure à un million de personnes ⁽²⁹⁾.

1.2.2 Groupes ethniques et religieux

Les principaux groupes ethniques du Pakistan sont les Penjabis (44,68 %), les Pachtouns (15,42 %), les Sindhis (14,1 %), les Sariakis (8,38 %), les Mohajirs (7,57 %), les Baloutches (3,57 %) et des minorités diverses (6,28 %) ⁽³⁰⁾. Selon le recensement de 1998, 95 % des Pakistanais sont musulmans, dont environ 75 % sont sunnites et 25 % chiites ⁽³¹⁾. Les estimations du nombre d'ahmadis au Pakistan varient fortement, de 600 000 ⁽³²⁾ à 2-4 millions. Par ailleurs, les hindous, les chrétiens, les parsis/zoroastriens, les baha'is, les sikhs, les bouddhistes et d'autres groupes représentent 5 % de la population ⁽³³⁾.

1.2.3 Langues

L'ourdou est la langue nationale et l'anglais est utilisé pour les documents officiels ⁽³⁴⁾. Alors que l'ourdou est la première langue de 8 % seulement des Pakistanais, on estime qu'elle est la deuxième langue véhiculaire de 80 à 90 % de la population, ce qui en fait pratiquement une *lingua franca* ⁽³⁵⁾. Les autres langues principales du Pakistan sont le penjabi (48 %), le sindhi (12 %), le seraiki (une variante du penjabi) (10 %), le pachto (8 %), le baloutche (3 %), l'hindko (2 %) et le brahoui (1 %) ⁽³⁶⁾.

1.3 L'histoire en bref

1.3.1 Avant l'indépendance

Tout au long des siècles, les plaines fertiles de l'Indus ont été occupées par différents peuples. Alors que cette région était hindouiste et bouddhiste à l'origine, les musulmans ont conquis de vastes étendues de la zone aux X^e et XI^e siècles. Par la suite, le sultanat de Delhi et les Moghols ont occupé la région. Lorsque, au milieu du XVIII^e siècle, la dynastie afghane pachtoun des Durrani a pris le contrôle de la région, elle était déjà essentiellement musulmane. Après plusieurs guerres au cours de la première moitié du XIX^e siècle, la quasi-totalité du territoire qui constitue l'Inde et le Pakistan aujourd'hui est passée sous le contrôle de la Compagnie anglaise des Indes orientales. Le XX^e siècle a vu le développement d'un mouvement en faveur de l'indépendance de l'Inde. L'All India Muslim League (Ligue musulmane) a été fondée en 1906 à Dacca. Muhammad Ali Jinnah en est devenu le principal leader, prônant un État indépendant pour les musulmans indiens ⁽³⁷⁾.

1.3.2 Du dominion à la république

Le 14 août 1947, le Pakistan est devenu un dominion du Commonwealth, dont le gouverneur général était Muhammad Ali Jinnah. La partition des Indes britanniques entre l'Inde et le Pakistan a divisé le Bengale et le Penjab et seules les provinces du Baloutchistan, de la région frontalière du nord-ouest et du Sindh sont revenues intactes au Pakistan. La principauté maharadjah du Cachemire a adhéré à l'Inde, mais cette décision a été rejetée par la population musulmane majoritaire. Un raid mené au Cachemire par des envahisseurs pachtouns a entraîné l'intervention de l'armée indienne et déclenché la première guerre indo-pakistanaise (22 octobre 1947). Après le cessez-le-feu (2 janvier 1949), une ligne de démarcation temporaire a été décidée, qui est connue depuis sous le nom de «ligne de contrôle». La situation économique du Pakistan est catastrophique depuis le début et les hommes

⁽²⁹⁾ UN Habitat, *Country Programme Document, Pakistan, 2008-2009*, p. 8.

⁽³⁰⁾ CIA, *The World Factbook: Pakistan*, updated 18 May 2015.

⁽³¹⁾ US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013, Pakistan*, 28 July 2014.

⁽³²⁾ Al Jazeera, *Pakistan's Ahmadiyya: An 'absence of justice'*, 7 August 2014.

⁽³³⁾ US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013, Pakistan*, 28 July 2014.

⁽³⁴⁾ Pakistan, *Constitution of the Islamic Republic of Pakistan, 1973*.

⁽³⁵⁾ Gregory, S., *Review of the UKBA Country of Origin Report for Pakistan (Report dated 17 January 2011) for the IAGCI*, 26 April 2011, p. 3.

⁽³⁶⁾ CIA, *The World Factbook: Pakistan*, updated 18 May 2015.

⁽³⁷⁾ Khan, H., *Constitutional and Political History of Pakistan*, 2001, pp. 1-74; Schofield, V., *Kashmir in Conflict. India, Pakistan and the Unending War*, 2004, pp. 1-26; Ziring, L., *Pakistan, at the crosscurrent of history*, 2003, pp. 1-43; US Library of Congress, *Pakistan: A Country Study*, 1994.

politiques se sont battus pour maintenir la stabilité. En septembre 1948, Jinnah disparaît. Six ans plus tard, la Ligue musulmane essuie un grave revers électoral face à une opposition unie au Bengale, à l'est du Pakistan, faisant apparaître une division politique croissante entre l'est et l'ouest du pays. En 1956, une nouvelle Constitution est adoptée, qui déclare la création de la République islamique du Pakistan ⁽³⁸⁾.

1.3.3 Première période de pouvoir militaire

En octobre 1958, les militaires prennent le pouvoir à la suite d'un coup d'État. Les partis politiques sont abolis, la Constitution abrogée et la loi martiale décrétée. Le général en chef de l'armée, Muhammad Ayub Khan, devient Premier ministre et occupe rapidement la présidence. Sous la présidence d'Ayub Khan, une croissance économique raisonnable est enregistrée, notamment dans le secteur manufacturier, mais un déséquilibre manifeste demeure entre l'est et l'ouest du pays. Au Pakistan oriental, la pauvreté s'accroît, alors que le Pakistan occidental bénéficie d'une croissance économique. En 1965, une nouvelle guerre éclate avec l'Inde au sujet du Cachemire, mais les deux pays concluent rapidement un traité de paix. Au Bengale, la Ligue nationaliste Awami apparaît comme la principale force politique. L'opposition au pouvoir militaire autocratique du président Ayub Khan s'accroît et, en février 1969, celui-ci annonce qu'il ne se présentera pas à l'élection présidentielle de 1970. Un mois plus tard, il cède le pouvoir au général en chef de l'armée, Agha Muhammad Yahya Khan, qui devient président. Aux élections législatives de 1970, la Ligue Awami, emmenée par Mujibur Rahman, remporte la majorité des sièges de l'Assemblée (167 sur 300). Dans l'ouest du pays, le Parti du peuple pakistanais (PPP) de Zulfikar Ali Bhutto, un noble sindhi de confession chiite, obtient 83 sièges. Mujibur Rahman opte pour une autonomie poussée, inacceptable pour Yahya Khan. Les forces armées du Pakistan occidental envahissent le Pakistan oriental, où des combats acharnés éclatent entre l'armée et les militants de la Ligue Awami. En décembre 1971, l'Inde intervient avec succès dans le conflit et contraint Islamabad à reconnaître l'indépendance de la nouvelle République du Bangladesh ⁽³⁹⁾.

1.3.4 Zulfikar Ali Bhutto

Assumant la responsabilité de la défaite et de la scission du Pakistan, le président Yahya démissionne et Bhutto devient le leader incontesté de l'ancien Pakistan occidental. En 1973, une nouvelle Constitution est adoptée et Bhutto devient Premier ministre. Un an plus tard, le Parlement adopte une loi déclarant les ahmadis non-musulmans. Les élections de 1977 opposent le PPP de Bhutto et une alliance de partis d'opposition, qui prônent davantage d'islamisme. Bien que le PPP remporte une large majorité des voix, des violences éclatent un peu partout dans le pays ⁽⁴⁰⁾.

1.3.5 Deuxième période de pouvoir militaire

Le 5 juillet 1977, le général en chef de l'armée, Muhammad Zia-ul-Haq, impose la loi martiale, ouvrant ainsi la voie à un nouveau régime militaire. Il devient rapidement président et fait juger et exécuter Bhutto. Pour s'attirer un plus grand soutien du peuple, Zia se rapproche des islamistes et introduit un nouveau code législatif islamique. En 1979, il reporte les élections indéfiniment, interdit les partis politiques et les grèves et soumet la presse à une censure stricte. L'invasion soviétique de l'Afghanistan de 1979 a eu des conséquences graves pour le Pakistan. Aidé par les États-Unis et plusieurs pays musulmans, Zia soutient les moudjahiddins afghans qui résistaient à l'influence soviétique et défend une politique d'islamisation plus poussée. Des millions de réfugiés afghans fuyant le conflit se sont établis au Pakistan. En août 1988, le président Zia-ul-Haq est tué dans un mystérieux accident d'avion ⁽⁴¹⁾.

1.3.6 Une décennie de pouvoir civil

En novembre 1988, le Pakistan connaît ses premières élections nationales libres depuis plus de 10 ans. Le PPP, dirigé par Benazir Bhutto, la fille de Zulfikar, remporte une victoire écrasante. Elle forme un gouvernement de coalition et devient Premier ministre. En 1989, les relations avec les États-Unis se tendent, lorsqu'il apparaît que

⁽³⁸⁾ Khan, H., *Constitutional and Political History of Pakistan*, 2001, pp.75-211; New Encyclopedia Britannica (The), Pakistan, 1990, pp. 388-390; Schofield, V., *Kashmir in Conflict. India, Pakistan and the Unending War*, 2004, pp. 27-72; Ziring, L., *Pakistan, at the crosscurrent of history*, 2003, pp. 45-66.

⁽³⁹⁾ Encyclopædia Universalis France, *Pakistan*, 2015, p. 14-16; Khan, H., *Constitutional and Political History of Pakistan*, 2001, pp. 212-430; New Encyclopedia Britannica (The), *Pakistan*, 1990, p. 390; Ziring, L., *Pakistan, at the crosscurrent of history*, 2003, pp. 68-123.

⁽⁴⁰⁾ Encyclopædia Universalis France, *Pakistan*, 2015, p. 16-18; Khan, H., *Constitutional and Political History of Pakistan*, 2001, pp. 431-578; New Encyclopedia Britannica (The), *Pakistan*, 1990, p. 390; Ziring, L., *Pakistan, at the crosscurrent of history*, 2003, pp. 130-160.

⁽⁴¹⁾ Encyclopædia Universalis France, *Pakistan*, 2015, p. 18-20; Khan, H., *Constitutional and Political History of Pakistan*, 2001, pp. 579-710; New Encyclopedia Britannica (The), Volume 25, *Pakistan*, 1990, p. 391; Ziring, L., *Pakistan, at the crosscurrent of history*, 2003, pp. 163-202.

le Pakistan a secrètement développé une capacité nucléaire. Sur le plan économique, le Pakistan entre dans une période de stagnation. Le PPP perd les élections de 1990 au profit d'une alliance conservatrice de droite emmenée par Muhammad Nawaz Sharif. Il défend une politique de libéralisation économique, mais se révèle incapable de redresser l'économie. Benazir Bhutto revient au pouvoir après les élections de 1992 et lance un programme de nationalisations. Vers le milieu des années 1990, le Pakistan commence à soutenir les talibans, un groupe fondamentaliste pachtoun qui s'est implanté en Afghanistan. Le Pakistan devient l'un des trois pays du monde à reconnaître le mollah Mohammad Omar comme dirigeant légitime d'Afghanistan. Le PPP perd les élections de 1997 et Sharif redevient Premier ministre. En 1999, des militants soutenus par les Pakistanais s'engagent dans de violents combats avec des troupes indiennes à Kargil, sur la ligne de contrôle. L'incident dégénère presque en une guerre totale et tend les relations entre Sharif et le commandement de l'armée ⁽⁴²⁾.

1.3.7 Troisième période de pouvoir militaire

Le 12 octobre 1999, Sharif tente de limoger le chef des armées, le général Pervez Musharraf. La tentative se solde par un coup d'État de l'armée. Des officiers arrêtent Sharif, qui est exilé peu après en Arabie saoudite. Le général Musharraf devient président et entame une troisième période de pouvoir militaire. La politique économique s'oriente vers la libéralisation et la privatisation. Le coup d'État militaire de 1999 a gravement nui aux liens entre le Pakistan et l'Occident. Cet isolement prend fin après les attentats du 11 septembre 2001, lorsque le président Musharraf apporte son soutien à l'opération militaire dirigée par les États-Unis en Afghanistan ⁽⁴³⁾. Un autre facteur ayant contribué à la fin de l'isolement est l'intervention diplomatique américaine en vue de faire cesser l'escalade autour du nucléaire entre l'Inde et le Pakistan en 2002 dans le cadre de la crise du Cachemire ⁽⁴⁴⁾. Par le biais de diverses mesures juridiques, Musharraf renforce le pouvoir du président du Pakistan. Le soutien à l'effort de campagne américain en Afghanistan déclenche une forte opposition parmi les groupes religieux d'extrême droite. Des talibans rescapés, Al-Qaida et des groupements affiliés ont infiltré la frontière poreuse séparant le Pakistan de l'Afghanistan et favorisent l'opposition à Islamabad dans les zones tribales orientales, tandis que les tensions sectaires se renforcent. La position du président Musharraf s'affaiblit encore en 2007, lorsqu'il entre en conflit avec le président de la Cour suprême, Iftikhar Chaudry. La même année, Benazir Bhutto et Nawaz Sharif rentrent d'exil et commencent à mobiliser leurs supporters en vue des élections de 2008. Le 27 décembre 2007, Benazir Bhutto est assassinée lors d'un meeting électoral à Rawalpindi. Deux mois plus tard, son parti, le Parti du peuple pakistanais (PPP), remporte les élections ⁽⁴⁵⁾.

1.3.8 Développements récents

Le pilier du PPP, Youssouf Raza Gillani, devient Premier ministre au début 2008 et dans les mois qui suivent, il tente de destituer le président Musharraf. Fin août 2008, Musharraf démissionne. Asif Ali Zardari, veuf de Benazir Bhutto, lui succède à la tête de l'État. Rapidement, le pouvoir repasse du président au Premier ministre par le biais du 18^e amendement apporté à la Constitution, qui est adopté à l'unanimité par le Parlement ⁽⁴⁶⁾.

Le gouvernement se heurte à de nombreuses difficultés. Au Baloutchistan, une insurrection à visée séparatiste survient à la suite de la mort violente du chef tribal Nawab Akbar Bugti. La situation dans les zones tribales orientales est encore plus grave, puisque le Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP) a conquis de grandes parties du territoire. L'offensive de l'armée visant à chasser le TTP du Khyber Pakhtunkhwa a dévasté la région et généré un grand nombre de réfugiés. Les talibans mènent également des attentats terroristes au Pakistan. Le pays est aussi de plus en plus secoué par des violences sectaires. En novembre 2008, le Lashkar-e-Taiba (LeT), une organisation extrémiste liée aux renseignements militaires pakistanais, commet un attentat terroriste d'envergure à Mumbai, en Inde. En mai 2011, les forces spéciales américaines tuent le chef d'Al-Qaida, Oussama Ben Laden, lors d'un raid à Abbottabad, sans prévenir Islamabad. Les États-Unis recourent également davantage à des attaques de drones pour tuer des terroristes dans les zones

⁽⁴²⁾ Encyclopædia Universalis France, *Pakistan*, 2015, p. 20-24; Khan, H., *Constitutional and Political History of Pakistan*, 2001, pp. 711-848; Ziring, L., *Pakistan, at the crosscurrent of history*, 2003, pp. 204-257.

⁽⁴³⁾ Encyclopædia Universalis France, *Pakistan*, 2015, p. 24-30; Khan, H., *Constitutional and Political History of Pakistan*, 2001, pp. 849-940; Ziring, L., *Pakistan, at the crosscurrent of history*, 2003, pp. 259-348.

⁽⁴⁴⁾ Hussain Zahid, *Frontline Pakistan, The struggle with militant Islam*, 2007, pp. 110-111.

⁽⁴⁵⁾ Encyclopædia Universalis France, *Pakistan*, 2015, p. 24-30; Khan, H., *Constitutional and Political History of Pakistan*, 2001, pp. 849-940; Ziring, L., *Pakistan, at the crosscurrent of history*, 2003, pp. 259-348.

⁽⁴⁶⁾ Encyclopædia Universalis France, *Pakistan*, 2015, p. 30-32; Lieven, A., *Pakistan, a hard country*, 2011, pp. 3-83, pp. 405-477; Ahmed, Rashid, *Pakistan on the Brink*, 2013, pp. 1-256.

tribales pakistanaises. En avril 2012, le Premier ministre Gillani démissionne sous le coup de diverses accusations de corruption ⁽⁴⁷⁾. Lors des élections du 11 mai 2013, le PML(N) conservateur obtient la majorité au Parlement. Nawaz Sharif redevient Premier ministre ⁽⁴⁸⁾.

Les premières tentatives de négociation avec les talibans échouent du fait des violences incessantes ⁽⁴⁹⁾. Les actions militaires menées par l'armée contre les talibans dans les FATA entraînent des frappes terroristes, la plus connue étant l'attaque menée contre une école publique pour enfants de militaires à Peshawar en décembre 2014, qui a fait 145 victimes, dont 132 écoliers ⁽⁵⁰⁾. En 2015, l'armée pakistanaise a mené des opérations militaires en vue d'éradiquer les talibans établis dans le Waziristan du Nord ⁽⁵¹⁾.

1.4 Structure étatique et paysage politique

1.4.1 Parlement, gouvernement et administration

Constitution

La Constitution de 1973 a déclaré la République fédérale du Pakistan et reconnu l'islam comme religion d'État ⁽⁵²⁾. Elle a mis en place un système de gouvernement parlementaire, avec le président comme chef de l'État et le Premier ministre comme chef du gouvernement. Le Parlement est bicaméral et se compose du Sénat et de l'Assemblée nationale ⁽⁵³⁾. À ce jour, la Constitution de 1973 a été amendée 21 fois ⁽⁵⁴⁾.

Le dix-huitième amendement de la Constitution, adopté en avril 2010, a abrogé la plupart des changements constitutionnels introduits sous les régimes militaires et a officiellement rebaptisé la province frontalière du Nord-Ouest en Khyber Pakhtunkhwa et conféré aux provinces une plus grande autonomie ⁽⁵⁵⁾.

Pouvoir exécutif

Le président

Selon la Constitution de 1973, le président est le chef de l'État. Toute personne de confession musulmane, âgée de plus de 45 ans et éligible à l'Assemblée nationale, peut se porter candidate à l'élection présidentielle. Le président est élu lors d'un scrutin secret par un collège électoral composé des membres du Sénat, de l'Assemblée nationale et des assemblées provinciales. Le président est élu pour un mandat de cinq ans et peut accomplir deux mandats au maximum. Le président peut nommer le procureur général, les juges de la Cour suprême et des Hautes Cours et les commissaires en chef chargés des élections.

Le président peut être destitué pour des raisons d'incapacité physique ou mentale et peut être empêché en cas de violation de la Constitution ou de faute grave. En cas de destitution ou d'empêchement, une majorité de l'une des chambres du Parlement est nécessaire pour en aviser qui de droit. Si la résolution est adoptée par au moins deux tiers du Parlement, le président quitte immédiatement ses fonctions ⁽⁵⁶⁾.

Le dix-huitième amendement de la Constitution a retiré au président le droit de dissoudre le Parlement, en transférant au Premier ministre et au Parlement les pouvoirs exécutifs essentiels, comme la nomination des responsables militaires et des juges ⁽⁵⁷⁾.

⁽⁴⁷⁾ Encyclopædia Universalis France, *Pakistan*, 2015, p. 30-32; Lieven, A., *Pakistan, a hard country*, 2011, pp. 3-83, pp. 405-477; Ahmed, Rashid, *Pakistan on the Brink*, 2013, pp. 1-256.

⁽⁴⁸⁾ Washington Post (The), *Nawaz Sharif is formally elected prime minister of Pakistan*, 5 June 2013.

⁽⁴⁹⁾ Reuters, *Peace Talks between Pakistan and Taliban collapse after killings*, 17 February 2014.

⁽⁵⁰⁾ BBC, *Pakistan School Attack: PM Sharif vows to end 'terrorism'*, 17 December 2014.

⁽⁵¹⁾ RFE/RL, *Pakistan Military Says five Militants, One Soldier Killed in Clash*, 20 February 2015.

⁽⁵²⁾ CIDOB, *International Yearbook 2012, Pakistan: Country Profile, Political System and State Structure of Pakistan*, 7 April 2012, p. 1.

⁽⁵³⁾ EU EOM, *Islamic Republic of Pakistan — Final Report, General Elections 11 May 2013*, July 2013, p. 13.

⁽⁵⁴⁾ Pakistan, *Constitution (Twenty-First Amendment) Act*, 2015; CIDOB, *International Yearbook 2012, Pakistan: Country Profile, Political System and State Structure of Pakistan*, 7 April 2012, p. 1.

⁽⁵⁵⁾ CIDOB, *International Yearbook 2012, Pakistan: Country Profile, Political System and State Structure of Pakistan*, 7 April 2012, p. 1.

⁽⁵⁶⁾ CIDOB, *International Yearbook 2012, Pakistan: Country Profile, Political System and State Structure of Pakistan*, 7 April 2012, pp. 1, 3.

⁽⁵⁷⁾ RFE/RL, *Pakistan's Constitutional Reform Introduces Sweeping Changes*, 19 April 2010; Guardian (The), *Pakistan's constitutional reform debate overshadowed by amnesty row*, 2 April 2010.

Le Premier ministre et le cabinet fédéral

Le Premier ministre est nommé par le président parmi les membres de l'Assemblée nationale et doit obtenir un soutien majoritaire de cette chambre. Il/Elle est assisté(e) par le cabinet fédéral, dont les membres sont nommés par le président sur avis du Premier ministre. Le cabinet fédéral est composé de ministres, de ministres d'État et de conseillers et est aussi collégialement responsable devant l'Assemblée ⁽⁵⁸⁾.

Pour la liste complète des ministres fédéraux, des ministres d'État, des conseillers et des assistants spéciaux du Premier ministre, voir le site internet du ministère de l'information, de la radiodiffusion et du patrimoine ⁽⁵⁹⁾.

Selon le 18^e amendement de la Constitution, la taille totale du cabinet fédéral, y compris les ministres d'État, ne peut excéder 11 % du nombre total des parlementaires. Après l'adoption de cet amendement, la taille du cabinet fédéral a été plafonnée à 49 membres, étant donné que le nombre total de parlementaires est de 446 membres au maximum (342 membres de l'Assemblée nationale et 104 sénateurs) ⁽⁶⁰⁾.

Le Premier ministre peut être démis de ses fonctions par une motion de censure votée par au moins 20 % des membres de l'Assemblée nationale. Si la résolution est adoptée à la majorité des membres de l'Assemblée nationale, le Premier ministre quitte immédiatement ses fonctions ⁽⁶¹⁾.

Pouvoir législatif

Le Parlement du Pakistan (officiellement baptisé *Majlis-e-Shoora*) se compose de l'Assemblée nationale (chambre basse) et du Sénat (chambre haute) ⁽⁶²⁾.

L'Assemblée nationale

Les membres de l'Assemblée nationale sont élus au suffrage universel (la majorité est fixée à 18 ans au Pakistan) pour un mandat de cinq ans, à moins qu'ils ne décèdent ou ne démissionnent ou en cas de dissolution de l'Assemblée nationale. L'Assemblée nationale compte 342 députés, dont 272 sont élus au suffrage majoritaire uninominal, ce qui signifie que le candidat qui obtient le plus grand nombre de voix dans une circonscription est élu membre de l'Assemblée nationale. Soixante des 70 sièges restants sont réservés à des femmes et les 10 derniers à des minorités non musulmanes, réparties à la représentation proportionnelle entre les partis ayant obtenu plus de 5 % des voix ⁽⁶³⁾.

Des sièges sont attribués à chacune des quatre provinces, aux zones tribales administrées par l'État fédéral (FATA) et au Territoire de la capitale Islamabad (ICT) au prorata de leur population ⁽⁶⁴⁾.

Le Sénat

Le principal objectif de la création du Sénat, en 1973, était de compenser les inégalités au sein de l'Assemblée nationale et d'accorder une représentation égale à toutes les entités fédérées ⁽⁶⁵⁾.

Les sénateurs sont élus par les membres de leurs assemblées provinciales respectives; le Sénat comprend également des représentants des FATA et de l'ICT ⁽⁶⁶⁾.

Le Sénat compte 104 membres, élus pour six ans, et la moitié de ses membres est renouvelée tous les trois ans ⁽⁶⁷⁾. Selon la Constitution, le président du Sénat remplace le président lorsque le poste devient vacant jusqu'à ce qu'un nouveau président puisse être formellement élu ⁽⁶⁸⁾.

⁽⁵⁸⁾ CIDOB, *International Yearbook 2012, Pakistan: Country Profile, Political System and State Structure of Pakistan*, 7 April 2012, p. 1; National Assembly of Pakistan [website], n.d.

⁽⁵⁹⁾ Ministry of Information, Broadcasting and Heritage, *Federal Cabinet*, n.d.

⁽⁶⁰⁾ Dawn, *18th amendment limits cabinet size*, 15 May 2013.

⁽⁶¹⁾ CIDOB, *International Yearbook 2012, Pakistan: Country Profile, Political System and State Structure of Pakistan*, 7 April 2012, p. 3.

⁽⁶²⁾ IPU, *Pakistan – National Assembly*, n.d.

⁽⁶³⁾ CIDOB, *International Yearbook 2012, Pakistan: Country Profile, Political System and State Structure of Pakistan*, 7 April 2012, p. 2.

⁽⁶⁴⁾ National Assembly of Pakistan [website], n.d.

⁽⁶⁵⁾ Senate of Pakistan [website], n.d.

⁽⁶⁶⁾ CIDOB, *International Yearbook 2012, Pakistan: Country Profile, Political System and State Structure of Pakistan*, 7 April 2012, p. 2.

⁽⁶⁷⁾ IPU, *Pakistan – Senate*, updated: 12 March 2015

⁽⁶⁸⁾ CIDOB, *International Yearbook 2012, Pakistan: Country Profile, Political System and State Structure of Pakistan*, 7 April 2012, p. 2.

Tant le Sénat que l'Assemblée nationale peuvent initier et adopter une loi, hormis en ce qui concerne les lois de finances ⁽⁶⁹⁾. L'Assemblée nationale jouit de compétences exclusives en matière d'examen des lois de finances, y compris le budget annuel de l'État ⁽⁷⁰⁾.

Pour en savoir plus sur la composition de l'Assemblée nationale et du Sénat, voir la section [1.4.5 Élections](#).

1.4.2 Fédéralisme

Depuis son indépendance en 1947, le Pakistan est une fédération, une structure héritée de l'Inde britannique et des exigences de la géopolitique entre l'indépendance et 1971, sans oublier les identités ethniques régionales distinctes ⁽⁷¹⁾.

Les relations entre la fédération et les provinces sont définies à la partie V (articles 141 à 159) de la Constitution du Pakistan ⁽⁷²⁾. Depuis la signature du 18^e amendement de la Constitution, qui prévoit une division claire des responsabilités entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, la plupart des services comme la santé, l'éducation, l'agriculture et les routes, doivent être fournis par les provinces ⁽⁷³⁾.

Provinces

Chaque province est dirigée par un gouverneur et un conseil de ministres présidé par un Premier ministre, dont les membres sont élus par l'assemblée provinciale et nommés par le gouverneur. Les membres des assemblées provinciales sont élus au suffrage universel ⁽⁷⁴⁾.

Les quatre assemblées provinciales sont directement élues et comptent 371 membres au Penjab, 164 dans le Sindh, 124 dans le Khyber Pakhtunkhwa et 51 au Baloutchistan. Chaque assemblée réserve des sièges pour les femmes et les minorités religieuses ⁽⁷⁵⁾.

Avec ses conseils élus, le système local de gouvernement (instauré dans chaque province par l'ordonnance sur le gouvernement local de 2001 (Local Government Ordinance) ⁽⁷⁶⁾ repose sur les structures fédérées du système à trois niveaux que sont les conseils de district (*zila*), de *tehsil* et d'union ⁽⁷⁷⁾.

Zones tribales

Les territoires du nord-ouest du Pakistan se caractérisent par un régime administratif et juridique différent de celui des autres régions du pays. Sur le plan administratif, ils sont divisés en régions appelées «agences politiques» et «régions frontalières» et sont collectivement appelés «zones tribales administrées par l'État fédéral» (FATA) et «zones tribales administrées par les provinces» (PATA) ⁽⁷⁸⁾.

Zones tribales administrées par l'État fédéral (FATA)

Géographiquement parlant, les FATA bordent le Khyber Pakhtunkhwa (KP) au nord et à l'est, l'Afghanistan à l'ouest et le Baloutchistan au sud ⁽⁷⁹⁾. L'article 246 de la Constitution énumère les agences tribales et les régions frontalières qui constituent les FATA ⁽⁸⁰⁾.

⁽⁶⁹⁾ CIDOB, *International Yearbook 2012, Pakistan: Country Profile, Political System and State Structure of Pakistan*, 7 April 2012, p. 2.

⁽⁷⁰⁾ National Assembly of Pakistan [website], n.d.

⁽⁷¹⁾ Waseem, M., *Federalism in Pakistan*, August 2010, p. 4.

⁽⁷²⁾ Pakistan, *Constitution of the Islamic Republic of Pakistan*, 12 April 1973.

⁽⁷³⁾ CIDOB, *International Yearbook 2012, Pakistan: Country Profile, Political System and State Structure of Pakistan*, 7 April 2012, p. 6.

⁽⁷⁴⁾ CIDOB, *International Yearbook 2012, Pakistan: Country Profile, Political System and State Structure of Pakistan*, 7 April 2012, p. 6.

⁽⁷⁵⁾ CLGF, *The Local Government System in Pakistan, 2011-2012*, p. 152.

⁽⁷⁶⁾ Arif, S., et al., *The Local Government System in Pakistan: Citizens Perceptions and Preferences*, IDG Working Paper No. 2010-02, January 2010, p. 2.

⁽⁷⁷⁾ CLGF, *The Local Government System in Pakistan, 2011-2012*, p. 153.

⁽⁷⁸⁾ Siddique, O., *The Other Pakistan: Special Laws, Diminished Citizenship and the Gathering Storm*, 5 December 2012, p. 5.

⁽⁷⁹⁾ Siddique, O., *The Other Pakistan: Special Laws, Diminished Citizenship and the Gathering Storm*, 5 December 2012, p. 7.

⁽⁸⁰⁾ Agence de Bajaur, agence d'Orakzai, agence de Mohmand, agence de Khyber, agence de Kurram, agence du Waziristan du Nord, agence du Waziristan du Sud, zones tribales attenantes au district de Peshawar, zones tribales attenantes au district de Kohat, zones tribales attenantes au district de Bannu, zones tribales attenantes au district de Lakki Marwat, zones tribales attenantes au district d'Ismail Khan et zones tribales attenantes au district de Tank. Pakistan, *Constitution of the Islamic Republic of Pakistan*, 12 April 1973.

Selon la Constitution, les FATA font partie du territoire pakistanais et sont représentées au sein de l'Assemblée nationale et du Sénat, mais restent sous l'autorité exécutive directe du président ⁽⁸¹⁾. Le président pakistanais est le chef exécutif des FATA et il les administre par l'intermédiaire du gouverneur du Khyber-Pakhtunkhwa en qualité d'agent ⁽⁸²⁾. Les FATA sont toujours régies pour l'essentiel par le *Frontier Crimes Regulation 1901* (règlement sur les crimes dans les régions frontalières de 1901) et placées sous le contrôle général du ministère des États et des régions frontalières à Islamabad ⁽⁸³⁾. Les actes du Parlement ne s'appliquent pas dans les FATA, sauf instruction spéciale du président. Les compétences de la Cour suprême et des Hautes Cours ne s'appliquent pas non plus à ces territoires ⁽⁸⁴⁾.

Avant 2002, les décisions relatives à la planification du développement des zones tribales étaient prises par la section FATA du ministère de la planification et du développement du KP. En 2002, le secrétariat des FATA a été créé et est dirigé par le secrétaire des FATA. En 2006, le secrétariat civil des FATA a été institué afin d'assumer les fonctions décisionnelles; il est assisté dans sa tâche par un secrétaire principal supplémentaire, quatre secrétaires et plusieurs directeurs ⁽⁸⁵⁾.

Les agences tribales sont administrées par des agents politiques, assistés par divers agents politiques adjoints, les *Tehsildars* (responsables administratifs d'un *tehsil*) et les *Naib Tehsildars* (*tehsildars* adjoints), ainsi que des membres de diverses forces de police (*khassadars*) et de sécurité locales (appelés, scouts, etc.). L'agent politique contrôle le fonctionnement des ministères compétents et des prestataires de services et est chargé de régler les différends intertribaux sur les limites territoriales ou l'utilisation des ressources naturelles. Les régions frontalières sont administrées par des commissaires adjoints des districts respectifs, qui ont les mêmes pouvoirs qu'un agent politique dans une agence tribale ⁽⁸⁶⁾.

Les tribus règlent leurs propres affaires selon des règles coutumières et des codes non écrits, qui se caractérisent par une responsabilité collective pour les actions des membres individuels de la tribu et une responsabilité territoriale pour la zone placée sous leur contrôle. Le gouvernement fonctionne en recourant aux *Maliks* (représentants de tribus) et aux porteurs de *Lungi* (représentants de sous-tribus ou de clans), qui sont des membres influents de leurs clans ou tribus respectifs ⁽⁸⁷⁾.

Le système de transmission du pouvoir introduit ailleurs dans le pays par l'ordonnance sur le gouvernement local de 2001 (voir *supra*) n'a pas été étendu aux zones tribales ⁽⁸⁸⁾.

Régions tribales administrées par les provinces (PATA)

Les zones qui constituent les régions tribales administrées par les provinces sont situées dans les provinces du Khyber Pakhtunkhwa et du Baloutchistan ⁽⁸⁹⁾.

Conformément à l'article 246 de la Constitution du Pakistan, les zones couvertes par les PATA incluent les districts de Chitral, de Dir et de Swat (qui comprend Kalam), la région tribale du district de Kohistan, la région tribale de la zone protégée de Malakand attenante au district de Mansehra, les districts de Zhob et de Loralai (à l'exclusion de Duki Tehsil) de l'ancien État d'Amb, le Dalbandis Tehsil du district de Chagai et les territoires tribaux de Marri et Bugti dans le district de Sibi ⁽⁹⁰⁾.

Les citoyens des PATA, comme ceux d'autres districts de la province du Khyber Pakhtunkhwa, élisent directement des représentants aux assemblées provinciales et à l'Assemblée nationale et la région relève de la compétence du gouvernement provincial du KP ⁽⁹¹⁾. Cependant, selon l'article 247 de la Constitution, les lois adoptées par le pouvoir législatif fédéral ou provincial n'ont pas d'effet dans les PATA, à moins que le gouverneur du Khyber Pakhtunkhwa ne le décide, avec l'autorisation du président ⁽⁹²⁾.

⁽⁸¹⁾ FATA [website], n.d.

⁽⁸²⁾ Siddique, O., *The Other Pakistan: Special Laws, Diminished Citizenship and the Gathering Storm*, 5 December 2012, p. 7.

⁽⁸³⁾ FATA [website], n.d.

⁽⁸⁴⁾ Siddique, O., *The Other Pakistan: Special Laws, Diminished Citizenship and the Gathering Storm*, 5 December 2012, p. 7.

⁽⁸⁵⁾ FATA [website], n.d.

⁽⁸⁶⁾ FATA [website], n.d.

⁽⁸⁷⁾ FATA [website], n.d.

⁽⁸⁸⁾ FATA [website], n.d.

⁽⁸⁹⁾ Siddique, O., *The Other Pakistan: Special Laws, Diminished Citizenship and the Gathering Storm*, 5 December 2012, p. 7.

⁽⁹⁰⁾ Pakistan, *Constitution of the Islamic Republic of Pakistan*, 12 April 1973.

⁽⁹¹⁾ ICG, *Pakistan: Countering Militancy in PATA*, Asia Report No. 242, 15 January 2013, p. 3.

⁽⁹²⁾ Pakistan, *Constitution of the Islamic Republic of Pakistan*, 12 April 1973.

Un acte parlementaire de 1974 a étendu la compétence du plus haut pouvoir judiciaire aux PATA, tandis que les FATA sont toujours dépourvus de système judiciaire officiel ⁽⁹³⁾.

Gilgit-Baltistan et Azad-Cachemire

Le Gilgit-Baltistan (anciennement appelé les «Régions du Nord») et l'Azad Jammu-et-Cachemire (AJK, également appelé Azad-Cachemire ou «Cachemire libre») font partie du Cachemire situé du côté pakistanais de la ligne de contrôle séparant le Pakistan de l'Inde ⁽⁹⁴⁾. Le Pakistan n'a jamais formellement intégré aucun de ces deux territoires ⁽⁹⁵⁾.

Les systèmes politiques du Gilgit-Baltistan, de l'AJK et des FATA sont différents de ceux du reste du Pakistan et, à l'exception des FATA, ces territoires ne sont pas représentés au Parlement national ⁽⁹⁶⁾.

L'Azad-Cachemire est régi par une Constitution provisoire, une assemblée unicamérale élue, un Premier ministre et un président élu par l'Assemblée ⁽⁹⁷⁾. Le président est le chef de l'État, tandis que le Premier ministre est le chef de l'exécutif ⁽⁹⁸⁾. Le président et les membres de l'Assemblée sont élus pour cinq ans ⁽⁹⁹⁾.

Sur les 49 sièges de l'Assemblée, 41 sont attribués par élection directe, tandis que huit sont réservés (cinq pour des femmes et un pour chaque représentant des Cachemiris de l'étranger, des technocrates et des chefs religieux) ⁽¹⁰⁰⁾.

Le Conseil du Cachemire, composé de fonctionnaires fédéraux et de membres de l'Assemblée du Cachemire, détient également des pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires ⁽¹⁰¹⁾, comme celui de nommer les juges de la Haute Cour et le commissaire principal chargé des élections ⁽¹⁰²⁾.

À l'origine, le Gilgit-Baltistan était régi par le règlement de 1901 sur les crimes dans les régions frontalières et l'ordonnance de 1994 sur le cadre juridique, mais ces instruments ont été remplacés en 2009 par le *Gilgit-Baltistan Empowerment and Self-Governance Order* (GBESGO ou ordonnance d'autogouvernance et d'autonomisation du Gilgit-Baltistan) ⁽¹⁰³⁾.

La structure politique instaurée par le GBESGO comprend une assemblée de 33 membres et le Conseil du Gilgit-Baltistan (GBC), qui compte 15 membres et est dirigé par le Premier ministre pakistanais et assisté par un gouvernement nommé par le pouvoir fédéral. L'assemblée est composée de 24 membres directement élus, six sièges étant réservés à des femmes et trois à des technocrates. Le GBC comprend six membres de l'Assemblée et neuf parlementaires pakistanais nommés par le gouverneur ⁽¹⁰⁴⁾.

1.4.3 Pouvoir judiciaire

Le système juridique du Pakistan repose sur un système de *Common law* teinté de l'influence du droit islamique ⁽¹⁰⁵⁾. Le statut du droit islamique est garanti par la Constitution, qui impose que la législation soit conforme à l'islam ⁽¹⁰⁶⁾.

Conformément à la partie VII de la Constitution, le système judiciaire se compose de la Cour suprême, d'une Haute Cour pour chaque province et Islamabad et d'une Cour fédérale de la charia ⁽¹⁰⁷⁾.

⁽⁹³⁾ ICG, Pakistan: Countering Militancy in PATA, Asia Report No. 242, 15 January 2013, p. 3.

⁽⁹⁴⁾ Auswärtiges Amt, *Pakistan: Staatsaufbau/Innenpolitik*, April 2015.

⁽⁹⁵⁾ Freedom House, *Freedom in the World 2014 — Pakistani Kashmir*, n.d.

⁽⁹⁶⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽⁹⁷⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽⁹⁸⁾ Freedom House, *Freedom in the World 2014 — Pakistani Kashmir*, n.d.

⁽⁹⁹⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2013, Pakistan*, 27 February 2014.

⁽¹⁰⁰⁾ Freedom House, *Freedom in the World 2014 — Pakistani Kashmir*, n.d.

⁽¹⁰¹⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2013, Pakistan*, 27 February 2014, Section 3.

⁽¹⁰²⁾ Freedom House, *Freedom in the World 2014 — Pakistani Kashmir*, n.d.

⁽¹⁰³⁾ Freedom House, *Freedom in the World 2014 — Pakistani Kashmir*, n.d.

⁽¹⁰⁴⁾ Freedom House, *Freedom in the World 2014 — Pakistani Kashmir*, n.d.

⁽¹⁰⁵⁾ CIA, *The World Factbook: Pakistan*, updated 18 May 2015.

⁽¹⁰⁶⁾ UN HRC, *Report of the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, Addendum: Mission to Pakistan [A/HRC/23/43/Add.2]*, 4 April 2013, p. 5.

⁽¹⁰⁷⁾ Pakistan, *Constitution of the Islamic Republic of Pakistan*, 12 April 1973.

La Cour suprême est la plus haute juridiction du Pakistan et ses décisions priment celles de toutes les autres ⁽¹⁰⁸⁾. Le président et d'autres juges de la Cour suprême sont nommés par le président et leur nombre est défini par un acte du Parlement; ils peuvent rester en fonction jusqu'à 65 ans ⁽¹⁰⁹⁾.

Le Pakistan compte cinq Hautes Cours, chacune étant composée d'un président et de plusieurs juges, dont le nombre est fixé par la législation de leurs provinces respectives. Les Hautes Cours sont des juridictions d'appel en matière civile et pénale, hormis pour les délits qui relèvent spécifiquement de la compétence d'appel de la Cour fédérale de la charia ⁽¹¹⁰⁾.

La Cour fédérale de la charia est composée de huit juges musulmans, dont le président de la Cour suprême ⁽¹¹¹⁾ et un maximum de trois d'entre eux peuvent être des oulémas, c'est-à-dire des spécialistes du droit islamique ⁽¹¹²⁾.

De sa propre initiative ou à la demande d'un citoyen ou d'un gouvernement (fédéral ou provincial), la Cour peut examiner et se prononcer sur la question de savoir si une loi est «contraire aux injonctions de l'islam». Elle a également une compétence d'appel et de révision sur les juridictions inférieures statuant sur des affaires de *haddood* ⁽¹¹³⁾. Les décisions de la Cour fédérale de la charia peuvent faire l'objet d'un recours devant la chambre d'appel de la charia de la Cour suprême ⁽¹¹⁴⁾.

Les tribunaux de district ou d'autres juridictions inférieures aux Hautes Cours relèvent de la compétence des provinces et d'autres unités administratives dotées d'un pouvoir de contrôle administratif et judiciaire exercé par les Hautes Cours respectives ⁽¹¹⁵⁾.

De plus, d'autres cours et tribunaux spéciaux ont été institués afin de traiter des sujets spécifiques relevant du contrôle administratif du gouvernement fédéral, comme les tribunaux spéciaux (contrôle des stupéfiants), les tribunaux bancaires (prêts de relance), les tribunaux spéciaux chargés des délits bancaires, les tribunaux spéciaux chargés des douanes, de la fiscalité et de la lutte contre la contrebande, la cour d'appel chargée de l'impôt sur le revenu, la cour d'appel chargée de l'environnement, la cour d'appel chargée des assurances, la cour d'appel chargée des droits de douane, des accises et de la taxe sur les ventes, les juges spéciaux (niveau central), les tribunaux chargés des affaires de drogue, de l'antiterrorisme et de la responsabilité financière ⁽¹¹⁶⁾.

La compétence de la Cour suprême et des Hautes Cours ne s'étend pas aux zones relevant de systèmes judiciaires distincts ⁽¹¹⁷⁾ (comme l'Azad Cachemire ou le Gilgit-Baltistan).

Les FATA ne relèvent pas non plus de la juridiction de la Cour suprême et du Parlement, en vertu du règlement sur les crimes dans les régions frontalières (FCR), qui autorise les chefs tribaux à administrer la justice selon la charia et le droit coutumier tribal ⁽¹¹⁸⁾. Cependant, les habitants des régions tribales peuvent s'adresser à la Cour suprême du Pakistan et à la Haute Cour de Peshawar en présentant une assignation constitutionnelle contestant une décision rendue en application du FCR ⁽¹¹⁹⁾.

Bien que la Cour suprême ait déclaré que les *jirgas* et les *panchayats* sont des assemblées illégales et que leurs décisions n'ont aucune valeur en droit, ces réunions des conseils sont organisées par les chefs locaux ou tribaux pour résoudre des litiges et imposer des sanctions tribales, notamment des amendes, des peines d'emprisonnement voire, parfois, la peine de mort ⁽¹²⁰⁾.

⁽¹⁰⁸⁾ UN HRC, *Report of the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, Addendum: Mission to Pakistan*[A/HRC/23/43/Add.2], 4 April 2013, p. 7.

⁽¹⁰⁹⁾ Ministry of Information, Broadcasting and Heritage, *Judiciary*, n.d.; Hussain, F., *The Judicial System of Pakistan*, 15 February 2011, p. 14.

⁽¹¹⁰⁾ UN HRC, *Report of the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, Addendum: Mission to Pakistan*[A/HRC/23/43/Add.2], 4 April 2013, p. 7.

⁽¹¹¹⁾ Hussain, F., *The Judicial System of Pakistan*, 15 February 2011, p. 19.

⁽¹¹²⁾ UN HRC, *Report of the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, Addendum: Mission to Pakistan* [A/HRC/23/43/Add.2], 4 April 2013, p. 8.

⁽¹¹³⁾ Hussain, F., *The Judicial System of Pakistan*, 15 February 2011, pp. 19-20.

⁽¹¹⁴⁾ UN HRC, *Report of the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, Addendum: Mission to Pakistan*[A/HRC/23/43/Add.2], 4 April 2013, p. 8.

⁽¹¹⁵⁾ UN HRC, *Report of the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, Addendum: Mission to Pakistan*[A/HRC/23/43/Add.2], 4 April 2013, p. 8.

⁽¹¹⁶⁾ Hussain, F., *The Judicial System of Pakistan*, 15 February 2011, pp. 21-22.

⁽¹¹⁷⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽¹¹⁸⁾ Freedom House, *Freedom in the World 2015 — Pakistan*, n.d.

⁽¹¹⁹⁾ FATA [website], n.d.

⁽¹²⁰⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015; UN HRC, *Report of the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, Addendum: Mission to Pakistan*[A/HRC/23/43/Add.2], 4 April 2013, p. 17.

1.4.4 Forces de sécurité

Forces armées

Les forces armées sont responsables de la sécurité extérieure du Pakistan ⁽¹²¹⁾.

Les forces armées pakistanaises se composent de l'armée de terre pakistanaise (y compris la Garde nationale), de la marine pakistanaise (y compris les Marines et l'Agence de sécurité maritime) et de la force aérienne pakistanaise. L'âge du service militaire volontaire est de 17 à 23 ans, mais des soldats ne peuvent être déployés pour le combat qu'à partir de 18 ans ⁽¹²²⁾.

Au total, en 2012, les forces armées pakistanaises comptaient 590 000 hommes (520 000 pour l'armée de terre, 45 000 pour la force aérienne et 25 000 pour la marine), auxquels s'ajoutaient 500 000 réservistes ⁽¹²³⁾.

Forces paramilitaires

Cinq organisations paramilitaires dépendent du ministère de l'intérieur: les Rangers pakistanais dans les provinces du Sindh et du Penjab, les Frontier Corps dans les provinces du Khyber Pakhtunkhwa et du Baloutchistan, le Frontier Constabulary, les Northern Areas Scouts au Gilgit-Baltistan et l'Agence pakistanaise de sécurité maritime ⁽¹²⁴⁾.

Les Rangers du Sindh et du Penjab doivent assurer la sécurité de la frontière entre le Pakistan et l'Inde et prêter assistance pour maintenir l'ordre public à la demande des gouvernements de ces provinces. Ils sont tout particulièrement actifs à Karachi ⁽¹²⁵⁾.

Les Frontier Corps du Khyber Pakhtunkhwa et du Baloutchistan contrôlent et empêchent la contrebande le long des frontières du Pakistan avec l'Afghanistan et l'Iran et interviennent dans des opérations antiterroristes et anti-insurrectionnelles, en particulier dans les FATA ⁽¹²⁶⁾.

Le Frontier Constabulary est essentiellement actif dans le KP, les FATA et à Islamabad, mais il peut être déployé n'importe où sur le territoire pakistanais sur ordre du ministère de l'intérieur ⁽¹²⁷⁾.

Les Northern Areas Scouts assurent la sécurité des territoires qui bordent le Gilgit-Baltistan et l'Agence pakistanaise de sécurité maritime (gardes-côtes pakistanais) opère dans les zones côtières des provinces du Sindh et du Baloutchistan ⁽¹²⁸⁾.

Services de renseignement

Trois grandes agences de renseignement sont actives au Pakistan: l'Inter-Services Intelligence (ISI), à caractère semi-militaire; le Military Intelligence ou renseignement militaire, qui est une institution militaire; et l'Intelligence Bureau, qui est une agence civile ⁽¹²⁹⁾.

L'ISI a pour mission de coordonner les renseignements entre les branches militaires, de recueillir les renseignements étrangers et intérieurs et de mener des opérations offensives secrètes. Elle est connue pour son rôle dans le conflit afghan et son soutien aux moudjahiddins et, ensuite, aux talibans, ainsi que pour sa participation dans le conflit du Cachemire ⁽¹³⁰⁾. Voir aussi la section [2.1.2 Acteurs – Forces de sécurité](#).

⁽¹²¹⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽¹²²⁾ CIA, *The World Factbook: Pakistan*, updated 18 May 2015.

⁽¹²³⁾ UK Home Office, *Country of Origin Information (COI) Report, Pakistan*, 9 August 2013, p. 53, source: Jane's: *Armed Forces*, 18 May 2012.

⁽¹²⁴⁾ USIP, *Reforming Pakistan's Police and Law Enforcement Infrastructure*, February 2011, p. 4.

⁽¹²⁵⁾ USIP, *Reforming Pakistan's Police and Law Enforcement Infrastructure*, February 2011, p. 16.

⁽¹²⁶⁾ USIP, *Reforming Pakistan's Police and Law Enforcement Infrastructure*, February 2011, p. 16.

⁽¹²⁷⁾ USIP, *Reforming Pakistan's Police and Law Enforcement Infrastructure*, February 2011, p. 16.

⁽¹²⁸⁾ USIP, *Reforming Pakistan's Police and Law Enforcement Infrastructure*, February 2011, p. 16.

⁽¹²⁹⁾ Carnegie Endowment for International Peace, *Reforming the Intelligence Agencies in Pakistan's Transitional Democracy*, 6 March 2009, p. 14.

⁽¹³⁰⁾ Carnegie Endowment for International Peace, *Reforming the Intelligence Agencies in Pakistan's Transitional Democracy*, 6 March 2009, p. 15.

Police

Il existe deux groupes répressifs au Pakistan: ceux qui opèrent sous le contrôle du gouvernement fédéral et sont compétents dans toutes les provinces du pays et les polices provinciales ⁽¹³¹⁾.

La police d'Islamabad, le Bureau de la police nationale (National Police Bureau), le conseil national de direction de la police (National Police Management Board), la Fondation nationale de la police (National Police Foundation), la commission nationale de sûreté publique (National Public Safety Commission) et l'Autorité nationale chargée de la lutte contre le terrorisme (National Counter-Terrorism Authority) sont placés sous le contrôle direct du ministère de l'intérieur. D'autres organisations fédérales sont placées sous la direction de différents ministères, comme la police nationale de la route et des autoroutes (ministère des communications), la police des chemins de fer pakistanais (ministère des chemins de fer), la force de sécurité aéroportuaire (ministère de la défense) et la Force de lutte contre les stupéfiants (ministère du contrôle des stupéfiants) ⁽¹³²⁾.

Les polices provinciales ont des caractéristiques et des structures similaires ⁽¹³³⁾, bien que l'efficacité de leur action puisse varier grandement selon les districts, allant de raisonnablement bonne à inefficace ⁽¹³⁴⁾.

1.4.5 Élections

Réglementation électorale

Les principales lois régissant le processus électoral au Pakistan sont les suivantes:

La loi relative à la représentation du peuple de 1976 (ROPA), les règles relatives à la représentation du peuple (conduite des élections) de 1977, la loi relative à l'inscription sur les listes électorales de 1977, les règles relatives à l'inscription sur les listes électorales de 1974, la loi sur la délimitation des circonscriptions électorales de 1974, l'ordonnance relative à la commission électorale de 2002, l'ordonnance relative à la conduite des élections générales de 2002, l'ordonnance relative aux partis politiques de 2002, les règles relatives aux partis politiques de 2002, l'ordonnance relative à l'attribution des symboles de 2002, les règles relatives à l'attribution de sièges réservés aux femmes et aux non-musulmans à l'Assemblée nationale et dans les assemblées provinciales de 2002. Certaines dispositions du code pénal de 1860, du code de procédure pénale de 1898 et du code de procédure civile de 1908 pourraient également être jugées pertinentes ⁽¹³⁵⁾.

La Commission électorale du Pakistan (ECP) est un organe indépendant, doté de responsabilités et de compétences étendues ⁽¹³⁶⁾, comme la responsabilité d'organiser le processus électoral général au Pakistan ⁽¹³⁷⁾.

Les critères d'éligibilité pour l'inscription sur les listes électorales et, partant, pour pouvoir voter, sont les suivantes: être citoyen pakistanais, avoir au moins 18 ans, être détenteur d'une carte nationale d'identité délivrée par la NADRA et habiter dans la circonscription électorale (sans durée minimale requise). Un critère supplémentaire impose que la personne ne soit pas déclarée faible d'esprit par un tribunal compétent ⁽¹³⁸⁾.

Conformément à la Constitution et à la ROPA, tout citoyen âgé d'au moins 25 ans et inscrit comme électeur au Pakistan ou dans une province peut se présenter aux élections à l'Assemblée nationale ou à l'assemblée provinciale correspondante. La disposition imposant que les candidats soient titulaires d'un diplôme universitaire a été annulée par la Cour suprême en 2008, ce qui a permis à davantage de citoyens de se porter candidats ⁽¹³⁹⁾.

⁽¹³¹⁾ USIP, *Reforming Pakistan's Police and Law Enforcement Infrastructure*, February 2011, p. 4; HRCP/ Commonwealth Human Rights Initiative, *Police Organisations in Pakistan*, May 2010, pp. 9-10.

⁽¹³²⁾ USIP, *Reforming Pakistan's Police and Law Enforcement Infrastructure*, February 2011, pp. 4-5.

⁽¹³³⁾ HRCP/Commonwealth Human Rights Initiative, *Police Organisations in Pakistan*, May 2010, pp. 9-10.

⁽¹³⁴⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽¹³⁵⁾ EU EOM, *Islamic Republic of Pakistan — Final Report, General Elections 11 May 2013*, July 2013, p. 11.

⁽¹³⁶⁾ EU EOM, *Islamic Republic of Pakistan — Final Report, General Elections 11 May 2013*, July 2013, p. 14.

⁽¹³⁷⁾ ECP (Election Commission of Pakistan) [website], n.d.

⁽¹³⁸⁾ EU EOM, *Islamic Republic of Pakistan — Final Report, General Elections 11 May 2013*, July 2013, p. 18.

⁽¹³⁹⁾ EU EOM, *Islamic Republic of Pakistan — Final Report, General Elections 11 May 2013*, July 2013, p. 21.

Systeme électoral

Président

Le président du Pakistan est élu lors d'un scrutin indirect pour un mandat de cinq ans par le collège électoral, composé de membres du Sénat, de l'Assemblée nationale et des assemblées provinciales ⁽¹⁴⁰⁾.

Mamnoon Hussain a succédé à Asif Ali Zardari au poste de président du Pakistan le 9 septembre 2013. Il a remporté le poste désormais «essentiellement représentatif» en tant que dirigeant du PML-N. Il a battu l'ancien juge de la Cour suprême, Wajihuddin Ahmad du Pakistan Tehrik-e-Insaf (PTI), lors d'élections boycottées par le principal parti d'opposition, le Parti du peuple pakistanais (PPP). Le candidat du PPP, Razi Rabbani, a retiré sa candidature quelques jours avant le scrutin, en déclarant qu'il n'avait pas eu suffisamment de temps pour faire campagne ⁽¹⁴¹⁾.

Premier ministre

Le Premier ministre est nommé par le Parlement parmi les membres de l'Assemblée nationale et doit y obtenir la majorité des voix ⁽¹⁴²⁾. En 2013, le leader du PML-N, Nawaz Sharif, a été nommé Premier ministre pour la troisième fois, après avoir obtenu 244 voix sur 342 à l'Assemblée nationale. Auparavant, il était interdit de se porter candidat à une fonction publique pour plus de deux mandats ⁽¹⁴³⁾.

Le PML-N a obtenu le plus grand nombre de sièges lors des élections à l'Assemblée nationale de mai 2013. Le parti de Nawaz Sharif dirige donc le gouvernement de coalition, qui rassemble le Jamiat Ulema-e-Islam (Fazal) (JUI-F), la Pakistan Muslim League (Functional) (PML-F) et le Parti national du peuple (NPP) ⁽¹⁴⁴⁾.

Sénat

Comme indiqué à la section 1.4.1 L'Assemblée nationale, les membres du Sénat (104 au total) sont élus par les assemblées provinciales pour un mandat de six ans. Vingt-trois membres sont élus par chaque assemblée provinciale, y compris 14 sénateurs pour les sièges généraux, quatre technocrates (dont des oulémas), quatre femmes et un siège réservé aux non-musulmans. Huit membres du Sénat sont élus par les FATA, tandis que quatre [deux pour les sièges généraux, une femme et un technocrate (y compris Aalim)] sont élus représentants de la capitale fédérale ⁽¹⁴⁵⁾.

Le mandat de six ans de 52 sénateurs a pris fin le 11 mars 2015 et des élections se sont tenues le 5 mars ⁽¹⁴⁶⁾. Quatre membres, deux pour le PPP et deux pour le Muttahida Qaumi Movement (MQM), ont été élus sans opposition et les élections pour pourvoir les quatre sièges dévolus aux FATA ont été reportées en raison de complications juridiques et constitutionnelles ⁽¹⁴⁷⁾. Actuellement, le PPP détient une majorité au Sénat avec 27 sièges, le PML-N est le deuxième parti par ordre d'importance avec 26 sièges, tandis que le PTI occupe six sièges ⁽¹⁴⁸⁾.

Assemblée nationale

Comme expliqué à la section 1.4.1 L'Assemblée nationale, les membres de l'Assemblée nationale sont élus au suffrage universel pour une durée de cinq ans. L'Assemblée nationale compte 342 sièges ⁽¹⁴⁹⁾. La composition politique de l'Assemblée nationale est disponible sur son site internet ⁽¹⁵⁰⁾.

⁽¹⁴⁰⁾ CIA, *The World Factbook: Pakistan*, updated 18 May 2015.

⁽¹⁴¹⁾ BBC, *Profile: Pakistani President Mamnoon Hussain*, 9 September 2013.

⁽¹⁴²⁾ CIDOB, *International Yearbook 2012, Pakistan: Country Profile, Political System and State Structure of Pakistan*, 7 April 2012, p. 1.

⁽¹⁴³⁾ News International (The), *Nawaz Sharif elected PM securing 244 votes*, 5 June 2013.

⁽¹⁴⁴⁾ EIU, *Pakistan: Political Structure*, updated 2 April 2015.

⁽¹⁴⁵⁾ Senate of Pakistan [website], n.d.

⁽¹⁴⁶⁾ Geo TV, *PTI makes debut, PML-N gains strength in Senate polls*, 6 March 2015.

⁽¹⁴⁷⁾ Dunya News, *Senate Elections 2015: PML-N, PPP almost get equal representation in upper house*, 6 March 2015.

⁽¹⁴⁸⁾ Dunya News, *Senate Elections 2015: PML-N, PPP almost get equal representation in upper house*, 6 March 2015.

⁽¹⁴⁹⁾ CIDOB, *International Yearbook 2012, Pakistan: Country Profile, Political System and State Structure of Pakistan*, 7 April 2012, p. 2.

⁽¹⁵⁰⁾ National Assembly of Pakistan [website], n.d.

Assemblée provinciale

Le système électoral pour l'attribution des sièges généraux au sein des assemblées provinciales repose également sur la majorité simple. Les sièges réservés aux femmes et aux non-musulmans sont également pourvus par un système de scrutin proportionnel à listes bloquées ⁽¹⁵¹⁾.

Dans l'assemblée provinciale du Baloutchistan, le PML-N détient la majorité des sièges (22) ⁽¹⁵²⁾. Le parti de Nawaz Sharif détient également la majorité à l'assemblée provinciale du Penjab (310) ⁽¹⁵³⁾. Dans la province du Sindh, la majorité des sièges de l'assemblée provinciale revient au PPP (91 sièges), suivi par le MQM (51 sièges) ⁽¹⁵⁴⁾. Le PTI a remporté la majorité au sein de l'assemblée provinciale du Khyber Pakhtunkhwa (56 sièges), suivi par le JUI-F (17 sièges) ⁽¹⁵⁵⁾.

Au sein de l'assemblée législative de l'AJK, 41 sièges sont attribués lors d'un scrutin direct (29 pour les circonscriptions basées dans le territoire et 12 représentant les migrants cachemiris du Pakistan) et huit autres sont des sièges réservés: cinq pour les femmes et un pour chacun des représentants des Cachemiris de l'étranger, des technocrates et des chefs religieux. Lors des élections législatives de 2011, le Parti du peuple de l'Azad-Cachemire, affilié au PPP pakistanais alors au pouvoir, a remporté 20 des 41 sièges, suivi par le PML-N avec neuf sièges et la Conférence musulmane avec cinq sièges ⁽¹⁵⁶⁾.

Lors des élections à l'assemblée législative du Gilgit-Baltistan de 2009, le PPP a remporté 12 des 24 sièges par élection directe; 10 des sièges restants ont été répartis entre quatre autres partis et quatre candidats indépendants, tandis que l'élection pour deux sièges a été reportée ⁽¹⁵⁷⁾.

Élections de 2013

Le 11 mai 2013, des élections pour renouveler l'Assemblée nationale et quatre assemblées provinciales ont eu lieu au Pakistan, marquant la première fois, dans l'histoire du pays, où un gouvernement démocratiquement élu a achevé son mandat et a été remplacé par un autre à l'issue de procédures conformes à la Constitution. Le scrutin a abouti à la formation par la Pakistan Muslim League-Nawaz d'un gouvernement national, qui est entré en fonctions le 1^{er} juin 2013 ⁽¹⁵⁸⁾.

Les élections se sont déroulées dans une situation difficile sur le plan sécuritaire, ce qui a affecté les électeurs, les partis politiques, les candidats, l'administration électorale, les observateurs et les médias ⁽¹⁵⁹⁾. Au cours des quatre dernières semaines de la campagne, 130 incidents de sécurité ont été signalés et ont entraîné la mort de plus de 150 personnes ⁽¹⁶⁰⁾. La plupart des attentats ont visé des candidats et des partisans de partis laïcs, notamment l'Awami National Party (ANP) dans la province du Khyber Pakhtunkhwa et le MQM dans le Sindh ⁽¹⁶¹⁾. En dépit du grand nombre d'attentats, la participation aux élections a été élevée (55 %) par rapport aux élections précédentes ⁽¹⁶²⁾.

Les femmes sont toujours sous-représentées à tous les niveaux du processus électoral et la participation des non-musulmans a été minime. Les ahmadis sont toujours victimes de discriminations et ont été inscrits sur une liste électorale séparée (voir également la section [3.4.2 Les ahmadis](#)) ⁽¹⁶³⁾.

1.4.6 Partis politiques

Le Pakistan repose sur un système multipartite dynamique ⁽¹⁶⁴⁾, lequel se caractérise principalement par la concurrence que se livrent le Parti du peuple pakistanais et la Ligue musulmane pakistanaise (Pakistan Muslim

⁽¹⁵¹⁾ EU EOM, *Islamic Republic of Pakistan — Final Report, General Elections 11 May 2013*, July 2013, p. 13.

⁽¹⁵²⁾ Provincial Assembly of Balochistan [website], n.d.

⁽¹⁵³⁾ Provincial Assembly of Punjab [website], n.d.

⁽¹⁵⁴⁾ Provincial Assembly of Sindh [website], n.d.

⁽¹⁵⁵⁾ Provincial Assembly of Khyber Pakhtunkhwa [website], n.d.

⁽¹⁵⁶⁾ Freedom House, *Freedom in the World 2014 — Pakistani Kashmir*, n.d.

⁽¹⁵⁷⁾ Freedom House, *Freedom in the World 2014 — Pakistani Kashmir*, n.d.

⁽¹⁵⁸⁾ Freedom House, *Freedom in the World 2014 — Pakistan*, n.d.

⁽¹⁵⁹⁾ EU EOM, *Islamic Republic of Pakistan — Final Report, General Elections 11 May 2013*, July 2013, p. 3.

⁽¹⁶⁰⁾ EU EOM, *Islamic Republic of Pakistan — Final Report, General Elections 11 May 2013*, July 2013, p. 4.

⁽¹⁶¹⁾ EU EOM, *Islamic Republic of Pakistan — Final Report, General Elections 11 May 2013*, July 2013, p. 4.

⁽¹⁶²⁾ Freedom House, *Freedom in the World 2014 — Pakistan*, n.d.

⁽¹⁶³⁾ Freedom House, *Freedom in the World 2014 — Pakistan*, n.d.

⁽¹⁶⁴⁾ Freedom House, *Freedom in the World 2014 — Pakistan*, n.d.

League-Nawaz), qui façonne le paysage politique depuis 1988 ⁽¹⁶⁵⁾. La démocratie interne et la transparence font toujours défaut aux partis politiques, qui s'appuient sur le charisme de personnalités individuelles ou de dynasties politiques ⁽¹⁶⁶⁾, comme le PPP lié à la dynastie Bhutto et le PML-N dominé par Nawaz Sharif et sa famille ⁽¹⁶⁷⁾.

Pakistan Muslim League-Nawaz (PML-N)

La Pakistan Muslim League-Nawaz a été fondée en 1993 par le Premier ministre de l'époque, Nawaz Sharif, une dissidence de la Ligue musulmane, le plus ancien et le seul grand parti pakistanais à l'époque de l'indépendance ⁽¹⁶⁸⁾. Le gros de son électorat se situe dans la province du Penjab ⁽¹⁶⁹⁾. La PML-N, qui est considérée comme un parti conservateur centriste, détient 183 sièges à l'Assemblée nationale, a remporté 33 % des voix aux élections de 2013 et dirige le gouvernement fédéral et le gouvernement du Penjab ⁽¹⁷⁰⁾.

Parti du peuple pakistanais (PPP)

Le Parti du peuple pakistanais a été fondé en 1967 par l'ancien Premier ministre Zulfikar Ali Bhutto et est le plus grand parti politique du Pakistan. Ce parti, considéré comme social-démocrate, rassemble de nombreux «laïcs» et sa base électorale se situe essentiellement dans la province du Sindh. Depuis l'assassinat de Benazir Bhutto, le parti a été dirigé par Asif Ali Zardari et son fils, Bilawal Bhutto Zardari. Le PPP détient 41 sièges à l'Assemblée nationale et a recueilli 15 % des voix lors des élections de 2013 ⁽¹⁷¹⁾.

Pakistan Tehrik-e-Insaf (PTI, Mouvement pakistanais pour la justice)

Le Pakistan Tehrik-e-Insaf a été fondé en 1996 par l'ancienne vedette de cricket Imran Khan, un ardent opposant à la coopération du Pakistan avec les États-Unis en matière de lutte antiterroriste et parfois considéré comme ayant des sympathies pour les activistes islamistes. Le parti centriste et nationaliste dont l'électorat est situé dans le KP a remporté 13 % des voix aux élections de 2013 et détient actuellement 30 sièges à l'Assemblée nationale ⁽¹⁷²⁾.

Muttahida Qaumi Movement (Mouvement national uni, MQM)

Le Muttahida Qaumi Movement est un parti régional du Sindh, essentiellement composé des descendants d'immigrants de langue ourdoue (Mohajirs), qui ont quitté l'Inde pour le Pakistan lors de la partition ⁽¹⁷³⁾. Il tire ses racines d'un mouvement étudiant (All Pakistan Muhajir Student Organisation) ⁽¹⁷⁴⁾ créé en 1978 pour protéger les Mohajirs des discriminations et de la répression qui ont suivi l'indépendance ⁽¹⁷⁵⁾. Le MQM proprement dit a été fondé en 1984 par Altaf Hussein. Le parti est laïc et axé sur les questions provinciales, avec un fort soutien dans le Sindh, en particulier à Karachi ⁽¹⁷⁶⁾. Le mouvement politique sindhi est devenu de plus en plus violent dans les années 1980 et le gouvernement central a décidé de lancer une opération militaire afin de démanteler tous les groupes armés, tant politiques que criminels ⁽¹⁷⁷⁾. Le chef du MQM, Altaf Hussein, a fui Karachi avant les opérations militaires et il dirige le parti de Londres, où il vit en exil depuis 1992 ⁽¹⁷⁸⁾. Le parti s'est militarisé de plus en plus et a été accusé de prendre part à des activités criminelles ⁽¹⁷⁹⁾. Le MQM occupe 23 sièges à l'Assemblée nationale et a remporté 5 % des voix lors du scrutin de 2013 ⁽¹⁸⁰⁾.

⁽¹⁶⁵⁾ Bertelsmann Foundation, BTI 2014, *Pakistan Country Report*, 2014, pp. 11-12.

⁽¹⁶⁶⁾ Freedom House, *Freedom in the World 2014 — Pakistan*, n.d.

⁽¹⁶⁷⁾ Bertelsmann Foundation, BTI 2014, *Pakistan Country Report*, 2014, pp. 11-12.

⁽¹⁶⁸⁾ CRS, *Pakistan's Scheduled 2008 Election: Background*, 24 January 2008 p. 4.

⁽¹⁶⁹⁾ Dawn, *Pakistan Muslim League-Nawaz (PML-N)*, 17 January 2012.

⁽¹⁷⁰⁾ CRS, *Pakistan's Domestic Political Setting*, 19 February 2013, p. 2.

⁽¹⁷¹⁾ CRS, *Pakistan's Domestic Political Setting*, 19 February 2013, p. 2.

⁽¹⁷²⁾ CRS, *Pakistan's Domestic Political Setting*, 19 February 2013, p. 2.

⁽¹⁷³⁾ CRS, *Pakistan's Domestic Political Setting*, 19 February 2013, p. 2.

⁽¹⁷⁴⁾ RFI, *Muttahida Qaumi Movement — trying to broaden its appeal*, 28 April 2013.

⁽¹⁷⁵⁾ CRS, *Pakistan's Scheduled 2008 Election: Background*, 24 January 2008, p. 10.

⁽¹⁷⁶⁾ CRS, *Pakistan's Domestic Political Setting*, 19 February 2013, p. 2.

⁽¹⁷⁷⁾ RFI, *Muttahida Qaumi Movement — trying to broaden its appeal*, 28 April 2013.

⁽¹⁷⁸⁾ CRS, *Pakistan's Scheduled 2008 Election: Background*, 24 January 2008, p. 11.

⁽¹⁷⁹⁾ RFI, *Muttahida Qaumi Movement — trying to broaden its appeal*, 28 April 2013.

⁽¹⁸⁰⁾ CRS, *Pakistan's Domestic Political Setting*, 19 February 2013, p. 2.

Jamiat Ulema-e-Islam – Fazal-ur Rahman (JUI-F) (Assemblée des religieux islamiques)

Le Jamiat Ulema-e-Islam – Fazal-ur Rahman est un parti islamiste déobandi conservateur, dirigé depuis 1988 par le chef religieux Fazal-ur Rehman. Il a des liens avec de nombreux groupes activistes pakistanais ⁽¹⁸¹⁾. Le parti est populaire dans le KP et dans les FATA et sa structure organisationnelle et le soutien dont il dispose reposent largement sur un vaste réseau de madrasas ⁽¹⁸²⁾. Le JUI-F occupe 12 sièges à l'Assemblée nationale et a remporté 3 % des voix lors du scrutin de 2013 ⁽¹⁸³⁾.

Awami National Party (Parti national Awami, ANP)

Le Parti national Awami (ANP) est un parti nationaliste pachtoun, laïc et de gauche (*awami* signifiant «peuple») ⁽¹⁸⁴⁾. Le parti a été fondé en 1986 ⁽¹⁸⁵⁾ et sa base politique est située dans le Khyber Pakhtunkhwa; il bénéficie d'un soutien considérable à Karachi ⁽¹⁸⁶⁾.

Ligue musulmane du Pakistan-Quaid-e-Azam (PML-Q)

La Ligue musulmane du Pakistan-Quaid-e-Azam trouve son origine dans la Ligue musulmane, tout comme la PML-N. À la suite des élections de 1997, des divergences politiques sont apparues avec la PLM-N, qui ont conduit à la création d'une faction au sein du parti. En 1999, lorsque le gouvernement dirigé par la PML-N a été renversé par celui qui était alors le chef de l'armée, Pervez Musharraf, un groupe de personnes partageant les idées de celui-ci s'est détaché de la PML-N. La PML-Q a été fondée en 2000 et a officiellement soutenu le coup d'État militaire, devenant partie intégrante du gouvernement Musharraf et héritant du surnom de «parti du roi» ⁽¹⁸⁷⁾.

1.5 Éducation

1.5.1 Alphabétisation et scolarisation

Le Pakistan est l'un des neuf pays au monde à avoir la plus grande population d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire qui ne sont pas scolarisés (6,7 millions sur un total de 21,1 millions d'enfants) (32 % en 2011-2012) ⁽¹⁸⁸⁾. En 2011-2012, au niveau national, le Pakistan enregistrait un taux de scolarisation dans le primaire de 68 %, avec 73 % pour les garçons et 63 % pour les filles ⁽¹⁸⁹⁾. Cela signifie qu'un quart des garçons (2,9 millions) et un tiers des filles (3,8 millions) en âge de fréquenter l'école primaire ne sont pas scolarisés. Le taux d'alphabétisation (pourcentage de personnes de 15 ans et plus qui savent lire et écrire) est encore plus bas: 57,9 % de la population totale, à savoir 69,5 % des hommes et 45,8 % des femmes (estimations de 2015) ⁽¹⁹⁰⁾. L'alphabétisation des jeunes (15 à 24 ans) a légèrement progressé, passant de 67,7 % en 2006-2007 à 70 % en 2011-2012 (essentiellement sous l'effet d'une hausse de l'alphabétisation des femmes, qui est passée de 56,5 % en 2006-2007 à 62 % en 2011-2012) ⁽¹⁹¹⁾.

On observe d'importantes différences dans les taux de scolarisation et d'alphabétisation selon les provinces, les lieux (zones urbaines ou rurales) et le genre. Le taux de fréquentation scolaire le plus élevé est enregistré dans le Khyber Pakhtunkhwa (81 %), suivi par le Penjab et l'ICT (70 %), le Sindh et le Galgit-Baltistan (63 %), les FATA (60 %), l'AJK (58 %) et le Baloutchistan (51 %). Selon les régions, d'importantes différences sont observées entre les garçons et les

⁽¹⁸¹⁾ CRS, *Pakistan's Domestic Political Setting*, 19 February 2013, p. 2.

⁽¹⁸²⁾ ICG, *Islamic Parties in Pakistan, Asia Report No. 216*, 12 December 2011, p. 10; CTC, *Militants Turn Against Pakistan's JUI-F Islamist Party*, 23 April 2012.

⁽¹⁸³⁾ CRS, *Pakistan's Domestic Political Setting*, 19 February 2013, p. 2.

⁽¹⁸⁴⁾ RFI, *Awami National Party — Pashtun party seeks national role*, 29 April 2013.

⁽¹⁸⁵⁾ Dawn, *Pakistan Profiles: Awami National Party (ANP)*, 17 January 2012.

⁽¹⁸⁶⁾ BBC, *Pakistan election: Taliban threats hamper secular campaign*, 5 April 2013.

⁽¹⁸⁷⁾ Dawn, *Pakistan Muslim League – Quaid*, 5 April 2013.

⁽¹⁸⁸⁾ Unesco, *Paper prepared for Learning For All Ministerial Meeting Pakistan*, New York, September 2013; Ministry of Education, Trainings and Standards in higher Education (MET&SHE), *National plan of action 2013-16: achieving universal primary education in Pakistan: MDG acceleration framework*, September 2013.

⁽¹⁸⁹⁾ Unesco, *Paper prepared for Learning For All Ministerial Meeting Pakistan*, New York, September 2013; MET&SHE, *National plan of action 2013-16: achieving universal primary education in Pakistan: MDG acceleration framework*, September 2013.

⁽¹⁹⁰⁾ CIA, *The World Factbook: Pakistan*, updated 13 May 2015.

⁽¹⁹¹⁾ MET&SHE, *National plan of action 2013-16: achieving universal primary education in Pakistan: MDG acceleration framework*, September 2013, p. 9.

filles inscrits dans des écoles primaires. Alors qu'au niveau national, 63 % des filles et 73 % des garçons fréquentaient une école primaire en 2011-2012, dans les FATA, c'était le cas de 38 % des filles et 81 % des garçons; à l'inverse, dans l'ICT, plus de filles que de garçons sont scolarisées (72 % et 68 %, respectivement) ⁽¹⁹²⁾.

Comme l'a déclaré le ministère de l'éducation dans son plan national d'action de 2013:

«La caractéristique la plus marquante du système éducatif pakistanais, ce sont ses inégalités intrinsèques: il est clairement divisé dans la mesure où il existe des filières parallèles d'enseignement primaire et secondaire, elles-mêmes divisées entre les systèmes public et privé, qui accueillent des classes socio-économiques différentes dans le pays» ⁽¹⁹³⁾.

Les dépenses nationales consacrées à l'éducation en 2013 représentaient 2,5 % du PIB, ce qui classe le Pakistan au 164^e rang mondial sur 173 pays ⁽¹⁹⁴⁾. Le gouvernement est déterminé à faire passer ces dépenses à 4 % du PIB en 2018 ⁽¹⁹⁵⁾.

1.5.2 Système éducatif

Le système d'enseignement public du Pakistan s'étale sur 12 années, de l'école primaire au certificat d'enseignement secondaire moyen ou supérieur (HSCC) ⁽¹⁹⁶⁾.

Le programme de cours national a été élaboré par le gouvernement fédéral avant avril 2010, mais l'adoption du 18^e amendement de la Constitution a rétabli la démocratie parlementaire et a transféré de nombreuses compétences, dont l'éducation, aux provinces. Les gouvernements provinciaux élaborent désormais la politique éducative, la planification et les programmes scolaires en fonction de leurs propres priorités. L'International Crisis Group (ICG) observe que cela permet aux provinces d'«encourager l'intolérance religieuse et de légitimer la violence extrémiste» ⁽¹⁹⁷⁾. Le programme de cours d'avant 2010, conçu sous le régime militaire, contenait une «falsification des faits historiques et l'utilisation politique de la religion [islamique]» ⁽¹⁹⁸⁾.

Le plan national d'action (2013-2016) identifie deux défis majeurs pour l'éducation: 1) l'absence d'accès à l'éducation/ le taux élevé d'abandon scolaire (dû, notamment, à la pénurie d'écoles et d'enseignants, à la pauvreté et aux normes culturelles) et 2) la qualité médiocre de l'éducation (due à des enseignants mal formés, à des méthodes et des manuels obsolètes, à une mauvaise gouvernance et aux pressions politiques). Le plan d'action prévoit un large éventail de mesures aux niveaux national et provincial, comme davantage d'écoles et d'enseignants, des campagnes de sensibilisation, une réforme des programmes de cours et l'application de la loi et de la sécurité, pour relever ces deux défis ⁽¹⁹⁹⁾.

La langue d'enseignement varie selon les régions et les classes sociales. Après l'indépendance, l'État a imposé l'ourdou comme langue nationale et langue d'enseignement, bien qu'une grande partie de la population ne parle pas l'ourdou. En 2012, les langues régionales ont été encouragées dans les écoles lorsqu'elles sont la langue maternelle de la majorité des enfants, comme le pachto ou le sindhi. Les enfants de la classe supérieure (l'élite) sont éduqués dans des écoles privées anglaises, tandis que la grande majorité des pauvres fréquentent l'école publique où l'enseignement est dispensé en ourdou ou des écoles privées où l'anglais est mal connu ⁽²⁰⁰⁾. La maîtrise de l'anglais est nécessaire pour réussir des études supérieures et trouver des emplois de haut niveau au Pakistan. Par conséquent, en 2014, le nouveau gouvernement a annoncé que l'anglais était la langue d'enseignement à partir de la première année. Toutefois, la pénurie d'enseignants parlant anglais est un défi majeur pour la mise en œuvre de cette décision ⁽²⁰¹⁾.

⁽¹⁹²⁾ MET&SHE, *National plan of action 2013-16: achieving universal primary education in Pakistan: MDG acceleration framework*, September 2013, p. 11.

⁽¹⁹³⁾ MET&SHE, *National plan of action 2013-16: achieving universal primary education in Pakistan: MDG acceleration framework*, September 2013, p. 9.

⁽¹⁹⁴⁾ CIA, *The World Factbook: Pakistan*, updated 13 May 2015.

⁽¹⁹⁵⁾ MET&SHE, *National plan of action 2013-16: achieving universal primary education in Pakistan: MDG acceleration framework*, September 2013, p. 6.

⁽¹⁹⁶⁾ MET&SHE, *Education for All 2015 National Review Report: Pakistan*, June 2014, p. 4.

⁽¹⁹⁷⁾ ICG, *Education Reform in Pakistan, Asia Report N° 257*, 23 June 2014, p. 1.

⁽¹⁹⁸⁾ ICG, *Education Reform in Pakistan, Asia Report N° 257*, 23 June 2014, p. 4.

⁽¹⁹⁹⁾ MET&SHE, *National plan of action 2013-16: achieving universal primary education in Pakistan: MDG acceleration framework*, September 2013, p. 23.

⁽²⁰⁰⁾ ICG, *Education Reform in Pakistan, Asia Report N° 257*, 23 June 2014. pp. 7-8.

⁽²⁰¹⁾ ICG, *Education Reform in Pakistan, Asia Report N° 257*, 23 June 2014. p. 8.

1.5.3 Établissements et organisations

Le Pakistan compte 146 185 écoles primaires, 42 147 établissements d'enseignement secondaire moyen et 29 874 écoles secondaires. Parmi ces établissements, 75 % dépendent du secteur public, 10 % sont des écoles privées et le reste est constitué d'écoles élémentaires d'enseignement non formel et de *deeni madrasas* (écoles coraniques) ⁽²⁰²⁾.

Les écoles privées vont des établissements élitistes onéreux à des établissements bon marché. Parmi les institutions qui dirigent ces établissements, on trouve des organisations religieuses, des associations de la société civile ou à but non lucratif et des organisations internationales de développement ⁽²⁰³⁾.

Les écoles élémentaires et les collèges d'enseignement non formel ont, selon le ministère de l'éducation, un rapport coût-efficacité très élevé, par exemple pour les enfants déscolarisés des zones reculées où il n'existe pas d'établissement d'enseignement formel ou pour encourager les enfants qui fréquentent des structures scolaires formelles ⁽²⁰⁴⁾.

Les *Deeni madrasas*, ou écoles coraniques, ont un rapport coût-efficacité intéressant en ce qui concerne la promotion de l'éducation (religieuse) et de l'alphabétisation, aux dires du ministère de l'éducation. Les madrasas accueillent des «*enfants pauvres, nécessiteux et méritants venant des zones urbaines défavorisées, ainsi que des régions rurales et reculées du pays. Dans la plupart des cas, les madrasas fournissent de la nourriture, des vêtements et un logement aux étudiants méritants*». Le programme scolaire des madrasas couvre non seulement l'éducation religieuse, mais aussi souvent les langues (ourdou et anglais), les mathématiques et les «*sciences générales*» ⁽²⁰⁵⁾. Cependant, l'ICG attire l'attention sur le fait que les madrasas «*comblent les lacunes d'un système d'éducation public caduc, mais contribuent à l'extrémisme religieux et à la violence sectaire*» ⁽²⁰⁶⁾.

La communauté des ahmadis gère ses propres écoles privées en raison des discriminations et des abus qu'elle subit au sein du système d'enseignement public. De plus, elle est victime de discriminations en termes d'accès aux établissements d'enseignement supérieur. Cette communauté est généralement mieux éduquée que la population générale du Pakistan ⁽²⁰⁷⁾.

1.6 Médias et télécommunications

1.6.1 Médias

Le Pakistan dispose d'un paysage médiatique dynamique et, dans une large mesure, indépendant, malgré les pressions politiques ou les interdictions directes occasionnelles ⁽²⁰⁸⁾. La démographie médiatique reflète la société multilingue et multiethnique du Pakistan, avec une division claire entre les médias en langue ourdoue et en langue anglaise. Les médias en ourdoue sont plus populaires dans les zones rurales, tandis que les médias anglophones ciblent les zones urbaines et l'élite et sont comparativement plus libéraux ⁽²⁰⁹⁾.

Le paysage médiatique varié du Pakistan comprend 121 chaînes de télévision, à savoir six chaînes de la Pakistan Television (PTV), 89 chaînes privées, ainsi que 26 chaînes télévisées étrangères (avec droits de retransmission), plus de 500 quotidiens réguliers et plus de 800 magazines, 138 radios commerciales sur la bande FM, 64 stations

⁽²⁰²⁾ MET&SHE, *Education for All 2015 National Review Report: Pakistan*, June 2014, p. 5.

⁽²⁰³⁾ ICG, *Education Reform in Pakistan, Asia Report N° 257*, 23 June 2014, p. 22; MET&SHE, *National plan of action 2013-16: achieving universal primary education in Pakistan: MDG acceleration framework*, September 2013, pp. 9, 13.

⁽²⁰⁴⁾ MET&SHE, *Education for All 2015 National Review Report: Pakistan*, June 2014, p. 5.

⁽²⁰⁵⁾ MET&SHE, *Education for All 2015 National Review Report: Pakistan*, June 2014, p. 5.

⁽²⁰⁶⁾ ICG, *Education Reform in Pakistan, Asia Report N° 257*, 23 June 2014, Executive summary.

⁽²⁰⁷⁾ Landinfo, *Temanotat Pakistan: Forhold for ahmadiyyaer*, 3 July 2014, pp. 20-21.

⁽²⁰⁸⁾ IMS, *Between radicalisation and democratisation in an unfolding conflict: Media in Pakistan*, July 2009, p. 6.

⁽²⁰⁹⁾ IMS, *Between radicalisation and democratisation in an unfolding conflict: Media in Pakistan*, July 2009, p. 14.

de la Pakistan Broadcasting Corporation (PBC) et 34 radios FM appartenant à la PBC ⁽²¹⁰⁾. 10,90 % de la population pakistanaise ⁽²¹¹⁾ utilisent l'internet ⁽²¹²⁾ et, parmi les internautes, on recense quelque 11 millions d'utilisateurs de Facebook, deux millions d'utilisateurs de Twitter et des centaines de milliers de blogueurs ⁽²¹³⁾.

La Constitution pakistanaise garantit la liberté d'expression et la liberté des médias ⁽²¹⁴⁾.

Les médias de radio et de télédiffusion sont réglementés par la Pakistan Electronic Media Regulatory Authority (PEMRA), dont les membres sont nommés ou approuvés par le gouvernement ⁽²¹⁵⁾. Selon son site internet, la PEMRA est «chargée de faciliter et de réglementer la création et le fonctionnement de tous les services de distribution et de radio et télédiffusion des médias au Pakistan destinés au public international, national, provincial, de district et local ou à des publics cibles spéciaux» ⁽²¹⁶⁾.

Télévision

En 2002, le monopole de la Pakistan Television Corporation (PTV) a pris fin avec la libéralisation du marché des médias électroniques. Les chaînes privées ont reçu des licences uniquement pour la transmission par câble ou par satellite, ce qui signifie que PTV est la seule chaîne fournissant des services terrestres à la population. Cette disposition favorise la PTV, étant donné que la majeure partie de la population rurale n'a pas accès à d'autres chaînes câblées ou satellitaires ⁽²¹⁷⁾.

Selon son site internet, la PTV exploite les chaînes suivantes: PTV Home, PTV News, PTV Sports, PTV World, PTV Global, PTV Bolan, PTV National et AJK TV ⁽²¹⁸⁾.

L'Independent Media Corporation, qui possède également l'influent groupe de presse Jang Group of Newspapers, transmet les émissions de deux des chaînes télévisées les plus populaires du Pakistan, Geo TV et Geo News ⁽²¹⁹⁾. La société ARY Digital, fondée par l'homme d'affaires pakistanais Abdul Razzak Yaqoob, possède un réseau de chaînes câblées et par satellite, comme ARY Digital, ARY News et ARY Zauq ⁽²²⁰⁾.

En octobre 2014, la PEMRA a suspendu la transmission du réseau privé ARY TV pendant 15 jours. La chaîne télévisée était accusée d'avoir «calomnié» ostensiblement le pouvoir judiciaire du pays, après la diffusion de l'interview d'un homme faisant l'objet d'un procès retentissant devant la Haute Cour de Lahore. En juin 2014, la PEMRA a suspendu une autre des grandes chaînes télévisées du pays, Geo TV. L'interdiction de 15 jours a été imposée après que la chaîne a accusé un haut responsable des renseignements d'avoir orchestré la tentative d'assassinat de l'un de ses journalistes ⁽²²¹⁾.

D'autres chaînes populaires sont Express News, Dawn News, Aaj News, Business Plus, Channel Five, Dunya News, Indus News, Royal News, Samaa TV et Waqt News ⁽²²²⁾. Il existe également plusieurs télévisions régionales privées, comme Sindh TV/Sindh TV News à Karachi ou Waseb TV à Multan ⁽²²³⁾.

⁽²¹⁰⁾ News International (The), *Pakistan's media*, 2 April 2014.

⁽²¹¹⁾ Pakistan's population was estimated at 196 174 380 as of July 2014. CIA, *The World Factbook: Pakistan*, updated 18 May 2015.

⁽²¹²⁾ ITU, *Pakistan Profile*, latest data available: 2013.

⁽²¹³⁾ News International (The), *Pakistan's media*, 2 April 2014.

⁽²¹⁴⁾ Pakistan, *Constitution of the Islamic Republic of Pakistan*, 12 April 1973; IMS, *Between radicalisation and democratisation in an unfolding conflict: Media in Pakistan*, July 2009, p. 17.

⁽²¹⁵⁾ Freedom House, *Freedom of the Press 2014 – Pakistan*, n.d.

⁽²¹⁶⁾ PEMRA [website], n.d.

⁽²¹⁷⁾ IMS, *Between radicalisation and democratisation in an unfolding conflict: Media in Pakistan*, July 2009, p. 21

⁽²¹⁸⁾ PTV [website], n.d.

⁽²¹⁹⁾ Infoasaid, *Media & Telecoms Landscape Guide – Pakistan*, 2012, p. 59.

⁽²²⁰⁾ Infoasaid, *Media & Telecoms Landscape Guide – Pakistan*, 2012, pp. 60-61.

⁽²²¹⁾ AI, Pakistan bans TV channel amid increased attempts to control freedom of expression, 20 October 2014.

⁽²²²⁾ Infoasaid, *Media & Telecoms Landscape Guide – Pakistan*, 2012, pp. 62-66.

⁽²²³⁾ Infoasaid, *Media & Telecoms Landscape Guide – Pakistan*, 2012, p. 67.

Radio

La télévision est devenue la source dominante d'information et de nouvelles dans les villes, mais dans de nombreuses zones rurales, la radio est toujours la source principale d'information. Elle joue un rôle particulièrement important dans les régions reculées et sous-développées, comme celles qui bordent la frontière afghane, où l'approvisionnement en électricité n'est pas fiable, la télévision câblée n'est pas disponible et le signal de la PTV d'État est souvent faible ⁽²²⁴⁾.

Tout comme pour la télévision, la radio a bénéficié d'un monopole d'État jusqu'à la libéralisation des médias en 2002, lorsque la PEMRA a ouvert le marché aux radios FM privées en vendant des licences au plus offrant. Bien que cela ait conduit à l'émergence de plus de 40 radios FM, la PBC d'État domine toujours les ondes au Pakistan. Radio Pakistan et FM 101 de la PBC ont, de loin, la portée la plus large, avec 31 stations, couvrant 80 % du territoire pakistanais ⁽²²⁵⁾.

Outre ses réseaux nationaux, la PBC exploite également la chaîne FM 93, qui comprend 22 stations de radio locales diffusant un mélange de musique, d'émissions-débats, d'interviews et de programmes spéciaux pour les femmes, les jeunes et les agriculteurs dans 23 langues ⁽²²⁶⁾.

Radio Khyber, Radio Razmak et Radio Miran Shah sont dirigées par le secrétariat des FATA, mais il existe également des douzaines de stations FM non officielles, dirigées par des groupes insurgés de fondamentalistes islamistes et leurs sympathisants ⁽²²⁷⁾.

Hot FM est le plus grand réseau de radios privées du Pakistan. D'autres stations de radio privées populaires sont Awaz FM, FM 100, City FM 89, Radio One FM 91, FM 96 Sunrise Pakistan, HUM FM 106.2, Humara FM 90, Power Radio FM 99, Josh FM 99, Mast FM 103, Apna Karachi 107, Radioactive 96 FM ou encore Ewaz FM ⁽²²⁸⁾.

Des stations de radio internationales sont également disponibles au Pakistan: BBC et Voice of America diffusent toutes deux des émissions en ourdou et en pachto (Radio Aapki Dunyaa, Deewa Radio) ⁽²²⁹⁾.

Presse écrite

Préexistant à l'indépendance, la presse écrite est le plus ancien média du Pakistan, avec une séparation nette entre les journaux en ourdou et en anglais ⁽²³⁰⁾.

Les principaux journaux en ourdou existaient bien avant l'indépendance du Pakistan et ont toujours un large public national, tandis que les quotidiens en anglais ne peuvent être lus que par 11 % de la population. Les journaux en ourdou sont plus axés sur les nouvelles régionales que leurs homologues en anglais, qui couvrent les quatre provinces de manière relativement équivalente. Si les journaux en ourdou sont plus centrés sur les actualités nationales, les journaux en anglais consacrent davantage d'attention aux affaires internationales ⁽²³¹⁾.

Le Jang Group, le Dawn Group et le Nawa-Waqt Group sont les trois principaux acteurs du marché de la presse écrite au Pakistan. Le Jang Group of Newspapers est le plus grand groupe de presse du Pakistan et est de tendance conservatrice modérée. Il publie le *Daily Jang* en ourdou, *The News International*, *Mag Weekly* et *Awam*. Le Dawn Group of Newspapers est le deuxième groupe de presse du Pakistan et publie *Star*, *Herald* et son fleuron, *Dawn*. Le Nawa-Waqt Group publie le *Nawa-i-Waqt*, un quotidien d'information en ourdou, qui a l'un des plus importants lectorats du pays, et le quotidien en anglais, *The Nation*, tous deux ancrés à droite et de tendance conservatrice ⁽²³²⁾.

Parmi les autres grands quotidiens, figurent *The Frontier Post*, *Daily Ausaf*, *Daily Times*, *Pakistan Observer*, *Business Recorder*, *Pakistan & Gulf Economist* et *The Friday Times* ⁽²³³⁾.

⁽²²⁴⁾ Infoasaid, *Media & Telecoms Landscape Guide – Pakistan*, 2012, p. 15.

⁽²²⁵⁾ IMS, *Between radicalisation and democratisation in an unfolding conflict: Media in Pakistan*, July 2009, p. 22.

⁽²²⁶⁾ Infoasaid, *Media & Telecoms Landscape Guide – Pakistan*, 2012, p. 21.

⁽²²⁷⁾ Infoasaid, *Media & Telecoms Landscape Guide – Pakistan*, 2012, p. 29.

⁽²²⁸⁾ Infoasaid, *Media & Telecoms Landscape Guide – Pakistan*, 2012, pp. 32-42.

⁽²²⁹⁾ Infoasaid, *Media & Telecoms Landscape Guide – Pakistan*, 2012, pp. 44-49.

⁽²³⁰⁾ IMS, *Between radicalisation and democratisation in an unfolding conflict: Media in Pakistan*, July 2009, p. 20.

⁽²³¹⁾ Shah, H., 'The Inside Pages: An Analysis of the Pakistani Press, The Tongue-tied Press of Pakistan: Comparing English and Urdu Newspapers', 9 December 2010, pp. 1-2.

⁽²³²⁾ IMS, *Between radicalisation and democratisation in an unfolding conflict: Media in Pakistan*, July 2009, pp. 20-21.

⁽²³³⁾ BBC, *Pakistan profile – Media*, 11 September 2013.

Agences de presse

On recense trois grandes agences de presse nationales au Pakistan: Associated Press of Pakistan, Pakistan Press International et United Press of Pakistan. Ces agences fournissent des nouvelles aux autres médias qui ne disposent pas de ressources propres pour assurer une couverture nationale complète ⁽²³⁴⁾.

Médias sociaux

Les médias sociaux sont de plus en plus populaires au Pakistan, en particulier auprès des jeunes ⁽²³⁵⁾. Le nombre d'utilisateurs de Facebook oscille entre 10,6 et 11,8 millions, dont 7,4 à 8,2 millions sont des hommes et 3,0 à 3,4 millions sont des femmes. La moitié des utilisateurs des réseaux sociaux sont âgés de 18 à 24 ans ⁽²³⁶⁾.

Bien que des sites tels que Facebook soient devenus des outils majeurs de communication, leur influence se limite essentiellement aux populations urbaines du Pakistan. L'augmentation du nombre d'utilisateurs demeurera limitée en raison du faible taux d'alphabétisation et des conditions socio-économiques difficiles dans les zones rurales ⁽²³⁷⁾.

1.6.2 Télécommunications

En 2008, le Pakistan est devenu le troisième marché de télécommunications en termes de vitesse de croissance. L'infrastructure de communication du pays ne cesse de s'améliorer à mesure que des entreprises étrangères et domestiques investissent dans les réseaux de téléphonie fixe et mobile, conséquence de la politique de déréglementation introduite en 2003 ⁽²³⁸⁾.

L'ordonnance de 1994 sur les télécommunications a établi le cadre réglementaire de base du secteur des télécommunications, en incluant notamment la mise en place d'une autorité. En vertu de la loi (de réorganisation) des télécommunications du Pakistan de 1996, l'autorité des télécommunications du Pakistan (PTA) a été créée afin de réglementer la mise en place, l'exploitation et la maintenance de systèmes de télécommunication et la fourniture de services de télécommunication ⁽²³⁹⁾.

Internet

Dans le pays, la pénétration de l'internet se situait à 10,9 % en 2013, selon l'Union internationale des télécommunications, 14,1 % des ménages ayant un ordinateur ⁽²⁴⁰⁾.

La Pakistan Telecommunication Company Limited (PTCL) est le principal opérateur de téléphonie fixe et le plus grand fournisseur de connexions internet à large bande, puisqu'elle contrôle un peu plus de la moitié du marché de la communication à large bande ⁽²⁴¹⁾.

L'Internet Service Providers Association of Pakistan (ISPAK) a été constituée en 1997 pour offrir une plate-forme unique et commune à tous les fournisseurs de services internet en vue de négocier avec la PTA, la PTCL, le ministère des communications et d'autres organisations gouvernementales et non gouvernementales. Les membres de l'ISPAK sont, notamment, Cyber Internet Services (Pvt.) Ltd, Nexlinx, Nayatel, Linkdotnet, Micronet Broadband, Comsats, Maxcom et Skynet ⁽²⁴²⁾.

Le contenu internet est réglementé d'abord par le code pénal, notamment ses articles 295-A, 295-C, 298 et 298-A sur le blasphème, et ensuite par la loi antiterroriste et l'ordonnance relative à la diffamation (2002), qui contient des dispositions sur la diffamation et la calomnie. Le contenu internet et mobile est contrôlé et réglementé par la PTA ⁽²⁴³⁾.

⁽²³⁴⁾ Infoasaid, *Media & Telecoms Landscape Guide – Pakistan*, 2012, p. 71.

⁽²³⁵⁾ Yusuf, H. and Schoemaker, E., 'The media of Pakistan, Fostering inclusion in a fragile democracy?', September 2013, p. 17.

⁽²³⁶⁾ Express Tribune (The), *Pakistan crosses 10 million Facebook users*, 25 September 2013.

⁽²³⁷⁾ Foreign Policy, *Pakistan's social media landscape*, 18 March 2011.

⁽²³⁸⁾ National (The), *Pakistan's telecoms market ripe for the picking*, 9 January 2014.

⁽²³⁹⁾ PTA [website], n.d.

⁽²⁴⁰⁾ ITU, *Pakistan Profile*, latest data available: 2013.

⁽²⁴¹⁾ Infoasaid, *Media & Telecoms Landscape Guide – Pakistan*, 2012, p. 93.

⁽²⁴²⁾ IOM, *Returning to Pakistan, Country Information*, updated 4 January 2010, pp. 24-25.

⁽²⁴³⁾ Open Society Foundations, *Mapping Digital Media: Pakistan*, 21 June 2013, p. 90.

YouTube a été bloqué en septembre 2012 lorsque des extraits du film anti-islam *L'Innocence des musulmans* (*Innocence Of Muslims*) ont été postés sur le site. Les autorités ont déclaré que l'interdiction du site populaire de partage de vidéos ne pourrait être levée que lorsqu'il existera un mécanisme permettant de bloquer de façon permanente le contenu blasphématoire ⁽²⁴⁴⁾.

Selon un laboratoire interdisciplinaire établi au Munk Centre for International Studies de l'Université de Toronto, des produits canadiens de filtrage de l'internet Netsweeper ont été installés au niveau national au Pakistan. Cette technologie est mise en œuvre à des fins de filtrage politique et social, notamment les sites web des mouvements séparatistes, les sujets religieux sensibles et les médias indépendants ⁽²⁴⁵⁾.

Communication mobile

Plus de la moitié des adultes et des adolescents pakistanais ont un téléphone portable. Les téléphones sont utilisés pour permettre aux familles de garder le contact avec des parents ou des amis éloignés et les Pakistanais sont de grands utilisateurs de textos, même si la moitié seulement de la population sait lire et écrire ⁽²⁴⁶⁾.

Les opérateurs de téléphonie mobile au Pakistan sont, notamment, Mobilink (plus de 38 millions d'abonnés), Telenor (plus de 36 millions d'abonnés), Zong (plus de 27 millions d'abonnés), Ufone (plus de 24 millions d'abonnés) et Warid Telecom (plus de 13 millions d'abonnés) ⁽²⁴⁷⁾.

L'article 54 de la loi (de réorganisation) des télécommunications autorise le gouvernement à fermer des systèmes de télécommunication sans autorisation légale ni approbation d'un tribunal ⁽²⁴⁸⁾.

En août 2014, le ministère de l'intérieur a ordonné que les services de téléphonie mobile soient interrompus dans plusieurs quartiers d'Islamabad pour une durée indéterminée, quelques jours avant les défilés de protestation contre le gouvernement, dirigés par le président du Pakistan Tehrik-e-Insaf (PTI), Imran Khan, et par le chef du Pakistan Awami Tehrik (Mouvement du peuple pakistanais), Tahirul Qadri ⁽²⁴⁹⁾.

1.7 Soins de santé

1.7.1 Introduction

Les hôpitaux publics, les cliniques, les laboratoires médicaux et les pharmacies modernes se sont multipliés dans un secteur de la santé de plus en plus commercial. Du fait de cette approche commerciale, les services de santé destinés aux pauvres ⁽²⁵⁰⁾ sont aujourd'hui limités ⁽²⁵¹⁾. La plupart des établissements publics de soins manquent de personnel qualifié, de médicaments et de fournitures médicales. La majorité des Pakistanais ont recours à des services de santé privés ⁽²⁵²⁾. Les services de soins de santé primaire sont médiocres, en particulier dans les zones rurales. Plus de 65 % de la population rurale n'a pas accès à des centres de santé de base et à des services de qualité ⁽²⁵³⁾.

Les soins de santé relèvent au premier chef de la responsabilité des autorités provinciales, hormis dans les FATA où ils dépendent du gouvernement fédéral. Les services de santé au Pakistan peuvent être fournis à tous les niveaux, tant dans le secteur public que privé. Les soins de santé sont organisés en trois niveaux: soins primaires, secondaires et tertiaires.

Les soins de santé primaire (PHC) dans le secteur public sont dispensés dans des unités sanitaires de base (BHU) offrant des soins ambulatoires de base, des centres de santé ruraux (RHC) proposant des soins ambulatoires légèrement

⁽²⁴⁴⁾ Economic Times (The), *Pakistani authorities say ban on YouTube can't be lifted*, 2 Aug 2013.

⁽²⁴⁵⁾ Express Tribune (The), *Pakistan government using Netsweeper for internet filtering: Report*, 20 June 2013.

⁽²⁴⁶⁾ Infoasaid, *Media & Telecoms Landscape Guide – Pakistan*, 2012, p. 92.

⁽²⁴⁷⁾ PTA, *Annual Report 2013-2014*, updated: 5 January 2015, p. 81.

⁽²⁴⁸⁾ Article 19, *Pakistan: Telecommunications (Re-organization) Act – Legal Analysis*, January 2012, p. 14.

⁽²⁴⁹⁾ Dawn, *Mobile phone services being suspended in parts of Islamabad: PTA*, 12 August 2014.

⁽²⁵⁰⁾ World Bank, WDI 2014 indicates that if income per adult in Pakistan is taken as \$2.00 per day in line with international standards for middle income countries, then 50.7 % of the population (at 2011 estimates) fall below the poverty line.

⁽²⁵¹⁾ Hafeez, M., *Poverty and Poor Health in Pakistan: Exploring the Effects of Privatizing Healthcare*, 15 June 2014.

⁽²⁵²⁾ Belgian Immigration Office, *Country Fact Sheet, Access to Healthcare: Pakistan*, 13 February 2014, p. 2.

⁽²⁵³⁾ Ahmed, J. and Shaik, B.T., 'The state of affairs at primary health care facilities in Pakistan: where is the State's stewardship?', 2011.

plus étendus (2 ou 3 spécialisations) et des hospitalisations (appendicites, maternité, par exemple) et des hôpitaux centraux de *tehsil* (THH), proposant des soins ambulatoires et hospitaliers dans diverses spécialisations. Les patients sont renvoyés du niveau BHU vers le niveau RHC ou THH ⁽²⁵⁴⁾.

Les soins secondaires sont disponibles dans les hôpitaux centraux de district (DHH). Ces établissements proposent toute la gamme de soins ambulatoires et hospitaliers. Ils disposent également d'un service d'urgence, d'un laboratoire d'examen et d'une banque du sang. Les DHH sont en mesure de réaliser des opérations complexes. Des écoles de formation du personnel soignant et paramédical sont attachées à ces hôpitaux.

Le secteur tertiaire (soins extrêmement spécialisés) est un secteur de niveau universitaire. Les hôpitaux qui dispensent ce type de soins sont attachés à des universités, des facultés et d'autres établissements d'enseignement. Ils doivent disposer d'au moins 100 à 500 lits. À ce niveau, toutes les disciplines sont disponibles ⁽²⁵⁵⁾.

Selon l'enquête sur l'économie du Pakistan pour la période 2013-2014, le pays comptait 1 096 hôpitaux (pour une capacité de 111 953 lits), 5 310 dispensaires, 5 527 unités de soins de base et 687 centres de santé maternelle et infantile. Le nombre de professionnels de la santé comprenait 167 759 médecins, 13 716 dentistes et 86 183 infirmières ⁽²⁵⁶⁾. Le rapport infirmière-patient était de 1 pour 50 en 2013 ⁽²⁵⁷⁾.

1.7.2 VIH/sida

Il existe un programme national de traitement, pris en charge par le gouvernement, afin d'offrir un dépistage gratuit et un traitement de suivi aux personnes atteintes du VIH/sida. Le programme national de contrôle du sida (NACP) a été créé en 1986-1987. Alors qu'au départ, la priorité était donnée au dépistage, le programme s'est désormais orienté vers des actions de prévention, d'éducation et de contrôle du VIH. Dix-huit centres de soins et de traitement du VIH ont été créés, dans lesquels près de 11 000 séropositifs étaient inscrits en juin 2015 et près de 5 000 personnes bénéficiaient d'un traitement antiviral ⁽²⁵⁸⁾.

1.7.3 Cancer

Les personnes très pauvres ne peuvent pas assumer le coût d'un traitement contre le cancer, mais certaines personnes y ont accès avec l'aide financière du Zakat ou du Bait-ul-Mal ou par le biais d'une assurance maladie ⁽²⁵⁹⁾. Plusieurs organisations, comme le Shaukat Khanum Memorial Cancer Hospital and Research Centre, s'efforcent de fournir un traitement à un nombre très limité de malades, indépendamment de leurs moyens financiers ⁽²⁶⁰⁾. Le Bait-ul-Sukoon Cancer Hospital and Hospice de Karachi dispense un traitement contre le cancer aux patients très démunis ⁽²⁶¹⁾.

1.7.4 Santé mentale

Il n'existe pas d'établissement spécialisé pour le traitement des troubles mentaux; cependant, des psychiatres et des psychologues travaillent dans les établissements de soins tertiaires et dans les centres de soins privés. Les médicaments sont aisément disponibles ⁽²⁶²⁾. Le traitement des troubles mentaux est gratuit dans les hôpitaux publics et les médicaments sont gratuits. La croyance populaire veut que les personnes atteintes de problèmes de santé mentale apportent la honte sur elles-mêmes et sur leur famille, en particulier dans les classes supérieures ⁽²⁶³⁾. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), depuis 2011, cinq hôpitaux sont spécialisés dans les soins psychiatriques; le pays compte 3 231 lits psychiatriques dans les hôpitaux généraux et 3 729 établissements de soins de santé mentale en ambulatoire. On dénombre au Pakistan un psychiatre et deux psychologues pour 10 000 habitants ⁽²⁶⁴⁾.

⁽²⁵⁴⁾ Belgian Immigration Office, *Country Fact Sheet, Access to Healthcare: Pakistan*, 13 February 2014, p. 2.

⁽²⁵⁵⁾ Belgian Immigration Office, *Country Fact Sheet, Access to Healthcare: Pakistan*, 13 February 2014, p. 2.

⁽²⁵⁶⁾ GoP, Ministry of Finance, *Highlights Pakistan Economic Survey 2013-14*, p. 12.

⁽²⁵⁷⁾ Express Tribune (The), *Nursing in Pakistan: Handle with care*, 7 December 2014.

⁽²⁵⁸⁾ GoP, Ministry of National Health Services, Regulations and Coordination, *NACP*, n.d.; Dawn, 7 June 2015.

⁽²⁵⁹⁾ Belgian Immigration Office, *Country Fact Sheet, Access to Healthcare: Pakistan*, 13 February 2014, p. 2.

⁽²⁶⁰⁾ Shaukat Khanum Memorial Cancer Hospital and Research Center, *Financial Assistance*, n.d.

⁽²⁶¹⁾ Bait-ul-Sukoon, *Our Mission*, n.d.

⁽²⁶²⁾ Belgian Immigration Office, *Country Fact Sheet, Access to Healthcare: Pakistan*, 13 February 2014, p. 2.

⁽²⁶³⁾ BHC, *Prisons and mental health report Pakistan*, 20 April 2015.

⁽²⁶⁴⁾ WHO, *Mental Health Atlas 2011, Pakistan*, n.d., p. 2.

1.7.5 Santé reproductive

Le taux de mortalité maternelle estimé (TMM) au Pakistan en 2013 était de 170 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes ⁽²⁶⁵⁾. Ipas, une organisation non gouvernementale (ONG) qui promeut les droits sexuels et reproductifs des femmes, a déclaré qu'un décès maternel survenait toutes les 30 à 40 minutes au Pakistan et qu'une femme sur 170 mourait de problèmes liés à la maternité. Près de 700 000 femmes ont été traitées pour des complications résultant d'avortements pratiqués dans des conditions dangereuses ⁽²⁶⁶⁾. Le rapport 2012-2013 du PDHS indiquait que des prestataires de soins qualifiés ont dispensé des soins prénataux à plus de sept mères sur dix et ont assisté à plus de la moitié des naissances au cours des cinq dernières années ⁽²⁶⁷⁾.

1.7.6 Handicaps

Le NIRM (Institut national de médecine de réadaptation) d'Islamabad fournit des soins de santé aux personnes handicapées, notamment des installations de diagnostic, des services cliniques et de chirurgie reconstructive, des services de réadaptation et des services sociaux ⁽²⁶⁸⁾. Plusieurs centres d'éducation spécialisée, de formation professionnelle et de réadaptation sont répartis dans le pays ⁽²⁶⁹⁾.

1.8 Situation socio-économique et humanitaire

1.8.1 Situation socio-économique

Au Pakistan, la croissance poussive et le sous-développement sont alimentés par des années de conflits politiques internes et de faibles investissements étrangers liés à la gouvernance, à l'énergie, à la sécurité et à la récession économique mondiale ⁽²⁷⁰⁾. Le revenu annuel par habitant a atteint 1 386 dollars des États-Unis (USD) en 2013-2014, tandis que la croissance du PIB se situait à 4,14 % ⁽²⁷¹⁾. Plus de 60 % de la population vit sous le seuil de pauvreté (fixé à 2 USD par jour pour les pays à revenu moyen). Le Benazir Income Support Programme (BISP ou programme Benazir de soutien aux revenus) propose des aides financières aux familles à faible revenu ⁽²⁷²⁾. En 2012-2013, la main-d'œuvre totale comptait 59,7 millions de personnes, avec 3,73 millions de chômeurs ⁽²⁷³⁾. Le chômage est le plus élevé dans les zones rurales de la province du Penjab ⁽²⁷⁴⁾. Les femmes représentaient environ 22 % de la main-d'œuvre ⁽²⁷⁵⁾.

L'agriculture représentait 21 % du PIB et plus de 43 % de la main-d'œuvre; elle est le principal moyen de subsistance de la population rurale et se répartit en quatre sous-secteurs: cultures (blé, maïs, riz, canne à sucre et coton, notamment), bétail, pêche et sylviculture ⁽²⁷⁶⁾. Les pourcentages de main-d'œuvre active dans d'autres secteurs économiques sont les suivants: services communautaires/sociaux et services à la personne (13,3 %), construction (7,4 %), industries manufacturières (14,1 %), transport/stockage (5,5 %) et commerce de gros et de détail (14,4 %) ⁽²⁷⁷⁾.

Un tiers de la population pakistanaise vit dans des zones urbaines, un pourcentage qui devrait augmenter de près de 50 % à l'horizon 2025, principalement sous l'effet de l'accès à un meilleur emploi, à l'éducation et aux soins de santé, de la stabilité et de la sécurité et de la croissance démographique naturelle ⁽²⁷⁸⁾. Les faibles revenus et la pénurie de logements abordables ont pour résultat que 40 % de la population urbaine du Pakistan vivent dans des colonies

⁽²⁶⁵⁾ WHO, Unicef et al., *Trends in Maternal Mortality: 1990 to 2013*, May 2014, p. 34.

⁽²⁶⁶⁾ Dawn, *5.6 % of maternal deaths in Pakistan attributed to abortion-related complications*, 12 March 2015.

⁽²⁶⁷⁾ National Institute of Population Studies (NIPS), ICF Int., *Pakistan Demographic and Health Survey 2012-13*, December 2013, p. 129.

⁽²⁶⁸⁾ GoP, MOCAD, NIRM (*National Institute of Rehabilitation Medicine*), n.d.

⁽²⁶⁹⁾ Belgian Immigration Office, *Pakistan, Country Report, List of federal special education centres*, n.d.

⁽²⁷⁰⁾ CIA, *The World Factbook: Pakistan*, updated 18 May 2015.

⁽²⁷¹⁾ GoP, Ministry of Finance, *Pakistan Economic Survey 2013-14*, pp. iii and vi.

⁽²⁷²⁾ GoP, Ministry of Finance, *Pakistan Economic Survey 2013-14*, pp. 232 and 234.

⁽²⁷³⁾ GoP, Ministry of Finance, *Pakistan Economic Survey 2013-14*, p. 184.

⁽²⁷⁴⁾ GoP, Pakistan Bureau of Statistics, *Labour Force Survey 2012-13*, November 2013, p. 33.

⁽²⁷⁵⁾ GoP, Pakistan Bureau of Statistics, *Pakistan Employment Trends 2013*, January 2014, p. 6.

⁽²⁷⁶⁾ GoP, Ministry of Finance, *Pakistan Economic Survey 2013-14, Overview of the Economy*, pp. iii-iv.

⁽²⁷⁷⁾ GoP, Pakistan Bureau of Statistics, *Labour Force Survey 2012-13*, November 2013, p. 22.

⁽²⁷⁸⁾ DW, *Pakistan's urbanization: 'A challenge of great proportions'*, 30 December 2014.

de squatters ou dans des logements informels non conformes aux normes, appelés *katchi abadis* ⁽²⁷⁹⁾. La majorité des ménages n'ont pas accès à l'eau potable, à des toilettes ou à des installations sanitaires adéquates ⁽²⁸⁰⁾. Les problèmes sanitaires les plus fréquemment signalés sont directement ou indirectement liés à la qualité de l'eau ⁽²⁸¹⁾.

1.8.2 Situation humanitaire

Les catastrophes naturelles, y compris des séismes et de graves inondations, ont touché des millions de personnes au Pakistan ces dernières années. En 2010, les inondations ont causé la mort de près de 2 000 personnes et des destructions considérables des infrastructures et des moyens de subsistance ⁽²⁸²⁾. On estime à 14 millions le nombre de personnes ayant eu besoin d'une aide humanitaire ⁽²⁸³⁾. Les fortes pluies de la mousson en 2011 ⁽²⁸⁴⁾ et en 2012 ⁽²⁸⁵⁾ ont provoqué de nouvelles inondations et causé des dommages énormes. En septembre 2013, un tremblement de terre a secoué le Baloutchistan, tuant au moins 348 personnes et en affectant plus de 300 000 ⁽²⁸⁶⁾. Près de 60 % de la population du Pakistan doivent faire face à l'insécurité alimentaire et, selon les estimations, 35 % des décès d'enfants de moins de 5 ans sont dus à la malnutrition ⁽²⁸⁷⁾.

À partir d'août 2014, plus d'un million de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays à la suite des opérations militaires en cours dans les FATA et au KP ⁽²⁸⁸⁾. Voir la section [2.2 FATA et Khyber Pakhtunkhwa](#).

1.8.3 Organisations humanitaires

Les ONG, tant nationales qu'internationales, sont généralement autorisées à travailler ⁽²⁸⁹⁾, même lorsqu'elles critiquent le gouvernement ⁽²⁹⁰⁾. Un grand nombre d'organisations de la société civile sont actives au Pakistan ⁽²⁹¹⁾. Il existe plusieurs commissions permanentes pour superviser et contrôler le travail des ministères compétents du gouvernement ⁽²⁹²⁾. Selon le département d'État américain, «*les commissions permanentes du Sénat et de l'Assemblée nationale sur la législation, la justice, les minorités et les droits de l'homme ont organisé des auditions sur différents problèmes, y compris les crimes d'honneur, les abus policiers liés à la loi sur le blasphème et l'ordonnance relative au hadood*». Bien que les commissions aient sensibilisé le public à ces questions, leurs conclusions souscrivent généralement à la politique menée par le gouvernement ⁽²⁹³⁾.

Voir également la section [3.2.11 Situation des acteurs de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme](#).

1.9 Documents

1.9.1 Documents d'identité et passeports

NADRA

En 1998, l'Organisation nationale des bases de données (NDO) a été créée au sein du ministère de l'intérieur. Le 10 mars 2000, la NDO a fusionné avec la direction générale de l'enregistrement (DGR) pour former la National Database and Registration Authority (NADRA), un organisme gouvernemental indépendant chargé de créer un système de réenregistrement de la population pakistanaise. La NADRA a entamé ses activités en 2000 en utilisant

⁽²⁷⁹⁾ Siddiqui, Tasneem, 'Housing for the low-income', January 2014, p. 2.

⁽²⁸⁰⁾ GoP, Pakistan Bureau of Statistics, *PSLM Survey 2012-13*, April 2014.

⁽²⁸¹⁾ GoP, Ministry of Science and Technology, PCRWR, *Water Quality*, n.d.

⁽²⁸²⁾ Price, Gareth, 'Pakistan's Economic Challenges', October 2014, p. 22.

⁽²⁸³⁾ UN OCHA, *Recovering with resilience: Pakistan floods one year on*, 28 July 2011.

⁽²⁸⁴⁾ UN OCHA, *Pakistan Monsoon 2011 Situation Report No. 1*, 9 September 2011.

⁽²⁸⁵⁾ UN OCHA, *Pakistan: Monsoon Update, Issue 09 — 14 September 2012*, 14 September 2012.

⁽²⁸⁶⁾ UN OCHA, *Pakistan Flash Update #3 on Balochistan Earthquake*, 26 September 2013.

⁽²⁸⁷⁾ Aga Khan University, Pakistan, et al., *National Nutrition Survey Pakistan 2011*, pp. 1, 26.

⁽²⁸⁸⁾ UNHCR, *2015 UNHCR country operations profile — Pakistan*, n.d.

⁽²⁸⁹⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽²⁹⁰⁾ Freedom House, *Freedom in the World 2014 — Pakistan*, n.d.

⁽²⁹¹⁾ PILDAT, *Civil Society/Research Organisations*, n.d.

⁽²⁹²⁾ National Assembly of Pakistan [website], n.d.

⁽²⁹³⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

des données multibiométriques et en délivrant une carte d'identité électronique, remplaçant le système papier en usage depuis 1971. La base du nouveau système est un entrepôt national de données intelligent et extrêmement sécurisé, accessible par le biais du [site web de la NADRA](#) ⁽²⁹⁴⁾. En 2014, cette autorité employait 17 000 personnes ⁽²⁹⁵⁾.

Le siège de la NADRA est situé dans le bâtiment de la Banque fédérale du Pakistan, à Islamabad ⁽²⁹⁶⁾. Il existe cinq sièges provinciaux à Islamabad, Karachi, Lahore et Quetta et trois sièges régionaux à Sukkur, Multan et Sargodha ⁽²⁹⁷⁾. Il existe également de nombreux bureaux régionaux. En 2009, on en recensait 68 à Islamabad, 45 à Lahore, 50 à Karachi, 73 à Peshawar, 39 à Quetta, 44 à Multan et 32 à Sukkur ⁽²⁹⁸⁾. L'enregistrement et la vérification des données ont lieu au Nadra Swift Registration Centre (NSRC), situé dans l'un des bureaux susvisés de la NADRA ou dans une ambassade du Pakistan à l'étranger ⁽²⁹⁹⁾.

En avril 2015, la NADRA comptabilisait plus de 500 000 demandes en cours de cartes nationales d'identité électroniques (CNIC), de cartes nationales d'identité intelligentes (SNIC), de certificats d'enregistrement de mariage, de formulaires B pour les demandeurs de moins de 18 ans, de cartes nationales d'identité pour les Pakistanais de l'étranger (NICOPs), de cartes de preuve d'origine (POC) et de cartes de preuve d'enregistrement (PoR) pour les réfugiés afghans, dans les bureaux locaux du Pakistan et dans les bureaux des postes diplomatiques du monde entier ⁽³⁰⁰⁾.

La NADRA enregistre les électeurs pour les élections et participe à la vérification des votes ⁽³⁰¹⁾. Elle apporte également un soutien logistique, essentiellement pour l'enregistrement, à l'aide humanitaire en cas de catastrophes naturelles (sécheresse, inondations) ⁽³⁰²⁾ et aide le département du Zakat et de l'Ushr à distribuer les fonds perçus au titre de la zakat aux bénéficiaires ⁽³⁰³⁾. La NADRA enregistre également les personnes déplacées (PDI) ⁽³⁰⁴⁾ et les victimes de conflits ⁽³⁰⁵⁾ et leur apporte son soutien.

Depuis 2014, la NADRA est par ailleurs responsable de l'enregistrement des étrangers. Elle déploie, par exemple, des unités d'enregistrement mobiles dans les pêcheries de Karachi afin de relever les données biométriques du personnel étranger qui y travaille ⁽³⁰⁶⁾.

La NADRA prend également part aux actions antiterroristes. L'autorité contrôle les cartes des téléphones mobiles et les cartes d'identité ⁽³⁰⁷⁾. Elle a participé aux enquêtes de collecte de données auprès de la population afin d'aider les services de sécurité dans la lutte contre le terrorisme ⁽³⁰⁸⁾. En outre, la NADRA enregistre les permis de port d'armes ⁽³⁰⁹⁾.

Carte nationale d'identité électronique (CNIC)

Tous les citoyens pakistanais de 18 ans et plus peuvent obtenir une carte nationale d'identité électronique (CNIC) ⁽³¹⁰⁾. À la fin 2011, la NADRA a déclaré avoir enregistré 94 % de tous les Pakistanais adultes et délivré 89,145 millions de

⁽²⁹⁴⁾ NADRA, *Profile*, n.d.

⁽²⁹⁵⁾ Daily Times, *Dynamic, profitable NADRA in fatal tailspin*, 26 March 2014.

⁽²⁹⁶⁾ NADRA, *Contact us*, n.d.

⁽²⁹⁷⁾ Rozee.pk, *About National Database and Registration Authority (NADRA)*, n.d. Rozee.pk est un site web pakistanais pour l'emploi.

⁽²⁹⁸⁾ Daily Times, Islamabad, *AJK lead NADRA registration*, 24 August 2009.

⁽²⁹⁹⁾ Dawn, *KARACHI: Centre for swift delivery of ID cards opens*, 11 February 2002; IRBC, *Pakistan: Computerized National Identity Cards (CNICs), including overseas identity cards; issuance procedures*, 7 January 2013.

⁽³⁰⁰⁾ Daily Times, *0.5m applications still pending with NADRA*, 5 March 2015.

⁽³⁰¹⁾ Daily Times, *LG election in cantonment areas: NADRA provides final electoral rolls to the Election Commission*, 3 April 2015; Daily Times, *ECP seeks NADRA's help for vote verification*, 21 May 2013; ECP, *List of District Wise Verified/Unverified/Augmented Voters*, n.d.

⁽³⁰²⁾ NDMA, *Resilience, January-June 2014*, n.d., p. 4; NDMA, *Pakistan Floods 2014: Recovery Needs Assessment and Action Framework 2014-16*, n.d., p. 13; Daily Times, *NADRA to start second phase of Watan Cards*, 7 June 2011; Daily Times, *Farzana Raja appreciates NADRA for facilitating BISP*, 29 January 2013.

⁽³⁰³⁾ Daily Times, *NADRA claims system transparency over rescinding issue*, 23 December 2013.

⁽³⁰⁴⁾ Daily Times, *NADRA registers 227 049 IDPs from North Waziristan*, 21 June 2014; Dawn, *Over 49 000 displaced families verified by Nadra, says FDMA*, 21 July 2014.

⁽³⁰⁵⁾ News Tribe (The), *USAID, NADRA partner to assist conflict victims in Pakistan*, 29 August 2014.

⁽³⁰⁶⁾ Dawn, *Nadra registered 3 000 aliens in 40 days: official*, 24 October 2014.

⁽³⁰⁷⁾ Daily Times, *NADRA helping trace terrorists*, 25 December 2014; Daily Times, *Inefficient biometric systems hampers SIMs' activation*, 11 April 2014; Washington Post (The), *Pakistanis face a deadline: Surrender fingerprints or give up cellphone*, 23 February 2015.

⁽³⁰⁸⁾ Dawn, *Counter-terror measure: Nadra, police begin data collection survey in Islamabad*, 19 July 2014.

⁽³⁰⁹⁾ Daily Times, *Issuance of computerised arms licences begins in Sindh*, 28 November 2014; News International (The), *Nadra, home dept accused of discrimination*, 3 March 2015.

⁽³¹⁰⁾ NADRA, *CNIC*, n.d.

cartes nationales d'identité électroniques (CNIC) ⁽³¹¹⁾. Un communiqué de presse des Nations unies a également fait état d'un taux élevé d'enregistrement ⁽³¹²⁾. Presque tous les habitants d'Islamabad, de l'Azad Jammu-et-Cachemire (AJK) et du Khyber Pakhtunkhwa (KP) ont reçu une carte d'identité. Dans d'autres régions, la situation était la suivante: 96 % de la population au Penjab; 90 % dans le Gilgit-Baltistan (GB) et 86 % dans les FATA. Le Baloutchistan a enregistré le taux le plus faible, 24 % de la population n'ayant pas reçu de carte d'identité ⁽³¹³⁾.

Pour les détails de la procédure de demande et les conditions à remplir, voir le site web de la NADRA ⁽³¹⁴⁾.

La BBC a rapporté que la CNIC comportait une photographie de la personne, son nom, sa filiation, ses adresses permanente et temporaire, son numéro d'enregistrement et un numéro familial ⁽³¹⁵⁾. La Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada a indiqué que la carte comprenait les caractéristiques suivantes: «*Nom officiel, genre (homme, femme, transgenre), nom du père (nom du mari pour les femmes mariées), marque d'identification, date de naissance, numéro de carte nationale d'identité, numéro d'identification de l'arbre généalogique, adresse actuelle, adresse permanente, date de délivrance, date d'expiration, signature, photo et empreinte digitale (empreinte du pouce).*» La NADRA enregistre la religion du demandeur, mais sur la carte d'identité, la religion de la personne n'est pas mentionnée ⁽³¹⁶⁾. À la mi-2013, la NADRA avait, par exemple, enregistré 1,2 million de chrétiens ⁽³¹⁷⁾.

La validité des cartes CNIC peut varier et atteindre 15 ans. Les CNIC éditées en anglais ont une durée de validité maximale de 5 ans ⁽³¹⁸⁾.

Lorsque la CNIC est prête, seul le titulaire peut la réclamer et elle ne peut pas être remise à des parents ou des représentants ⁽³¹⁹⁾.

La CNIC est nécessaire pour accomplir différentes formalités, comme obtenir un passeport ⁽³²⁰⁾, un permis de conduire, s'inscrire comme électeur, décrocher un emploi, bénéficier d'une aide ou de services sociaux et ouvrir un compte bancaire ⁽³²¹⁾.

Le fait de ne pas avoir de CNIC pose des problèmes pour accéder à des services vitaux fournis par le gouvernement. Khan et Piracha, une société de conseil d'Islamabad, a déclaré:

«La nécessité d'une carte d'identité devient de plus en plus vitale pour avoir accès aux établissements d'enseignement, à l'emploi, tant dans le secteur privé que public, et dans la vie de tous les jours, comme les voyages en avion, les connexions téléphoniques, etc. L'accès aux soins de santé relevant du secteur public ou de la sécurité sociale dépendra également de la présentation d'une carte d'identité. Cependant, à ce jour, la présentation de la carte d'identité n'est pas obligatoire pour se faire soigner dans le secteur privé.» ⁽³²²⁾.

Enregistrement des femmes et des enfants

Depuis 2006, le vendredi, la NADRA réserve ses bureaux aux femmes afin qu'elles se fassent enregistrer et retirent leurs cartes d'identité; elle compte ainsi augmenter l'enregistrement des femmes et éviter des problèmes, tels que le harcèlement pendant qu'elles sont dans la file d'attente ⁽³²³⁾. Des centres NADRA réservés exclusivement aux femmes ont été créés et seules des femmes y travaillent. Selon la NADRA, à la mi-2012, 86 % des femmes pakistanaises adultes étaient enregistrées ⁽³²⁴⁾. Cependant, en 2015, il existait encore des endroits où aucune disposition n'avait

⁽³¹¹⁾ Dawn, *24pc Baloch people without CNICs*, 9 January 2012.

⁽³¹²⁾ UN Women, *40 million women registered with Computerized National Identity Cards*, 4 October 2012.

⁽³¹³⁾ Dawn, *24pc Baloch people without CNICs*, 9 January 2012.

⁽³¹⁴⁾ NADRA, *CNIC*, <https://www.nadra.gov.pk>, n.d.

⁽³¹⁵⁾ BBC, *Pakistan's experience with identity management*, 8 June 2012.

⁽³¹⁶⁾ IRBC, *Pakistan: Computerized National Identity Cards (CNICs), including overseas identity cards; issuance procedures*, 7 January 2013; Dawn, *No mention of Kalash caste, religion in Nadra database*, 1 March 2013.

⁽³¹⁷⁾ Daily Times, *NADRA not to discriminate against minorities*, 19 June 2013.

⁽³¹⁸⁾ Membre du personnel de la NADRA, entretien téléphonique réalisé par l'unité belge du COI (Cedoca), 8 June 2010; IRBC, *Pakistan: Computerized National Identity Cards (CNICs), including overseas identity cards; issuance procedures*, 7 January 2013.

⁽³¹⁹⁾ Dawn, *In Nadra-bar row, red card for CNIC applicants*, 29 November 2014.

⁽³²⁰⁾ Pakistan's missions in Australia, *Machine readable passport*, updated: 14 December 2014.

⁽³²¹⁾ UN Women, *40 million women registered with Computerized National Identity Cards*, 4 October 2012; BBC, *Pakistan's experience with identity management*, 8 June 2012.

⁽³²²⁾ UK Home Office, *Response to queries*, source: Khan and Piracha, 20 April 2015.

⁽³²³⁾ NADRA, *Facilitate women for Registration*, updated: May 2015; Daily Times, *NADRA reserves Friday for women in swift registration centres*, 24 September 2006.

⁽³²⁴⁾ UN Women, *40 million women registered with Computerized National Identity Cards*, 4 October 2012.

été prise pour s'occuper des femmes séparément dans les bureaux de la NADRA ⁽³²⁵⁾. La CNIC des femmes mentionne le nom de leur père ou celui de leur mari, si elles sont mariées. En cas de divorce, la femme doit demander une nouvelle CNIC ⁽³²⁶⁾.

L'enregistrement des orphelins et des enfants de parents inconnus pose problème (voir la section 3.2.8). L'enregistrement d'enfants sous de faux noms est également très problématique. Auparavant, les orphelins ne pouvaient pas être enregistrés ni obtenir une carte nationale d'identité en raison de l'obligation d'avoir un tuteur légal et d'un décret empêchant quiconque de revendiquer la tutelle d'orphelins ou d'enfants sans parents. Au début de 2014, à la suite d'une directive de la Cour suprême du Pakistan, la NADRA a adopté une nouvelle politique en la matière. En mai 2014, 610 orphelins étaient enregistrés ⁽³²⁷⁾. Selon un responsable de la NADRA, en décembre 2014, la NADRA avait enregistré 27 enfants non réclamés ⁽³²⁸⁾. D'après des informations obtenues par le ministère britannique de l'intérieur auprès de Khan and Piracha, une société de conseil d'Islamabad, il est obligatoire:

«en vertu de l'article 9, paragraphe 1, de l'ordonnance, que a) le parent ou le tuteur d'un enfant de moins de 18 ans le fasse enregistrer sous la forme prévue par la loi dans le mois qui suit la naissance de l'enfant; et b) que chaque citoyen atteignant l'âge de dix-huit ans se fasse enregistrer auprès de la NADRA, qu'il se trouve sur le territoire pakistanais ou à l'étranger» ⁽³²⁹⁾.

Auparavant, il était exigé que les noms des deux parents figurent sur le formulaire de demande de carte d'identité, mais la nouvelle politique de la NADRA permet aujourd'hui aux directeurs d'orphelinat de devenir des tuteurs légaux ou aux orphelinats de mentionner un nom de leur choix sur les demandes. Cependant, selon la même source, *«étant donné les conséquences graves qu'entraîne pour la mère la reconnaissance du caractère illégitime de la naissance, l'enregistrement des enfants illégitimes (sauf s'ils sont abandonnés ou pris en charge par un orphelinat agréé) n'est pas accepté par la NADRA»* ⁽³³⁰⁾.

Carte nationale d'identité pour les Pakistanais de l'étranger (NICOP)

Le site web de la NADRA définit une carte nationale d'identité pour les Pakistanais de l'étranger (NICOP) comme:

«un document d'enregistrement à délivrer à un citoyen valable/légitime du Pakistan. Auparavant, elle était délivrée aux Pakistanais de l'étranger travaillant/vivant/séjournant/étudiant à l'étranger pendant une période ininterrompue de six mois ou possédant la double nationalité, mais elle peut aujourd'hui être délivrée à tout ressortissant pakistanais» ⁽³³¹⁾.

Pour les procédures et conditions, voir le site web de la NADRA ⁽³³²⁾.

La NICOP peut remplacer la CNIC. De nombreux citoyens pakistanais préfèrent demander une NICOP plutôt qu'une CNIC, car elle facilite les voyages sans visa et est automatiquement rédigée en anglais, ce qui est plus aisé à utiliser à l'étranger ⁽³³³⁾.

Carte d'origine pakistanaise (POC)

La carte d'origine pakistanaise (POC) est un document qui peut être délivré à des ressortissants de pays tiers ayant renoncé à la citoyenneté pakistanaise ou à des ressortissants de pays tiers mariés à un ressortissant pakistanais. Ce document donne ⁽³³⁴⁾:

- un droit d'entrée illimité sans visa au Pakistan sur présentation d'un passeport étranger;
- un droit de séjour illimité au Pakistan, sans devoir se signaler à la police ou aux agents d'enregistrement des étrangers, etc.;

⁽³²⁵⁾ Dawn, *Excuses galore at Nadra centres*, 23 February 2015.

⁽³²⁶⁾ Dawn, *Nadra: Identity crisis*, 29 January 2011.

⁽³²⁷⁾ Daily Times, *SC tells provinces to help NADRA register orphans*, 30 May 2014; Dawn, *Nadra unveils landmark policy for registration of orphans*, 30 May 2014; UK Home Office, *response to queries*, 20 April 2015.

⁽³²⁸⁾ Dawn, *Nadra told to identify, register unclaimed children*, 10 December 2014.

⁽³²⁹⁾ UK Home Office, *response to queries*, 20 April 2015.

⁽³³⁰⁾ UK Home Office, *response to queries*, 20 April 2015.

⁽³³¹⁾ NADRA, *NICOP*, n.d.

⁽³³²⁾ NADRA, *CNIC*, <https://www.nadra.gov.pk>, n.d.

⁽³³³⁾ Membre du personnel de la NADRA, entretien téléphonique réalisé par l'unité belge du COI (Cedoca), 16 November 2010; Consulate General of Pakistan – New York, *National Identity Card for Overseas Pakistanis (NICOP)*, n.d.

⁽³³⁴⁾ NADRA, *POC*, n.d.; Consulate General of Pakistan – New York, *National Identity Card for Overseas Pakistanis (NICOP)*, n.d.

- le droit d'acquérir, de vendre, de posséder, de négocier et d'aliéner des biens meubles et immeubles n'importe où au Pakistan;
- le droit d'ouvrir et d'utiliser des comptes bancaires au Pakistan.

Pour les procédures et les conditions, voir le [site web de la NADRA](#) ⁽³³⁵⁾.

Carte nationale d'identité intelligente (SNIC)

Durant le second semestre de 2012, la NADRA a introduit de nouvelles versions des cartes d'identité contenant une puce: la carte nationale d'identité intelligente (SNIC), la carte nationale d'identité intelligente pour les Pakistanais de l'étranger (SNICOP) et la carte d'origine pakistanaise intelligente (SPOC) ⁽³³⁶⁾. Toutes les CNIC devraient être remplacées par des SNIC ⁽³³⁷⁾.

Carte de preuve d'enregistrement (PoR)

La NADRA émet des cartes de preuve d'enregistrement (PoR) aux réfugiés afghans enregistrés (voir la section 3.3.4 sur l'enregistrement). Selon l'agence, cette carte a été distribuée à 50 % des 1,6 million de réfugiés afghans enregistrés durant le premier semestre de 2014. La validité de la carte expire le 31 décembre 2015. Cette opération a été rendue possible grâce à 34 bureaux locaux et camions d'enregistrement mobiles ⁽³³⁸⁾.

Passeports

Il existe trois types de passeports au Pakistan ⁽³³⁹⁾:

- le passeport ordinaire,
- le passeport diplomatique et
- le passeport officiel.

Les passeports actuels sont des passeports à lecture optique et les passeports manuels sont en cours de remplacement. Pour des informations sur les procédures et les conditions d'obtention, voir le site web de la [direction générale de l'immigration et des passeports](#) ⁽³⁴⁰⁾.

Certificats de naissance, de mariage, de divorce et de décès

La NADRA délivre des certificats de naissance, de mariage, de divorce et de décès et dispose d'une base de données électroniques à cet effet ⁽³⁴¹⁾.

Pour les procédures, les conditions d'obtention et des échantillons de certificats de naissance, de décès et de mariage, voir le service électronique des certificats de naissance du Pakistan ⁽³⁴²⁾ et quelques sites web de représentations diplomatiques du Pakistan fournissant des informations ⁽³⁴³⁾.

Des problèmes pour obtenir un certificat de mariage auprès de la NADRA ont été signalés pour des minorités religieuses, comme les hindous, les sikhs, les baha'is et les chrétiens. En 2013, la NADRA a réagi en élaborant une politique antidiscriminations à l'intention de son personnel, qui a été diffusée dans tous ses bureaux. Cependant, en 2015 toujours, des problèmes ont été recensés en raison de l'absence de cadre juridique pour certains groupes et de la non-reconnaissance des certificats de mariage d'Églises chrétiennes plus petites, par exemple ⁽³⁴⁴⁾.

⁽³³⁵⁾ NADRA, [website] n.d.

⁽³³⁶⁾ NADRA, *Now live smartly with the smart national ID card*, n.d.; News International (The), *Features of Smart National Identity Cards highlighted*, 13 October 2012; Biometricupdate.com, *NADRA introduces Pakistan's new biometric smart ID cards*, 15 October 2012.

⁽³³⁷⁾ News International (The), *Towards an 'identity-based nation'*, 25 March 2015.

⁽³³⁸⁾ Daily Times, *50 % of listed Afghan refugees given PoR cards by NADRA*, 7 May 2014.

⁽³³⁹⁾ Directorate General of Immigration and Passports (Pakistan), *Passports*, n.d.

⁽³⁴⁰⁾ Directorate General of Immigration and Passports (Pakistan), <http://www.dgip.gov.pk/n.d>.

⁽³⁴¹⁾ Daily Times, *NADRA setting up computerised birth certificate database*, 6 April 2014.

⁽³⁴²⁾ Birth Certificate Pakistan, *Nadra Birth certificate Pakistan*, 17 March 2008; Birth Certificate Pakistan, *Nadra Death Certificate from Pakistan*, 25 November 2013; Birth Certificate Pakistan, *Nadra Marriage Certificate from Pakistan*, 17 December 2006.

⁽³⁴³⁾ Embassy of the Islamic republic of Pakistan, Berlin, *Birth Registration*, n.d.; Pakistan's Mission in Australia, *Birth Registration*, 29 April 2015.

⁽³⁴⁴⁾ Daily Times, *NADRA not to discriminate against minorities*, 19 June 2013; Diplomat (The), *Marriage Registration for Minorities in Pakistan*, 14 January 2015.

Pour les problèmes spécifiques rencontrés par les ahmadis pour obtenir une carte d'identité, voir la section 3.4.2.

1.9.2 Documents juridiques dans les procédures pénales

Premier rapport d'information

Le premier rapport d'information (FIR) est un document écrit préparé et enregistré par la police lorsqu'elle reçoit des informations sur la perpétration d'un délit sanctionné par le code pénal. Il s'agit généralement de la plainte déposée par la victime du délit ou par un tiers, et il incombe à la police de consigner le FIR sans délai ⁽³⁴⁵⁾.

Tel qu'il est défini à l'article 4(f) du code pakistanais de procédure pénale (CPP) un délit sanctionné par le code pénal est un délit pour lequel la police est compétente, ce qui signifie qu'elle peut arrêter l'auteur sans mandat et qu'elle peut lancer une enquête sans qu'un tribunal ne l'ordonne ⁽³⁴⁶⁾. En voici quelques exemples: vols et banditisme; consommation, possession ou vente d'alcool; meurtre; abus de confiance; cambriolage; prostitution de mineurs; enlèvement; empoisonnement; torture; blasphème ⁽³⁴⁷⁾.

Pour en savoir plus sur le FIR, voir la [réponse à la demande d'information](#) de la Commission canadienne de l'immigration et du statut de réfugié ⁽³⁴⁸⁾.

Mandat d'arrêt

Un mandat d'arrêt est délivré par un tribunal pour amener la personne concernée à comparaître devant celui-ci avec l'aide de la police ou de toute autre personne habilitée par elle ⁽³⁴⁹⁾.

L'article 75 du CPP établit les exigences formelles essentielles des mandats d'arrêt:

- le mandat doit être écrit;
- le mandat doit être signé par le président du tribunal;
- le mandat doit porter le sceau du tribunal ⁽³⁵⁰⁾.

L'article 77 du CPP impose qu'un mandat ordinaire soit directement délivré à un fonctionnaire de police, mais il peut aussi être délivré à d'autres personnes ⁽³⁵¹⁾ pour arrêter quelqu'un. C'est ce qui le distingue d'une assignation, laquelle est adressée à la personne qui est tenue de comparaître devant le tribunal ou d'y présenter un document ⁽³⁵²⁾.

1.9.3 Falsification de documents

Selon l'indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International pour 2014, le Pakistan se classe 126^e sur 175 pays et obtient une note de 26 pour la corruption dans le secteur public, l'indice glissant ainsi dans la zone rouge des pays extrêmement corrompus ⁽³⁵³⁾. Des niveaux élevés de corruption sont signalés au sein des autorités pakistanaises et sont qualifiés de problèmes persistants. À titre d'exemple, les policiers ont reçu des pots-de-vin pour enregistrer des plaintes authentiques ou fausses ⁽³⁵⁴⁾. Il est généralement admis que la corruption fait partie intégrante de la culture politique au Pakistan et ne peut pas être éradiquée à court terme. La loyauté envers la famille et le clan sont des valeurs plus appréciées que l'éthique professionnelle ⁽³⁵⁵⁾.

Il a été signalé que les fonctionnaires de la NADRA acceptaient des pots-de-vin pour délivrer des documents. Des personnes ont été invitées à payer pour obtenir leurs documents en quelques jours, à défaut de quoi elles auraient

⁽³⁴⁵⁾ CPLC, *What is a FIR?*, n.d.; CPDI-Pakistan, *First Information Report (FIR) (A Guide for Citizens)*, n.d.

⁽³⁴⁶⁾ Punjab Police, *Frequently Asked Questions*, n.d.; CPLC, *What is a FIR?*, n.d.; Pakistan, *Code of Criminal Procedure*, 1 July 1898 (latest amendment 2011).

⁽³⁴⁷⁾ President of Pakistan, *The Prohibition (Enforcement of Hadd) Order*, 9 February 1979, art. 16; Iqbal Law Services, *Conditions for First Information*, n.d.; Pakistan, *Code of Criminal Procedure*, 1 July 1898 (latest amendment 2011).

⁽³⁴⁸⁾ IRBC, *Pakistan: First Information Reports (FIRs) (2010-December 2013)*, 10 January 2014.

⁽³⁴⁹⁾ Pakistani Law Firm, *What is procedure for Warrant of Arrest in Pakistan*, 27 September 2012.

⁽³⁵⁰⁾ Pakistan, *Code of Criminal Procedure*, 1 July 1898 (latest amendment 2011).

⁽³⁵¹⁾ Pakistan, *Code of Criminal Procedure*, 1 July 1898 (latest amendment 2011).

⁽³⁵²⁾ Pakistani Law Firm, *What is procedure for Warrant of Arrest in Pakistan*, 27 September 2012; Pakistan, *Code of Criminal Procedure*, 1 July 1898 (latest amendment 2011).

⁽³⁵³⁾ Transparency International, *Corruption Perception Index 2014*, 3 December 2014.

⁽³⁵⁴⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽³⁵⁵⁾ Anatol Lieven, *Pakistan: a hard country*, 2011, p. 207.

dû attendre des mois. C'est un problème qui touche particulièrement les réfugiés afghans et les Pakistanais de l'étranger. Le personnel de la NADRA soulèverait des objections farfelues dans les dossiers et marquerait des affaires pour lesquelles elle lancerait de longues procédures de vérification afin de pouvoir exiger des pots-de-vin ⁽³⁵⁶⁾. Il a également été signalé que le personnel de la NADRA réclamait des pots-de-vin pour délivrer des cartes d'identité à des militants ⁽³⁵⁷⁾ ou pour délivrer de fausses cartes d'identité à des étrangers ⁽³⁵⁸⁾. Dans d'autres cas, le personnel de la NADRA a refusé de délivrer des documents à des personnes ou à des groupes de personnes qui y avaient droit en se fondant sur des motifs discriminatoires ⁽³⁵⁹⁾. Des fraudes et des tricheries ont également été rapportées dans la distribution des fonds provenant de la zakat à leurs bénéficiaires ⁽³⁶⁰⁾. Des incidents impliquant le vol d'un grand nombre de CNIC dans les bureaux de la NADRA ont été rapportés ⁽³⁶¹⁾. Il a été mentionné que l'obtention de fausses identités et de documents falsifiés de la NADRA était chose aisée en raison de la corruption du personnel qui peut manipuler les données manuellement ⁽³⁶²⁾.

⁽³⁵⁶⁾ Daily Times, *0.5m applications still pending with NADRA*, 5 March 2015.

⁽³⁵⁷⁾ Daily Times, *Nadra official caught for abetting militants*, 19 January 2015.

⁽³⁵⁸⁾ Daily Times, *Court sentences NADRA staff over fake NICs*, 17 January 2015; Dawn, *372 Nadra employees involved in CNIC's for Afghans, Senate committee told*, 26 February 2015; Dawn, *Two Nadra directors convicted for issuing NICs to foreigners*, 16 January 2015; Dawn, *Nadra worker held over fake CNICs bid*, 25 January 2015; Dawn, *Nadra officials sentenced for issuing NICs to Afghans*, 17 January 2015; Dawn, *Pakistan issues CNIC to Nat Geo's famed 'Afghan Girl'*, 25 February 2015; Nation (The), *Another Nadra scam comes to light*, 28 February 2015.

⁽³⁵⁹⁾ Daily Times, *SC tells NADRA to resolve Hindu women's problems*, 24 April 2012; Daily Times, *NADRA officials insult blind sisters*, 19 September 2013; Dawn, *Visually impaired man on hunger strike against Nadra*, 9 April 2015; News International (The), *Nadra, home dept accused of discrimination*, 3 March 2015.

⁽³⁶⁰⁾ Daily Times, *NADRA claims system transparency over rescinding issue*, 23 December 2013.

⁽³⁶¹⁾ Dawn, *CNICs stolen from Nadra swift centre*, 19 January 2015; Dawn, *Data stolen from NADRA office in Karachi*, 18 May 2010.

⁽³⁶²⁾ Dawn, *Fake identities*, 15 July 2012; Dawn, *Reports about manipulation of Nadra data ring alarm bells*, 25 January 2014.

2. Situation sur le plan de la sécurité

2.1 Généralités

Ce chapitre décrit la situation récente du Pakistan sur le plan sécuritaire et fait le point de la situation en mai 2015. Il existe d'importantes différences régionales en ce qui concerne la violence exercée par les activistes et les forces de sécurité ainsi qu'en matière de déplacements internes de la population, qui seront approfondies dans les sections consacrées à chaque région. Globalement, le nord-ouest du Pakistan (FATA, Khyber Pakhtunkhwa et Baloutchistan) est la région la plus touchée par la violence, comme le révèle la comparaison régionale (voir la section 2.1.5).

2.1.1 Bref historique

Une grande partie de la violence à caractère politique au Pakistan est le résultat de l'instabilité dans le nord-ouest du pays, due à la chute du régime des talibans en Afghanistan en 2001. De nombreux talibans afghans se sont installés dans les FATA et dans la province frontalière du nord-ouest (NWFP, devenue le Khyber Pakhtunkhwa) après avoir fui l'avancée des forces de la coalition en Afghanistan. Sous leur influence, plusieurs groupes pakistanais partageant une idéologie similaire se sont mis à collaborer au sein de ce qui est devenu une fédération de groupes armés. Cela a abouti à la «talibanisation» de la région. La politique de ces groupes tend à une application stricte des principes islamiques conservateurs et a entraîné des violences à l'égard de civils et, en fin de compte, envers les autorités pakistanaises ⁽³⁶³⁾.

Depuis 2007, l'armée pakistanaise mène des opérations militaires dans les FATA et dans le Khyber Pakhtunkhwa en vue de mettre un terme au contrôle qu'exercent les talibans pakistanais et leurs organisations affiliées sur ces territoires ⁽³⁶⁴⁾. En 2009 notamment, les combats contre les talibans ont été une source d'insécurité, qui a entraîné un déplacement massif de la population de la région ⁽³⁶⁵⁾. En dépit des accords de paix répétés et des déclarations triomphantes de l'armée pakistanaise, les violences n'ont pas cessé ces dernières années. Les affrontements occasionnels entre l'appareil de sécurité et les insurgés, les attentats terroristes et les campagnes antiterroristes se succèdent. Depuis 2004, l'armée américaine utilise des drones pour attaquer les talibans et Al-Qaïda dans la région ⁽³⁶⁶⁾. Ces dernières années, la plupart de ces attaques ont eu lieu dans le Waziristan du Nord ⁽³⁶⁷⁾.

Malgré la victoire de plusieurs partis nationalistes lors des élections provinciales de mai 2013, l'insurrection au Baloutchistan n'a pas entraîné de bain de sang. Les activistes baloutches prétendent qu'en 2013 et en 2015, l'armée et les services de renseignement pakistanais ont continué à les cibler. Il y a eu un certain nombre de disparitions et d'exécutions sommaires ⁽³⁶⁸⁾. De plus, les tensions sectaires se multiplient depuis quelques années. La communauté chiite des Hazaras, en particulier, est la cible de meurtres et d'attentats terroristes ⁽³⁶⁹⁾.

La violence interethnique pose problème dans d'autres régions du Pakistan également. En effet, ces dernières années, les tensions entre les populations mohajir et pachtoun à Karachi, par exemple, se sont attisées. La lutte pour le pouvoir entre les deux groupes a conduit à de nombreux assassinats politiques de membres du Muttahadi Qaumi Movement (MQM), de l'Awami National Party (ANP), du Parti du peuple pakistanais (PPP) et du Pakistan Tehrik-e-Insaf (PTI). Les tensions sectaires se sont renforcées et les militants talibans ont cherché refuge dans la ville ⁽³⁷⁰⁾.

⁽³⁶³⁾ Al, 'As if hell fell on me', *the human rights crisis in northwest Pakistan*, 10 June 2010; Ahmed, Rashid, *Descent into Chaos*, 2008, pp.265-270.

⁽³⁶⁴⁾ Critical Threats/AEI, *Pakistani Military Operation in North Waziristan: Knowing the Battlefield*, 16 June 2014; ICG, *Pakistan: Countering Militancy in FATA, Asia Report N° 178*, 21 October 2009; Thomson Reuters Foundation, *Pakistan Violence*, 11 April 2013; World Politics Review, *FATA: The Never-Ending War on Pakistan's Periphery*, 6 January 2015.

⁽³⁶⁵⁾ Al, 'As if hell fell on me', *the human rights crisis in northwest Pakistan*, 10 June 2010; ICG, *Pakistan: The Worsening IDP Crisis, Asia Briefing N° 111*, 16/09/2010.

⁽³⁶⁶⁾ HRW, *World Report 2015 – Pakistan*, January 2015; ICG, *Drones: Myths and Reality In Pakistan*, Asia Report N° 247, 21 May 2013.

⁽³⁶⁷⁾ Roggio, B., *Charting the data on US strikes in Pakistan 2004-2014*, 2014.

⁽³⁶⁸⁾ AHCR, *Balochistan; 160 persons extra judicially killed, 510 disappeared and 50 decomposed bodies were found during 2013*, 8 January 2014; Al Jazeera, *From rallies to armed resistance in Balochistan*, 6 May 2014; DW, *Pakistani army involved in Baloch kidnappings*, 6 December 2013; IBT, *Balochistan: 'Hundreds of people abducted and murdered by Pakistan army' activists say*, 11 March 2015.

⁽³⁶⁹⁾ Dawn, *Eights Hazaras gunned down in Quetta bus attack*, 23 October 2014; HRW, *'We Are The Walking Dead'. Killings of Shia Hazara in Balochistan, Pakistan*, 30 June 2014.

⁽³⁷⁰⁾ DNA, *Pakistan: nearly 3 000 killed in Karachi violence in 2014*, 7 January 2015; HRW, *World Report 2015 – Pakistan*, January 2015; USIP, *Conflict dynamics in Karachi*, 19 October 2012.

Les actions de l'armée pakistanaise ont poussé la faction penjabi du Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP) à se rendre et à renoncer au terrorisme au Pakistan en septembre 2014. Le groupe a déclaré qu'il se concentrerait à l'avenir sur des attaques contre des cibles militaires et gouvernementales en Afghanistan ⁽³⁷¹⁾.

Après son élection en juin 2013, le Premier ministre Sharif a d'abord choisi de négocier avec les talibans pakistanais, ce qui s'est révélé être une tâche complexe et difficile ⁽³⁷²⁾. Les pourparlers ont débuté le 6 février 2014 à Islamabad ⁽³⁷³⁾, mais ils ont rapidement été bloqués après l'exécution par l'aile Mohmand des talibans de 23 soldats des Frontier Corps, détenus depuis 2010 ⁽³⁷⁴⁾. Dans une tentative de relance des négociations, les talibans ont annoncé un cessez-le-feu d'un mois le 1^{er} mars 2014 ⁽³⁷⁵⁾, qui a finalement expiré le 17 avril 2014 ⁽³⁷⁶⁾. Ce qui restait des négociations de paix s'est effondré après l'attentat terroriste perpétré à l'aéroport Mohammad Ali Jinnah, à Karachi, le 8 juin 2014, qui a fait 26 morts. Bien que l'attentat ait été commis par des militants du Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO), il a été revendiqué par le Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP) ⁽³⁷⁷⁾.

Le 15 juin 2014, l'armée pakistanaise a lancé une offensive visant à éradiquer les «terroristes locaux et étrangers». Les principales cibles étaient les bastions activistes dans la région tribale du Waziristan du Nord, dont les insurgés avaient fait un sanctuaire. L'opération avait pour nom de code «Zarb-e-Azb» ⁽³⁷⁸⁾. Les combats se sont poursuivis en 2014, mais sans offrir à l'armée une victoire décisive sur les talibans et leurs alliés dans les FATA ⁽³⁷⁹⁾. Les militants ont riposté par le terrorisme; en effet, le 2 novembre 2014, un attentat-suicide a fait 60 morts au poste-frontière de Wagah, près de Lahore, un point symbolique et sensible ⁽³⁸⁰⁾. Le 16 décembre 2014, sept hommes armés, apparemment liés au TTP, sont entrés dans un lycée public de l'armée à Peshawar. Ils ont ouvert le feu sur le personnel et les enfants, tuant 145 personnes, dont 132 mineurs, pour la plupart des enfants de militaires. Il s'agit de l'attentat terroriste le plus meurtrier perpétré au Pakistan et il a laissé la population choquée et le commandement de l'armée furieux ⁽³⁸¹⁾. Le chef de l'armée, le général Raheel Sharif, a instamment prié le gouvernement de prendre des mesures vigoureuses contre les talibans ⁽³⁸²⁾.

Le 25 décembre 2014, après avoir consulté différents partis politiques, le Premier ministre Sharif a annoncé un plan d'action en 20 points pour lutter contre la menace terroriste. Des tribunaux spéciaux ont été institués en vue de juger rapidement les personnes soupçonnées de terrorisme et un moratoire sur la peine capitale a été levé. Six «terroristes reconnus coupables» ont été pendus depuis la levée du moratoire. En outre, 5 000 hommes des forces antiterroristes devaient être déployés dans le pays. Aucune milice armée n'est autorisée dans le pays et leur financement sera bloqué. Les discours haineux seront également interdits. Le chef de l'armée, le général Sharif, a confirmé que les opérations militaires se poursuivraient dans les zones tribales ⁽³⁸³⁾. Néanmoins, des organisations de défense des droits de l'homme ont critiqué le procès expéditif de personnes soupçonnées de terrorisme et ont averti que des centaines de personnes qui ne sont pas des terroristes risquaient d'être exécutées sans que les procédures judiciaires adéquates aient été suivies ⁽³⁸⁴⁾. Voir aussi la section 3.2.5 [Peine de mort](#).

⁽³⁷¹⁾ HRW, *World Report 2015 – Pakistan*, January 2015.

⁽³⁷²⁾ Washington Post (The), *Prime Minister Nawaz Sharif's effort to seek peace with Pakistani Taliban off to rocky start*, 19 September 2013.

⁽³⁷³⁾ BBC, *Pakistan enters peace talks with Taliban*, 6 February 2014.

⁽³⁷⁴⁾ Reuters, *Peace Talks between Pakistan and Taliban collapse after killings*, 17 February 2014; Telegraph (The), *Peace talks collapse as Taliban execute 23 Pakistani soldiers*, 17 February 2014.

⁽³⁷⁵⁾ Dawn, *Pakistani Taliban announce a month-long ceasefire*, 2 March 2014.

⁽³⁷⁶⁾ Dawn, *TTP ends ceasefire, says talks option open*, 17 April 2014.

⁽³⁷⁷⁾ AP, *Pakistani forces repel attack near Karachi airport*, 10 June 2014.

⁽³⁷⁸⁾ BBC, *Pakistan army North Waziristan offensive: thousands flee*, 19 June 2014; Dawn, *Zarb-e-Azb operation: 120 suspected militants killed in N Waziristan*, 16 June 2014; Reuters, *Pakistan army in for long haul in offensive against Taliban*, 17 June 2014.

⁽³⁷⁹⁾ Jane's, *Uncertain Victory – Pakistan's North Waziristan Offensive*, 28 December 2014.

⁽³⁸⁰⁾ Dawn, *TTP splinter groups claim Wagah attack: 60 dead*, 3 November 2014; Guardian (The), *Dozens killed at suicide attack at Pakistan-India border post*, 2 November 2014.

⁽³⁸¹⁾ CNN, *In Pakistan school attack, Taliban terrorists kill 145, mostly children*, 17 December 2014; New York Times (The), *Taliban Besiege Pakistan School, Leaving 145 Dead*, 16 December 2014.

⁽³⁸²⁾ Economist (The), *The man with the plan: Pakistan after the school massacre*, 24 January 2015.

⁽³⁸³⁾ Express Tribune (The), *Fight against terrorism: Defining moment*, 25 December 2014.

⁽³⁸⁴⁾ BBC, *Justice at risk as Pakistan rushes convicts to the gallows*, 25 December 2014.

2.1.2 Acteurs

Forces de sécurité

Au début de 2015, les forces armées pakistanaises disposaient de 643 800 troupes de combat, dont 550 000 appartiennent à l'armée. Le contrôle des opérations revient à la National Command Authority (NCA). Les forces nucléaire et conventionnelle du Pakistan ont traditionnellement été organisées et structurées pour répondre à une menace en provenance de l'Inde. Depuis 2008, toutefois, la priorité de l'armée s'est concentrée sur les opérations anti-insurrectionnelles, essentiellement dirigées contre les groupes islamistes et pour lesquelles les forces stationnées le long de la frontière indienne ont été redéployées ⁽³⁸⁵⁾. Dans l'est du pays, le 11^e corps est stationné à Peshawar et le 12^e corps à Quetta ⁽³⁸⁶⁾.

L'armée a progressivement repris le contrôle d'une grande partie des ressources économiques du pays. Elle est intégrée dans le secteur des affaires et contrôle quelques-unes des plus grandes entreprises du Pakistan et d'importants actifs immobiliers, ce qui lui permet de constituer une classe sociale à part entière ⁽³⁸⁷⁾. L'armée pakistanaise a développé un très fort esprit de corps. Comme l'observe le journaliste et analyste politique Anatol Lieven, «*Les militaires pakistanais, encore plus que la plupart des militaires, se voient comme une race à part et déploient d'importants moyens pour inculquer aux nouvelles recrues le sentiment d'appartenir à une famille différente de la société civile pakistanaise (et largement supérieure à celle-ci)*» ⁽³⁸⁸⁾.

L'unité de l'armée est scrupuleusement maintenue. Dans le passé, des complots islamistes de jeunes officiers contre leurs supérieurs ont été déjoués et écrasés par le renseignement militaire. La réputation d'efficacité de l'armée signifie que l'institution est admirée par une grande partie de la population et, dans le passé, chaque coup d'État militaire a bénéficié du soutien de la majeure partie des Pakistanais ⁽³⁸⁹⁾.

Une section de l'armée à l'origine de nombreuses controverses est le très craint Inter Service Intelligence (ISI). Cette agence entretient des relations étroites avec plusieurs groupes islamistes extrémistes. Dans les années 1990, l'ISI a utilisé les talibans afghans comme un atout stratégique pour renforcer l'influence pakistanaise en Afghanistan ⁽³⁹⁰⁾. Dans le même temps, des liens étroits ont été établis avec des groupes comme le Lashkar-e-Taiba et le Jaish-e-Mohammed afin de faire pression sur l'Inde, avec laquelle le Pakistan est empêtré dans un conflit depuis des décennies sur la question du Cachemire. Le programme de l'ISI consistait à créer un mouvement propakistanaise à l'intérieur de l'Azad Cachemire, et l'agence a donc soutenu le ciblage de groupes d'activistes indépendantistes comme le Front de libération du Jammu-et-Cachemire (JKLF) ⁽³⁹¹⁾. La stratégie de l'ISI a en partie fait long feu depuis le 11 septembre 2001, lorsqu'un groupe de talibans pakistanais s'est constitué. Certaines factions du Jaish-e-Mohammed ont rejoint ces talibans, tandis que le Lashkar-e-Taiba élaborait un programme indépendantiste radical, dont le point culminant a été l'attentat terroriste perpétré à Mumbai en novembre 2008 ⁽³⁹²⁾.

Les Frontier Corps sont une force militaire auxiliaire, théoriquement placée sous le contrôle du ministère de l'intérieur, mais commandée par des officiers de l'armée. Elle se divise en deux groupes, l'un stationné dans le Khyber-Pakhtunkwa/FATA et l'autre au Baloutchistan ⁽³⁹³⁾. Elle compte environ 70 000 hommes au total ⁽³⁹⁴⁾. Les Frontier Corps aident les autorités répressives locales à maintenir l'ordre public, à assurer le contrôle des frontières et à lutter contre le crime organisé ⁽³⁹⁵⁾. Dans les FATA, l'armée et les Frontier Corps auraient commis des violations des droits de l'homme ⁽³⁹⁶⁾. Au Baloutchistan, les Frontier Corps ainsi que l'armée et les services de renseignement seraient responsables d'exécutions sommaires et de disparitions ⁽³⁹⁷⁾.

⁽³⁸⁵⁾ IISS, *The Military Balance 2015*, 11 February 2015.

⁽³⁸⁶⁾ Singh, R.S.N., *The Military factor in Pakistan*, p. 378.

⁽³⁸⁷⁾ GlobalSecurity, *Pakistan Army*, n.d.; Lieven, A., *Pakistan, a hard country*, pp. 169-170.

⁽³⁸⁸⁾ Lieven, A., *Pakistan, a hard country*, 2011, p. 163.

⁽³⁸⁹⁾ Lieven, A., *Pakistan, a hard country*, 2011, pp. 163-164.

⁽³⁹⁰⁾ Lieven, A., *Pakistan, a hard country*, 2011, p. 188.

⁽³⁹¹⁾ Lieven, A., *Pakistan, a hard country*, 2011, pp. 189-190.

⁽³⁹²⁾ Lieven, A., *Pakistan, a hard country*, 2011, pp. 194-196.

⁽³⁹³⁾ Jamestown Foundation Terrorism Monitor (The), *Transforming Pakistan's Frontier Corps*, 29 March 2007.

⁽³⁹⁴⁾ IISS, *The Military Balance 2015*, 11 February 2015; Pakistan Army, *A Journey from Scratch to Nuclear Power*, n.d.

⁽³⁹⁵⁾ GlobalSecurity, *Frontier Corps*, n.d.

⁽³⁹⁶⁾ AHCR, *Balochistan; 160 persons extra judicially killed, 510 disappeared and 50 decomposed bodies were found during 2013*, 8 January 2014.

⁽³⁹⁷⁾ HRW, *'We Can Torture, Kill, or Keep You for Years'; Enforced Disappearances by Pakistan Security Forces in Balochistan*, 28 July 2011.

Les Rangers sont une force paramilitaire relevant du ministère de l'intérieur ⁽³⁹⁸⁾. Ils se divisent en deux groupes, les Rangers du Penjab, dont le quartier général est situé à Lahore, et les Rangers du Sindh, dont le quartier général est à Karachi ⁽³⁹⁹⁾. Les Rangers aident les forces répressives locales, assurent la sécurité des frontières et luttent contre la contrebande ⁽⁴⁰⁰⁾. Au total, ils disposent de 20 000 hommes au Penjab et de 25 000 hommes dans la province du Sindh ⁽⁴⁰¹⁾. Les Rangers ont parfois été accusés de violations des droits de l'homme, notamment dans le Sindh ⁽⁴⁰²⁾.

La police pakistanaise est forte de 354 000 membres. On dénombre 1 479 postes de police dans le pays. De façon générale, il est notoire que la police est sous-financée et doit faire face à la difficile tâche de lutter contre une hausse de la criminalité et, dans certaines régions, contre les activités de militants et d'insurgés. La police n'a pas bonne réputation. Comme le constate le rapport de l'United States Institute of Peace (USIP):

«Au Pakistan, la police a une réputation terrible et les gens ordinaires évitent souvent de la contacter pour signaler des infractions ou lui faire part de doléances. Le sentiment général est que l'institution policière est corrompue, institutionnellement incompétente et brutale... Même les évaluations internes reconnaissent le manque de crédibilité de la police aux yeux du public.» ⁽⁴⁰³⁾.

Au Khyber Pakhtunkhwa et dans les FATA, l'armée pakistanaise et la police ont parfois recours à des milices irrégulières, les «Lashkars», pour contrôler le territoire. On appelle souvent ces milices les «talibans du gouvernement». Certaines d'entre elles sont effectivement constituées d'anciens talibans. À l'occasion, elles font un usage indiscriminé et punitif de la force, détruisent des maisons appartenant à des personnes soupçonnées d'être des talibans et à leur famille, procèdent à des arrestations arbitraires et à des exécutions illégales ⁽⁴⁰⁴⁾.

Groupes militants

Le Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP) est la principale milice active au Pakistan. Ce groupe a été fondé en 2007 et rassemblait à l'origine des groupes déobandis (voir la section 3.4.6 Déobandisme) opérant essentiellement dans la région frontalière entre le Pakistan et l'Afghanistan. Initialement, les objectifs de cette organisation étaient l'application de la charia et l'expulsion des forces de la coalition d'Afghanistan. Après que le président Pervez Musharraf a mené des actions contre les miliciens cachés dans la Mosquée rouge (Lal Masjid) à Islamabad, des représailles ont été menées contre les autorités pakistanaises ⁽⁴⁰⁵⁾. En 2010, le TTP comptait entre 30 000 et 35 000 hommes armés ⁽⁴⁰⁶⁾. Les miliciens sont essentiellement des Pachtouns originaires de la zone frontalière entre le Pakistan et l'Afghanistan. Le recrutement est volontaire et la plupart des recrues sont des jeunes sans emploi. Les talibans pakistanaise financent leurs activités en pratiquant l'extorsion, la contrebande, le trafic de drogue et l'enlèvement ⁽⁴⁰⁷⁾. Le TTP entretient des liens étroits avec les organisations déobandies, comme le Lashkar-e-Jhanghvi et l'Ahl-e Sunnat Wal Jamaat ⁽⁴⁰⁸⁾.

En 2013, le TTP a commis 645 attentats. Ceux-ci ont coûté la vie à 732 civils et 425 membres des forces de sécurité. Dans les FATA et au Khyber Pakhtunkhwa, l'organisation a été impliquée dans 34 affrontements directs avec l'armée et les services de sécurité pakistanaise. Bien que les FATA et le Khyber Pakhtunkhwa soient les principaux théâtres d'opérations du TTP, les attentats ont connu une recrudescence ailleurs au Pakistan et, en particulier, à Karachi ⁽⁴⁰⁹⁾. Le 1^{er} novembre 2013, le chef officiel du TTP, Hakimullah Mehsud, a été tué par un drone dans le Waziristan du Nord ⁽⁴¹⁰⁾. La nomination du partisan de la ligne dure, le mollah Fazlullah, pour lui succéder a été considérée comme un refus d'éventuelles négociations de paix avec les autorités pakistanaise ⁽⁴¹¹⁾. En décembre 2014, le TTP a revendiqué l'attentat contre le lycée de Peshawar, qui a coûté la vie à 145 personnes. Un porte-parole du groupe a déclaré qu'il s'agissait de représailles contre la campagne militaire en cours dans le Waziristan du Nord ⁽⁴¹²⁾.

⁽³⁹⁸⁾ Roggio, B., *Rangers deployed to secure Islamabad outskirts*, 24 April 2009.

⁽³⁹⁹⁾ Pakistan Rangers, *Introduction*, n.d.

⁽⁴⁰⁰⁾ Pakistan Army, *Pakistan Rangers (Punjab)*, n.d.

⁽⁴⁰¹⁾ IISS, *The Military Balance 2015*, 11 February 2015; USIP, *Reforming Pakistan's Police and Law Infrastructure*, February 2011.

⁽⁴⁰²⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2013*, 2014.

⁽⁴⁰³⁾ USIP, *Reforming Pakistan's Police and Law Infrastructure*, February 2011, p.9.

⁽⁴⁰⁴⁾ Al, *'As if hell fell on me', the human rights crisis in northwest Pakistan*, 10 June 2010.

⁽⁴⁰⁵⁾ CSIS, *Religion and militancy in Pakistan and Afghanistan*, June 2012; Guardian (The), *Pakistan Taliban chief Hakimullah Mehsud is alive, says spy agency*, 28 April 2010.

⁽⁴⁰⁶⁾ SATP, *Tehrik-e-Taliban Pakistan*, 2015.

⁽⁴⁰⁷⁾ Landinfo, *Pakistan: Sikkerhetsrelaterte forhold i Khyber Pakhtunkhwa (KPK) og Federally Administered Tribal Areas (FATA)*, 8 November 2013.

⁽⁴⁰⁸⁾ NOREF, *Sectarian violence: Pakistan's greatest security threat?*, 9 August 2012.

⁽⁴⁰⁹⁾ PIPS, *2013, Pakistan Security Report*, 4 January 2014.

⁽⁴¹⁰⁾ Monde (Le), *Hakimullah Mehsud enterré, les talibans choisissent un successeur*, 2 November 2013.

⁽⁴¹¹⁾ Guardian (The), *Pakistani Taliban select hardliner Mullah Fazlullah as new leader*, 8 November 2013.

⁽⁴¹²⁾ Express Tribune (The), *TTP claim responsibility for Peshawar school attack*, 16 December 2014.

Dans les régions tribales du Pakistan, plusieurs groupes opèrent aux côtés du TTP, mais ne sont pas originaires de la zone. Le premier est le réseau Haqqani, dirigé par le seigneur de la guerre afghan, Jalaluddin Haqqani, et son fils, Sirajuddin Haqqani. Originaires de Loya Paktya (provinces de Khost, Paktia et Paktika), ils sont désormais actifs dans le Waziristan du Nord. Bien que leur objectif premier soit les forces internationales en Afghanistan, ils coopèrent étroitement avec le TTP. Le réseau Haqqani entretient depuis longtemps des liens avec l'ISI, ce qui a provoqué des frictions entre le Pakistan et les États-Unis ⁽⁴¹³⁾. La grande majorité des combattants Haqqani font partie de la tribu des Zadran, mais il y a également des combattants non pachtouns, notamment des Arabes, des Tchétchènes et des Ouzbeks. Le réseau Haqqani est soupçonné de liens avec Al-Qaida ⁽⁴¹⁴⁾. En novembre 2014, des sources américaines ont déclaré que les opérations militaires pakistanaises en cours dans le Waziristan du Nord avaient «perturbé» les capacités militaires du réseau Haqqani ⁽⁴¹⁵⁾.

Depuis fin 2001, le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO) opère dans la région tribale pakistanaise, où il s'est regroupé après avoir essuyé de lourdes pertes en combattant aux côtés des talibans durant les opérations militaires américaines en Afghanistan. Sous la direction de Toher Yuldashev, le groupe vise les forces de sécurité pakistanaises au départ de ses bases arrière établies dans le Waziristan du Nord et du Sud. En 2007, le MIO a formé une alliance avec le TTP et a combattu à ses côtés. En 2009, Yuldashev a été tué par un drone, tandis que des opérations militaires pakistanaises obligeaient le MIO à se replier dans le Waziristan du Nord, où il a commencé à collaborer avec le réseau Haqqani. Osman Odil est le nouveau chef de l'organisation. Un groupe dissident radical du MIO, l'Islamic Jihad Union (JIU), veut exporter le terrorisme depuis sa base arrière du Pakistan ⁽⁴¹⁶⁾. Le 8 juin 2014, des membres du MIO ont mené une attaque sanglante contre l'aéroport de Karachi ⁽⁴¹⁷⁾.

À la suite de l'intervention américaine en Afghanistan, de nombreux agents d'Al-Qaida se sont repliés dans les régions tribales pakistanaises. En 2008, ils étaient si profondément intégrés au Waziristan que, selon des responsables américains des renseignements, la zone était devenue le «*centre opérationnel international*» d'Al-Qaida ⁽⁴¹⁸⁾. Des Arabes, des Ouzbeks, des Tchétchènes et des musulmans chinois (Oùïgours) se battaient dans leurs rangs ⁽⁴¹⁹⁾. Dans les FATA, Al-Qaida a composé avec plusieurs milices, offrant un soutien en termes d'effectifs, de formation et de propagande. Il s'attaque également au gouvernement pakistanais, considéré comme apostat pour s'être allié avec les États-Unis dans la guerre contre le terrorisme. Au Waziristan, Al-Qaida a développé des liens privilégiés avec le JIU ⁽⁴²⁰⁾. En décembre 2014, Al-Qaida a perdu deux cadres de premier plan: l'armée pakistanaise a tué Adnan El-Shukrijuma dans le Waziristan du Sud ⁽⁴²¹⁾, tandis qu'un drone américain éliminait Omar Farooq dans le Waziristan du Nord ⁽⁴²²⁾.

La question de savoir si les talibans du Penjab font partie du TTP ou s'il s'agit d'organisations indépendantes n'appelle pas une réponse claire. Le groupe le plus influent de talibans penjabis est dirigé par Maulana Asmatullah Muawiya. Cependant, plusieurs groupes ont aidé le TTP, Al-Qaida et le Lashkar-e-Jhangvi (LeJ). En 2014, les talibans penjabis n'ont revendiqué que deux attentats. En septembre 2014, Muawiya a d'abord tenté de déplacer ses activités du Pakistan vers l'Afghanistan ⁽⁴²³⁾ avant d'annoncer, quelques jours plus tard, qu'il renonçait entièrement à la lutte armée au Pakistan ⁽⁴²⁴⁾.

Le Sipah-e-Sahaba Pakistan (SSP) est un ancien parti politique déobandi fondé au début des années 1980 par un religieux sunnite, Maulana Haq Nawaz Jhangvi, à Jhang, au Penjab. Son but premier est de lutter contre l'influence chiite au Pakistan. Jhangvi a été assassiné en 1990 et remplacé par Maulana Azam Tariq. Tariq a été assassiné à son tour en 2003 par des hommes armés qui ont tiré sur le véhicule dans lequel il se trouvait. Maulana Ali Sher Hyderi lui a succédé. L'organisation aurait des liens étroits avec le mouvement djihadiste Jaish-e-Muhammad. De nombreux rapports ont qualifié le SSP de groupe violent. Au début du siècle, il a assassiné des militants et des civils chiites et

⁽⁴¹³⁾ Asia Times, *Haqqani network sours Pakistan-US ties*, 20 September 2011; Economist (The), *The Haqqani Network. Snake Country. The Pakistan army's complex relationship with jihadists*, 1 October 2011; Foreign Policy, *Dealing with the Haqqani Network*, 23 September 2011; Ahmed, Rashid, *Descent into Chaos*, 2008, p. 221.

⁽⁴¹⁴⁾ CSIS, *Religion and militancy in Pakistan and Afghanistan*, June 2012.

⁽⁴¹⁵⁾ Dawn, *Operation Zarb-e-Azb disrupted Haqqani network; US general*, 6 November 2014.

⁽⁴¹⁶⁾ ISW, *Uzbek militancy in Pakistan's tribal region*, 27 January 2011.

⁽⁴¹⁷⁾ AP, *Pakistani forces repel attack near Karachi airport*, 10 June 2014; BBC, *Karachi airport: Islamic Movement of Uzbekistan claims attack*, 11 June 2014.

⁽⁴¹⁸⁾ Guardian (The), *Waziristan: the hub of al-Qaida operations*, 7 January 2008; Ahmed, Rashid, *Descent into Chaos*, 2008, pp. 268-269.

⁽⁴¹⁹⁾ Reuters Alertnet, *Analysis — The ties that kill: Pakistan militant groups uniting*, 30 May 2010.

⁽⁴²⁰⁾ CSIS, *Religion and militancy in Pakistan and Afghanistan*, June 2012.

⁽⁴²¹⁾ Dawn, *Top Al Qaeda leader killed in South Waziristan*, 6 December 2014.

⁽⁴²²⁾ Dawn, *Al Qaeda leader Umar Farooq killed in N Waziristan drone strike*, 7 December 2014.

⁽⁴²³⁾ PIPS, *2014, Pakistan Security Report*, 2015; UK Home Office, *Country of Origin Information (COI) Report, Pakistan*, 9 August 2013.

⁽⁴²⁴⁾ Dawn, *Punjabi Taliban call off armed struggle in Pakistan*, 13 September 2014.

attaqué des mosquées chiites. En dépit du fait que le groupe nie toute participation à des actes violents, le président Musharraf l'a interdit en 2002 et, en 2005, les États-Unis ont inscrit le SSP sur la liste des organisations terroristes ⁽⁴²⁵⁾. Une partie du SSP a refait surface plus récemment sous le nom d'Ahl-e Sunnat Wal Jamaat, une organisation dirigée par Maulana Muhammad Ahmed Ludhianvi et qui a contesté les élections de 2014 ⁽⁴²⁶⁾. Certains membres ont quitté le SSP pour former un groupe apparemment encore plus radical sous le nom de Lashkar-e Jhangvi (LeJ). D'autres groupes dissidents extrémistes du SSP sont les Tigres de Jhangvi, les Tigres d'Al-Haq, Tanzeem-ul-Haq, Al-Farooq et la Fondation Al-Badra ⁽⁴²⁷⁾. Cependant, selon le Portail sur le terrorisme en Asie du Sud (SATP), les survivants du SSP ont continué à perpétrer des attentats contre les chiites en 2015. En janvier 2015, les autorités pakistanaises ont exécuté trois personnes reconnues coupables d'appartenance au SSP ⁽⁴²⁸⁾.

Le noyau dur des partisans du SSP est constitué de paysans sunnites de la région rurale de Jhang et de marchands et commerçants des centres urbains. Les madrasas sont également une importante base de recrutement pour le SSP. Il est notoire que les activistes ont reçu une formation au djihad en Afghanistan. Pour financer son organisation et ses activités, le SSP s'appuie sur les contributions de ses partisans sous la forme de la zakat. Les hommes d'affaires sunnites le soutiennent financièrement également. Il est aussi largement admis que le SSP bénéficie d'un soutien financier et logistique considérable de donateurs saoudiens, qui souhaitent réduire l'influence de l'Iran sur la population chiite pakistanaise ⁽⁴²⁹⁾.

Le SSP serait non seulement un groupe comptant quelque 6 000 militants et un parti fort d'un million d'adhérents, mais il a également une aile étudiante, une compagnie d'assurances, de nombreux bureaux et un réseau national ⁽⁴³⁰⁾.

Le Lashkar-e-Jhangvi (LeJ) est un groupe terroriste déobandi fondé en 1996, lorsqu'un certain nombre de militants dirigés par Riaz Basra, Akram Lahori et Malik Ishaq ont rompu avec le Sipah-e-Sahaba Pakistan. Le LeJ n'est pas un parti politique, mais une organisation purement paramilitaire. D'aucuns prétendent que sa création est la conséquence de la fondation en 1994 du Sipah-e-Muhammad Pakistan (SMP), un groupe de militants chiites qui s'en prenaient aux dirigeants du SSP. Une autre théorie veut que le LeJ ait été formé pour servir de bras armé au SSP afin de commettre des attentats contre la communauté chiite et qu'il soit devenu indépendant après avoir gagné en expérience. Par la suite, le LeJ est devenu une organisation terroriste forte, responsable de 350 attaques violentes avant 2001. Ces dernières années, il a perpétré des attentats à la bombe dans des mosquées chiites. À l'instar du SSP, le Lashkar-e-Jhangvi entretient des relations cordiales avec le Jaish-e-Muhammad ⁽⁴³¹⁾.

Le LeJ a été inscrit sur la liste des groupes terroristes par les États-Unis en 2000 et a été interdit par le président Musharraf en 2001 ⁽⁴³²⁾. Ses activités clandestines violentes n'ont pas cessé et étaient tout particulièrement dirigées contre des membres de la communauté hazara à Quetta ⁽⁴³³⁾. En février 2013, les autorités pakistanaises ont arrêté Malik Ishaq après un attentat à la bombe commis par le LeJ dans un marché de Quetta, qui a tué plus de 80 civils chiites ⁽⁴³⁴⁾.

Bien que les actes violents du LeJ ciblent principalement des chiites, l'organisation suit également une approche radicale vis-à-vis des chrétiens, des ahmadis et des musulmans soufis ⁽⁴³⁵⁾. Selon le Portail sur le terrorisme en Asie du Sud (SATP), le LeJ a poursuivi ses attentats en 2015. En janvier 2015, les autorités pakistanaises ont exécuté plusieurs activistes condamnés du LeJ ⁽⁴³⁶⁾. On ne sait pas grand-chose des ressources financières de cette organisation. Cependant, à l'instar du SSP, le LeJ reçoit des fonds d'autres groupes et sympathisants déobandis d'Arabie saoudite et du Pakistan ⁽⁴³⁷⁾.

⁽⁴²⁵⁾ IRBC, *Pakistan: the Sipah-e-Sahaba (SSP), including its activities and status (January 2003-July 2005)*, 26 July 2005; Dawn, *2009: Southern Punjab extremism battle between haves and have-nots*, 21 May 2011; NOREF, *Sectarian violence: Pakistan's greatest security threat?*, 9 August 2012; Ahmed, Rashid, *Descent into Chaos, 2008*, pp. 227-228; Roul, A., *Sipah-e-Sahaba: Fomenting Sectarian Violence in Pakistan*, 5 May 2005.

⁽⁴²⁶⁾ New York Times (The), *Banned Group's Leader Given Pakistani Parliament Seat After Vote Dispute*, 10 April 2010.

⁽⁴²⁷⁾ CSIS, *Religion and militancy in Pakistan and Afghanistan*, June 2012, p. 38.

⁽⁴²⁸⁾ South Asia Terrorism Portal (SATP), *Incidents and Statements involving Sipah-e-Sahaba Pakistan: 2015*, 2015.

⁽⁴²⁹⁾ CSIS, *Religion and militancy in Pakistan and Afghanistan*, June 2012.

⁽⁴³⁰⁾ Hussain Zahid, *Frontline Pakistan, The struggle with militant Islam*, 2007, p. 92.

⁽⁴³¹⁾ CSIS, *Religion and militancy in Pakistan and Afghanistan*, June 2012, pp. 40-42; Dawn, *Pakistan bans 25 militant organizations*, 6 August 2009; Intellibriefs, *Lashkar-e-Jhangvi: Sectarian Violence in Pakistan and Ties to International Terrorism*, 3 June 2005; UK Home Office, *Country of Origin Information (COI) Report, Pakistan*, 9 August 2013.

⁽⁴³²⁾ BBC, *Pakistani group joins US terror list*, 30 January 2013.

⁽⁴³³⁾ Dawn, *Lashkar-i-Jhangvi claims responsibility: 13 lives lost in brutal attack on Shia pilgrims*, 28 June 2012; HRW, *'We Are The Walking Dead'. Killings of Shia Hazara in Balochistan*, Pakistan, 30 June 2014.

⁽⁴³⁴⁾ CNN, *Leader of militant group arrested in Pakistan, police say*, 23 February 2013.

⁽⁴³⁵⁾ Roggio, B., *State designates leader of Lashkar-e-Jhangvi as global terrorist*, 6 February 2014.

⁽⁴³⁶⁾ SATP, *Incidents and Statements involving Lashkar-e-Jhangvi: 2015*, 2015.

⁽⁴³⁷⁾ CSIS, *Religion and militancy in Pakistan and Afghanistan*, June 2012.

Le Lashkar-e-Islam (LI) est une petite organisation militante active dans l'Agence de Khyber des FATA, où elle a mené 63 attaques en 2014, essentiellement contre des temples, les forces de sécurité et des dirigeants de groupes sectaires rivaux. Le LI a été interdit en juin 2008. En 2014, des opérations menées par l'armée pakistanaise semblent avoir paralysé les capacités opérationnelles du groupe ⁽⁴³⁸⁾.

Le Sipah-e-Muhammad Pakistan (SMP) est un groupe chiite dont le but est de protéger la communauté chiite et de s'attaquer aux organisations sunnites déobandies hostiles, comme le SSP et le LeJ. Le SMP est un groupe radical issu d'un parti politique chiite traditionnel, le Tehrik-e-Jaferia Pakistan ⁽⁴³⁹⁾. Les origines du SMP ne sont pas claires, mais il a probablement été fondé vers 1993 par Maulana Mureed Abbas Yazdani. Son dirigeant actuel est Ghulam Raza Naqvi et l'organisation affirme compter 30 000 activistes ⁽⁴⁴⁰⁾. Le SMP a été déclaré hors-la-loi au Pakistan en août 2001 ⁽⁴⁴¹⁾. Karachi et Quetta sont les deux grandes villes où le SMP a commis la plupart de ses attentats ⁽⁴⁴²⁾.

Groupes insurgés nationalistes

L'Armée de libération du Baloutchistan (ALB) est une organisation de guérilla nationaliste baloutche. Elle a pour objectif un Baloutchistan indépendant des pouvoirs pakistanais et indien. Du fait de la violence exercée par l'ALB, notamment des attentats à la bombe, l'organisation a été interdite au Pakistan en avril 2006 ⁽⁴⁴³⁾. Son dirigeant actuel est Nawabzada Marri ⁽⁴⁴⁴⁾. En juin 2013, l'ALB a attaqué et endommagé la résidence historique de Muhammad Ali Jinnah à Ziarat, où il a passé ses derniers jours. L'attentat a fait une victime ⁽⁴⁴⁵⁾. En 2014, l'ALB a commis 113 attentats terroristes ⁽⁴⁴⁶⁾.

Alors que l'ALB est le principal groupe insurrectionnel baloutche, il existe des groupes baloutches plus petits, qui s'attaquent à l'occasion à des cibles pakistanaises, comme le Front de libération baloutche (BLF), son rejeton, l'Armée baloutche unie (UBA), le Lashkar-e-Balochistan et l'Armée républicaine baloutche. Cette dernière se compose principalement de membres de la tribu Bugti ⁽⁴⁴⁷⁾.

2.1.3 Tendances récentes en matière de sécurité et affrontements armés

Selon le rapport 2014 de l'Institut pakistanais des études sur la paix (PIPS), 1 206 attentats terroristes ont été perpétrés par des groupes militants, nationalistes/insurrectionnels et sectaires violents au Pakistan en 2014. Cela représente une baisse de 30 % par rapport à 2013.

Sur l'ensemble des attentats terroristes recensés, 436 (près de 36 %) ont exclusivement visé du personnel, des convois et des postes de contrôle des forces de sécurité et des autorités répressives. Les civils ont été les cibles apparentes de 217 attentats (18 %). Au total, 157 attentats (13 %) ont visé des cibles sectaires, principalement des membres des communautés chiites et sunnites et des lieux de culte, notamment des mosquées et des temples. 66 autres attentats terroristes ont visé des membres de tribus, des membres de comités de paix tribaux et des lashkars, 56 attaques ont été dirigées contre des leaders politiques et des travailleurs, tandis que 40 ont ciblé des établissements d'enseignement, principalement des écoles. Parmi les autres cibles des terroristes au cours de l'année écoulée, on peut citer des infrastructures publiques, comme des gazoducs, des pylônes électriques et des voies ferrées (121 attentats au total), des agents sanitaires luttant contre la polio (24 attaques), des véhicules d'approvisionnement de l'OTAN (22 attaques), des responsables gouvernementaux (11 attaques), des journalistes et des médias (11 attaques) et des minorités (8 attaques). Des fonctionnaires de l'administration politique des FATA, des

⁽⁴³⁸⁾ Dawn, *Pakistan bans 25 militant organisations*, 6 August 2009; Express Tribune (The), *List of banned organisations in Pakistan*, 24 October 2012; PIPS, 2014, *Pakistan Security Report*, 2015.

⁽⁴³⁹⁾ Dawn, *Pakistan bans 25 militant organisations*, 6 August 2009; Roul, A., *Sipah-e-Sahaba: Fomenting Sectarian Violence in Pakistan*, 5 May 2005; UK Home Office, *Country of Origin Information (COI) Report, Pakistan*, 9 August 2013.

⁽⁴⁴⁰⁾ SATP, *Sipah-e-Mohammed Pakistan, Terrorist Group of Pakistan*, 2015.

⁽⁴⁴¹⁾ Express Tribune (The), *List of banned organisations in Pakistan*, 24 October 2012.

⁽⁴⁴²⁾ PIPS, 2014, *Pakistan Security Report*, 2015.

⁽⁴⁴³⁾ Dawn, *Pakistan bans 25 militant organisations*, 6 August 2009; Express Tribune (The), *List of banned organisations in Pakistan*, 24 October 2012; ICG, *Policing Urban Violence in Pakistan, Asia Report N° 255*, 23 January 2014; UK Home Office, *Country of Origin Information (COI) Report, Pakistan*, 9 August 2013.

⁽⁴⁴⁴⁾ Pakistan Herald, *Details of Nawabzada Hyrbyair Marri*, n.d.

⁽⁴⁴⁵⁾ Express Tribune (The), *BLA destroys Jinnah's Residency in Ziarat*, 16 June 2013.

⁽⁴⁴⁶⁾ PIPS, 2014, *Pakistan Security Report*, 2015.

⁽⁴⁴⁷⁾ PIPS, 2014, *Pakistan Security Report*, 2015.

chefs tribaux, des travailleurs ou des personnes non baloutches installés au Baloutchistan, des membres d'ONG et de la société civile, des biens privés, de prétendus espions et des intérêts/diplomates étrangers, etc., ont également été la cible des terroristes dans différentes parties du pays en 2014.

Outre 26 attentats-suicides, les terroristes ont eu recours à des engins explosifs improvisés (IED) de différents types dans 516 attentats, soit environ 43 % du total. De même, un nombre considérable d'attentats terroristes signalés en 2014 – 501, soit 41 % – ont été des assassinats ou des tirs ciblés. Parmi les autres tactiques utilisées par les terroristes en 2014, figurent les attaques à la grenade (79) ou à la roquette (52), les sabotages (18), les tirs de mortier (12) et les décapitations (2) ⁽⁴⁴⁸⁾.

2.1.4 Actes antiterroristes

Le 24 février 2014, le gouvernement a présenté sa politique intérieure pour les cinq années suivantes. Celle-ci accordait essentiellement la priorité à la sécurisation des centres urbains et était quasiment muette sur la situation dans les FATA et au Baloutchistan. Elle faisait référence à un dialogue avec toutes les parties prenantes en vue d'une réforme des madrasas, de la réadaptation et de la déradicalisation des anciens activistes. L'objectif premier consistait à isoler les terroristes. La NACTA était censée rationaliser la lutte contre le terrorisme et mener des actions allant de mesures antiterroristes à des interventions politiques et opérationnelles. En février 2014, le gouvernement était toujours engagé dans des pourparlers de paix avec les talibans et les forces de police de sécurité se sont révélées insuffisantes lorsque l'opération militaire a débuté dans le Waziristan du Nord et que le pays a été victime de représailles sanglantes des activistes ⁽⁴⁴⁹⁾. L'attentat terroriste de décembre 2014 contre le lycée public de l'armée à Peshawar a servi de catalyseur au consensus politique, lorsque le Premier ministre Nawaz Sharif a organisé une conférence rassemblant tous les partis politiques au lendemain de l'attaque ⁽⁴⁵⁰⁾.

Le même mois, en concertation avec tous les partis politiques, il a été décidé d'élaborer un plan national d'action (NAP) pour éradiquer le terrorisme au Pakistan. Ce plan s'articulait autour des grands principes suivants:

- exécution des terroristes condamnés;
- création de tribunaux militaires jugeant sans délai pendant deux ans;
- engagement de veiller à ce qu'aucune milice armée ne puisse opérer dans le pays;
- lutte contre les discours haineux et le matériel extrémiste;
- blocage du financement des terroristes;
- surveillance des organisations interdites pour éviter leur réapparition;
- création et déploiement d'une force antiterroriste spécialisée;
- prise de mesures efficaces contre les persécutions fondées sur la religion;
- renforcement et restructuration de la NACTA;
- enregistrement et réglementation des madrasas;
- interdiction de la glorification du terrorisme et des organisations terroristes par le biais des médias écrits et électroniques;
- réformes administratives et en faveur du développement dans les FATA avec priorité immédiate au retour des personnes déplacées;
- démantèlement des réseaux de communication des organisations terroristes;
- mesures concrètes contre l'utilisation abusive de l'internet et des médias sociaux en faveur du terrorisme;
- tolérance zéro vis-à-vis de l'activisme au Penjab;
- poursuite de l'opération en cours à Karachi jusqu'à sa conclusion logique;
- habilitation du gouvernement du Baloutchistan en vue d'une réconciliation politique avec appropriation complète par toutes les parties intéressées;
- fermeté vis-à-vis des terroristes sectaires;
- élaboration d'une politique exhaustive pour régler la question des réfugiés afghans, en commençant par l'enregistrement de tous les Afghans non enregistrés séjournant illégalement au Pakistan;

⁽⁴⁴⁸⁾ PIPS, 2014, *Pakistan Security Report*, 2015, p. 7.

⁽⁴⁴⁹⁾ PIPS, 2014, *Pakistan Security Report*, 2015, p. 42.

⁽⁴⁵⁰⁾ Express Tribune (The), *Fight against terrorism: Defining moment*, 25 December 2014.

- réorganisation et réforme du système pénal afin de renforcer les services antiterroristes, notamment en autorisant les départements provinciaux d'enquêtes pénales à intercepter les communications des terroristes ⁽⁴⁵¹⁾.

Plus tard en décembre 2014, Nawaz Sharif a annoncé la formation d'une force fédérale antiterroriste avec effet immédiat. Une opération devait être lancée contre le terrorisme dans les principales villes du pays. Le Premier ministre a également confirmé que l'opération Zarb-e-Azb se poursuivrait dans les zones tribales ⁽⁴⁵²⁾.

À la suite de l'attentat dans l'école de Peshawar, les responsables politiques et de sécurité ont préféré mettre sur pied des tribunaux militaires temporaires pour juger les infractions liées au terrorisme plutôt que de faire juger les affaires par un système judiciaire indépendant. Le gouvernement a également introduit une série d'amendements aux lois relatives à la lutte contre le terrorisme et a adopté l'ordonnance relative à la protection du Pakistan (PPO) ⁽⁴⁵³⁾.

En mars 2015, le coordinateur national de la NACTA, Hamid Ali Khan, a présenté quelques-uns des premiers résultats du plan national d'action. Près de 10 milliards de roupies ont été confisqués à des religieux et à des organisations interdites afin de bloquer le financement du terrorisme. Dans le cadre de la répression des personnes accusées de tenir des propos haineux, les autorités répressives ont enregistré 5 017 affaires contre des religieux, tandis que 4 647 d'entre eux ont été arrêtés. Plus de 3 758 religieux ont été arrêtés au Penjab, 508 dans le Khyber Pakhtunkhwa, 197 au Sindh, 94 à Islamabad, 86 au Baloutchistan et 30 dans le Gilgit-Baltistan. La police a apposé des scellés sur 40 magasins qui vendaient et distribuaient du matériel à contenu haineux ⁽⁴⁵⁴⁾.

2.1.5 Effets de la violence sur les civils

Sources

Trois instituts de recherche ont fourni des chiffres différents fondés sur des définitions et des variables différentes. Cela rend l'interprétation de ces chiffres malaisée, étant donné que toutes les institutions n'ont pas clairement décrit leur méthodologie.

Les trois instituts de recherche qui présentent des chiffres sur la situation en 2014 sont l'Institut pakistanais d'études sur la paix (PIPS), le Portail sur le terrorisme en Asie du Sud (SATP) et le Centre de recherche et d'études sur la sécurité (CRSS).

L'**Institut pakistanais d'études sur la paix (PIPS)**, établi à Islamabad, a été fondé en 2006 par son directeur, Muhammad Amir Rana, un spécialiste des questions de sécurité au Pakistan ⁽⁴⁵⁵⁾. Le PIPS classe les «attaques» en cinq catégories:

«(i) attentats terroristes incluant des attaques par des militants, des attaques par des insurgés nationalistes et des attaques sectaires; (ii) incidents de violence ethno-politique; (iii) attaques transfrontalières; (iv) attaques de drones et (v) attaques opérationnelles menées par des forces de sécurité contre des militants» ⁽⁴⁵⁶⁾.

Le **Portail sur le terrorisme en Asie du Sud (SATP)** est un site internet administré par l'Institute for Conflict Management [Institut pour la gestion des conflits], une organisation non lucrative créée en 1997 à New Delhi. Dirigé par son fondateur K.P.S. Gill, ancien directeur général de la police indienne du Penjab, il s'est donné pour mission l'évaluation permanente et la résolution des problèmes de sécurité intérieure en Asie du Sud. Le SATP a créé une «base de données exhaustive, continuellement mise à jour et dotée d'un moteur de recherche sur toutes les informations disponibles relatives au terrorisme, aux conflits de faible intensité et aux luttes ethniques/communautaires/sectaires en Asie du Sud» ⁽⁴⁵⁷⁾.

Le **Centre de recherche et d'études sur la sécurité (CRSS)** est un institut de recherche pakistanais qui analyse la politique du pays. Créé en 2008, il est basé à Islamabad et est dirigé par Imtiaz Gul, journaliste et auteur de plusieurs

⁽⁴⁵¹⁾ Express Tribune (The), *Fight against terrorism: Defining moment*, 25 December 2014; Washington Post (The), *Pakistan announces a national plan to fight terrorism, says terrorists' days are numbered*, 24 December 2014.

⁽⁴⁵²⁾ Dawn, *Nawaz constitutes special committee to implement national Action Plan*, 26 December 2014.

⁽⁴⁵³⁾ Dawn, *Military Courts part of National Action Plan: PM Nawaz*, 30 December 2014; PIPS, 2014, *Pakistan Security Report*, 2015.

⁽⁴⁵⁴⁾ Express Tribune (The), *National Action Plan: Over Rs 10 billion in foreign terror and AML funds frozen*, 25 March 2015.

⁽⁴⁵⁵⁾ PIPS, *PIPS Team*, n.d.; Gunaratna, R. and Iqbal, K., *Pakistan, terrorism ground zero*, 2011; Telegraph (The), *Pakistani children are victims of their leaders' mistakes*, 16 December 2014.

⁽⁴⁵⁶⁾ PIPS, 2014, *Pakistan Security Report*, 2015, p. 3.

⁽⁴⁵⁷⁾ SATP, *Institute for Conflict Management, An Introduction*, n.d.

livres sur le Pakistan ⁽⁴⁵⁸⁾. Le CRSS a publié un rapport sur la sécurité au Pakistan en 2014, rédigé par l'associé de recherche principal, Mohammad Nafees, journaliste et chroniqueur politique pour le quotidien pakistanais *Daily Times* ⁽⁴⁵⁹⁾. La violence, telle qu'elle est définie par le CRSS, inclut le terrorisme, les attentats militants, la violence sectaire, les assassinats ciblés, les opérations de sécurité et les frappes de drones ⁽⁴⁶⁰⁾.

Nombre de victimes en 2014 au Pakistan

Étant donné que les trois sources utilisent des définitions différentes des attaques violentes et des victimes, il est impossible de donner un aperçu des effets de la violence sur la population. Par conséquent, les paragraphes suivants présentent séparément les données émanant des différentes sources afin de permettre une comparaison et une meilleure compréhension d'une situation complexe.

Selon le **PIPS**, en 2014, 2 099 incidents violents ont été recensés, entraînant la mort de 5 308 personnes et faisant 4 569 blessés (dont 1 723 morts à la suite d'attaques terroristes): 1 705 civils, 2 991 militants, 610 membres de la sécurité (police, Frontier Corps, armée, appelés, Rangers) ⁽⁴⁶¹⁾. Par rapport à 2013, le nombre d'incidents violents a diminué de 18 % (passant de 2 555 à 2 099). Néanmoins, ces incidents ont causé un nombre croissant de décès, essentiellement dû au nombre supérieur de militants (2 991 contre 1 647 en 2013) tués dans des opérations militaires ou des affrontements avec les forces de sécurité. De plus, les données du **PIPS** montrent que les attentats terroristes (1 206) ont représenté près de 60 % des incidents violents et ont entraîné le plus grand nombre de blessés civils. Le nombre global de tués et de blessés dans des attentats terroristes en 2014 a toutefois baissé de 30 % et 42 %, respectivement, par rapport à 2013 ⁽⁴⁶²⁾.

Le tableau 1 ventile les incidents violents recensés par le PIPS:

Nature des incidents violents en 2014	Nombre d'incidents	Nombre de morts	Nombre de blessés
Attentats terroristes	1 206	1 723	3 143
Violence ethnique/politique	82	124	666
Affrontements entre forces de sécurité et militants	159	699	220
Affrontements intertribaux	9	36	12
Attaques/Affrontements frontaliers	91	94	129
Attaques opérationnelles des forces de sécurité	130	1 930	172
Attaques de drones	21	144	29
Affrontements sectaires	3	2	35
Affrontements/Attaques entre groupes militants	36	128	61
Affrontements entre bandes criminelles	14	37	58
Affrontements entre forces de sécurité et bandes criminelles	39	74	6
Violence communautaire	7	7	5
Enlèvements par des insurgés nationalistes	7	0	0
Enlèvements par des militants	21	0	0
Enlèvements par des bandes criminelles	1	2	0
Affrontements entre membres de tribus et militants	9	48	24
Attentats terroristes ratés et déjoués	137	14	8
Récupération de cadavres	127	246	1

⁽⁴⁵⁸⁾ Imtiaz Gul Official Website, *Biography*, n.d.

⁽⁴⁵⁹⁾ CRSS, *Management*, n.d.; Daily Times, *Mohammad Nafees*, n.d.; Hindu (The), *7 655 deaths recorded in Pakistan in 2014*, 10 January 2015.

⁽⁴⁶⁰⁾ CRSS, *Pakistan Conflict Tracker Report/Annual Security Report 2014*, 2015, p. 3.

⁽⁴⁶¹⁾ PIPS, *2014, Pakistan Security Report*, 2015, p. 10.

⁽⁴⁶²⁾ PIPS, *2014, Pakistan Security Report*, 2015, p. 7.

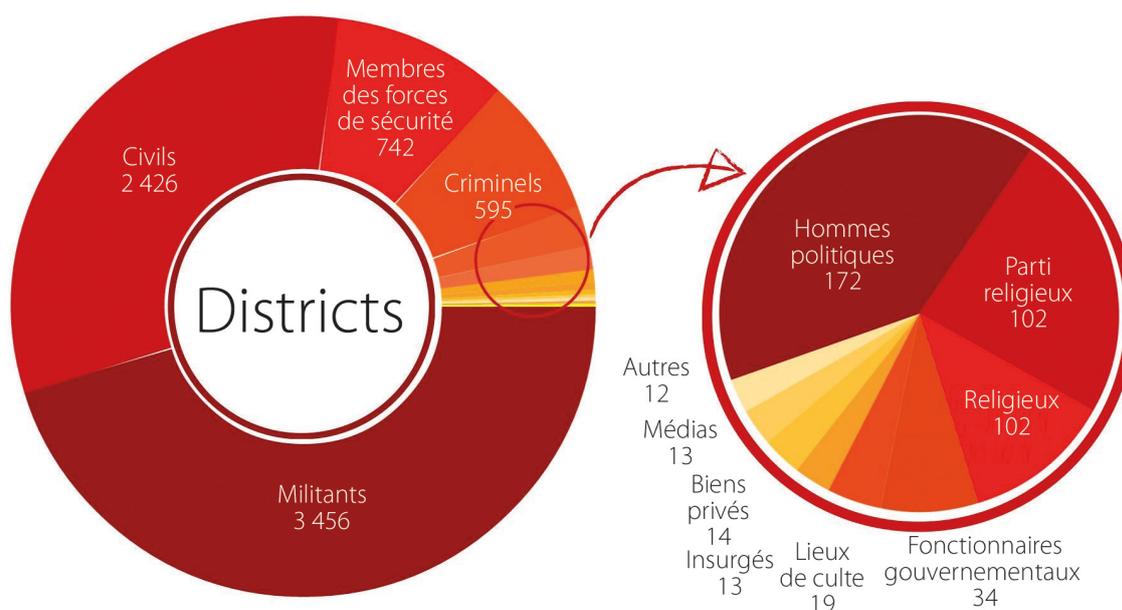
Nature des incidents violents en 2014	Nombre d'incidents	Nombre de morts	Nombre de blessés
Total 2014	2 099	5 308	4 569
Total 2013	2 555	4 725	6 932

Tableau 1: Total des incidents violents (PIPS 2014) ⁽⁴⁶³⁾

Le **SATP** fait état de 5 496 décès dus à la «violence terroriste» en 2014 (1 781 civils, 533 membres des forces de sécurité, 1 702 terroristes/insurgés). Par rapport à 2013 (5 379 morts), le nombre est légèrement plus élevé, en raison du quasi-doublement du nombre de terroristes/insurgés tués et d'une réduction de près de moitié du nombre de civils tués (3 001 civils, 676 membres des forces de sécurité, 1 702 terroristes/insurgés). Le SATP est le seul institut qui donne des chiffres pour 2015 (arrêtés au 12 avril), soit 1 263 victimes. Ce nombre se répartit comme suit: 339 civils, 103 membres des forces de sécurité et 821 terroristes/insurgés ⁽⁴⁶⁴⁾.

Les données fournies par le **CRSS** pour 2014 font état de 7 650 morts et 3 946 blessés, tous victimes de la violence (dont 516 du terrorisme): 2 426 civils, 3 456 militants, 742 membres des forces de sécurité et 1 026 autres personnes (criminels, hommes politiques, religieux, journalistes, voir la [Figure 1](#)). En outre, 2 420 civils ont été blessés, ce qui fait de la population civile la principale victime (morts et blessés confondus) de la violence en 2014 ⁽⁴⁶⁵⁾. Par rapport aux 5 687 morts de 2013, cela représente une augmentation moyenne d'environ 35 %.

Décès liés à la violence au Pakistan – 2014



Rapport du Centre de recherche et d'études sur la sécurité, Traçage des conflits au Pakistan – 2014

Figure 1: Décès liés à la violence en 2014 (CRSS) ⁽⁴⁶⁶⁾

Le tableau 2 présente une comparaison du nombre de victimes en 2013 et en 2014 entre les trois sources (sur la base de leurs définitions respectives susvisées). Bien que le nombre de victimes varie selon les sources, les trois indiquent une forte hausse du nombre de terroristes/insurgés/militants morts et concluent que cette tendance résulte de l'augmentation des opérations menées par les forces de sécurité en 2014.

⁽⁴⁶³⁾ PIPS, 2014, *Pakistan Security Report*, 2015, p. 7.

⁽⁴⁶⁴⁾ SATP, *Fatalities in Terrorist Violence in Pakistan 2003-2015*, 12 April 2015.

⁽⁴⁶⁵⁾ CRSS, *Pakistan Conflict Tracker Report/Annual Security Report 2014*, 2015, pp. 6-7.

⁽⁴⁶⁶⁾ CRSS, *Pakistan Conflict Tracker Report/Annual Security Report 2014*, 2015, p. 7.

2013 par source	Nombre total de morts	Nombre de civils	Nombre de militants	Nombre de membres des forces de sécurité
PIPS ⁽⁴⁶⁷⁾	4 725	2 399	1 647	679
SATP ⁽⁴⁶⁸⁾	5 379	3 001	1 702	676
CRSS ⁽⁴⁶⁹⁾	5 687	4 341 (civils + forces de sécurité)	1 346 (y compris les criminels)	(742)
2014 par source	Nombre total de morts	Nombre de civils	Nombre de militants	Nombre de membres des forces de sécurité
PIPS ⁽⁴⁷⁰⁾	5 308	1 705	2 991	610
SATP ⁽⁴⁷¹⁾	5 496	1 781	3 182	533
CRSS ⁽⁴⁷²⁾	7 650	3 625 (civils + forces de sécurité)	4 025 (y compris les criminels)	(742)

Tableau 2: comparaison du nombre de victimes en 2013 et en 2014 (PIPS, SATP et CRSS)

Nombre de victimes par mois en 2014

Les données du **CRSS** (Figure 2) font apparaître une hausse subite de la violence en juin 2014, suivie par des niveaux moyens plus élevés (mai: 514 morts, juin: 958), que le CRSS attribue au début de l'opération Zarb-e-Azb. Le nombre de décès liés à la violence a également augmenté vers la fin de l'année, avec une hausse significative par rapport aux chiffres du même mois en 2013. Le dernier trimestre de 2014 a été particulièrement marqué par la violence, avec une hausse de 258 % par rapport à la même période de 2013 ⁽⁴⁷³⁾. Cette tendance ressort des données mensuelles du **SATP** également, bien que les chiffres diffèrent: un pic en juin (785 morts), suivi d'une baisse à 350 en août, tandis qu'en novembre et en décembre 2014, le nombre de décès a grimpé à 584 et 681, respectivement ⁽⁴⁷⁴⁾.

Attentats terroristes en 2014

Selon le **PIPS**, 436 attentats terroristes (36 % du total de 1 206 attentats) ont visé exclusivement des membres des forces de sécurité, des convois et des postes de contrôle en 2014. 217 attentats (18 %) ont ciblé des civils et 157 (13 %) avaient des objectifs sectaires, essentiellement des lieux de culte et des croyants chiites et sunnites. Les autres attentats visaient des chefs tribaux, des dirigeants politiques, des écoles et des infrastructures publiques, comme des gazoducs, des pylônes électriques et des voies ferrées ⁽⁴⁷⁵⁾.

Environ 61 % (731) des 1 206 attentats terroristes ont été commis par des talibans pakistanais, essentiellement le Tehrik-e-Taliban (TTP) et des groupuscules liés ou d'autres groupes poursuivant des objectifs similaires. Au moins 1 212 personnes ont perdu la vie et 2 088 ont été blessées dans ces attentats. Des insurgés nationalistes baloutches et sindhis ont perpétré 334 attaques, qui ont fait 258 morts et 758 blessés. Des groupes sectaires sunnites et chiites ont commis 141 attentats terroristes ⁽⁴⁷⁶⁾.

⁽⁴⁶⁷⁾ PIPS, 2014, *Pakistan Security Report*, 2015, p. 10.

⁽⁴⁶⁸⁾ SATP, *Fatalities in Terrorist Violence in Pakistan 2003-2015*, 12 April 2015.

⁽⁴⁶⁹⁾ CRSS, *Pakistan Conflict Tracker Report/Annual Security Report 2014, 2015*, pp. 6-7, 57. Dans sa comparaison entre 2013 et 2014 (p. 57), le CRSS n'établit pas de distinction entre les civils et les militaires. Cependant, pour 2014, il indique le nombre de 742 morts parmi les militaires/forces de sécurité (p. 7). Ce nombre est repris dans le total de 3 625 morts de civils et de membres des forces de sécurité. Contrairement aux deux autres sources, le CRSS réunit les militants et les criminels en une seule catégorie.

⁽⁴⁷⁰⁾ PIPS, 2014, *Pakistan Security Report*, 2015, p. 10.

⁽⁴⁷¹⁾ SATP, *Fatalities in Terrorist Violence in Pakistan 2003-2015*, 12 April 2015.

⁽⁴⁷²⁾ CRSS, *Pakistan Conflict Tracker Report/Annual Security Report 2014, 2015*, pp. 6-7, 57.

⁽⁴⁷³⁾ CRSS, *Pakistan Conflict Tracker Report/Annual Security Report 2014, 2015*, p. 4.

⁽⁴⁷⁴⁾ SATP, *Fatalities in Terrorist Violence in Pakistan 2003-2015*, 12 April 2015.

⁽⁴⁷⁵⁾ PIPS, 2014, *Pakistan Security Report*, 2015, p. 7.

⁽⁴⁷⁶⁾ PIPS, 2014, *Pakistan Security Report*, 2015, p. 10.

Décès liés à la violence au Pakistan – 2014

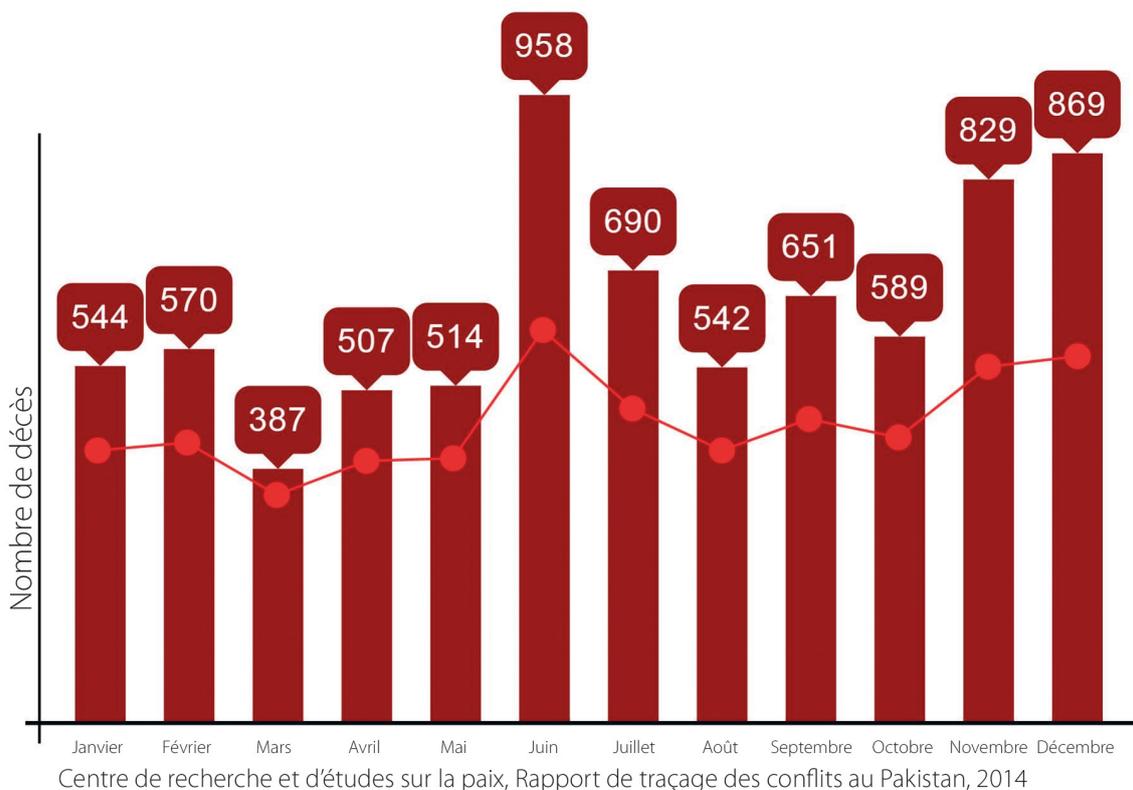


Figure 2: Décès liés à la violence (CRSS, 2014) ⁽⁴⁷⁷⁾

Comparaison régionale de la violence en 2013-2014

Dans cette section, le nombre de morts et de blessés est ventilé par région, selon les trois sources. Il est impossible de présenter les chiffres dans un tableau comparatif, étant donné que des définitions et des paramètres différents ont été utilisés. Le PIPS ne donne que les détails régionaux des attentats terroristes, qui constituent 60 % de l'ensemble des incidents violents.

La **Figure 3** présente une analyse régionale comparative des décès liés à la violence au Pakistan en 2013 et en 2014, réalisée par le CRSS.

Le **CRSS** a constaté (figure 3) la hausse la plus significative de la violence dans les FATA, avec le deuxième nombre de morts le plus élevé en 2013, qui a plus que doublé en 2014. Une raison majeure de cette poussée considérable est l'opération militaire Zarb-e-Azb menée dans l'Agence du Waziristan du Nord de la région FATA. La hausse la plus forte de morts violentes a été enregistrée au Penjab, bien qu'en termes absolus, les chiffres soient toujours assez bas. Cette augmentation peut être partiellement attribuée à l'attentat-suicide du 2 novembre 2014, lors de la cérémonie de fermeture du poste-frontière de Wagah, qui a fait 60 morts. Le Khyber-Pakhtunkhwa, le Baloutchistan et le Gilgit-Balistan ont enregistré une baisse du nombre de décès liés à la violence. Dans la province du Sindh, le nombre élevé de victimes a légèrement augmenté. Le CRSS conclut que le bilan total des victimes de la violence a progressé de 35 % (de 5 687 en 2013 à 7 650 en 2014) ⁽⁴⁷⁸⁾.

⁽⁴⁷⁷⁾ CRSS, *Pakistan Conflict Tracker Report/Annual Security Report 2014*, 2015, p. 3.

⁽⁴⁷⁸⁾ CRSS, *Pakistan Conflict Tracker Report/Annual Security Report 2014*, 2015, pp. 4-5.

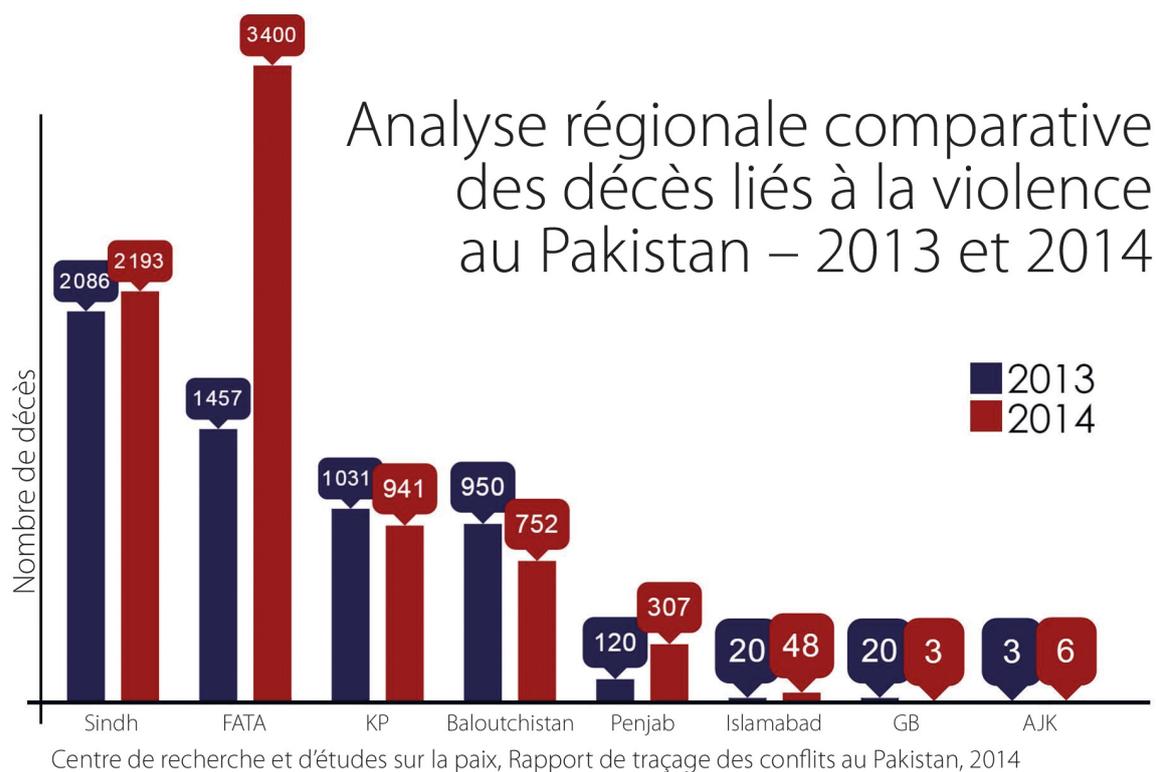


Figure 3: Analyse régionale comparative 2013 et 2014 (CRSS) ⁽⁴⁷⁹⁾

Le **SATP** fournit le nombre de victimes par province en 2014, ventilé entre les civils, les membres des forces de sécurité et les terroristes/militants. Le nombre total de victimes en 2014 s'élève à 5 496 selon le SATP, soit nettement moins que le chiffre avancé par le CRSS (7 650). Cette différence notable est principalement due aux données différentes pour le Sindh: le SATP ⁽⁴⁸⁰⁾ fait état de 1 180 victimes (Islamabad compris) en 2014, tandis que le CRSS évoque 2 193 morts (hors Islamabad) ⁽⁴⁸¹⁾. Ces différences pourraient être dues à l'utilisation de définitions et de paramètres différents.

Toutefois, la tendance globale est généralement similaire, avec le nombre le plus élevé de victimes dans les FATA, suivies par le Sindh, le Baloutchistan et le KP. De plus, les données du SATP montrent que le nombre élevé de morts dans les FATA (2 510 en 2014) comprend, dans une large mesure, des terroristes ⁽⁴⁸²⁾.

Enfin, le **PIPS** insiste sur le nombre d'attentats terroristes (qui représentent environ 60 % de l'ensemble des incidents violents) et sur le nombre élevé de victimes par province et mentionne les variations en pourcentage entre 2013 et 2014 (Tableau 3). Par rapport à 2013, le PIPS observe une baisse sensible du nombre d'incidents terroristes et de victimes en 2014, estimée globalement à 30 %, à l'exception d'Islamabad et du Penjab, où les chiffres ont considérablement augmenté. Le Baloutchistan et le Khyber Pakhtunkhwa ont été les plus touchés par des attentats terroristes en 2014, avec 341 et 325 attentats, respectivement, ayant provoqué la mort de 375 personnes au Baloutchistan et de 542 dans le KP. Les FATA arrivent en troisième position avec 234 attentats, ayant fait 293 morts et 389 blessés ⁽⁴⁸³⁾.

⁽⁴⁷⁹⁾ CRSS, *Pakistan Conflict Tracker Report/Annual Security Report 2014, 2015*, p. 5.

⁽⁴⁸⁰⁾ SATP, *Fatalities in Terrorist Violence in Pakistan 2003-2015*, 12 April 2015.

⁽⁴⁸¹⁾ CRSS, *Pakistan Conflict Tracker Report/Annual Security Report 2014, 2015*, p. 5.

⁽⁴⁸²⁾ SATP, *Fatalities in Terrorist Violence in Pakistan 2003-2015*, 12 April 2015.

⁽⁴⁸³⁾ PIPS, *2014, Pakistan Security Report, 2015*, p. 7.

Région	Nombre d'incidents terroristes	Variations en %	Nombre de morts	Variations en %	Nombre de blessés	Variations en %
Baloutchistan	341	30 % ▼	375	48 % ▼	926	41 % ▼
FATA	234	20 % ▼	293	31 % ▼	389	58 % ▼
Gilgit-Baltistan	3	40 % ▼	3	81 % ▼	12	140 % ↗
Islamabad	14	250 % ↗	44	780 % ↗	212	4 140 % ↗
Karachi	217	39 % ▼	317	35 % ▼	438	52 % ▼
KP	325	35 % ▼	542	23 % ▼	829	52 % ▼
Penjab	41	8 % ↗	126	168 % ↗	274	92 % ↗
Sindh (hors Karachi)	31	9 % ▼	23	26 % ▼	63	48 % ▼
Total	1 206	30 % ▼	1 723	30 % ▼	3 143	42 % ▼

Tableau 3: Attentats terroristes par région – 2013 et 2014 (PIPS) ⁽⁴⁸⁴⁾

Personnes déplacées internes (PDI)

Outre les victimes civiles, les combats dans les régions tribales ont déclenché un flux constant de personnes déplacées internes (PDI). Depuis 2008, près de cinq millions d'habitants du Khyber Pakhtunkhwa et des FATA ont été enregistrés comme PDI et déracinés en vagues successives. Un grand nombre d'entre eux ont pu rentrer chez eux après la fin des combats. Cependant, à l'automne 2014, environ un million de personnes étaient encore déplacées et requéraient une aide et un soutien humanitaires. En outre, l'opération Zarb-e-Azb menée dans le Waziristan du Nord a contraint de nombreuses familles de la région à fuir. La plupart des familles déplacées ont cherché refuge à Bannu, certaines s'installant à Dera Ismail Khan, Lakki Marwat, Kohat Karak, Hangu ou Charsadda dans le Khyber Pakhtunkhwa. D'autres se sont établies dans la province du Sindh ⁽⁴⁸⁵⁾.

Les statistiques du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) pour 2015 sont les suivantes: aux 714 548 PDI enregistrées au Pakistan qui avaient besoin d'une aide humanitaire en 2014 se sont ajoutées 500 000 PDI supplémentaires en raison de la situation d'urgence dans le Waziristan du Nord. De plus, le Pakistan accueille toujours 1,5 million de réfugiés en provenance d'Afghanistan ⁽⁴⁸⁶⁾.

Le retour des réfugiés et des PDI s'effectue lentement. En mars 2015, un certain nombre de PDI sont retournés dans le Waziristan du Sud ⁽⁴⁸⁷⁾.

Les sections suivantes détaillent la situation en matière de sécurité pour chaque province.

2.2 FATA et Khyber Pakhtunkhwa

Ces dernières années, tant les FATA que le Khyber Pakhtunkhwa ont été la scène d'opérations de grande envergure menées par les forces armées pakistanaïses pour mettre fin aux activités militantes. En 2009, l'armée a entamé une série d'interventions militaires contre le TPP dans le KP. Cette offensive a été marquée par des violations des droits de l'homme et des arrestations arbitraires ⁽⁴⁸⁸⁾ et les hostilités ont déclenché une importante vague de déplacements ⁽⁴⁸⁹⁾. Les années suivantes, les militaires pakistanaïses ont maintenu une forte présence dans la région, mais l'ampleur et l'intensité des opérations ont baissé. Les talibans locaux sont passés à la clandestinité et ont poursuivi leurs activités en recourant à des attentats terroristes et des assassinats ciblés dans le Khyber Pakhtunkhwa ⁽⁴⁹⁰⁾. L'armée pakistanaïse mène des opérations militaires depuis 2004 dans les FATA. Tout comme dans le KP, ces opérations ont donné lieu à diverses violations des droits de l'homme et ont provoqué une vague

⁽⁴⁸⁴⁾ PIPS, 2014, *Pakistan Security Report*, 2015, p. 9.

⁽⁴⁸⁵⁾ Al Jazeera, *Pakistan's IDPs reach record one million*, 1 September 2014; Dawn, *Experts, politicians express concern over IDP crisis*, 16 July 2014; Dawn, *Number of IDPs may reach 600 000: Baloch*, 25 June 2014.

⁽⁴⁸⁶⁾ UNHCR, *2015 UNHCR country operations profile — Pakistan*, n.d.

⁽⁴⁸⁷⁾ Al Jazeera, *Pakistan's IDPs come home to the Taliban heartland*, 21 March 2015.

⁽⁴⁸⁸⁾ Al, *Pakistan: Investigate deaths in lawless Tribal Areas*, 17 January 2013; RFE/RL, *Rights Group Says 2 000 Men Missing In Pakistan*, 15 October 2013.

⁽⁴⁸⁹⁾ ICG, *Pakistan: The Worsening IDP Crisis*, *Asia Briefing* N° 111, 16 September 2010.

⁽⁴⁹⁰⁾ ICG, *Pakistan: Countering Militancy in PATA*, *Asia Report* N° 242, 15 January 2013; Landinfo, *Pakistan: Sikkerhetsrelaterte forhold i Khyber Pakhtunkhwa (KPK) og Federally Administered Tribal Areas (FATA)*, 8 November 2013.

considérable de déplacements ⁽⁴⁹¹⁾. En 2014, seule l'agence du Waziristan du Nord était encore contrôlée par le Tehrik-e-Taliban Pakistan. L'opération militaire Zarb-e-Azb avait pour but d'éradiquer le pouvoir taliban dans ce dernier bastion ⁽⁴⁹²⁾. Les talibans ont répliqué par des attentats dans les FATA et, plus largement, sur le territoire pakistanais ⁽⁴⁹³⁾.

2.2.1 Khyber Pakhtunkhwa (KP)

Comme le montre le [Tableau 3](#), le Khyber Pakhtunkhwa a enregistré 325 attentats terroristes en 2014, contre 499 en 2013. Le TTP ou des groupes liés ont perpétré 308 des 325 attentats terroristes, tandis que 17 attaques avaient un caractère sectaire et ont été principalement commises par le TTP et le Lashkar-e-Jhangvi. Peshawar a été la partie la plus touchée de la province, comme en 2013. Ces attentats terroristes ont visé des civils, des forces de sécurité, des établissements d'enseignement (comme l'école de l'armée de Peshawar), des professionnels de la santé, la communauté religieuse chiite, des dirigeants politiques et des travailleurs, des membres de tribus, des installations électriques, des fonctionnaires et des bâtiments gouvernementaux, la communauté sikh, des lieux de culte, des magasins de CD, etc. Charsadda a été la deuxième zone la plus touchée du KP, suivie par Bannu ⁽⁴⁹⁴⁾.

Outre les attentats terroristes, le Khyber Pakhtunkhwa a également été le théâtre de violences ethniques/politiques, d'affrontements entre les forces de sécurité et les activistes, d'affrontements intertribaux, d'attaques à la frontière pakistano-afghane, d'affrontements entre groupes militants, d'enlèvements par des activistes et d'affrontements entre des activistes et des membres de tribus ⁽⁴⁹⁵⁾.

Les formes de violence ont été multiples: exécutions, explosions de bombes, enlèvements durant lesquels les ravisseurs ont été tués et leurs corps abandonnés, attentats-suicides, attaques à la grenade à main, attaques armées, tirs indiscriminés, explosions d'engins explosifs improvisés (IED) et attaques transfrontalières. Les opérations de repréailles des agences de sécurité dans la province ont pris la forme de raids aériens et d'affrontements avec des activistes. Des décès en détention ont également été signalés dans la province ⁽⁴⁹⁶⁾.

Les estimations du nombre de victimes des attaques violentes font apparaître une tendance à la baisse par rapport à 2013 (voir le [Tableau 2](#)) ⁽⁴⁹⁷⁾. Le niveau de violence était en baisse depuis mars 2014 jusqu'à l'attaque dévastatrice contre l'école publique de l'armée à Peshawar, le 16 décembre 2014 (voir la section [2.1.1 Bref historique](#)) ⁽⁴⁹⁸⁾. Durant les 45 premiers jours de 2015, 55 morts ont été recensés. L'incident le plus meurtrier est survenu le 13 février, lorsqu'un commando suicide a attaqué une mosquée chiite à Peshawar, tuant 22 fidèles ⁽⁴⁹⁹⁾.

2.2.2 FATA

Dans les FATA, 234 attentats terroristes ont été comptabilisés en 2014, soit 20 % de moins qu'en 2013 ⁽⁵⁰⁰⁾. La plupart des attaques ont été le fait du TTP, de groupes associés et de groupes sectaires basés dans l'Agence de Khyber, comme le Lashkar-e-Islam. L'Agence de Khyber reste la région la plus touchée par les attentats terroristes dans les FATA, suivies par Mohmand, Bajaur et le Waziristan du Nord. Les lourds combats entre l'armée et les activistes sont responsables de la majorité des victimes. Outre les manœuvres militaires, des affrontements entre activistes, des attaques transfrontalières et des frappes de drones ont également été recensés ⁽⁵⁰¹⁾.

⁽⁴⁹¹⁾ AI, 'As if hell fell on me', the human rights crisis in northwest Pakistan, 10 June 2010; ICG, *Pakistan: The Worsening IDP Crisis, Asia Briefing N° 111*, 16 September 2010.

⁽⁴⁹²⁾ Dawn, *Zarb-e-Azb operation: 120 suspected militants killed in N Waziristan*, 16 June 2014.

⁽⁴⁹³⁾ Guardian (The), *Dozens killed at suicide attack at Pakistan-India border post*, 2 November 2014; New York Times (The), *Taliban Besiege Pakistan School, Leaving 145 Dead*, 16 December 2014; SATP, *FATA timeline – 2015*, n.d.

⁽⁴⁹⁴⁾ PIPS, 2014, *Pakistan Security Report, 2015*, p. 13.

⁽⁴⁹⁵⁾ PIPS, 2014, *Pakistan Security Report, 2015*, p. 13.

⁽⁴⁹⁶⁾ CRSS, *Pakistan Conflict Tracker Report/Annual Security Report 2014, 2015*, p. 40.

⁽⁴⁹⁷⁾ PIPS, 2014, *Pakistan Security Report, 2015*, p. 13; CRSS, *Pakistan Conflict Tracker Report/Annual Security Report 2014, 2015*, pp. 4-5; SATP, *Khyber-Pakhtunkhwa Assessment – 2015*, n.d.

⁽⁴⁹⁸⁾ CRSS, *Pakistan Conflict Tracker Report/Annual Security Report 2014, 2015*, p. 38.

⁽⁴⁹⁹⁾ SATP, *Khyber-Pakhtunkhwa Assessment – 2015*, n.d.

⁽⁵⁰⁰⁾ PIPS, 2014, *Pakistan Security Report, 2015*, p. 14.

⁽⁵⁰¹⁾ PIPS, 2014, *Pakistan Security Report, 2015*, p. 14.

Le nombre de morts dans les FATA a fortement augmenté en 2014 en raison de la vaste opération militaire qui a débuté à la mi-juin (voir la [Figure 2](#)) ⁽⁵⁰²⁾. Les actes de violence commis par les militants ont pris des formes diverses: attaques armées, exécutions, IED et mines terrestres, enlèvements au cours desquels les ravisseurs ont été tués et leurs corps abandonnés, explosions de bombes, attaques au mortier et à la roquette, décapitations et pendaisons. Les agences de sécurité ont répondu par des raids aériens, des affrontements et des tirs d'artillerie ⁽⁵⁰³⁾.

Bien qu'il soit malaisé d'obtenir des informations exactes, le SATP estime qu'entre le mois de janvier et la mi-mars 2015, au moins 411 personnes ont perdu la vie, dont 356 terroristes. Les militaires ont largement recouru à l'aviation pour bombarder les positions rebelles durant l'opération Zarb-e-Azb dans le Waziristan du Nord et l'opération Khyber I dans l'Agence de Khyber. Des groupes rebelles se sont apparemment unis pour faire face à cette menace. Le nombre élevé de pertes ne devrait pas baisser dans un avenir proche ⁽⁵⁰⁴⁾. Le SATP présente un calendrier détaillé de tous les incidents survenus dans le Khyber Pakhtunkhwa et les FATA ⁽⁵⁰⁵⁾.

Situation de la sécurité et des PDI dans le Khyber Pakhtunkhwa

En dépit de fréquents attentats terroristes, la situation dans le Khyber Pakhtunkhwa s'est sensiblement améliorée par rapport à la période 2008-2009 ⁽⁵⁰⁶⁾. Pour preuve, l'activité militaire dans la province a diminué et le nombre de PDI a baissé. En 2014, environ 104 000 PDI sont rentrées chez elles ⁽⁵⁰⁷⁾. Cependant, la reprise socio-économique est lente, en partie en raison des dommages causés aux infrastructures agricoles ⁽⁵⁰⁸⁾.

Situation de la sécurité et des PDI dans les FATA

La situation dans les FATA est plus délétère que dans le Khyber Pakhtunkhwa. Les opérations militaires menées dans le Waziristan du Nord en 2014 ont provoqué une nouvelle vague de PDI ⁽⁵⁰⁹⁾, bien que leur nombre varie selon les sources. Le HCR estime qu'environ un demi-million de PDI ont fui les combats qui font rage dans le Waziristan du Nord ⁽⁵¹⁰⁾. L'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC) indique, toutefois, que le nombre de PDI est souvent sous-estimé et considère que plus de 900 000 PDI ont pu fuir à la suite des violences engendrées par les opérations Zarb-e-Azb (Waziristan du Nord) et Khyber I (Khyber). La majeure partie de ces personnes ne vit pas dans des camps pour personnes déplacées, mais s'installe dans des communautés d'accueil dans le Khyber Pakhtunkhwa. Certaines sont parties en Afghanistan ⁽⁵¹¹⁾.

Les PDI qui se préparent à retourner vivre dans les zones déclarées sûres rencontrent de multiples obstacles. Il existe de nombreux postes de contrôle, des zones sous couvre-feu et l'ordre est donné aux militaires de tirer à vue, ces derniers ne semblant pas toujours faire la différence entre les activistes et les civils, selon les PDI. De plus, les maisons ont été endommagées; les structures de santé et les installations éducatives font défaut; il y a pénurie d'eau et d'électricité et les débouchés commerciaux et les offres d'emploi sont limités ⁽⁵¹²⁾. Malgré cela, à la mi-mars 2015, les autorités pakistanaises ont dévoilé un plan de retour rapide des PDI dans leur foyer dans les FATA ⁽⁵¹³⁾. En mars 2015, des centaines de PDI sont retournées dans le Waziristan du Sud ⁽⁵¹⁴⁾.

2.3 Baloutchistan

La mort violente, en 2006, du leader nationaliste et chef tribal Nawab Akbar Bugti a déclenché des troubles. Depuis, les deux principaux groupes d'activistes, l'Armée de libération baloutche (ALB) et le Front de libération baloutche

⁽⁵⁰²⁾ PIPS, 2014, *Pakistan Security Report*, 2015, p. 14; CRSS, *Pakistan Conflict Tracker Report/Annual Security Report 2014*, 2015, p. 34; SATP, *FATA assessment – 2015*, n.d.

⁽⁵⁰³⁾ CRSS, *Pakistan Conflict Tracker Report/Annual Security Report 2014*, 2015, pp. 36-37.

⁽⁵⁰⁴⁾ SATP, *FATA assessment – 2015*, n.d.

⁽⁵⁰⁵⁾ SATP, *FATA timeline – 2015*, n.d.; SATP, *Khyber-Pakhtunkhwa Timeline – 2015*, n.d.

⁽⁵⁰⁶⁾ Landinfo, *Pakistan: Sikkerhetsrelaterte forhold i Khyber Pakhtunkhwa (KPK) og Federally Administered Tribal Areas (FATA)*, 8 November 2013; SATP, *Khyber-Pakhtunkhwa Assessment – 2015*, n.d.

⁽⁵⁰⁷⁾ IDMC, *Pakistan IDP Figures Analysis*, 31 March 2015.

⁽⁵⁰⁸⁾ IPS, *Barren Fields Recover From Taliban*, 30 December 2013.

⁽⁵⁰⁹⁾ Al Jazeera, *Pakistan's IDPs reach record one million*, 1 September 2014; Dawn, *Experts, politicians express concern over IDP crisis*, 16 July 2014.

⁽⁵¹⁰⁾ UNHCR, *2015 UNHCR country operations profile – Pakistan*, n.d.

⁽⁵¹¹⁾ IDMC, *Pakistan IDP Figures Analysis*, 31 March 2015.

⁽⁵¹²⁾ Dawn, *Bara IDPs hesitant to return home*, 13 December 2014.

⁽⁵¹³⁾ Dawn, *IDPs to start returning to their areas tomorrow*, 15 March 2015.

⁽⁵¹⁴⁾ Al Jazeera, *Pakistan's IDPs come home to the Taliban heartland*, 21 March 2015.

(FLB), ont lancé des attaques de plus en plus nombreuses contre des cibles gouvernementales et des colons penjabis. Les autorités ont réagi avec force. Selon un rapport de crise et une note d'information (2006, 2007) cités par l'ICG, les Frontier Corps ont enlevé, torturé et assassiné des centaines de sympathisants baloutches ⁽⁵¹⁵⁾. Parallèlement à ce soulèvement nationaliste, le Baloutchistan est également secoué par des violences sectaires. La communauté chiite locale, essentiellement composée de Hazaras, est de plus en plus la cible d'attentats terroristes. Entre 2003 et 2014, quelque 550 Hazaras ont perdu la vie dans ces violences, dont la plupart à Quetta. Le Lashkar-e-Jhangvi est généralement tenu pour responsable de ces incidents. Le nombre de morts a augmenté ces dernières années. Le 10 janvier 2013, une voiture piégée a tué plus de 100 chiites, tandis que le 17 février 2013, une autre bombe a fait plus de 80 morts dans les quartiers hazaras de Quetta ⁽⁵¹⁶⁾.

Le Baloutchistan a recensé 341 attentats terroristes en 2014, contre 487 l'année précédente (soit un recul de 30 %). 306 de ces attaques ont été commises par des groupes d'insurgés baloutches, essentiellement l'ALB, le FLB et de plus petits groupes comme l'Armée républicaine baloutche (ARB), l'Armée baloutche unie (ABU) et le Lashkar-e-Balochistan. La section baloutche du TPP et des groupes activistes connexes ont également perpétré des attentats terroristes, 20 au total, dont 15 avaient un caractère sectaire. Des groupes extrémistes, dont le Lashkar-e-Janghvi et le Sipah-e-Sahaba, ont lancé des attaques ciblées contre des Hazaras chiites. Quetta a été la ville la plus touchée par les terroristes, suivie par Dera Bugti. En plus des attentats terroristes, le Baloutchistan a également enregistré 13 attaques opérationnelles et 27 affrontements entre les forces de sécurité et des activistes, quelques attaques transfrontalières avec l'Iran et l'Afghanistan et 5 affrontements intratribaux (voir la section [2.1.5 Comparaison régionale de la violence](#)) ⁽⁵¹⁷⁾. En dehors des attentats terroristes, de façon générale, le nombre d'incidents violents a été inférieur de 20 % à celui de l'année précédente ⁽⁵¹⁸⁾.

Selon les sources, 105 ⁽⁵¹⁹⁾ ou 153 ⁽⁵²⁰⁾ corps ont été découverts dans différentes parties du Baloutchistan en 2014. L'identité de la plupart des victimes et de leurs assassins est inconnue ⁽⁵²¹⁾. Le SATP a constaté que la stratégie implacable des agences gouvernementales d'action secrète consistait à cibler les nationalistes baloutches et leurs sympathisants en menant des campagnes de «disparitions» et en pratiquant une politique consistant à «tuer et abandonner» les corps soit directement, soit en recourant à des sbires sectaires/extrémistes au Baloutchistan. Tel a particulièrement été le cas dans le sud de la province. Selon le SATP, des milliers de personnes ont disparu. L'abandon des cadavres s'est poursuivi en 2015 ⁽⁵²²⁾.

Le nombre élevé d'exécutions sommaires est l'un des principaux obstacles à la paix ⁽⁵²³⁾. Le nombre d'incidents et de victimes du terrorisme a diminué, passant de 960 en 2013 à 607 en 2014. Un nouveau groupe extrémiste baptisé Tazim-ul-Islam-al-Furqan (TIF) a émergé récemment et menace les écoles de filles. Le TIF a tué un enseignant en mai 2014 ⁽⁵²⁴⁾. Les combats au Baloutchistan sont généralement qualifiés d'insurrection de faible intensité ⁽⁵²⁵⁾.

Personnes déplacées internes (PDI)

En 2006, lorsque le président Pervez Musharraf a lancé une opération militaire dans les régions tribales de Marri et de Bugti, il a provoqué une vague de 100 000 PDI, qui ont fui dans les districts voisins ⁽⁵²⁶⁾. Ces dernières années, aucune augmentation massive du nombre de PDI n'a été constatée, bien que les chiffres varient. Une source évoque 5 000 PDI de Kech, de Punjgur et d'Awaran, qui semblent s'être établies dans des districts voisins au cours du second

⁽⁵¹⁵⁾ ICG, *Policing Urban Violence in Pakistan, Asia Report N° 255*, 23 January 2014.

⁽⁵¹⁶⁾ HRW, 'We Are The Walking Dead'. *Killings of Shia Hazara in Balochistan, Pakistan*, 30 June 2014, pp. 2-3; ICG, *Policing Urban Violence in Pakistan, Asia Report N° 255*, 23 January 2014.

⁽⁵¹⁷⁾ PIPS, *2014, Pakistan Security Report*, 2015, p. 16.

⁽⁵¹⁸⁾ CRS, *Pakistan Conflict Tracker Report/Annual Security Report 2014*, 2015, pp. 30-32.

⁽⁵¹⁹⁾ PIPS, *2014, Pakistan Security Report*, 2015, p. 16.

⁽⁵²⁰⁾ SATP, *Balochistan assessment – 2015*, n.d.

⁽⁵²¹⁾ PIPS, *2014, Pakistan Security Report*, 2015, p. 16.

⁽⁵²²⁾ SATP, *Balochistan assessment – 2015*, n.d.

⁽⁵²³⁾ AHCR, *Balochistan; 160 persons extra judicially killed, 510 disappeared and 50 decomposed bodies were found during 2013*, 8 January 2014.

⁽⁵²⁴⁾ SATP, *Balochistan assessment – 2015*, n.d.

⁽⁵²⁵⁾ Freedom House, *Freedom in the World 2011 — Pakistan*, 26 July 2011; International Affairs Review, *Pakistan's Baloch insurgency: History, conflict drivers and regional implications*, 2012.

⁽⁵²⁶⁾ Daily Times, *Comment: Balochistan unattended IDP crisis*, 31 October 2010; South Asians for Human Rights, *Internally Displaced Persons: a report on the fact finding mission to Balochistan in 2008*, 2008.

semestre de 2014 ⁽⁵²⁷⁾. Le SATP observe toutefois que l'insécurité au Baloutchistan et la poussée d'extrémisme que connaît la province a incité des dizaines de milliers de chiites, de zikris et d'hindous à émigrer vers d'autres régions du Pakistan ces dernières années ⁽⁵²⁸⁾.

2.4 Penjab

Au Penjab, la violence est nettement plus restreinte que dans la province du Sindh, dans les FATA et dans le Khyber Pakhtunkhwa ⁽⁵²⁹⁾. Le nombre d'attentats terroristes au Penjab (41) a été sensiblement le même en 2013 et en 2014, bien que le nombre de victimes ait considérablement augmenté. La capitale provinciale, Lahore, a subi les plus lourdes pertes ⁽⁵³⁰⁾. L'attaque la plus meurtrière a été l'attentat-suicide du 2 novembre, lors de la cérémonie du drapeau au poste-frontière de Wagah, qui a fait 60 morts ⁽⁵³¹⁾. En 2014, le Penjab a connu une hausse du nombre d'incidents violents et de morts par rapport à l'année précédente, bien que les sources ne s'accordent pas sur l'ampleur de cette hausse: 21 % ⁽⁵³²⁾ ou 156 % ⁽⁵³³⁾ (voir la section [2.1.5 Comparaison régionale de la violence](#)). Les incidents violents signalés incluent des attentats terroristes, des affrontements entre les forces de sécurité et des activistes, des incidents violents à caractère ethnique/politique, des affrontements sectaires, des actes de violence locale, des enlèvements et des tentatives d'assassinat dirigées contre des leaders politiques ⁽⁵³⁴⁾.

Les auteurs de la violence sont, notamment, le TTP qui a revendiqué l'assassinat de trois militants politiques chiites le 16 janvier 2015 à Rawalpindi. Une semaine plus tôt, huit chiites ont perdu la vie dans l'explosion d'une bombe dans un site religieux, un attentat perpétré par une organisation liée au TTP ⁽⁵³⁵⁾. En 2014, les talibans penjabis ont commis deux attentats. En septembre 2014, Muawiya a d'abord déclaré qu'il voulait déplacer ses activités du Pakistan vers l'Afghanistan ⁽⁵³⁶⁾ avant d'annoncer, quelques jours plus tard, qu'il renonçait entièrement à la lutte armée au Pakistan ⁽⁵³⁷⁾. Un groupe sectaire très craint est le Lashkar-e-Jhangvi qui, selon le SATP, exerce une influence considérable au Penjab ⁽⁵³⁸⁾. Son dirigeant, Malik Ishaq, accusé de plus de 100 assassinats à caractère sectaire, a été libéré de prison pour manque de preuves sur décision judiciaire en décembre 2014 ⁽⁵³⁹⁾.

Personnes déplacées internes (PDI)

Aucune personne déplacée n'est signalée au Penjab. En dépit de la paix relative dont jouit la province, on observe une tendance à la radicalisation de la population, en particulier dans le sud de la province, où des organisations déobandies renforcent leur influence ⁽⁵⁴⁰⁾.

2.5 Sindh

À Karachi, la violence s'est accrue ces dernières années. Entre 2008 et 2012, plus de 7 000 personnes ont été tuées dans les conflits ethno-politiques, terroristes, sectaires et criminels qui frappent la ville ⁽⁵⁴¹⁾.

Ainsi qu'il ressort du [Tableau 3](#), en 2014, la province du Sindh a enregistré le deuxième nombre le plus élevé de victimes du pays. Ces chiffres sont considérablement supérieurs à ceux de 2013. Représentant 93 % de toutes les

⁽⁵²⁷⁾ Sharnoff's Global Views, *The tragic status of IDPs in Balochistan*, 18 December 2014.

⁽⁵²⁸⁾ SATP, *Balochistan assessment – 2015*, n.d.

⁽⁵²⁹⁾ Landinfo, *Pakistan: Sikkerhetsrelaterte forhold — Balochistan, Sindh og Punjab*, 16 October 2013.

⁽⁵³⁰⁾ PIPS, *2014, Pakistan Security Report*, 2015, p. 22; CRSS, *Pakistan Conflict Tracker Report/Annual Security Report 2014*, 2015, pp. 42-44.

⁽⁵³¹⁾ Dawn, *TTP splinter groups claim Wagah attack: 60 dead*, 03 November 2014; Guardian (The), *Dozens killed at suicide attack at Pakistan-India border post*, 2 November 2014.

⁽⁵³²⁾ PIPS, *2014, Pakistan Security Report*, 2015, p. 23.

⁽⁵³³⁾ CRSS, *Pakistan Conflict Tracker Report/Annual Security Report 2014*, 2015, pp. 42-44.

⁽⁵³⁴⁾ PIPS, *2014, Pakistan Security Report*, 2015, p. 23.

⁽⁵³⁵⁾ SATP, *Punjab assessment – 2015*, n.d.

⁽⁵³⁶⁾ PIPS, *2014, Pakistan Security Report*, 2015; UK Home Office, *Country of Origin Information (COI) Report; Pakistan*, 9 August 2013.

⁽⁵³⁷⁾ Dawn, *Punjabi Taliban call off armed struggle in Pakistan*, 13 September 2014.

⁽⁵³⁸⁾ SATP, *Punjab assessment – 2015*, n.d.

⁽⁵³⁹⁾ Dawn, *Malik Ishaq's detention ends*, 23 December 2014; News International (The), *Lashkar-e-Jhangvi leader Malik Ishaq set to be freed*, 24 December 2014.

⁽⁵⁴⁰⁾ SISA, *The new frontiers: militancy and radicalism in Punjab*, 4 February 2013.

⁽⁵⁴¹⁾ USIP, *Conflict dynamics in Karachi*, 19 October 2012.

morts violentes de la province du Sindh, Karachi est la ville la plus touchée. Selon le CRSS, ceci est dû en partie à la taille de la ville et en partie à l'absence d'ordre public dans celle-ci. La forme la plus courante de violence (60 %) dans la province du Sindh est l'assassinat ciblé ⁽⁵⁴²⁾.

Une force dynamique importante est la lutte pour le pouvoir que se livrent actuellement les partis politiques des principaux groupes démographiques, à savoir le Muttahida Qaumi Movement (MQM, mohajir), l'Awami National Party (ANP, pachtoun) et le Parti du peuple pakistanais (PPP, sindhi). Les bras armés de ces diverses formations sont responsables d'assassinats de dirigeants politiques et de travailleurs ainsi que d'émeutes et d'affrontements meurtriers dans les villes ⁽⁵⁴³⁾. De plus, le TTP et les organisations qui y sont liées font des incursions à Karachi ⁽⁵⁴⁴⁾. Le 8 juin 2014, le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO) a attaqué l'aéroport Mohammad Ali Jinnah à Karachi, tuant 26 personnes. Le TTP a ultérieurement revendiqué cette attaque ⁽⁵⁴⁵⁾. Outre la violence politique, Karachi sert de base à plus de 200 bandes criminelles lourdement armées. Parfois, celles-ci mènent des attaques pour le compte des ailes armées des partis politiques ⁽⁵⁴⁶⁾.

En 2014, 248 attentats terroristes ont été recensés dans le Sindh, dont 217 à Karachi. Parmi les 203 civils tués, un nombre considérable étaient des chiïtes et des sunnites victimes d'assassinats ciblés à caractère sectaire. La violence sectaire à Karachi est essentiellement le fait de deux groupes ennemis, le Lashkar-e-Jhangvi et le Sipah-e-Muhammad Pakistan. Le TTP semble se concentrer sur l'assassinat de membres des forces de sécurité ⁽⁵⁴⁷⁾. Le 9 janvier 2014, un fonctionnaire de police de haut rang, Chaudry Aslam, qui dirigeait la cellule antiextrémiste du Criminal Investigation Department (CID) du Sindh et qui était une figure éminente de la lutte contre les activistes, a été tué par une bombe d'accotement à Karachi. Le TTP de Mohmand a revendiqué l'attentat ⁽⁵⁴⁸⁾. Un mois plus tard, les talibans ont attaqué un bus de la police, faisant 13 victimes. Outre les membres des forces de sécurité, les activistes frappent également diverses autres cibles à Karachi, notamment des leaders politiques, des journalistes, des responsables gouvernementaux et des membres de la société civile ⁽⁵⁴⁹⁾.

La violence ethno-politique entre membres de groupes politiques différents a baissé par rapport à 2012 et à 2013, en partie grâce aux opérations permanentes de sécurité menées par les agences répressives. À l'intérieur de la province du Sindh, 31 attentats terroristes ont été commis, essentiellement par des groupes nationalistes baloutches et sindhis. Les Baloutches sont particulièrement actifs dans le district de Kashmore. L'Armée de libération du Sindhi Desh (SDLA), un groupuscule nationaliste sindhi, a été impliquée dans des sabotages qui n'ont pas fait de victimes. Le TTP est responsable de huit incidents ⁽⁵⁵⁰⁾.

Le SATP attribue le grand nombre de pertes civiles à des attaques menées par des groupes sectaires comme le Sipah-e-Sahaba, le Lashkar-e-Jhangvi et le Sipah-e-Muhammad Pakistan, et à des assassinats ciblés entre activistes armés appartenant à des partis politiques rivaux (MQM, ANP et PPP). Des syndicats du crime, apparemment liés à des partis politiques, sont également cités. L'effet cumulé de ces différentes formes de violence a fait de Karachi «*la mégalopole la plus dangereuse*» du monde, selon un rapport de *Politique étrangère*, cité par le SATP ⁽⁵⁵¹⁾. Le 30 janvier 2015, une bombe a explosé dans un lieu de culte chiïte dans le district de Shikarpur, faisant 61 morts. Jundullah, un groupe dissident du TTP, a revendiqué l'attentat ⁽⁵⁵²⁾.

2.6 Azad Cachemire et Gilgit-Baltistan

Le territoire du Cachemire contrôlé par le Pakistan se compose de l'Azad Jammu-et-Cachemire (couramment appelé Azad Cachemire, AK ou AJK) et du Gilgit-Baltistan (GB), anciennement dénommés les Territoires du Nord. Les deux

⁽⁵⁴²⁾ CRSS, *Pakistan Conflict Tracker Report/Annual Security Report 2014*, 2015, pp. 46-49.

⁽⁵⁴³⁾ Lieven, A., *Pakistan, a hard country*, 2011, pp 303, 316; USIP, *Conflict dynamics in Karachi*, 19 October 2012.

⁽⁵⁴⁴⁾ BBC, *How the Taliban gripped Karachi*, 21 March 2013; New York, Times (The), *Killings Rise in Karachi as Taliban Target Police*, 11 August 2014.

⁽⁵⁴⁵⁾ AP, *Pakistani forces repel attack near Karachi airport*, 10 June 2014.

⁽⁵⁴⁶⁾ USIP, *Conflict dynamics in Karachi*, 19 October 2012.

⁽⁵⁴⁷⁾ PIPS, *2014, Pakistan Security Report*, 2015, p. 19.

⁽⁵⁴⁸⁾ Dawn, *Taliban bombing kills senior police officer Chaudhry Aslam*, 24 December 2014; News International (The), *SP CID Chaudhry Aslam martyred in Karachi bombing*, 10 January 2014.

⁽⁵⁴⁹⁾ PIPS, *2014, Pakistan Security Report*, 2015, p. 19.

⁽⁵⁵⁰⁾ PIPS, *2014, Pakistan Security Report*, 2015.

⁽⁵⁵¹⁾ SATP, *Sindh assessment – 2015*, n.d.

⁽⁵⁵²⁾ Pakistan Today, *61 Shias dead in Shikarpur imambargah bombing*, 30 January 2015.

régions jouissent d'une administration partiellement autonome. Cependant, l'influence du gouvernement et de l'armée pakistanaise est forte, en particulier dans l'Azad Cachemire. Ce dernier abrite une population d'environ cinq millions d'habitants, tandis que le Gilgit-Baltistan compte 2 millions d'habitants ⁽⁵⁵³⁾.

En mai 2013, des inconnus ont assassiné Sardar Arif Shahid, le président de l'All Parties National Alliance (APNA), un mouvement qui prône un Cachemire indépendant. Cet assassinat a provoqué des manifestations dans plusieurs villes. Les manifestants tenaient l'armée et l'ISI pour responsables du meurtre ⁽⁵⁵⁴⁾. Dans le passé, l'ISI a soutenu des groupes islamistes propakistanaise afin de marginaliser des mouvements indépendantistes comme le Front de libération du Jammu-et-Cachemire (JKLF) ⁽⁵⁵⁵⁾. Ces groupes radicaux incluaient le Lashkar-e-Taiba (LeT) et le Jaish-e-Muhammad (JeM) ⁽⁵⁵⁶⁾. Ces groupes, dont l'objectif principal est de combattre les troupes indiennes dans le Cachemire administré par l'Inde, a des douzaines de camps d'entraînement éparpillés dans l'Azad Cachemire ⁽⁵⁵⁷⁾. Le LeT et le JeM sont des groupes violents internationalement reconnus comme des organisations terroristes ⁽⁵⁵⁸⁾. Le LeT est tenu responsable de l'attentat terroriste de Mumbai en 2008 ⁽⁵⁵⁹⁾. Le JeM a été soupçonné d'être mêlé à une tentative d'assassinat contre le président Musharraf en 2003 ⁽⁵⁶⁰⁾.

Très peu d'attaques ont été recensées dans l'Azad Cachemire en 2014, bien qu'il y ait eu quelques attaques transfrontalières le long de la ligne de contrôle. Dans le Gilgit-Baltistan, des attaques à caractère sectaire ayant tué trois chiites ont été signalées ⁽⁵⁶¹⁾.

⁽⁵⁵³⁾ ACCORD, *Pakistan-administered Kashmir (Azad Kashmir and Gilgit-Baltistan) — COI Compilation*, 7 May 2012.

⁽⁵⁵⁴⁾ BBC, *Kashmiri's protest at killing of Sardar Arif Shahid*, 16 May 2013; Express Tribune (The), *Why they killed Arif Shahid*, 30 May 2013.

⁽⁵⁵⁵⁾ Lieven, A., *Pakistan, a hard country*, 2011, p. 189.

⁽⁵⁵⁶⁾ UK Home Office, *Country of Origin Information (COI) Report, Pakistan*, 9 August 2013.

⁽⁵⁵⁷⁾ Snedden, C., *The untold story of the people of Azad Kashmir*, 2012, pp. 196-198.

⁽⁵⁵⁸⁾ UK Home Office, *Country of Origin Information (COI) Report, Pakistan*, 9 August 2013.

⁽⁵⁵⁹⁾ Telegraph (The), *Pakistan details how Lashkar-e-Taiba 2008 Mumbai attack gunmen were trained*, 12 November 2012.

⁽⁵⁶⁰⁾ Lieven, A., *Pakistan, a hard country*, 2011, p. 192.

⁽⁵⁶¹⁾ PIPS, *2014, Pakistan Security Report*, 2015. Neither CRSS nor SATP mention any significant violence in AK. CRSS, *Pakistan Conflict Tracker Report/Annual Security Report 2014, 2015*; SATP (South Asia Terrorism Portal), *Jammu & Kashmir assessment – 2015*, n.d.

3. Situation en matière de droits de l'homme

3.1 Cadre juridique

3.1.1 Traités internationaux

Le Pakistan a ratifié les traités internationaux suivants:

- la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CCT);
- le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP);
- la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW);
- la Convention internationale sur l'élimination de toute forme de discrimination raciale (CERD);
- le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (CESCR);
- la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE);
- le Protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (CRC-OP-SC);
- la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées (CDPH) ⁽⁵⁶²⁾.

3.1.2 Législation nationale

La Commission nationale des droits de l'homme, inscrite dans la loi de 2012 par l'Assemblée nationale, n'avait toujours pas commencé ses travaux à la fin 2014 ⁽⁵⁶³⁾. La législation antiterroriste comprend la loi (modifiée) de 2014 sur la lutte contre le terrorisme [Anti-Terrorism (Amendment) Act] ⁽⁵⁶⁴⁾ et la loi de protection du Pakistan (Pakistan Protection Act, PPA), qui confère aux forces de sécurité de larges pouvoirs en matière d'arrestation et de détention ⁽⁵⁶⁵⁾. La loi de 2006 sur la protection des femmes (modification du droit pénal) vise à «*apporter aide et protection aux femmes contre les mauvais traitements et les abus de droit et à prévenir leur exploitation*» et pénalise le viol dans le code pénal pakistanais plutôt que dans les ordonnances relatives au *haddood*, en évitant ainsi aux femmes victimes d'un viol d'être accusées d'adultère ou de fornication (*zina*) ⁽⁵⁶⁶⁾.

Constitution

Pour le texte intégral et les amendements récents, voir la Constitution de la République islamique du Pakistan ⁽⁵⁶⁷⁾. Son préambule affirme les principes de démocratie, de liberté, d'égalité, de tolérance et de justice sociale, tels qu'ils sont énoncés par l'islam. Les droits des minorités religieuses et autres sont garantis. Les droits fondamentaux sont garantis et incluent l'égalité de statut (les femmes ont les mêmes droits que les hommes), la liberté de pensée, de parole et de culte, la liberté de la presse ainsi que la liberté de réunion et d'association ⁽⁵⁶⁸⁾. Le 18^e amendement, adopté en 2010, a transféré un certain nombre de compétences des ministères fédéraux aux gouvernements provinciaux ⁽⁵⁶⁹⁾.

Code pénal

Pour le texte intégral du code pénal pakistanais et ses amendements récents, voir le lien (code pénal, loi XLV de 1860) ⁽⁵⁷⁰⁾.

⁽⁵⁶²⁾ UN OCHCR, *Countries, Asia Region, Pakistan, Status of Ratifications*, n.d.

⁽⁵⁶³⁾ FCO, *Pakistan — Country of Concern*, 12 March 2015.

⁽⁵⁶⁴⁾ Pakistan, *Anti-Terrorism (Amendment) Act*, 2014.

⁽⁵⁶⁵⁾ HRW, *World Report 2015, Pakistan*, 29 January 2015, p. 418.

⁽⁵⁶⁶⁾ Pakistan, *Protection of Women (Criminal Laws Amendment) Act*, 2006.

⁽⁵⁶⁷⁾ Pakistan, *Constitution of the Islamic Republic of Pakistan*, 12 April 1973.

⁽⁵⁶⁸⁾ Pakistan, *Constitution of the Islamic Republic of Pakistan*, 12 April 1973.

⁽⁵⁶⁹⁾ Dawn, *Is there any hope for the 18th Amendment*, 6 December 2012.

⁽⁵⁷⁰⁾ Pakistan, *Penal Code (Act XLV 1860)*, 6 October 1860.

Citoyenneté

La loi de 1951 sur la citoyenneté pakistanaise (Pakistan Citizenship Act, 1951) affirme que la citoyenneté pakistanaise peut être obtenue: par naissance, par descendance, par immigration, par naturalisation ou par mariage ⁽⁵⁷¹⁾. La citoyenneté pakistanaise peut être acquise dans des circonstances spécifiques, comme: une femme étrangère mariée à un ressortissant pakistanais, des enfants mineurs (moins de 21 ans) de femmes pakistanaises mariées à un ressortissant étranger. Les enfants nés d'une mère pakistanaise et d'un père étranger après le 18 avril 2000 doivent être automatiquement traités comme des citoyens pakistanais. Les citoyens pakistanais qui acquièrent la nationalité d'un pays avec lequel il n'existe pas d'accord sur la double nationalité doivent renoncer à la nationalité pakistanaise. Le Pakistan a conclu des accords sur la double nationalité avec 16 pays ⁽⁵⁷²⁾.

Lois sur le blasphème

Tableau synoptique ⁽⁵⁷³⁾ des lois sur le blasphème (du code pénal pakistanais, modifié entre 1927 et 1986) et sanctions en cas d'infraction:

Code pénal pakistanais	Description	Sanction
298a	Utilisation de remarques désobligeantes, etc., à l'égard de personnes saintes	Trois ans d'emprisonnement ou une amende ou les deux
298b	Utilisation abusive d'épithètes, de descriptions et de titres, etc., réservés à certaines personnes ou lieux saints, par des ahmadis	Trois ans d'emprisonnement et une amende
298c	Un ahmadi se faisant passer pour musulman ou prêchant ou propageant sa foi ou offensant les sentiments religieux de musulmans, ou se présentant comme musulman	Trois ans d'emprisonnement et une amende
295	Injurier ou profaner des lieux de culte dans l'intention d'insulter la religion d'une catégorie de personnes	Jusqu'à deux ans d'emprisonnement ou une amende ou les deux
295a	Actes délibérés et malveillants destinés à offenser les sentiments religieux d'une catégorie de personnes en insultant leur religion ou leurs croyances religieuses	Jusqu'à dix ans d'emprisonnement ou une amende ou les deux
295b	Profaner, etc., le Saint Coran	Emprisonnement à vie
295c	Utilisation de remarques désobligeantes, etc., à l'égard du Saint Prophète	Mort et amende

Voir également la section [3.4 Situation des groupes religieux](#).

Droit de la famille et des personnes

L'ordonnance établissant les règles de la famille musulmane (1961) précise qu'«elle s'étend à tout le Pakistan et s'applique à tous les citoyens musulmans du Pakistan, où qu'ils se trouvent». L'ordonnance couvre le mariage, la polygamie, le divorce et l'entretien ⁽⁵⁷⁴⁾. La loi sur la dissolution des mariages musulmans (1939) énonce les motifs pour lesquels une femme peut divorcer de son mari ⁽⁵⁷⁵⁾. L'ordonnance relative à l'infraction de *zina* (application du *haddood*) (1979) définit un homme adulte comme un homme ayant atteint l'âge de 18 ans et une femme adulte comme une femme ayant atteint l'âge de 16 ans ou la puberté ⁽⁵⁷⁶⁾. Les ordonnances relatives au *haddood* pénalisent les relations sexuelles extraconjugales et plusieurs infractions liées à l'alcool, au jeu et aux biens et elles prévoient des châtiments coraniques, comme la lapidation à mort pour adultère, des peines de prison et des amendes. Les

⁽⁵⁷¹⁾ Pakistan, *Citizenship Act (The)*, 1951.

⁽⁵⁷²⁾ Directorate General of Immigration & Passports, (Pakistan), *Immigration*, n.d.

⁽⁵⁷³⁾ PHRG, *Rabwah: A place for martyrs?*, January 2007, p. 10.

⁽⁵⁷⁴⁾ Pakistan, *Muslim Family Laws Ordinance VIII*, 1961.

⁽⁵⁷⁵⁾ Pakistan, *Dissolution of Muslim Marriages Act*, 1939.

⁽⁵⁷⁶⁾ Pakistan, *Offence of Zina (Enforcement of Haddood) Ordinance (The)*, 1979, 10 February 1979.

autorités n'ont jamais appliqué la peine de mort par lapidation, en partie en raison des exigences strictes en matière de preuve ⁽⁵⁷⁷⁾. La loi sur le droit pénal (troisième amendement) (2011) interdit de refuser aux femmes d'hériter de biens par des moyens trompeurs ⁽⁵⁷⁸⁾.

Droits de propriété

La propriété, les titres, la vente, l'achat, la location de biens immobiliers et d'autres transactions de biens immobiliers au Pakistan sont régis par différentes lois, dont les plus importantes sont la loi sur le transfert de propriété (1882) (Transfer of Property Act), la loi sur les revenus fonciers (1967) (Land Revenue Act), la loi sur les droits de timbre (1899) (Stamp Act) et la loi sur l'enregistrement (1908) (Registration Act). Il existe également différentes législations et réglementations provinciales et municipales qui affectent les transactions immobilières au Pakistan ⁽⁵⁷⁹⁾.

3.2 Situation générale

3.2.1 Privation illégale de la vie

Selon certaines sources, il semble que les forces de sécurité aient commis des exécutions arbitraires et illégales, souvent en toute impunité; cela a notamment été le cas dans les provinces du Baloutchistan et du Sindh et au cours des opérations militaires menées dans les régions tribales du nord-ouest ⁽⁵⁸⁰⁾. Des militants et des groupes terroristes ont tué des centaines de personnes et en ont blessé des milliers en commettant des attentats à la bombe, des attentats-suicides et d'autres actes de violence. Des factions du Tehrik-e Taliban (TTP) se sont livrées à des fusillades et ont commis des attentats-suicides contre les forces de sécurité, des civils, des professionnels de la santé, des activistes et des journalistes. Des groupes nationalistes baloutches armés ont attaqué des membres des forces de sécurité et d'autres personnes pour des raisons d'appartenance ethnique ou politique ⁽⁵⁸¹⁾.

Pour en savoir plus, voir le [chapitre 2. Situation sur le plan de la sécurité](#).

3.2.2 Disparitions

Des disparitions – essentiellement d'hommes et de garçons ⁽⁵⁸²⁾ – se seraient produites dans presque toutes les régions du pays ⁽⁵⁸³⁾, y compris au Baloutchistan et dans le nord-ouest du Pakistan, ainsi que dans les provinces du Pendjab et du Sindh ⁽⁵⁸⁴⁾. En 2013, la Cour suprême a déclaré que le gouvernement devait retrouver les corps des victimes de disparition forcée; les autorités ont toutefois peu fait pour se conformer à cette obligation ⁽⁵⁸⁵⁾. Les chiffres officiels révèlent qu'au cours des cinq dernières années, 4 557 corps ont été retrouvés dans l'ensemble du Pakistan et que 266 n'ont pas été identifiés. En février 2015, la Cour suprême a instamment prié les gouvernements fédéral et provinciaux de coordonner leurs efforts afin de retrouver et d'identifier les personnes portées disparues ⁽⁵⁸⁶⁾.

3.2.3 Arrestation et détention arbitraires

La législation antiterroriste, à savoir la loi de protection du Pakistan (Pakistan Protection Act), a été adoptée en juillet 2014 et confère aux forces de sécurité de larges pouvoirs en matière d'arrestation et de détention ⁽⁵⁸⁷⁾. La PPA a été critiquée par Human Rights Watch (HRW) au motif qu'elle «*légitime la détention dans des endroits tenus*

⁽⁵⁷⁷⁾ Freedom House, *Freedom in the World 2013 — Pakistan*, n.d..

⁽⁵⁷⁸⁾ Pakistan, *Criminal Law (Third Amendment) Act*, 2011.

⁽⁵⁷⁹⁾ Marrium, Aujala, *Laws Related to Real Estate Business in Pakistan*, [weblog] posted on: 25 April 2014.

⁽⁵⁸⁰⁾ AI, *Annual Report 2014/15, Pakistan*, 25 February 2015, pp. 281-285; HRW, *World Report 2015, Pakistan*, 29 January 2015, p. 423; ALRC, *Pakistan: A call for an immediate intervention to stop extrajudicial killings, A written submission to the UN Human Rights Council by the Asian Legal Resource Centre*, 4 September 2014; HRC, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, p. 1.

⁽⁵⁸¹⁾ AI, *Annual Report 2014/15, Pakistan*, 25 February 2015, p. 282; US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2013, Pakistan*, 27 February 2014; US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽⁵⁸²⁾ HRW, *Pakistan: Impunity Marks Global Day for Disappeared*, 29 August 2014.

⁽⁵⁸³⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽⁵⁸⁴⁾ HRW, *Pakistan: Impunity Marks Global Day for Disappeared*, 29 August 2014; HRC, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, p. 1.

⁽⁵⁸⁵⁾ AI, *Annual Report 2014/15, Pakistan*, 25 February 2015, pp. 282-283; HRW, *World Report 2015, Pakistan*, 29 January 2015, pp. 422-423.

⁽⁵⁸⁶⁾ Express Tribune (The), *Gone without trace: SC urges joint efforts to trace missing persons*, 11 February 2015.

⁽⁵⁸⁷⁾ HRW, *World Report 2015, Pakistan*, 29 January 2015, p. 418.

secrets et accorde l'immunité aux forces de sécurité agissant de bonne foi»⁽⁵⁸⁸⁾. Sur le plan international, divers gouvernements se sont également inquiétés du fait que cette loi n'était pas conforme aux normes internationales en matière de droits de l'homme⁽⁵⁸⁹⁾. Selon le rapport 2014 du département d'État américain, «*il a été signalé que la police détenait des individus de façon arbitraire afin d'obtenir des pots-de-vin pour leur libération ou détenait des parents d'individus recherchés pour forcer les suspects à se rendre*»⁽⁵⁹⁰⁾.

3.2.4 Torture et autres traitements et peines cruels, inhumains et dégradants

Bien que la Constitution l'interdise, il n'existe aucune loi spécifique contre la torture. Les forces de sécurité, y compris les agences de renseignement, auraient eu recours à la torture et à de mauvais traitements durant la garde à vue⁽⁵⁹¹⁾. Parmi les faits de torture courants, on peut citer le *falaka* (frapper la plante des pieds avec un bâton); le *strappado inversé* (être pendu à un crochet et frappé à coups de pied et de poing, ce qui provoque la dislocation des épaules); l'arrachage des ongles; la suffocation; les décharges électriques; l'exposition à des températures extrêmes; l'écartement forcé des jambes avec des fers⁽⁵⁹²⁾. Selon Amnesty International (AI), la torture a été fréquemment utilisée pour obtenir des aveux de suspects⁽⁵⁹³⁾.

3.2.5 Peine de mort

En décembre 2014, à la suite de l'attaque menée par les talibans contre une école à Peshawar, qui a fait plus de 150 morts, les autorités pakistanaises ont partiellement levé un moratoire sur la peine de mort, en vigueur depuis 2008⁽⁵⁹⁴⁾. La levée de l'interdiction a permis de recourir à la peine capitale uniquement dans des affaires de terrorisme et selon Amnesty International et le SATP, au moins 24 personnes ont été exécutées pour des crimes liés au terrorisme depuis décembre 2014⁽⁵⁹⁵⁾. Amnesty International prétend que trois de ces exécutions ne concernaient pas des infractions liées au terrorisme⁽⁵⁹⁶⁾.

Le 10 mars 2015, le gouvernement a annoncé que les exécutions reprendraient pour tous les crimes passibles de la peine de mort⁽⁵⁹⁷⁾. Au Pakistan, plus de 8 000 prisonniers attendent dans le couloir de la mort et la loi autorise la peine capitale pour 28 infractions, dont le meurtre, le viol, la trahison et le blasphème⁽⁵⁹⁸⁾. Selon Amnesty International, 231 personnes ont été condamnées à mort au Pakistan en 2014⁽⁵⁹⁹⁾.

3.2.6 Conditions de détention et d'emprisonnement

Les conditions de vie dans certaines prisons et centres de détention sont extrêmement mauvaises, les problèmes étant notamment la surpopulation, des soins médicaux inadéquats, les mauvais traitements infligés aux détenus, du personnel mal formé et l'absence de mécanismes de reddition de comptes⁽⁶⁰⁰⁾. La majorité des prisonniers sont des personnes placées en détention provisoire⁽⁶⁰¹⁾. Les prisonniers issus de minorités religieuses sont généralement installés dans des locaux en moins bon état et font l'objet de mauvais traitements commis par d'autres détenus et par le personnel pénitentiaire⁽⁶⁰²⁾.

⁽⁵⁸⁸⁾ HRW, *Dispatches: Identifying Pakistan's 'Disappeared'*, 12 February 2015.

⁽⁵⁸⁹⁾ FCO, Human Rights and Democracy Report 2014, *Pakistan — Country of Concern*, 12 March 2015.

⁽⁵⁹⁰⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽⁵⁹¹⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015; HRC, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, pp. 80-81.

⁽⁵⁹²⁾ Foundation for Fundamental Rights, *Advocacy, Torture Advocacy*, n.d.; US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽⁵⁹³⁾ AI, *Pakistan: Two executions for non-terrorism offences a 'disturbing and dangerous' escalation*, 13 February 2015.

⁽⁵⁹⁴⁾ BBC News, *Pakistan ends death penalty suspension after seven years*, 10 March 2015.

⁽⁵⁹⁵⁾ AI, *Thousands at risk of execution after Pakistan's 'shameful retreat to the gallows'*, 10 March 2015; SATP, *Pakistan Assessment 2015*, n.d.

⁽⁵⁹⁶⁾ AI, *Thousands at risk of execution after Pakistan's 'shameful retreat to the gallows'*, 10 March 2015, see also BBC, *Justice at risk as Pakistan rushes convicts to the gallows*, 25 December 2014.

⁽⁵⁹⁷⁾ AI, *Thousands at risk of execution after Pakistan's 'shameful retreat to the gallows'*, 10 March 2015.

⁽⁵⁹⁸⁾ HRW, *Pakistan: Take Death Penalty Off the Table*, 12 March 2015.

⁽⁵⁹⁹⁾ AI, *Death Sentences and Executions in 2014*, 31 March 2015.

⁽⁶⁰⁰⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015; HRC, *State of Human Rights in 2013*, March 2013, p. 60.

⁽⁶⁰¹⁾ HRC, *State of Human Rights in 2013*, March 2013, p. 60.

⁽⁶⁰²⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015; ICG, *Reforming Pakistan's Prison System*, 12 October 2011, p. 15.

3.2.7 Accès aux instances chargées de l'application de la loi et à un procès équitable

Protection de l'État

Bien qu'il existe un système de justice pénale qui fonctionne, l'efficacité de la police varie sensiblement selon les districts, allant de raisonnablement bonne à inefficace ⁽⁶⁰³⁾. Le système policier du Pakistan connaît des défaillances graves dans différents domaines, comme l'équipement, la technologie, le personnel, la formation et la capacité de collecter des renseignements. Une grande partie des forces de police est considérée comme corrompue, inefficace et non professionnelle ⁽⁶⁰⁴⁾. Certains rapports signalent que la police s'abstient souvent de protéger les membres de minorités religieuses (voir la section 3.4) ⁽⁶⁰⁵⁾ et les femmes (voir la section 3.2.9) ⁽⁶⁰⁶⁾.

Les tribunaux civils, pénaux et familiaux tiennent des procès publics, appliquent la présomption d'innocence, réalisent des contre-interrogatoires et autorisent les recours. Les juridictions inférieures sont touchées par la corruption et soumises aux pressions politiques ⁽⁶⁰⁷⁾.

Système de justice tribale – *jirgas*

Une *jirga* traditionnelle (conseil tribal) traite de différentes questions qui concernent les habitants des régions tribales, comme les litiges fonciers et immobiliers, les héritages, les violations alléguées de l'honneur et les assassinats intratribaux et intertribaux. La *jirga* est une pratique répandue au sein du groupe ethnique des Pachtouns au Pakistan et en Afghanistan et elle constitue le mécanisme privilégié de règlement informel des litiges ou de justice parallèle. Selon le Frontier Crimes Regulation (règlement sur les crimes dans les zones frontalières) dans les FATA, la *jirga* est toujours le mécanisme formel pour dispenser la justice et régler les différends. Certaines décisions de la *jirga* ont entraîné des violations des droits humains, en particulier des droits des femmes et des minorités ethniques ou religieuses ⁽⁶⁰⁸⁾. Traditionnellement, les *jirgas* sont exclusivement composées d'hommes. Toutefois, en 2013, une *jirga* exclusivement féminine a été convoquée dans la vallée de la Swat, au Khyber Pakhtunkhwa ⁽⁶⁰⁹⁾. En dépit du fait qu'elles aient été déclarées illégales par la Haute Cour du Sindh, les *jirgas* continuent de fonctionner ⁽⁶¹⁰⁾.

Règlement des litiges fonciers

Les litiges fonciers sont courants dans les zones rurales et urbaines au Pakistan ⁽⁶¹¹⁾ et ils conduisent parfois à la violence et à la mort ⁽⁶¹²⁾. Au niveau du gouvernement local et au niveau fédéral, les tribunaux chargés des litiges fonciers ont un gros arriéré de dossiers, les magistrats sont peu qualifiés et se laissent corrompre. Dans les régions tribales du Pakistan, les *jirgas* statuent sur les litiges fonciers, mais pratiquent souvent une discrimination à l'égard des femmes et de leur droit à posséder des terres ⁽⁶¹³⁾.

Vendettas et règlement de litiges liés à l'honneur

Lorsque les litiges concernant des femmes et des biens fonciers surviennent, notamment dans les zones rurales et tribales, la tradition veut qu'ils soient souvent réglés par les *jirgas*. Les querelles familiales aboutissent parfois à donner des femmes pour indemniser un délit ou régler un litige (ce que l'on appelle *vani* ou *swara*). D'autres sanctions sévères dictées par les *jirgas* sont la peine de mort, les exécutions d'«honneur» ou les mariages *watta-satta* (échange de jeunes filles entre tribus) ⁽⁶¹⁴⁾.

⁽⁶⁰³⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015; HRC, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, pp. 57-60.

⁽⁶⁰⁴⁾ Hameed, Zulfiqar, 'Antiterrorism law', July 2012, p. 49; HRC, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, pp. 71-73.

⁽⁶⁰⁵⁾ US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013, Pakistan*, 28 July 2014; HRC, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, pp. 124-134.

⁽⁶⁰⁶⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽⁶⁰⁷⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽⁶⁰⁸⁾ Shinwari, N.A., *Understanding Jirga: Legality and Legitimacy in Pakistan's Federally Administered Tribal Areas*, 2011, pp. 37-38; HRC, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, p. 216.

⁽⁶⁰⁹⁾ BBC, *Pakistani women use jirga to fight for rights*, 25 July 2013.

⁽⁶¹⁰⁾ UN HRC, *National report submitted in accordance with paragraph 5 of the annex to Human Rights Council resolution 16/21: [Universal Periodic Review]: Pakistan*, 6 August 2012.

⁽⁶¹¹⁾ USAID, *Country profile, Property Rights and Resource Governance, Pakistan*, 21 September 2010, p. 9.

⁽⁶¹²⁾ Dawn, *Land disputes on the rise in capital*, 9 February 2012.

⁽⁶¹³⁾ USAID, *USAID Country profile, Property Rights and Resource Governance, Pakistan*, September 2010, p. 9.

⁽⁶¹⁴⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2013, Pakistan*, 27 February 2014; US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

Pour en savoir plus sur les crimes d'«honneur» et les mariages forcés, voir la section [3.2.9 Situation des femmes](#).

3.2.8 Situation des enfants

Selon l'Unicef, les enfants rencontrent des difficultés considérables au Pakistan: 1 enfant sur 10 ne survit pas à son cinquième anniversaire; 30 % des enfants souffrent de malnutrition chronique et n'ont pas accès à de l'eau potable et à des installations d'assainissement à la maison, en particulier dans les zones rurales; moins de 2,5 % du PIB (produit intérieur brut) du Pakistan sont consacrés à l'éducation ⁽⁶¹⁵⁾. Pour en savoir plus, voir la section [1.5 Éducation](#).

L'ordonnance relative à l'infraction du *zina* (application du *haddood*) (1979) déclare qu'un homme atteint l'âge adulte à 18 ans et une femme à 16 ans ou à la puberté ⁽⁶¹⁶⁾.

La violence à l'égard des enfants revêt diverses formes au Pakistan: châtiments corporels, abus sexuels, attaques à l'acide, pratiques traditionnelles néfastes comme le mariage d'enfants et les crimes d'honneur, enlèvements et traite des enfants et conflit armé ⁽⁶¹⁷⁾.

En 2012, près de 3 000 enfants âgés de moins de 19 ans ont été tués au Pakistan ⁽⁶¹⁸⁾. Dans une enquête de l'Unicef datant de 2014 et fondée sur des données recueillies entre 2005 et 2013, 30 % des filles mariées âgées de 15 à 19 ans ont déclaré avoir subi des violences physiques depuis l'âge de 15 ans, 24 % d'entre elles affirmant avoir subi des violences physiques au cours des 12 derniers mois. Parmi les filles mariées, 85 % des filles interrogées ont déclaré que leur époux était l'auteur des violences. Plus de la moitié des filles ayant subi des violences ne l'ont pas déclaré ⁽⁶¹⁹⁾.

Enfants illégitimes

Les relations sexuelles extraconjugales sont strictement interdites par les ordonnances relatives au *haddood* de 1979 ⁽⁶²⁰⁾, de sorte qu'avoir un enfant hors mariage provoque une stigmatisation sociale considérable au Pakistan ⁽⁶²¹⁾. Il est signalé que certains enfants nés en dehors des liens du mariage ont été tués peu après la naissance ⁽⁶²²⁾. Les enfants illégitimes sont qualifiés de *harami*, ce qui signifie «interdit par l'islam» ⁽⁶²³⁾. Ils n'ont droit à aucun héritage ⁽⁶²⁴⁾ et ne peuvent pas être enregistrés auprès de la NADRA (sauf s'ils ont été abandonnés ou pris en charge par un orphelinat agréé) sans fournir le nom du père ⁽⁶²⁵⁾.

Pour en savoir plus sur l'enregistrement des enfants illégitimes auprès de la NADRA dans le cadre d'une demande de CNIC, voir la section [1.9.1](#).

Travail des enfants

Le travail des enfants est répandu en raison de la faible application de la législation sur le travail des enfants (qui interdit d'employer des enfants de moins de 14 ans dans des travaux dangereux et limite leur temps de travail à sept heures en travail de jour) ⁽⁶²⁶⁾. Les ONG estimaient en 2013 que 11 à 12 millions d'enfants – dont la moitié de moins de 10 ans – travaillaient au Pakistan ⁽⁶²⁷⁾. Les métiers dans lesquels le travail des enfants est courant au Pakistan sont, notamment, l'agriculture, la briqueterie, la production de coton, la cueillette, l'élevage de bétail, la confection de nattes, le métier de chiffonnier, le travail dans des restaurants, le travail de la pierre et les petits ateliers. Il a été constaté que les enfants qui exercent ces métiers avaient une santé physique et mentale déficiente par rapport à ceux qui sont scolarisés à plein temps ⁽⁶²⁸⁾.

⁽⁶¹⁵⁾ Unicef, *Pakistan, Overview, Background*, n.d.

⁽⁶¹⁶⁾ Pakistan, *Offence of Zina (Enforcement of Haddood) Ordinance (The)*, 1979, 10 February 1979.

⁽⁶¹⁷⁾ SPARC, *State of Pakistan's children 2014*, n.d.

⁽⁶¹⁸⁾ Unicef, *Hidden in Plain Sight: A statistical analysis of violence against children*, September 2014, p. 37.

⁽⁶¹⁹⁾ Unicef, *Hidden in Plain Sight: A statistical analysis of violence against children*, September 2014, pp. 48, 50, 88.

⁽⁶²⁰⁾ Pakistan, *Offence of Zina (Enforcement of Haddood) Ordinance (The)*, 1979, 10 February 1979.

⁽⁶²¹⁾ DW, *Illegitimate newborns murdered and discarded*, 22 April 2014.

⁽⁶²²⁾ DW, *Illegitimate newborns murdered and discarded*, 22 April 2014; Al Jazeera, *Infanticide is on the rise in Pakistan*, 14 January 2014; Daily Times, *Illegitimate children in Pakistan*, 11 December 2014.

⁽⁶²³⁾ Al Jazeera, *Infanticide is on the rise in Pakistan*, 14 January 2014.

⁽⁶²⁴⁾ Daily Times, *Illegitimate children in Pakistan*, 11 December 2014.

⁽⁶²⁵⁾ UK Home Office, *Response to queries*, source: Khan and Piracha, 20 April 2015.

⁽⁶²⁶⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2013, Pakistan*, 27 February 2014.

⁽⁶²⁷⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2013*, March 2013, p. 191.

⁽⁶²⁸⁾ ILO, *IPEC, The effect of work on children's health: report of research on ten occupational sectors in Pakistan*, 2013.

Les enfants dans les conflits armés

Le recrutement d'enfants par des groupes armés, apparemment pour en faire des kamikazes ou des poseurs de bombes, a été signalé au Pakistan ⁽⁶²⁹⁾. Certains activistes ont proposé de l'argent et ont fait des promesses trompeuses pour forcer les parents à céder leurs enfants ⁽⁶³⁰⁾. En 2013, plusieurs enfants ont été arrêtés et détenus au Baloutchistan et dans les FATA pour participation présumée à des groupes armés ⁽⁶³¹⁾.

En décembre 2014, dans l'un des attentats les plus meurtriers perpétrés par les talibans pakistanais, 132 enfants ont été tués par des hommes armés à l'école publique de l'armée à Peshawar ⁽⁶³²⁾, dans ce qui a été qualifié par les talibans de représailles pour la poursuite des opérations militaires dans le Waziristan du Nord ⁽⁶³³⁾. Des attentats-suicides ont souvent causé la mort d'enfants ⁽⁶³⁴⁾.

Mariages d'enfants

Les mariages d'enfants sont très répandus au Pakistan, surtout dans les zones rurales reculées ⁽⁶³⁵⁾. Selon l'Unicef, en 2014 au Pakistan, 7 % des filles étaient mariées avant l'âge de 15 ans, tandis que 24 % l'étaient avant l'âge de 18 ans ⁽⁶³⁶⁾. L'enquête pakistanaise sur la santé et la démographie (PDHS) de 2012-2013 a constaté que, parmi les personnes interrogées, 7 % des hommes étaient mariés à 18 ans contre 35 ans des femmes ⁽⁶³⁷⁾. La loi sur l'interdiction du mariage d'enfants fixe l'âge minimal du mariage à 16 ans pour les filles et à 18 ans pour les garçons ⁽⁶³⁸⁾, alors que la loi sur l'interdiction du mariage d'enfants de la province du Sindh adoptée en avril 2014 interdit le mariage d'enfants de moins de 18 ans ⁽⁶³⁹⁾. Selon la PDHS, 8 % des filles âgées de 15 à 19 ans étaient déjà mères ou enceintes de leur premier enfant ⁽⁶⁴⁰⁾.

3.2.9 Situation des femmes

Au Pakistan, le statut des femmes varie selon la classe sociale, la religion, l'éducation, l'indépendance économique, la région et l'endroit (urbain ou rural), les valeurs culturelles et traditionnelles, la caste, le profil éducatif, l'état civil, le nombre d'enfants, etc. ⁽⁶⁴¹⁾. Les comportements patriarcaux et des stéréotypes profondément enracinés concernant le rôle et les responsabilités des femmes les soumettent à la discrimination et les maintiennent sous le contrôle de la famille et de la société ⁽⁶⁴²⁾.

Femmes célibataires/non accompagnées

Selon un représentant de la Commission des droits de l'homme du Pakistan (HRCP), en 2013, il était «*pratiquement impossible*» qu'une femme vive seule au Pakistan en raison des préjugés à l'égard des femmes et de leur dépendance financière vis-à-vis de leur famille ⁽⁶⁴³⁾. D'après un rapport, en 2010, la plupart des femmes des zones rurales vivaient avec leur famille et, de façon générale, il n'était pas socialement acceptable que les femmes vivent seules. Dans des zones urbaines, en particulier dans les grandes villes comme Karachi, Lahore ou Islamabad, des femmes éduquées, d'une classe sociale supérieure et qui travaillent jugeaient plus aisées de vivre seules ⁽⁶⁴⁴⁾, bien que cela soit toujours assez rare ⁽⁶⁴⁵⁾. Les sources consultées par la Commission canadienne de l'immigration et du statut de réfugié (IRBC)

⁽⁶²⁹⁾ UN Security Council, *Children in Armed Conflict*, 15 May 2014, p. 40.

⁽⁶³⁰⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽⁶³¹⁾ UN Security Council, *Children in Armed Conflict*, 15 May 2014, p. 40.

⁽⁶³²⁾ AI, *Annual Report 2014/15, Pakistan*, 25 February 2015, p. 282.

⁽⁶³³⁾ SPARC, *State of Pakistan's children 2014*, n.d., p. 1.

⁽⁶³⁴⁾ UN Security Council, *Children in Armed Conflict*, 15 May 2014, p. 40; SPARC, *State of Pakistan's children 2014*, n.d., p. 34.

⁽⁶³⁵⁾ SPARC, *State of Pakistan's children 2014*, n.d., p. 19.

⁽⁶³⁶⁾ Unicef, *State of the World's Children in 2014 in Numbers*, January 2014, p. 81.

⁽⁶³⁷⁾ NIPS, *Pakistan Demographic and Health Survey 2012-13*, December 2013, p. 64.

⁽⁶³⁸⁾ Pakistan, *Child Marriage Restraint Act, Act No. XIX of 1929*, 1929.

⁽⁶³⁹⁾ Sindh, *Child Marriage Restraint Act, 2013*, 28 April 2014.

⁽⁶⁴⁰⁾ NIPS, PDHS 2012-13, December 2013, p. 69.

⁽⁶⁴¹⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2011*, p. 156.

⁽⁶⁴²⁾ UN CEDAW, *Concluding observations on the fourth periodic report of Pakistan (11 February – 1 March 2013)*, 1 March 2013, paragraph 21.

⁽⁶⁴³⁾ IRBC, *Pakistan: Domestic violence, including effectiveness of the Protection of Women (Criminal Laws Amendment) Act, 2006; state protection and services available to victims*, 14 January 2013.

⁽⁶⁴⁴⁾ IRBC, *Pakistan: Circumstances under which a woman has the legal right to get a divorce through the courts (judicial divorce) through her own initiative; circumstances under which single women can live alone*, 17 November 2010.

⁽⁶⁴⁵⁾ IRBC, *Pakistan: Circumstances under which single women could live alone*, 4 December 2007.

en 2010 décrivait les difficultés rencontrées par des femmes célibataires pour louer un logement dans les zones urbaines, en évoquant les problèmes de sécurité et les contraintes sociales. Les femmes divorcées sont en butte à la stigmatisation et au rejet social ⁽⁶⁴⁶⁾.

Mariages forcés et arrangés

Selon le docteur Shakira Hussein, professeur associé à l'Australian National University, les mariages arrangés avec un partenaire de la même communauté ethnique sont une tradition dans tout le Pakistan, quel que soit le statut social ⁽⁶⁴⁷⁾. Certaines familles ont eu recours à la violence pour s'opposer à des mariages d'amour, notamment en enlevant leurs filles, en attaquant les proches des hommes et en obtenant l'aide de la police pour retrouver des partenaires qui s'étaient mariés sans l'accord de la famille ⁽⁶⁴⁸⁾. Les femmes étaient légalement libres de se marier sans le consentement de la famille, mais celles qui l'ont fait ont souvent été chassées ou risquaient d'être victimes de crimes d'«honneur» ⁽⁶⁴⁹⁾.

Les pratiques du *vani*, du *swara* et du mariage *watta-satta* – moyen coutumier de régler les différends ou les querelles entre les familles ou d'échanger des filles – persistent dans tout le Pakistan ⁽⁶⁵⁰⁾, en particulier dans les zones rurales et tribales ⁽⁶⁵¹⁾. Il a été signalé que des femmes et des filles chrétiennes et hindoues (environ 700 et 300, respectivement, chaque année ⁽⁶⁵²⁾) étaient converties de force à l'islam et mariées à des musulmans ⁽⁶⁵³⁾.

Voir aussi les sections [3.2.8 Mariages d'enfants](#) et [3.4 Situation des groupes religieux](#).

Relations extraconjugales

L'infraction du *zina* définit l'«adultère» et est couverte par l'ordonnance relative à l'infraction du *zina* (application du *haddood*) (1979), qui dispose qu'«un homme et une femme sont réputés avoir commis le *zina* lorsqu'ils ont volontairement eu des relations sexuelles sans être mariés l'un à l'autre». Le *zina* est passible du *hadd* (châtiment décrété par le Coran), à savoir la lapidation à mort ou 100 coups de fouet ⁽⁶⁵⁴⁾. Les autorités n'ont jamais appliqué la peine de mort par lapidation, en partie en raison des exigences strictes en matière de preuve ⁽⁶⁵⁵⁾, selon des informations de 2013. Cependant, dans de nombreuses régions rurales du Pakistan, les *jirgas* condamnent à mort les couples ou les femmes réputés avoir offensé la culture conservatrice. L'agence Reuters a rapporté que :

«Ces exécutions sont illégales au Pakistan, mais les forces de police sont faibles et les ignorent souvent. Même lorsque les affaires sont portées devant un tribunal, il peut se passer des années avant qu'elles ne soient jugées et le taux national de condamnations oscille entre 5 et 10 pour cent. Si les auteurs sont reconnus coupables, la famille de la victime peut leur pardonner – une faille de taille puisque les auteurs sont souvent la famille même de la victime» ⁽⁶⁵⁶⁾.

Les relations sexuelles entre des parties qui ne sont pas mariées sont considérées comme de la «fornication», qui est qualifiée de délit par la loi sur la protection des femmes (amendement du droit pénal) de 2006. Ce délit est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans et d'une amende n'excédant pas 10 000 roupies. Une accusation d'adultère doit être directement portée devant le tribunal. Porter de fausses accusations d'adultère et de fornication est un délit ⁽⁶⁵⁷⁾.

⁽⁶⁴⁶⁾ IRBC, *Pakistan: Circumstances under which a woman has the legal right to get a divorce through the courts (judicial divorce) through her own initiative; circumstances under which single women can live alone*, 17 November 2010.

⁽⁶⁴⁷⁾ MRT-RRT, *Country Advice Pakistan – PAK37665*, 17 November 2010.

⁽⁶⁴⁸⁾ Hong, Jack, 'Love marriages, women and rule of law in Pakistan', October 2009.

⁽⁶⁴⁹⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽⁶⁵⁰⁾ SPARC, *State of Pakistan's children 2014*, n.d., p. 21.

⁽⁶⁵¹⁾ ALRC, *Pakistan: The violence against women is continue to be rampant in spite of progressive laws*, 4 June 2014.

⁽⁶⁵²⁾ CLAAS, *Annual Report 2013*, n.d.

⁽⁶⁵³⁾ FiDH, *Minorities under attack: Faith-based discrimination and violence in Pakistan*, March 2015, p. 16; HRCP, *State of Human Rights in 2011*, p. 98.

⁽⁶⁵⁴⁾ Pakistan, *Offence of Zina (Enforcement of Hudood) Ordinance (The)*, 1979, 10 February 1979.

⁽⁶⁵⁵⁾ Freedom House, *Freedom in the World 2013 – Pakistan*, n.d..

⁽⁶⁵⁶⁾ Reuters, *Pakistani couple stoned to death for adultery; six arrested*, 17 February 2014.

⁽⁶⁵⁷⁾ Pakistan, *Protection of Women (Criminal Laws Amendment) Act*, 2006.

Violence sexuelle et violence fondée sur le genre

La violence à l'égard des femmes et des filles est un problème grave au Pakistan et comprend le viol, les crimes d'«honneur», les attaques à l'acide, la violence domestique et le mariage forcé ⁽⁶⁵⁸⁾. Le CEDAW a noté que la violence à l'égard des femmes et des filles avait augmenté dans les FATA, dans le Khyber Pakhtunkhwa et au Baloutchistan en raison des menaces et des attaques commises par des acteurs non étatiques et des représailles des militaires ⁽⁶⁵⁹⁾.

L'application de la loi sur la protection des femmes ⁽⁶⁶⁰⁾ est considérée comme médiocre et la police a parfois été impliquée dans des affaires de viol. Les statistiques relatives au viol ne sont pas fiables à tous les niveaux en raison d'un grave sous-signalage et de l'absence de système centralisé de collecte des données. Les poursuites dans le cas des viols signalés seraient rares ⁽⁶⁶¹⁾. Les victimes de viol qui ne remplissent pas les exigences élevées en matière de preuve – à savoir fournir le témoignage de quatre adultes de sexe masculin – risquent d'être poursuivies pour avoir eu des relations sexuelles extraconjugales ⁽⁶⁶²⁾.

Violence domestique

La violence domestique est répandue ⁽⁶⁶³⁾ et est généralement le fait des maris, pères et frères et de la belle-famille ⁽⁶⁶⁴⁾. Elle conduit parfois à la mort de la femme. La violence familiale inclut la torture, la défiguration et le rasage des sourcils et des cheveux des femmes ⁽⁶⁶⁵⁾. Selon le site du quotidien *The Independent*, les agressions à l'acide sont également «courantes» dans les affaires d'«honneur» au Pakistan ⁽⁶⁶⁶⁾. Les litiges relatifs à la dot et à la famille entraînent parfois la mort ou la défiguration par brûlure ou à l'acide ⁽⁶⁶⁷⁾.

Des lois sur la violence domestique (prévention et protection) ont été adoptées au niveau provincial dans le Sindh en mars 2013 ⁽⁶⁶⁸⁾ et au Baloutchistan en février 2014 ⁽⁶⁶⁹⁾. Les taux de condamnation pour violence domestique sont peu élevés ⁽⁶⁷⁰⁾. La loi sur le contrôle de l'acide et la prévention des délits à l'acide a été adoptée à l'unanimité par le Sénat en décembre 2011 ⁽⁶⁷¹⁾, mais les agressions à l'acide persistent ⁽⁶⁷²⁾.

Crimes d'honneur

La loi modifiant le code pénal pakistanais [Criminal Law (Amendment) Act] de 2004 comprend une disposition déclarant qu'un «*délit commis au nom ou sous couvert de l'honneur*» est défini comme «*un délit commis au nom ou sous couvert du karo kari, du siyah kari ou d'autres coutumes ou pratiques similaires*» ⁽⁶⁷³⁾. Selon le rapport 2014 du département d'État américain, «*La pratique du karo kari ou du siyah kari – un crime d'honneur prémédité qui survient lorsqu'une famille, une communauté, un tribunal tribal ou une jirga décide qu'un adultère ou un autre "crime d'honneur" a eu lieu – persiste dans tout le pays*» ⁽⁶⁷⁴⁾.

Environ mille affaires de crimes d'honneur par an ont été recensées dans les médias par le groupe de défense des droits des femmes, l'Aurat Foundation. Les chiffres véritables sont toutefois considérés comme nettement supérieurs ⁽⁶⁷⁵⁾. Les crimes d'honneur surviennent généralement lorsqu'un homme prétend qu'une femme a jeté le déshonneur sur la famille, par exemple en ayant des relations illicites ou en se mariant sans le consentement de la

⁽⁶⁵⁸⁾ HRW, *World Report 2015, Pakistan*, 29 January 2015.

⁽⁶⁵⁹⁾ UN CEDAW, *Concluding observations on the fourth periodic report of Pakistan (11 February – 1 March 2013)*, 1 March 2013, paragraph 13.

⁽⁶⁶⁰⁾ Pakistan, *Protection of Women (Criminal Laws Amendment) Act*, 2006.

⁽⁶⁶¹⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽⁶⁶²⁾ ICG, *Reforming the judiciary in Pakistan, Asia Report No 160*, 16 October 2008, p. 10; Open Trial, *Jailing the raped in Pakistan*, n.d.; Christian Science Monitor (The), *Pakistan grapples with discontent over rape prosecutions*, 2 March 2014.

⁽⁶⁶³⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽⁶⁶⁴⁾ HRCF, *State of Human Rights in 2012*, March 2013, p. 173.

⁽⁶⁶⁵⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽⁶⁶⁶⁾ Independent (The), *Parents who killed daughter with acid say it was her destiny*, 5 November 2012.

⁽⁶⁶⁷⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽⁶⁶⁸⁾ Express Tribune (The), *Celebrating milestones: With the domestic violence act, the hurly-burly's done, but the battle hasn't been won*, 1 April 2013.

⁽⁶⁶⁹⁾ Balochistan, *Domestic Violence (Prevention and Protection) Bill 2014 (The)*, 1 February 2014.

⁽⁶⁷⁰⁾ Express Tribune (The), *With dismal conviction rate, victims prefer to compromise*, 1 February 2015.

⁽⁶⁷¹⁾ Express Tribune (The), *Women-specific bills passed: Fourteen-year jail term for acid-throwers*, 12 December 2011.

⁽⁶⁷²⁾ HRCF, *State of Human Rights in 2013*, March 2013, p. 177; Asia Foundation, *Acid crimes a growing crisis in Pakistan*, October 2014.

⁽⁶⁷³⁾ Pakistan, *Criminal Law (Amendment) Act*, 2004.

⁽⁶⁷⁴⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽⁶⁷⁵⁾ Reuters, *Pakistani couple stoned to death for adultery; six arrested*, 17 February 2014.

famille, et englobent le meurtre (crime d'honneur), l'agression, l'attaque à l'acide, l'enfermement, l'emprisonnement, la brûlure et l'ablation du nez. Ces crimes sont plus courants dans les zones rurales, bien qu'ils se produisent également dans les zones urbaines. La majorité des victimes sont des femmes, même si des hommes sont aussi touchés ⁽⁶⁷⁶⁾.

Groupes/organisations de soutien

On dénombre 44 centres d'accueil pour femmes, gérés par le gouvernement au Pakistan ⁽⁶⁷⁷⁾. Un refuge temporaire [apportant un soutien pendant 24 à 72 heures ⁽⁶⁷⁸⁾, une assistance juridictionnelle, un traitement médical et des conseils] est fourni dans 26 centres de crise Shahid Benazir Bhutto financés par le gouvernement ⁽⁶⁷⁹⁾. Les victimes sont ensuite envoyées dans des centres d'accueil Dar ul Aman, gérés par les gouvernements provinciaux ⁽⁶⁸⁰⁾. De nombreux refuges gérés par le gouvernement souffrent d'une pénurie de personnel, d'espace et de ressources ⁽⁶⁸¹⁾. Selon les représentants des ONG Shirkat Gah et de la HCRP, les refuges privés (gérés par des ONG) sont réputés meilleurs que ceux qui dépendent du gouvernement ⁽⁶⁸²⁾.

Les sources ne s'accordent pas sur le nombre de postes de police (de 9 à 19) réservés aux femmes au Pakistan. Les postes de police réservés aux femmes sont considérés comme «pas très efficaces», trop peu nombreux et donc difficiles d'accès, manquant de ressources et dotés d'un personnel insuffisamment formé; la plupart des postes de police réservés aux femmes n'enregistrent pas les premiers rapports d'information (FIR) ⁽⁶⁸³⁾.

3.2.10 Situation des journalistes/blogueurs

Le Pakistan serait l'un des pays les plus dangereux pour les journalistes ⁽⁶⁸⁴⁾ et un grand nombre d'entre eux pratiquent l'autocensure ⁽⁶⁸⁵⁾. Au moins sept journalistes ont été assassinés en 2014 et de nombreux autres ont reçu des menaces de mort. Les talibans pakistanais ont publié une «liste des personnes à abattre» mentionnant plus de 20 journalistes et éditeurs dont les talibans estiment qu'ils dénaturent leurs messages ⁽⁶⁸⁶⁾. Les défenseurs de la liberté d'expression et les blogueurs recevraient également des menaces de mort ⁽⁶⁸⁷⁾; en 2012, les talibans pakistanais ont revendiqué l'attentat qui a blessé Malala Yousafzai, lauréate du prix Sakharov 2013 et colauréate du prix Nobel de la paix 2014, alors âgée de 15 ans, en raison de ses blogs «en faveur d'une éducation laïque» ⁽⁶⁸⁸⁾.

3.2.11 Situation des acteurs de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme

Les ONG opérant dans les zones où la violence est très présente comme les FATA, le Khyber Pakhtunkhwa et le Baloutchistan sont en butte à des menaces et à des attaques de groupes militants ⁽⁶⁸⁹⁾. Des écoles ont été attaquées ⁽⁶⁹⁰⁾, comme en décembre 2014, où 132 enfants ont été tués par des talibans pakistanais à l'école publique de l'armée à Peshawar ⁽⁶⁹¹⁾. Le personnel humanitaire est également visé. En 2014, 17 professionnels de la santé et 28 agents de sécurité ont été tués par des militants alléguant que la vaccination contre la polio était un complot occidental ⁽⁶⁹²⁾.

⁽⁶⁷⁶⁾ IRBC, *Pakistan: Honour killings targeting men and women*, 15 January 2013; HRCRP, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, pp. 219-219.

⁽⁶⁷⁷⁾ Shirkat Gah, 'Women's Rights in Pakistan — Status and Challenges', October 2012, p. 4.

⁽⁶⁷⁸⁾ Zia, M. and Butt, R., 'Pakistan NGO Alternative Report on CEDAW 2012', November 2012, p. 103.

⁽⁶⁷⁹⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽⁶⁸⁰⁾ Zia, M. and Butt, R., 'Pakistan NGO Alternative Report on CEDAW 2012', November 2012, p. 103.

⁽⁶⁸¹⁾ Zia, M. and Butt, R., 'Pakistan NGO Alternative Report on CEDAW 2012', November 2012, p. 103; US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽⁶⁸²⁾ IRBC, *Pakistan: Domestic violence, including effectiveness of the Protection of Women (Criminal Laws Amendment) Act, 2006; state protection and services available to victims*, 14 January 2013.

⁽⁶⁸³⁾ IRBC, *Pakistan: Domestic violence, including effectiveness of the Protection of Women (Criminal Laws Amendment) Act, 2006; state protection and services available to victims*, 14 January 2013.

⁽⁶⁸⁴⁾ FCO, *Human Rights and Democracy Report 2014, Pakistan — Country of Concern*, 12 March 2015.

⁽⁶⁸⁵⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽⁶⁸⁶⁾ FCO, *Human Rights and Democracy Report 2014, Pakistan — Country of Concern*, 12 March 2015.

⁽⁶⁸⁷⁾ Freedom House, *Freedom on the Net 2014 — Pakistan*, n.d., p. 631.

⁽⁶⁸⁸⁾ BBC, *Profile: Malala Yousafzai*, 10 December 2014.

⁽⁶⁸⁹⁾ Freedom House, *Freedom in the World 2014 — Pakistan*, n.d..

⁽⁶⁹⁰⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽⁶⁹¹⁾ AI, *Annual Report 2014/15, Pakistan*, 25 February 2015, p. 282.

⁽⁶⁹²⁾ FCO, *Human Rights and Democracy Report 2014, Pakistan — Country of Concern*, 12 March 2015.

3.3 Situation des minorités ethniques

Les principaux groupes ethniques du Pakistan sont les Penjabis (44,68 %), les Pachtouns (ou Pathans) (15,42 %), les Sindhis (14,1 %), les Sariakis (8,38 %), les Mohajirs (ou Muhajirs) (7,57 %), les Baloutches (3,57 %) et des minorités diverses (6,28 %) ⁽⁶⁹³⁾.

Le Minority Rights Group International a rappelé que les Penjabis, les Sindhis, les Pachtouns et les Baloutches étaient des groupes ethniques officiellement reconnus au Pakistan ⁽⁶⁹⁴⁾.

En outre, le Pakistan accueille près de 1,5 million de réfugiés afghans, l'une des populations de réfugiés les plus anciennes ⁽⁶⁹⁵⁾ au monde ⁽⁶⁹⁶⁾. 85,1 % des Afghans du Pakistan sont des Pachtouns, le reste étant composé de Tadjiks, d'Ouzbeks et d'autres groupes ethniques ⁽⁶⁹⁷⁾.

Bien que la Constitution prévoie l'égalité de tous les citoyens et interdise la discrimination fondée sur la race, la religion, la caste, la résidence ou le lieu de naissance, la société et le gouvernement ont créé des discriminations importantes fondées sur chacun de ces facteurs ⁽⁶⁹⁸⁾. Selon la Commission des droits de l'homme du Pakistan (HRCP), même si des minorités religieuses et ethniques sont régulièrement agressées et que certains groupes militants en revendiquent la responsabilité, le gouvernement n'est pas parvenu à poursuivre les responsables des incidents violents ⁽⁶⁹⁹⁾.

3.3.1 Les Baloutches

Le peuple baloutche est un groupe ethno-linguistique unique, vivant entre l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan, qui a été marginalisé tout au long de son histoire ⁽⁷⁰⁰⁾. La majorité du groupe est établie dans la province pakistanaise du Baloutchistan ⁽⁷⁰¹⁾, qui est la province la plus étendue mais la moins peuplée du pays ⁽⁷⁰²⁾. Il n'existe pas d'informations précises permettant de savoir si les Baloutches représentent ou non la majorité de la population de la province, étant donné que le dernier recensement est obsolète (il remonte à 1998) et ne couvre pas le facteur ethnique ⁽⁷⁰³⁾. Les Baloutches sont, dans une large mesure, des musulmans sunnites adeptes du rite hanafite ⁽⁷⁰⁴⁾.

Le Baloutchistan est la province la plus sous-développée du Pakistan, bien qu'elle soit la région la plus riche en ressources du pays. D'importants gisements de cuivre, d'uranium, d'or, de charbon, d'argent et de platine existent dans la région et le Baloutchistan produit également environ 36 % du gaz du Pakistan ⁽⁷⁰⁵⁾.

Les tensions entre le gouvernement central et les Baloutches remontent à l'indépendance du Pakistan en 1947 ⁽⁷⁰⁶⁾.

Des militants tribaux baloutches se battent pour obtenir une plus large autonomie politique et le contrôle des ressources minérales. À mesure que des infrastructures ont été construites pour exploiter les ressources naturelles considérables de la province, en particulier le gaz, le ressentiment à l'égard du gouvernement central s'est accru. Deux facteurs alimentent la frustration de la population locale. Tout d'abord, la population baloutche considère que sa

⁽⁶⁹³⁾ CIA, *The World Factbook: Pakistan*, updated 18 May 2015.

⁽⁶⁹⁴⁾ MRG, *World Directory of Minorities and Indigenous Peoples – Pakistan Overview*, updated September 2010.

⁽⁶⁹⁵⁾ Le HCR définit une situation de réfugié prolongée comme «une situation où les réfugiés se trouvent dans une zone grise pendant longtemps et sans espoir de solution. Leurs vies peuvent ne pas être en danger mais leurs droits fondamentaux et leurs besoins économiques, sociaux et psychologiques essentiels ne sont pas couverts après des années d'exil». Pour identifier les principales situations de réfugiés prolongées dans le monde en 2004, le HCR a utilisé la «mesure brute des populations comptant 25 000 réfugiés ou plus, qui ont vécu en exil pendant cinq années consécutives au moins dans des pays en développement». L'étude excluait les réfugiés palestiniens, qui relèvent du mandat de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et qui représentent la plus ancienne et la plus grande situation de réfugiés prolongée au monde. UNHCR, *Protracted Refugee Situations, Executive Committee of the High Commissioner's Programme, Standing Committee, 30th Meeting, UN Doc. EC/54/SC/CRP.14*, 10 June 2004.

⁽⁶⁹⁶⁾ UNHCR, *Country Operations Profile – Pakistan*, 2015.

⁽⁶⁹⁷⁾ UNHCR, *Solutions Strategy for Afghan Refugees to Support Voluntary Repatriation, Sustainable Reintegration and Assistance to Host Countries*, 2-3 May 2012, p. 41.

⁽⁶⁹⁸⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014*, Pakistan, 25 June 2015.

⁽⁶⁹⁹⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, p. 156.

⁽⁷⁰⁰⁾ UNPO, *Briefing Note: The Plight of the Baloch*, March 2015, p. 1.

⁽⁷⁰¹⁾ MRG, *World Directory of Minorities and Indigenous Peoples – Pakistan: Baluchis*, updated September 2010.

⁽⁷⁰²⁾ UNPO, *Briefing Note: The Plight of the Baloch*, March 2015, p. 1.

⁽⁷⁰³⁾ UNPO, *Briefing Note: The Plight of the Baloch*, March 2015, p. 1.

⁽⁷⁰⁴⁾ MRG, *World Directory of Minorities and Indigenous Peoples – Pakistan: Baluchis*, updated September 2010.

⁽⁷⁰⁵⁾ UNPO, *Briefing Note: The Plight of the Baloch*, March 2015, p. 2.

⁽⁷⁰⁶⁾ HRC, *Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organization in special consultative status [A/HRC/22/NGO/139]*, 22 February 2013, p. 2.

province est de plus en plus envahie par des migrants non indigènes attirés par ses débouchés économiques. Ensuite, le sentiment général est que le Baloutchistan ne reçoit qu'une infime partie des bénéfices tirés de l'exploitation de ses ressources ⁽⁷⁰⁷⁾.

Depuis le début des opérations militaires menées par les Frontier Corps et l'armée en 2005, le conflit s'est intensifié (voir aussi la section 2.3 Baloutchistan). Les forces de sécurité du Pakistan visent les Baloutches soupçonnés de participer au mouvement nationaliste baloutche, comme le Parti républicain baloutche, le Front national baloutche, le Mouvement national baloutche et l'Organisation des étudiants baloutches ⁽⁷⁰⁸⁾.

Selon Voice for Baloch Missing Persons (VBMP), une ONG qui documente les dossiers de personnes disparues, au cours des neuf premiers mois de 2013, 405 personnes ont disparu après avoir été arrêtées par des membres des agences de sécurité. VBMP a également recensé des cas d'exécutions sommaires de personnes disparues, en donnant les noms et adresses de 126 personnes tuées pendant leur détention après leur disparition ⁽⁷⁰⁹⁾.

Selon les données provenant de l'observation par le HRCP de 48 districts critiques du Pakistan, 129 nouveaux cas de disparition forcée ont été signalés en 2014, dont 106 concernaient neuf districts du Baloutchistan ⁽⁷¹⁰⁾.

Zahid Baloch, le président de l'Organisation des étudiants baloutches Azad, a été enlevé à Quetta le 18 mars 2014. Il a été emmené par des hommes armés en civil, qui ont été identifiés par la suite comme des membres des Frontier Corps. Il n'avait toujours pas été localisé à la fin de 2014 ⁽⁷¹¹⁾.

3.3.2 Les Hazaras

La théorie la plus largement admise concernant les origines des Hazaras est qu'il s'agit d'un peuple métissé descendant des Mongols. Certaines tribus mongoles ont atteint la Perse orientale et ce qui est aujourd'hui l'Afghanistan et se sont intégrées à la communauté indigène. Ce groupe a ensuite formé sa propre communauté, qui a donné naissance aux Hazaras ⁽⁷¹²⁾.

La communauté hazara du Pakistan est concentrée à Quetta et est estimée à quelque 500 000 individus, dont la grande majorité est de confession musulmane chiite ⁽⁷¹³⁾.

Selon Human Rights Watch (HRW), des groupes extrémistes sunnites s'en prennent à la communauté hazara à Quetta, en limitant ses mouvements, ce qui engendre des difficultés économiques et restreint l'accès à l'éducation et à l'emploi ⁽⁷¹⁴⁾. Comme l'a indiqué HRW, en 2012, près d'un quart des chiites tués par la violence sectaire au Pakistan appartenait à la communauté hazara du Baloutchistan, tandis qu'en 2013, environ la moitié des chiites tués au Pakistan étaient des Hazaras ⁽⁷¹⁵⁾.

Voir aussi les sections 2.3 Baloutchistan et 3.4.6 Les Hazaras.

3.3.3 Les Mohajirs

Les Mohajirs (littéralement les «réfugiés») sont des musulmans de langue ourdoue concentrés dans la province du Sindh ⁽⁷¹⁶⁾.

Leurs racines se trouvent dans des zones qui ne font pas partie du Pakistan actuel, la majorité d'entre eux étant originaires des régions septentrionales de l'Inde après la partition de l'Inde en deux États en 1947 ⁽⁷¹⁷⁾.

⁽⁷⁰⁷⁾ Reuters, *Pakistan violence*, last updated: 11 April 2013.

⁽⁷⁰⁸⁾ HRC, *Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organization in special consultative status [A/HRC/22/NGO/139]*, 22 February 2013, p. 2.

⁽⁷⁰⁹⁾ AHRC, *Pakistan: 126 extrajudicial killings, 400 disappearances in Balochistan*, 21 September 2013.

⁽⁷¹⁰⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, p. 101.

⁽⁷¹¹⁾ HRW, *World Report 2015, Country chapters, Pakistan*, 29 January 2015.

⁽⁷¹²⁾ Express Tribune (The), *Who are the Hazara?* 5 October 2011.

⁽⁷¹³⁾ BBC, *'Hell on Earth': Inside Quetta's Hazara community*, 1 May 2013; HRW, *Pakistan: Rampant Killings of Shia by Extremists — Disarm, Prosecute Militants, Protect Hazara Community*, 30 June 2014.

⁽⁷¹⁴⁾ HRW, *Pakistan: Rampant Killings of Shia by Extremists — Disarm, Prosecute Militants, Protect Hazara Community*, 30 June 2014.

⁽⁷¹⁵⁾ HRW, *'We are the Walking Dead', Killings of Shia Hazara in Balochistan, Pakistan*, 29 June 2014, p. 2.

⁽⁷¹⁶⁾ MAR, *Assessment for Mohajirs in Pakistan*, 31 December 2006.

⁽⁷¹⁷⁾ Dawn, *The evolution of Mohajir politics and identity*, 20 April 2014.

Il s'agit majoritairement de musulmans sunnites, bien qu'il y ait quelques chiïtes parmi eux. Cependant, leur identité n'est pas religieuse, mais se fonde sur leur statut d'«étranger». Les Mohajirs sont essentiellement représentés par le MQM et ses diverses factions ⁽⁷¹⁸⁾.

Voir aussi les sections 1.4.6 MQM et 2.5 Sindh.

3.3.4 Les réfugiés afghans

Le Pakistan abritait des millions de personnes déplacées à la fin 2014, y compris des réfugiés afghans ayant fui leur pays au cours des différentes phases du conflit armé qui a débuté en 1979 ⁽⁷¹⁹⁾. La majorité des Afghans sont arrivés en 1979 et en 1989, suivis par d'autres flux importants en 1985, en 1995 et en 1996 ⁽⁷²⁰⁾.

Le Pakistan n'est signataire ni de la Convention des Nations unies relative au statut des réfugiés de 1951 ni de son protocole de 1967 et ne dispose pas d'un cadre juridique et réglementaire pour gérer les réfugiés et les migrations ⁽⁷²¹⁾. Un accord tripartite entre les gouvernements du Pakistan et d'Afghanistan et le HCR régit le rapatriement volontaire des réfugiés afghans en Afghanistan ⁽⁷²²⁾. L'accord tripartite a été signé en 2007 et a été prorogé par la suite en 2010 et en 2013; il est valable jusqu'à la fin de 2015 ⁽⁷²³⁾.

Statistiques

Selon le HCR et le commissaire en chef aux réfugiés afghans du ministère des États et des régions frontalières (SAFRON), près de 1,5 million de réfugiés afghans enregistrés et environ 1 million d'Afghans non enregistrés séjournent au Pakistan à la fin de 2014 ⁽⁷²⁴⁾.

Selon le HCR, les données relatives aux réfugiés afghans enregistrés reposent sur un enregistrement réalisé en 2006-2007, faisant suite à un recensement des résidents afghans au Pakistan en 2005. L'enregistrement a été réalisé par l'Autorité pakistanaise chargée de l'enregistrement et des bases de données nationales, avec l'aide du HCR ⁽⁷²⁵⁾. Une majorité d'Afghans se trouvant au Pakistan (78 %) sont originaires de Nangarhar, Kaboul, Kunduz, Logar, Paktya, Kandahar et Baghlan ⁽⁷²⁶⁾.

Enregistrement

Les réfugiés enregistrés ont reçu des documents officiels – des cartes de preuve d'enregistrement fondées sur le recensement de 2005 – les autorisant à séjourner légalement dans le pays de façon temporaire ⁽⁷²⁷⁾. Selon le HCR, l'enregistrement et la délivrance des cartes de preuve d'enregistrement ont pris fin en 2007; les Afghans arrivés au Pakistan depuis 2005 n'ont pas pu s'enregistrer auprès du gouvernement pakistanaise (cependant, les nouveaux arrivants ont accès aux procédures de détermination du statut de réfugié conduites par le HCR dans le cadre de son mandat). La seule exception à la date limite d'enregistrement de 2005 a été accordée en 2010, lorsque des membres non enregistrés de la famille de titulaires d'une carte de preuve d'enregistrement ont pu se faire enregistrer également. Le renouvellement et la prolongation de la durée de validité des cartes de preuve

⁽⁷¹⁸⁾ MAR, *Assessment for Mohajirs in Pakistan*, 31 December 2006.

⁽⁷¹⁹⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, p. 335.

⁽⁷²⁰⁾ UNHCR, *Solutions Strategy for Afghan Refugees to Support Voluntary Repatriation, Sustainable Reintegration and Assistance to Host Countries*, 2-3 May 2012, p. 41.

⁽⁷²¹⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014*, Pakistan, 25 June 2015.

⁽⁷²²⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, p. 336.

⁽⁷²³⁾ UNHCR, *Agreement Between the Government of Islamic Republic of Pakistan, the Transitional Islamic State of Afghanistan and the United Nations High Commissioner for Refugees Governing the Repatriation of Afghan Citizens Living in Pakistan*, 2 August 2007; UNHCR, *Extension of the Agreement Between the Government of Islamic Republic of Pakistan, the Transitional Islamic State of Afghanistan and the United Nations High Commissioner for Refugees Governing the Repatriation of Afghan Citizens Living in Pakistan*, 7 May 2010; UNHCR, *Extension of the Agreement Between the Government of Islamic Republic of Pakistan, the Transitional Islamic State of Afghanistan and the United Nations High Commissioner for Refugees Governing the Voluntary Repatriation of Afghan Citizens Living in Pakistan*, 16 August 2013.

⁽⁷²⁴⁾ Représentant du ministère des États et de l'OIN hongrois, 4-14 November 2014; commissaire en chef aux réfugiés afghans, *interview de FFM réalisée par l'OIN hongrois*, 4-14 November 2014; représentant du HCR, *interview de FFM réalisée par l'OIN hongrois*, 4-14 November 2014. See also UNHCR, *Country Operations Profile – Pakistan*, 2015.

⁽⁷²⁵⁾ Représentant du ministère des États et des régions frontalières (SAFRON), *interview de FFM réalisée par l'OIN hongrois*, 4-14 November 2014; commissaire en chef aux réfugiés afghans, *interview de FFM réalisée par l'OIN hongrois*, 4-14 November 2014; représentant du HCR, *interview de FFM réalisée par l'OIN hongrois*, 4-14 November 2014; see also HRCP, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, p. 336.

⁽⁷²⁶⁾ UNHCR, *Solutions Strategy for Afghan Refugees to Support Voluntary Repatriation, Sustainable Reintegration and Assistance to Host Countries*, 2-3 May 2012, p. 42.

⁽⁷²⁷⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014*, Pakistan, 25 June 2015.

d'enregistrement délivrées antérieurement ont eu lieu en 2010-2011 et en 2014 ⁽⁷²⁸⁾. En 2014, la NADRA a enregistré 30 913 nouveau-nés liés à des détenteurs de cartes de preuve d'enregistrement et 8 454 enfants afghans de moins de 18 ans ont reçu des certificats de naissance ⁽⁷²⁹⁾.

Toutefois, selon le HCR, les données relatives à l'enregistrement ne sont pas totalement exactes, étant donné que tous les décès survenus dans la population réfugiée afghane ne sont pas enregistrés. De plus, environ 300 000 détenteurs d'une carte de preuve d'enregistrement n'ont pas renouvelé leur carte durant la campagne de renouvellement 2010-2011; certains d'entre eux sont probablement décédés, tandis que d'autres ont pu retourner en Afghanistan ou sont partis à l'étranger ⁽⁷³⁰⁾.

En décembre 2014, la NADRA a achevé le projet de renouvellement des cartes de preuve d'enregistrement des réfugiés afghans enregistrés dont les cartes avaient expiré à la fin de 2012 ⁽⁷³¹⁾. Les cartes de preuve d'enregistrement renouvelées sont valables jusqu'au 31 décembre 2015 ⁽⁷³²⁾.

Les détenteurs d'une carte de preuve d'enregistrement sont des personnes relevant de la compétence du HCR, qui jouissent de la liberté de mouvement et sont protégées contre le refoulement ⁽⁷³³⁾. Néanmoins, les Afghans non enregistrés ne bénéficient pas d'un statut protégé au Pakistan et sont couverts par le champ d'application de la loi de 1946 sur les étrangers ⁽⁷³⁴⁾.

Selon le commissaire en chef aux réfugiés afghans du SAFRON, les Afghans non enregistrés se trouvent dans une situation difficile au Pakistan. En l'absence de documents, ils ne peuvent pas s'identifier lorsqu'ils sont contrôlés par les forces de sécurité, ce qui les met en situation de vulnérabilité, en particulier dans les zones où se déroulent des opérations militaires. De plus, selon le commissaire en chef aux réfugiés afghans, ils ne sont pas couverts par le mandat du HCR et l'aide à la réinsertion du HCR ne leur est donc pas accessible ⁽⁷³⁵⁾.

Zones d'accueil

Le Khyber Pakhtunkhwa abrite le plus grand nombre d'Afghans au Pakistan, suivi par le Baloutchistan et le Penjab. On trouve également des réfugiés afghans dans le Sindh, à Islamabad et dans l'Azad Jammu-et-Cachemire ⁽⁷³⁶⁾.

Au total, 39 zones abritent des réfugiés afghans au Pakistan, la majorité d'entre eux se concentrant dans le Khyber Pakhtunkhwa. Selon le HCR, 33 % des réfugiés afghans enregistrés vivent dans des villages de réfugiés, tandis que les 67 % restants vivent dans des zones urbaines et semi-urbaines ⁽⁷³⁷⁾.

Le commissaire en chef aux réfugiés afghans du SAFRON a fourni les statistiques suivantes sur la localisation et la population des camps de réfugiés (tableau 4) ⁽⁷³⁸⁾:

Province/Territoire	Nombre de camps	Nombre de réfugiés vivant dans des camps	Nombre de réfugiés vivant en dehors des camps	Total
Khyber Pakhtunkhwa	28	491 178	505 669	996 847
Baloutchistan	10	81 920	241 552	323 472
Penjab	1	14 587	163 854	178 441

⁽⁷²⁸⁾ Représentant du HCR, *interview de FFM réalisée par l'OIN hongrois*, 4-14 November 2014.

⁽⁷²⁹⁾ HRCR, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, p. 337.

⁽⁷³⁰⁾ Représentant du HCR, *interview de FFM réalisée par l'OIN hongrois*, 4-14 November 2014.

⁽⁷³¹⁾ HRCR, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, p. 337.

⁽⁷³²⁾ Représentant du HCR, *interview de FFM réalisée par l'OIN hongrois*, 4-14 November 2014; US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽⁷³³⁾ Représentant du HCR, *interview de FFM réalisée par l'OIN hongrois*, 4-14 November 2014.

⁽⁷³⁴⁾ HRCR, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, p. 338.

⁽⁷³⁵⁾ Représentant du ministère des États et des régions frontalières (SAFRON), *interview de FFM réalisée par l'OIN hongrois*, 4-14 novembre 2014; commissaire en chef aux réfugiés afghans, *interview de FFM réalisé par l'OIN hongrois*, 4-14 November 2014.

⁽⁷³⁶⁾ UNHCR, *Solutions Strategy for Afghan Refugees to Support Voluntary Repatriation, Sustainable Reintegration and Assistance to Host Countries*, 2-3 May 2012, p. 42.

⁽⁷³⁷⁾ Représentant du HCR, *interview de FFM réalisée par l'OIN hongrois*, 4-14 novembre 2014.

⁽⁷³⁸⁾ Représentant du ministère des États et des régions frontalières (SAFRON), *interview de FFM réalisée par l'OIN hongrois*, 4-14 November 2014; commissaire en chef aux réfugiés afghans, *entretien de FFM réalisé par l'OIN hongrois*, 4-14 November 2014.

Province/Territoire	Nombre de camps	Nombre de réfugiés vivant dans des camps	Nombre de réfugiés vivant en dehors des camps	Total
Sindh	-	-	65 855	65 855
Islamabad	-	0	33 992	33 992
Azad Jammu-et-Cachemire (AJK)	-	0	6 437	6 437
Total	39	587 685	1 017 359	1 605 044

Tableau 4: Localisation et population des camps de réfugiés

Comme l'a indiqué le commissaire en chef aux réfugiés afghans du SAFRON, la fermeture occasionnelle des camps n'est pas une décision unilatérale du Pakistan, mais bien une décision tripartite prise par l'Afghanistan, le Pakistan et le HCR. Les camps sont généralement fermés pour des raisons de sécurité ou en cas de catastrophe naturelle mais parfois, la population du camp dépasse la zone désignée. Lorsqu'un camp est fermé, sa population peut choisir entre retourner volontairement en Afghanistan, aller dans un autre camp ou s'établir ailleurs dans le pays ⁽⁷³⁹⁾.

Attitude de la société à l'égard des réfugiés afghans

Le Pakistan accueille la population de réfugiés afghans depuis plus de trente ans. Le long séjour des réfugiés afghans fait non seulement peser une lourde charge sur le Pakistan, mais il a également entraîné un changement dans la perception de la problématique des réfugiés afghans au sein de la population locale ⁽⁷⁴⁰⁾.

Selon la HRCF, l'attaque contre l'école publique de l'armée à Peshawar en décembre 2014 «*a empoisonné le sentiment général même à l'égard des réfugiés afghans enregistrés*» ⁽⁷⁴¹⁾. Le Premier ministre du Khyber Pakhtunkhwa, Pervez Khattak, a qualifié la présence des réfugiés afghans et leurs déplacements de «*source de criminalité permanente*» et a demandé au gouvernement fédéral de renforcer son rôle dans le rapatriement des réfugiés afghans et de les confiner dans des camps en dehors de la province ⁽⁷⁴²⁾.

Rapatriement

Plusieurs délais ont été fixés pour le rapatriement complet des réfugiés afghans, le dernier expirant à la fin décembre 2015, conformément à la date d'expiration des cartes de preuve d'enregistrement ⁽⁷⁴³⁾.

Selon HRW, «*le gouvernement pakistanais est légitimement compétent pour expulser les migrants sans-papiers, mais il devrait donner à ceux qui craignent des persécutions en cas de retour la possibilité d'introduire des demandes d'asile et, en tout état de cause, les traiter avec dignité*» ⁽⁷⁴⁴⁾. Entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2015, un total de 4 519 ressortissants afghans sans-papiers ont été expulsés via Torkham, ce qui représente une augmentation considérable par rapport aux 328 personnes expulsées au cours de la même période en 2014 ⁽⁷⁴⁵⁾. Cependant, rien n'indique que le Pakistan ait renvoyé de force des réfugiés enregistrés en Afghanistan en 2014 ⁽⁷⁴⁶⁾.

Le HCR organise un programme de rapatriement volontaire, qui n'est ouvert qu'aux réfugiés afghans enregistrés détenteurs d'une carte de preuve d'enregistrement en cours de validité. En 2014, au total, 12 991 réfugiés afghans enregistrés (2 684 familles) sont rentrés en Afghanistan dans le cadre du programme de rapatriement volontaire, ce qui est considéré comme le chiffre le plus bas des retours annuels soutenus par le HCR des 11 dernières années ⁽⁷⁴⁷⁾.

⁽⁷³⁹⁾ Représentant du ministère des États et des régions frontalières (SAFRON), interview de FFM réalisée par l'OIN hongrois, 4-14 November 2014; commissaire en chef aux réfugiés afghans, interview de FFM réalisée par l'OIN hongrois, 4-14 November 2014.

⁽⁷⁴⁰⁾ UNHCR, *Solutions Strategy for Afghan Refugees to Support Voluntary Repatriation, Sustainable Reintegration and Assistance to Host Countries*, 2-3 May 2012, p. 41.

⁽⁷⁴¹⁾ HRCF, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, p. 339.

⁽⁷⁴²⁾ Dawn, *CM concerned at free movement of Afghan refugees in KP*, 31 December 2014.

⁽⁷⁴³⁾ HRCF, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, p. 335.

⁽⁷⁴⁴⁾ HRW, *Stop Forced Returns of Afghans*, 22 February 2015.

⁽⁷⁴⁵⁾ UNHCR, *Afghanistan; Volrep and Border Monitoring Monthly Update; 01 January-31 March 2015*, 31 March 2015, p. 6.

⁽⁷⁴⁶⁾ HRCF, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, p. 338.

⁽⁷⁴⁷⁾ HRCF, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, p. 338.

Selon le HCR, le faible taux de retour en 2014 peut être attribué à la prolongation des cartes de preuve d'enregistrement jusqu'en décembre 2015 au Pakistan, à l'incertitude et aux préoccupations concernant la sécurité durant la période transitoire en Afghanistan. L'hésitation liée au retour peut être dictée par des facteurs économiques et la capacité d'absorption limitée de l'Afghanistan ⁽⁷⁴⁸⁾.

Le HCR gère des centres de rapatriement volontaire (VRC) à Chamkani, à Peshawar et à Baleli Quetta, au Baloutchistan, où des réfugiés désireux de rentrer en Afghanistan sont traités et reçoivent un formulaire de rapatriement volontaire (VRF). À leur retour en Afghanistan, les rapatriés sont aidés dans cinq centres d'encaissement situés à Samarkhel (Nangarhar), à Kaboul (Kaboul), à Gardez (Paktya), à Jamal Mayna (Kandahar) et à Herat (Herat). Dans les centres d'encaissement, tous les réfugiés afghans munis d'un VRF reçoivent environ 200 USD par personne (entre 30 et 70 USD pour le transport et 150 USD comme aide à l'intégration à court terme) et tous les enfants de moins de cinq ans sont vaccinés contre la polio et la rougeole ⁽⁷⁴⁹⁾.

Au cours du premier trimestre de 2015, au total, 11 489 réfugiés afghans ont quitté le Pakistan pour rentrer en Afghanistan dans le cadre du programme de retour assisté du HCR. Cette tendance représente une hausse significative par rapport aux 2 346 réfugiés afghans rapatriés au cours de la même période en 2014 ⁽⁷⁵⁰⁾.

L'augmentation récente du nombre d'Afghans rapatriés du Pakistan semble en rapport avec la coercition exercée par les gouvernements locaux depuis l'attaque menée en décembre 2014 par les talibans pakistanais contre une école à Peshawar ⁽⁷⁵¹⁾.

Cet attentat a entraîné l'adoption d'une série de mesures par les autorités pakistanaises et, en particulier, la police. Selon les informations reçues, les réfugiés seraient en butte à des difficultés croissantes, telles que des arrestations, des placements en détention, la résiliation de contrats de bail par des propriétaires fonciers locaux, la fermeture d'entreprises, des extorsions et du harcèlement par la police locale. Les zones les plus fortement touchées sont l'Azad Jamu-et-Cachemire (essentiellement le district de Mirpur) et le Khyber Pakhtunkhwa (essentiellement les districts de Haripur et de Peshawar), mais des actes de harcèlement et des arrestations arbitraires ont également été signalés au Penjab et à Karachi ⁽⁷⁵²⁾.

3.4 Situation des groupes religieux

3.4.1 Introduction générale

Le Pakistan est un pays qui compte de nombreuses religions différentes: musulmans, ahmadis, hindous, chrétiens et sikhs. Au sein de la religion musulmane, il existe différentes dimensions de l'identité musulmane et de l'intensité religieuse ⁽⁷⁵³⁾. Le Pakistan comprend un ensemble extrêmement varié de sectes et de sous-sectes de l'islam. Compte tenu des différences régionales, ethniques et linguistiques, l'islam est utilisé par le gouvernement comme l'élément unificateur ⁽⁷⁵⁴⁾. Cependant, on dénombre de multiples interprétations de l'islam au Pakistan, qui entraînent des affrontements entre les tenants des différentes conceptions de la religion ⁽⁷⁵⁵⁾, et l'État a mis à mal sa propre stratégie tendant à l'unité nationale en imposant une conception particulière de la religion à la société à différents moments ⁽⁷⁵⁶⁾.

Les statistiques officielles, citées par la CIA, indiquent que 96,4 % des quelque 193 millions de citoyens pakistanais sont musulmans. Parmi eux, selon différentes estimations, entre 75 % ⁽⁷⁵⁷⁾ et 90 % ⁽⁷⁵⁸⁾ sont sunnites et entre

⁽⁷⁴⁸⁾ UNHCR, *Afghanistan; Volrep and Border Monitoring Monthly Update; 01 January – 31 December 2014*, 31 December 2014, p. 1.

⁽⁷⁴⁹⁾ UNHCR, *Afghanistan; Volrep and Border Monitoring Monthly Update; 01 January-31 March 2015*, 31 March 2015, p. 2.

⁽⁷⁵⁰⁾ UNHCR, *Afghanistan; Volrep and Border Monitoring Monthly Update; 01 January-31 March 2015*, 31 March 2015, p. 1.

⁽⁷⁵¹⁾ HRW, *Stop Forced Returns of Afghans*, 22 February 2015.

⁽⁷⁵²⁾ UNHCR, *Afghanistan; Volrep and Border Monitoring Monthly Update; 01 January-31 March 2015*, 31 March 2015, p. 1.

⁽⁷⁵³⁾ Professeur assistant à la National Defence University, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, Islamabad, 11 March 2013.

⁽⁷⁵⁴⁾ Khan, Saleem, *Religious Nationalism and Sectarianism in Pakistan*, 4 June 2008.

⁽⁷⁵⁵⁾ Cohen, Stephen, *The Idea of Pakistan*, 2004, p. 197.

⁽⁷⁵⁶⁾ Khan, Saleem, *Religious Nationalism and Sectarianism in Pakistan*, 4 June 2008.

⁽⁷⁵⁷⁾ US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013 – Pakistan*, 28 July 2014; BAMF, *Lage der Religionsgemeinschaften in ausgewählten islamischen Ländern*, August 2011.

⁽⁷⁵⁸⁾ CIA, *The World Factbook: Pakistan*, updated 18 May 2015.

10 %⁽⁷⁵⁹⁾ et 25 %⁽⁷⁶⁰⁾ sont chiites⁽⁷⁶¹⁾. Les autres religions sont les hindous, les chrétiens, les parsis/zoroastriens, les baha'is, les sikhs, les bouddhistes, les musulmans ahmadis, les kalashas, les kihals et les jaïns, qui représentent, selon les estimations, 5 % de la population⁽⁷⁶²⁾. À Islamabad, la British High Commission avance les estimations suivantes: environ 1,5 % de chrétiens – qui déclarent officiellement représenter près de 3 % de la population –, 1,5 % d'hindous et 0,6 % d'autres⁽⁷⁶³⁾. Lors d'une interview donnée à Islamabad, le secrétaire du ministère de l'harmonie interconfessionnelle nationale de l'époque (ministère dissous et intégré dans le ministère des affaires religieuses en juin 2013) estimait que les minorités non musulmanes représentaient ensemble environ 10 millions de personnes, soit quelque 4 millions de chrétiens, 3 millions d'hindous et 20 000 sikhs⁽⁷⁶⁴⁾.

Le nombre de non-musulmans au Pakistan a considérablement baissé. Lorsque l'État a été fondé, ils représentaient 29 % de la population; en 1970, ce pourcentage était tombé à 10 % et, lors du dernier recensement de 1988, la population ne comptait plus qu'environ 3 % de non-musulmans. Dans les entretiens avec des représentants des groupes religieux, ces derniers soulignent qu'il est difficile de déterminer si cette évolution est essentiellement due à des conversions, à l'émigration ou à une croissance démographique différente. Ils soupçonnent que le pourcentage des minorités a été ajusté à la baisse lors du recensement afin de leur accorder une représentation politique moindre⁽⁷⁶⁵⁾.

Lois antiahmadis et lois sur le blasphème

En dépit des dispositions constitutionnelles et des mesures de protection légales autorisant les minorités à professer et à pratiquer leurs croyances religieuses librement, d'autres dispositions de la Constitution et de la législation restreignent ce droit⁽⁷⁶⁶⁾. La principale restriction est ce que l'on appelle les «lois sur le blasphème» et les dispositions «antiahmadis» qui seront examinées en détail ci-après. Ces lois restreignent la liberté d'expression et de culte des minorités. Néanmoins, du fait des «lois sur le blasphème», la liberté d'expression en matière religieuse est également restreinte pour la population musulmane majoritaire, étant donné que les accusations de blasphème la concernent également⁽⁷⁶⁷⁾.

Le droit pénal pakistanais impose des sanctions pour blasphème, qui sont énumérées à la section [3.1.2 Lois sur le blasphème](#). L'article 295 C – insulte au Prophète – prévoit la peine capitale, qui n'a jamais été appliquée pour blasphème⁽⁷⁶⁸⁾. Cependant, si la peine capitale est infligée, une longue incarcération peut en découler⁽⁷⁶⁹⁾. Une peine pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement à vie peut être prononcée en application de l'article 295 B (profanation du Coran) et une peine pouvant aller jusqu'à 10 ans d'emprisonnement peut être infligée au titre de l'article 295 A (insulte aux sentiments religieux)⁽⁷⁷⁰⁾. L'article 295 B et l'article 295 C du code pénal sont souvent appelés «lois antiahmadis» (voir la section [3.4.2 Les ahmadis](#)).

Dans les affaires relevant de l'article 295 A et B, une mise en liberté sous caution est normalement accordée. En cas d'accusations relevant de l'article 295 C (insulte au Prophète), il est courant qu'aucune mise en liberté sous caution ne soit accordée⁽⁷⁷¹⁾. Lors du procès, une condamnation est fréquemment prononcée dans ces affaires, laquelle est généralement annulée en appel⁽⁷⁷²⁾ ou est commuée, de sorte que la peine capitale imposée par l'article 295 C peut être commuée en peine d'emprisonnement à vie (limitée à 25 ans dans les faits)⁽⁷⁷³⁾. Davantage d'affaires s'achèvent sur un acquittement ou un abandon des charges que sur une condamnation. Relativement peu

⁽⁷⁵⁹⁾ CIA, *The World Factbook: Pakistan*, updated 18 May 2015.

⁽⁷⁶⁰⁾ US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013 – Pakistan*, 28 July 2014, BAMF, *Lage der Religionsgemeinschaften in ausgewählten islamischen Ländern*, August 2011.

⁽⁷⁶¹⁾ CIA, *The World Factbook: Pakistan*, updated 18 May 2015.

⁽⁷⁶²⁾ US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013 – Pakistan*, 28 July 2014.

⁽⁷⁶³⁾ UK Home Office, *Country Information and Guidance, Pakistan: Religious Freedom*, 14 July 2014.

⁽⁷⁶⁴⁾ Secrétaire du ministère national de l'harmonie, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 15 March 2013.

⁽⁷⁶⁵⁾ Représentants de la Commission nationale de la justice et de la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013; représentants de la Pakistan Interfaith League, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 11 March 2013.

⁽⁷⁶⁶⁾ US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013 – Pakistan*, 28 July 2014.

⁽⁷⁶⁷⁾ Représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013.

⁽⁷⁶⁸⁾ HRW, *World Report 2015 – Pakistan*, 29 January 2015; UK Home Office, *Country Information and Guidance, Pakistan: Religious Freedom*, 14 July 2014.

⁽⁷⁶⁹⁾ USCIRF, *2013 Annual Report*, 30 April 2013.

⁽⁷⁷⁰⁾ US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013 – Pakistan*, 28 July 2014.

⁽⁷⁷¹⁾ Représentant de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013.

⁽⁷⁷²⁾ Représentants de la Commission des droits de l'homme du Pakistan, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 9 March 2013.

⁽⁷⁷³⁾ Expert local, *courriel*, contacté par BFA Staatendokumentation, 2 November 2012.

de personnes sont emprisonnées en application des lois sur le blasphème. Une raison en est que ces accusations ne reposent généralement pas sur des faits, mais résultent de litiges ⁽⁷⁷⁴⁾, la plupart des plaintes pour blasphème paraissant découler de griefs personnels ou être utilisées pour intimider des personnes vulnérables ⁽⁷⁷⁵⁾.

Aux termes de la loi sur le blasphème, il est très facile d'accuser quelqu'un de blasphème ⁽⁷⁷⁶⁾. Le libellé de la loi est vague et les abus sont donc aisés. Bien que la loi impose comme mesure de protection légale qu'une enquête soit menée par un officier supérieur avant qu'une accusation ne soit portée, cette disposition n'a pas été appliquée de manière homogène. Selon certaines sources, le gouvernement n'a pas empêché que des abus se produisent au titre de la loi sur le blasphème ⁽⁷⁷⁷⁾. Néanmoins, relativement peu de cas sont signalés chaque année. Les accusations de blasphème avaient baissé ces dernières années ⁽⁷⁷⁸⁾, mais on observe une forte recrudescence de leur nombre ⁽⁷⁷⁹⁾.

En 2013, la Commission des droits de l'homme du Pakistan (HRCP) a déclaré que 41 personnes avaient été inculpées en application du chapitre du code pénal pakistanais sur les « délits concernant la religion » (articles 295 à 298 C du code pénal ou lois sur le blasphème et « antiahmadis »). Parmi elles, 13 chrétiens, 17 ahmadis et neuf musulmans, la religion des deux dernières personnes n'était pas connue. Huit d'entre elles – trois musulmans, quatre chrétiens et un ahmadi – avaient été accusées au titre de l'article 295 C, qui prévoit la peine capitale. Pour un accusé au titre de l'article 298 C, l'accusation a été requalifiée en blasphème durant le procès ⁽⁷⁸⁰⁾. L'agence Reuters a signalé que 100 personnes avaient été accusées de blasphème au cours des sept premiers mois de 2014 ⁽⁷⁸¹⁾. En janvier 2015, HRW a confirmé ces chiffres ⁽⁷⁸²⁾.

Les conséquences peuvent être graves pour les accusés. La Commission nationale pour la justice et la paix (NCJP) préfère souvent que l'accusé reste détenu durant le procès, en raison du risque de lynchage par des manifestants ⁽⁷⁸³⁾. De plus, un sénateur a fait remarquer, durant une réunion de la commission permanente du Sénat sur l'harmonie nationale, qu'il pouvait falloir huit à dix ans aux personnes accusées de blasphème pour prouver leur innocence devant un tribunal. Même en cas d'acquiescement, à la libération, les craintes pour la sécurité sont considérables, de sorte que la seule option réelle consiste souvent à déménager ⁽⁷⁸⁴⁾.

Aucune mesure publique systématique n'est prise pour la protection des personnes et il n'existe pas de législation ou de politique de protection dans ces cas. Une indemnisation a été versée dans de rares cas pour accusations mensongères. Le barreau comprend un *Solicitors Committee* qui apporte une aide juridictionnelle, mais cette pratique tend à se raréfier ⁽⁷⁸⁵⁾.

Il existe plusieurs organisations d'aide aux personnes accusées de blasphème ⁽⁷⁸⁶⁾. Un exemple est la NCJP susvisée, une organisation chrétienne d'aide juridictionnelle, qui apporte une assistance dans des bureaux régionaux et organise et apporte son aide à la réinstallation. Dans les affaires peu médiatisées, une réinstallation est possible au Pakistan, mais ce n'est pas le cas dans les affaires plus retentissantes. Pour ces dernières, des contacts avec des pays étrangers sont établis en vue d'organiser des déménagements. Selon la NCJP, le travail avec les médias présente une dichotomie: d'un côté, l'attention des médias est bonne pour l'affaire durant le procès, mais elle peut également attirer l'attention des fanatiques. L'aide juridictionnelle de la NCJP n'est pas liée à la religion chrétienne, mais est ouverte à tous; la plupart de ses clients sont néanmoins chrétiens. Les victimes musulmanes représentées par des groupes chrétiens pourraient être soupçonnées de s'être converties. Par conséquent, si une victime musulmane contacte la NCJP, elle demandera plutôt l'assistance d'un avocat musulman ⁽⁷⁸⁷⁾.

Les détracteurs des lois sur le blasphème auraient été menacés par des acteurs non étatiques. Ainsi, un avocat chrétien, Pervez Aslam Chaudhry, connu pour défendre et gagner les affaires liées au blasphème, a été menacé et

⁽⁷⁷⁴⁾ Représentants de la Commission des droits de l'homme du Pakistan, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 9 March 2013.

⁽⁷⁷⁵⁾ US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013 – Pakistan*, 28 July 2014.

⁽⁷⁷⁶⁾ Représentants de la Pakistan Interfaith League, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 11 March 2013.

⁽⁷⁷⁷⁾ US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013 – Pakistan*, 28 July 2014.

⁽⁷⁷⁸⁾ Représentants de la Commission des droits de l'homme du Pakistan, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 9 March 2013.

⁽⁷⁷⁹⁾ Reuters, *Pakistan mob kills woman, girls, over 'blasphemous' Facebook post*, 28 July 2014.

⁽⁷⁸⁰⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

⁽⁷⁸¹⁾ Reuters, *Pakistan mob kills woman, girls, over 'blasphemous' Facebook post*, 28 July 2014.

⁽⁷⁸²⁾ HRW, *World Report 2015 – Pakistan*, 29 January 2015. In 2013, the figures were the same, see USCIRF, *Policy Brief*, March 2014.

⁽⁷⁸³⁾ Représentant de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013.

⁽⁷⁸⁴⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

⁽⁷⁸⁵⁾ Représentant de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013.

⁽⁷⁸⁶⁾ Représentants de la Commission des droits de l'homme du Pakistan, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 9 March 2013.

⁽⁷⁸⁷⁾ Représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013.

agressé de façon répétée, jusqu'à ce qu'il quitte finalement le pays en 2011⁽⁷⁸⁸⁾. La même année, deux politiciens de premier plan, l'influent gouverneur du Penjab Salman Taseer et le ministre des minorités religieuses Shahbaz Bhatti ont été assassinés pour avoir critiqué la loi sur le blasphème dans le cadre d'une affaire impliquant une chrétienne qui avait été condamnée à mort. Depuis, aucun effort sérieux n'a été entrepris pour réformer la législation sur le blasphème⁽⁷⁸⁹⁾. Il paraît impossible sur le plan politique d'abolir ces lois ou de réduire les cas d'exécution capitale⁽⁷⁹⁰⁾.

Les accusations de blasphème concernent également des musulmans au Pakistan. Cependant, par rapport à leur pourcentage de la population, les minorités religieuses sont accusées de façon disproportionnée⁽⁷⁹¹⁾. Dans certains cas, le problème est que la foule entend rendre elle-même la justice et agresse l'accusé. Les accusations de blasphème sont donc particulièrement dangereuses pour les minorités religieuses⁽⁷⁹²⁾. Lorsque l'accusé est membre d'une minorité, la violence touche toute la communauté⁽⁷⁹³⁾. Bien que ces incidents surviennent rarement, la communauté chrétienne est l'une des plus touchées. Une accusation de blasphème est parfois portée à l'encontre de chrétiens afin d'exciter la foule et de chasser une communauté pour s'emparer de ses biens et de ses terres⁽⁷⁹⁴⁾.

Souvent, la police n'enquête pas sur ces menaces et s'abstient d'intervenir⁽⁷⁹⁵⁾. La NCJP pense que ces actes de violence commis par la foule peuvent se produire aisément, étant donné que les auteurs ne sont généralement pas punis et qu'il n'existe pas de mesure dissuasive⁽⁷⁹⁶⁾. La loi est la même pour tous, affirme la HRCP, mais il existe de graves problèmes, par exemple des enquêtes policières mal menées⁽⁷⁹⁷⁾.

Mariage interreligieux

Dans la vie de tous les jours, la communication entre les différentes confessions se passe sans trop de problèmes, comme l'ont confirmé les partenaires interrogés⁽⁷⁹⁸⁾. Les mariages entre groupes religieux différents sont courants et les personnes de convictions religieuses différentes vivent généralement en paix les unes à côté des autres. Le mariage entre un musulman et une chrétienne se passe généralement sans problème, tandis que la situation inverse peut poser problème, selon le représentant de la HRCP⁽⁷⁹⁹⁾. Cette paix est toutefois fragile. Si un «incident», comme une accusation de blasphème, se produit et que quelqu'un provoque la population, des émeutes peuvent rapidement survenir⁽⁸⁰⁰⁾. La plupart des mariages interreligieux seraient considérés comme illégaux et les enfants nés de ces unions seraient illégitimes, selon certains rapports⁽⁸⁰¹⁾.

Les mariages sont généralement organisés et enregistrés selon un rite religieux; cependant, aucune disposition n'existe pour l'enregistrement des mariages hindous et sikhs. Les femmes de ces groupes religieux rencontrent donc des problèmes en matière d'héritage, d'accès aux services de santé, de vote, d'obtention d'un passeport et d'achat ou de vente de biens. Le mariage avec des hommes non musulmans est légal pour autant qu'ils se convertissent à l'islam. En revanche, si une femme non musulmane mariée selon ses croyances antérieures se convertit à l'islam, son mariage est dissous. De ce fait, ses enfants sont considérés comme illégitimes et ne peuvent pas hériter. Pour qu'un

⁽⁷⁸⁸⁾ Hidden Lives, *The untold stories of urban refugees*, n.d.; IDHAE – World Observatory for Defence Rights and Attacks against Lawyers, *Urgent Action Pakistan*, Parvez Aslam Choudhry, 26 January 2006.

⁽⁷⁸⁹⁾ Auswärtiges Amt Deutschland, *Pakistan, Staatsaufbau / Innenpolitik*, April 2015; Guardian (The), *Salmaan Taseer murder throws Pakistan into fresh crisis*, 4 January 2011.

⁽⁷⁹⁰⁾ Religious News Service, *Pakistan's blasphemy laws to require death sentence for false accusers*, 24 September 2013.

⁽⁷⁹¹⁾ AI, *Annual Report 2013, The state of the world's human rights, Pakistan*, May 2013.

⁽⁷⁹²⁾ USCIRF, *Policy Brief*, March 2014.

⁽⁷⁹³⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

⁽⁷⁹⁴⁾ Représentants de la Commission des droits de l'homme du Pakistan, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 9 March 2013.

⁽⁷⁹⁵⁾ US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013 – Pakistan*, 28 July 2014; représentants de la Pakistan Interfaith League, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 11 March 2013.

⁽⁷⁹⁶⁾ Représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013.

⁽⁷⁹⁷⁾ Représentants de la Commission des droits de l'homme du Pakistan, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 9 March 2013.

⁽⁷⁹⁸⁾ Représentants de la Pakistan Interfaith League, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 11 mars 2013; représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 mars 2013; responsable politique et chef du département économique, ambassade allemande, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 14 mars 2013; représentants de la Commission des droits de l'homme du Pakistan, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 14 March 2013.

⁽⁷⁹⁹⁾ Représentants de la Pakistan Interfaith League, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 11 mars 2013; représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 mars 2013; responsable politique et chef du département économique, ambassade allemande, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 14 mars 2013; représentants de la Commission des droits de l'homme du Pakistan, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 9 mars 2013; secrétaire du ministère national de l'harmonie, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 15 mars 2013.

⁽⁸⁰⁰⁾ Responsable politique et chef du département économique, ambassade allemande, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 14 March 2013.

⁽⁸⁰¹⁾ Freedom House, *Freedom in the World 2013 – Pakistan*, n.d..

mariage soit valable et que les enfants soient considérés comme légitimes, le conjoint doit également se convertir à l'islam. Si un couple musulman marié se convertit à une autre religion, ses enfants sont réputés illégitimes et le gouvernement peut les prendre en charge ⁽⁸⁰²⁾.

3.4.2 Les ahmadis

La communauté ahmadie peut être classée en deux grands groupes. La branche principale, Ahmadiyya Muslim Jamaat, compte environ 600 000 adeptes au Pakistan. Le groupe revendique lui-même entre 2 et 5 millions d'adeptes. Cet écart important est dû au fait que la plupart des ahmadis ont tendance à ne pas se déclarer, parce que cela signifie qu'officiellement, ils sont considérés comme des non-musulmans, alors qu'ils s'identifient comme musulmans ⁽⁸⁰³⁾.

La branche de Lahore ou Ahmadiyya Anjuman Isha'at-i-Islam Lahore, de loin plus restreinte, est estimée à environ 30 000 adeptes dans le monde, dont 5 000 à 10 000 vivent au Pakistan. En dehors de Rabwah, les zones de peuplement des deux groupes coïncident et se trouvent essentiellement à Lahore, à Karachi, à Rawalpindi, à Peshawar et dans d'autres villes des provinces du Penjab et du Sindh. D'autres exemples de villes ou de zones où les populations sont plus nombreuses sont Khewra, Sargodha, Bhalwal, Shahpur et Gujranwala ⁽⁸⁰⁴⁾.

Le centre de la communauté est situé à Rabwah (officiellement rebaptisée Chenab Nagar), où plus de 95 % de la population est ahmadie ⁽⁸⁰⁵⁾. En raison de sa domination numérique, la population ahmadie peut se sentir en relative sécurité à Rabwah. Cependant, des menaces existent, dans la mesure où leurs adversaires savent qu'il y a une forte concentration d'ahmadis à Rabwah et où leurs attaques visent cette ville. Chaque année, plusieurs réunions antiahmadis ont lieu à Rabwah, vers où convergent des opposants d'autres régions du pays. Utilisant des haut-parleurs, ils crient des slogans antiahmadis, pendant que les ahmadis se barricadent chez eux ⁽⁸⁰⁶⁾.

Les croyances des ahmadis diffèrent de l'islam orthodoxe sur certains points essentiels. La croyance que le fondateur de l'Ahmadiyya Muslim Jamaat est un prophète provoque une forte hostilité des musulmans orthodoxes et des fondamentalistes, qui déclarent que cette croyance est blasphématoire. Ils la considèrent comme une insulte à la doctrine islamique de base de Mahomet, le «Khatam-un-Nabiyin» ou sceau des prophètes. Par conséquent, les ahmadis sont considérés comme déviants par rapport à l'oumma, la communauté musulmane, et, partant, comme des non-musulmans. L'agitation et la pression des musulmans orthodoxes et des fondamentalistes ont conduit à la désignation des deux groupes ahmadis comme minorité non musulmane dans la Constitution de 1974, ce qui a imposé des restrictions légales à leurs pratiques religieuses et a entraîné d'autres formes de discrimination ⁽⁸⁰⁷⁾.

Bien que, depuis le régime de Zia-ul Haq, certaines améliorations juridiques et quelques mesures positives aient été adoptées ⁽⁸⁰⁸⁾, les articles 298 B et C du code pénal interdisent toujours aux ahmadis de se dire musulmans, de considérer leurs croyances religieuses comme l'islam, de prêcher ou de répandre leurs croyances ou de se «faire passer» pour musulmans ⁽⁸⁰⁹⁾. De ce fait, il est interdit d'appeler leurs mosquées par ce nom, leur appel à la prière «*azhan*» (comme dans l'islam) et de réciter le Coran ou de procéder à des rites islamiques en public ⁽⁸¹⁰⁾. Les trois instruments juridiques, à savoir le deuxième amendement de la Constitution de 1974 [Constitutional (Second Amendment) Act] et les articles 298 B et C du code pénal, sont fréquemment appelés les «lois antiahmadis» (voir la section 3.1.2 [Lois sur le blasphème](#)) ⁽⁸¹¹⁾.

La violation de ces dispositions est passible d'une peine pouvant aller jusqu'à trois ans d'emprisonnement et d'une amende ⁽⁸¹²⁾. Toutefois, la violation des «lois antiahmadis» peut être requalifiée en blasphème, ce qui implique le risque d'une condamnation à mort. Comme indiqué plus haut, la peine capitale n'a pas encore été appliquée pour blasphème, mais peut être commuée en une longue peine d'emprisonnement ⁽⁸¹³⁾. La probabilité d'une procédure

⁽⁸⁰²⁾ US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013 – Pakistan*, 28 July 2014.

⁽⁸⁰³⁾ BAMF, *Lage der Religionsgemeinschaften in ausgewählten islamischen Ländern*, August 2011; Schrott, Martina, 'Die Ahmadis', 2013.

⁽⁸⁰⁴⁾ BAMF, *Lage der Religionsgemeinschaften in ausgewählten islamischen Ländern*, August 2011; Schrott, Martina, 'Die Ahmadis', 2013.

⁽⁸⁰⁵⁾ Persecution of Ahmadis, *Report on the Persecution of Ahmadis in Pakistan*, 31 December 2014.

⁽⁸⁰⁶⁾ AHRC/IHRCI, *A Beleaguered Community – Report of the fact-finding mission to Pakistan*, 26 March 2015.

⁽⁸⁰⁷⁾ Vereinigte Evangelisch-Lutherische Kirchen in Deutschland, *Handbuch Religiöse Gemeinschaften und Weltanschauung*, 2006; Smith, Wilfred, 'Ahmadiyya', 1960; Schrott, Martina, 'Die Ahmadis', 2013.

⁽⁸⁰⁸⁾ MRG, *World Directory of Minorities and Indigenous Peoples, Ahmadiyyas*, n.d.

⁽⁸⁰⁹⁾ Pakistan, *Penal Code (Act XLV 1860)*, 6 October 1860, Section 298-C.; US DOS, *International Religious Freedom Report for 2012 – Pakistan*, 20 May 2013.

⁽⁸¹⁰⁾ UNHCR, *Presentation DACH Workshop Pakistan*, 1-2 October 2012; US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013 – Pakistan*, 28 July 2014.

⁽⁸¹¹⁾ UNHCR, *Presentation DACH Workshop Pakistan*, 1-2 October 2012; US DOS, *International Religious Freedom Report for 2012 – Pakistan*, 20 May 2013.

⁽⁸¹²⁾ US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013 – Pakistan*, 28 July 2014.

⁽⁸¹³⁾ USCIRF, *2013 Annual Report*, 30 April 2013.

formelle et d'un procès équitable est marginale pour les ahmadis. Souvent, les juges des juridictions inférieures font l'objet de pressions exercées par des groupes religieux extrémistes ⁽⁸¹⁴⁾. Dans ces affaires, une condamnation en première instance est fréquente, bien qu'elle soit généralement annulée par la juridiction d'appel. Davantage d'affaires s'achèvent sur un acquittement ou un abandon des charges que sur une condamnation. Une mise en liberté sous caution est souvent accordée dans les affaires relevant de l'article 298 de la «loi antiahmadis». Relativement peu d'inculpés sont emprisonnés ⁽⁸¹⁵⁾. Il est probable que vu l'arriéré judiciaire, il faudra des années avant que les affaires soient jugées et rejugées en appel ⁽⁸¹⁶⁾.

Il est à noter qu'à la fin de 2012, aucun ahmadi n'était emprisonné et que les 26 ahmadis arrêtés en cours d'année avaient été libérés sous caution ⁽⁸¹⁷⁾. Entre janvier et septembre 2013, les leaders ahmadis ont fait état de 26 ahmadis accusés dans sept dossiers distincts. La plupart étaient accusés d'avoir enfreint les «lois antiahmadis», 10 de blasphème et deux autres étaient accusés de terrorisme. Dix-huit ahmadis ont été arrêtés pour des motifs liés à leur foi en 2013, avant d'être libérés sous caution, mais un était toujours en prison dans l'attente de son procès à la fin de l'année ⁽⁸¹⁸⁾. La HRCP a dénombré neuf affaires impliquant 30 ahmadis en 2013, pour des délits liés à la religion et 23 personnes ont été arrêtées ⁽⁸¹⁹⁾. Souvent, des chefs religieux locaux font pression sur la police pour qu'elle retienne des charges contre des ahmadis ⁽⁸²⁰⁾.

Les citoyens se servent de la législation pour menacer et harceler les ahmadis et régler des différends personnels ⁽⁸²¹⁾. Des groupes militants les accusent de «se faire passer illégalement pour des musulmans» ⁽⁸²²⁾ et d'autres utilisent les «lois antiahmadis» pour justifier des abus et une discrimination. Tout comme pour la loi sur le blasphème, le gouvernement n'a pris aucune mesure pour éviter l'utilisation abusive des «lois antiahmadis» ⁽⁸²³⁾.

Les «lois antiahmadis» concernent également les mosquées des ahmadis. Elles interdisent aux ahmadis de réciter la *shahada*, la profession de foi islamique. Par conséquent, les autorités ont fait retirer la *shahada* des mosquées ahmadies à la suite de plaintes déposées par des chefs islamiques locaux ⁽⁸²⁴⁾ ou ont ordonné aux ahmadis de retirer les écritures des mosquées et des minarets. En 2012, par exemple, l'USCIRF a fait état de neuf incidents de ce type. Étant donné que des extraits du Coran sont souvent inscrits sur les tombes ahmadies, les rapports font état d'incidents dans lesquels les inscriptions islamiques ont été retirées des pierres tombales ahmadies par la police locale ⁽⁸²⁵⁾. Dans certains cas, la police détruit les minarets à la suite de plaintes de religieux. De plus, il y a eu des cas où des mosquées ou des tombes ahmadies ont été endommagées ⁽⁸²⁶⁾, par exemple lorsque des groupes militants ont vandalisé des tombes au Penjab ⁽⁸²⁷⁾.

La communauté ahmadie signale qu'entre 1984, lors de l'entrée en vigueur des «lois antiahmadis», et 2013, 30 mosquées ahmadies ont été fermées et la construction de 46 autres a été interdite par les autorités. Vingt-huit mosquées ont été démolies ou endommagées et des acteurs non étatiques en ont incendié 13 et en ont occupé 16 par la force ⁽⁸²⁸⁾.

Étant donné que les ahmadis refusent d'être qualifiés de non-musulmans, ils ne peuvent pas bénéficier de la réglementation favorable aux minorités religieuses (qui définit les religions non musulmanes), ce qui signifie qu'il ne sont pas représentés en tant que communauté sur le plan politique ⁽⁸²⁹⁾. Ils n'ont pas non plus collaboré avec l'ancien ministère pour l'harmonie interconfessionnelle nationale ⁽⁸³⁰⁾.

⁽⁸¹⁴⁾ Expert local, courriel, contacté par BFA Staatendokumentation, 2 novembre 2012; comparaison des cas de pression par ces groupes US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013 – Pakistan*, 28 July 2014.

⁽⁸¹⁵⁾ Représentants de la Commission des droits de l'homme du Pakistan, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 9 March 2013.

⁽⁸¹⁶⁾ USCIRF, *2013 Annual Report*, 30 April 2013.

⁽⁸¹⁷⁾ US DOS, *International Religious Freedom Report for 2012 – Pakistan*, 20 May 2013.

⁽⁸¹⁸⁾ US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013 – Pakistan*, 28 July 2014.

⁽⁸¹⁹⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

⁽⁸²⁰⁾ USCIRF, *2013 Annual Report*, 30 April 2013.

⁽⁸²¹⁾ US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013 – Pakistan*, 28 July 2014.

⁽⁸²²⁾ See data for 2013: HRW, *World Report 2014 – Pakistan*, 21 January 2014.

⁽⁸²³⁾ US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013 – Pakistan*, 28 July 2014.

⁽⁸²⁴⁾ US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013 – Pakistan*, 28 July 2014.

⁽⁸²⁵⁾ USCIRF, *2013 Annual Report*, 30 April 2013.

⁽⁸²⁶⁾ US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013 – Pakistan*, 28 July 2014.

⁽⁸²⁷⁾ See data for 2013: HRW, *World Report 2014 – Pakistan*, 21 January 2014.

⁽⁸²⁸⁾ US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013 – Pakistan*, 28 July 2014.

⁽⁸²⁹⁾ Représentants de la Commission des droits de l'homme du Pakistan, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 9 March 2013.

⁽⁸³⁰⁾ Secrétaire du ministère national de l'harmonie, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 15 March 2013.

Il existe quelques autres restrictions administratives en plus de celles énoncées dans les «lois antiahmadis». Bien qu'il ne soit généralement pas interdit de publier des livres religieux sur d'autres religions, la vente publique de la littérature religieuse ahmadie est interdite. Par conséquent, une organisation de tutelle ahmadie publie de la littérature religieuse qui n'est diffusée qu'au sein de la communauté. De manière générale, si l'action missionnaire est autorisée par la loi aux non-musulmans, à condition qu'ils ne prêchent pas contre l'islam, elle est interdite aux ahmadis⁽⁸³¹⁾. Outre les restrictions officielles, des obstacles de type administratif affectant la pratique de la foi ont été signalés. Bien que la Constitution prévoie le droit de créer des lieux de culte et qu'il n'existe pas de restriction officielle à la construction de lieux de culte ahmadis, dans la pratique, les autorités des districts n'ont pas accordé de permis de construire ou ont tenté de bloquer la construction ou la rénovation de ces bâtiments. Les gouvernements de district ont également souvent refusé aux ahmadis l'autorisation d'organiser des événements publics⁽⁸³²⁾.

Les ahmadis ne peuvent pratiquer leur foi que de façon restreinte dans le cadre de la loi pakistanaise, soit en privé, soit au sein de leur communauté avec d'autres ahmadis⁽⁸³³⁾.

La communauté ahmadie du Pakistan a tendance à être comparativement bien éduquée et relativement prospère⁽⁸³⁴⁾ et dispose de plus d'argent pour se payer, par exemple, une assistance juridictionnelle⁽⁸³⁵⁾. L'écrasante majorité des ahmadis vit en paix avec ses voisins musulmans⁽⁸³⁶⁾. Cependant, même dans la classe moyenne et éduquée pakistanaise, qui est généralement plus libérale, le fait qu'ils se désignent comme musulmans est peu accepté⁽⁸³⁷⁾. De même, la discrimination sociale sur le marché du travail est particulièrement forte pour les musulmans ahmadis⁽⁸³⁸⁾.

Des cas de harcèlement de la communauté ahmadie ont également été signalés: des étudiants ahmadis ont été expulsés d'écoles et d'universités et des rapports d'infractions fabriqués de toute pièce ont été présentés à la police locale contre des membres de communautés ahmadies⁽⁸³⁹⁾.

En juillet 2014, après une accusation de blasphème contre un ahmadi, une émeute qui visait l'ensemble de la communauté a éclaté à Gujranwala. La foule a attaqué, pillé et brûlé des maisons appartenant à des ahmadis. Trois femmes, dont une fillette et un nourrisson, ont péri dans les flammes. Les ahmadis ont déclaré que la police ne s'était pas portée à leur secours, tandis que la police a affirmé avoir tenté d'arrêter l'émeute. Il s'agit de l'attaque la plus grave contre la communauté depuis 2010, lorsque des attaques simultanées contre des lieux de culte ahmadis avaient fait 86 morts. Des policiers supplémentaires ont été déployés dans la zone⁽⁸⁴⁰⁾ et des poursuites pénales ont été engagées contre 420 personnes⁽⁸⁴¹⁾.

Alors que les auteurs sont rarement poursuivis, en 2015, un tribunal antiterroriste a condamné à mort une personne pour les attaques de 2010 contre une mosquée ahmadie⁽⁸⁴²⁾.

Les ahmadis et les cartes d'identité

Sur le formulaire de demande de la carte nationale d'identité délivrée par la NADRA, la religion doit être mentionnée. Les personnes qui désirent inscrire «musulman» sur le formulaire doivent signer une déclaration indiquant qu'elles croient que Mahomet est le dernier prophète et dénonçant le fondateur du culte ahmadi comme un faux prophète. La carte d'identité est nécessaire pour obtenir un passeport. Si la religion n'est pas mentionnée sur la carte d'identité, elle l'est, en revanche, sur le passeport⁽⁸⁴³⁾. Les ahmadis qui refusent de signer la déclaration ne pourront garder que l'appellation «Ahmadiyya»⁽⁸⁴⁴⁾. Les leaders ahmadis incitent les membres de la communauté à ne pas signer

⁽⁸³¹⁾ US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013 – Pakistan*, 28 July 2014.

⁽⁸³²⁾ US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013 – Pakistan*, 28 July 2014.

⁽⁸³³⁾ USCIRF, *2013 Annual Report*, 30 April 2013.

⁽⁸³⁴⁾ DFAT, *Country Information Report Pakistan*, 29 November 2013.

⁽⁸³⁵⁾ Représentants de la Commission des droits de l'homme du Pakistan, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 9 March 2013.

⁽⁸³⁶⁾ Expert local, *courriel*, contacté par BFA Staatendokumentation, 2 November 2012.

⁽⁸³⁷⁾ Responsable politique et chef du département économique, ambassade allemande, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 14 March 2013.

⁽⁸³⁸⁾ Responsable politique et chef du département économique, ambassade allemande, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 14 March 2013.

⁽⁸³⁹⁾ DFAT, *Country Information Report Pakistan*, 29 November 2013.

⁽⁸⁴⁰⁾ Reuters, *Pakistan mob kills woman, girls, over 'blasphemous' Facebook post*, 28 July 2014.

⁽⁸⁴¹⁾ The Express Tribune, *Three Ahmadis, including two minors, killed in Gujranwala*, 28 July 2014.

⁽⁸⁴²⁾ USCIRF, *2015 Annual Report*, 2015.

⁽⁸⁴³⁾ UNHCR, *Presentation DACH Workshop Pakistan*, 1-2 October 2012; see also: US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013 – Pakistan*, 28 July 2014.

⁽⁸⁴⁴⁾ Asian Human Rights Commission et al, *Report of FFM mission to Pakistan*, 26 March 2015.

la déclaration. Le fait de la signer pourrait leur causer des problèmes, car ils pourraient être accusés de «se faire passer pour des musulmans», ce qui pourrait entraîner des poursuites en vertu des «lois antiahmadis». Aucun cas d'ahmadi ayant été contraint de signer la déclaration n'a été signalé ⁽⁸⁴⁵⁾.

Cette réglementation gêne les tentatives des ahmadis d'obtenir des documents légaux ou de voter, le vote nécessitant la présentation d'une carte d'identité. Cette situation les pousse à renier leurs principes fondamentaux ou à accepter d'être qualifiés de non-musulmans, ce qui est contraire à leurs croyances. De nombreux ahmadis sont donc, de facto, exclus du vote ⁽⁸⁴⁶⁾.

Les ahmadis ne sont pas la seule communauté à être inscrite sur une liste électorale distincte, mais toutes les autres, qu'elles soient minoritaires ou non, sont enregistrées sur une liste commune ⁽⁸⁴⁷⁾. En signe de protestation contre cette exclusion, la communauté ahmadie a boycotté les élections générales de 2013 ⁽⁸⁴⁸⁾.

3.4.3 Les chrétiens

Selon un responsable de la British High Commission à Islamabad, cité par le ministère de l'intérieur britannique, 2,8 millions de chrétiens vivent au Pakistan, soit entre 1,5 et 3 % de la population. Certaines sources chrétiennes pensent que les estimations devraient se situer entre 5 et 10 % de la population ⁽⁸⁴⁹⁾. Le secrétaire de l'ancien ministère de l'harmonie interconfessionnelle nationale estime qu'environ 4 millions de chrétiens vivent au Pakistan ⁽⁸⁵⁰⁾.

La grande majorité des chrétiens vivent au Penjab, où ils constituent la principale minorité religieuse, deux millions vivant à Lahore et un demi-million dans d'autres régions du Penjab ⁽⁸⁵¹⁾. Un interlocuteur de la NCJP estime qu'environ 90 % des chrétiens du Pakistan vivent au Penjab, essentiellement dans le centre de la province. Il estime que près de la moitié des chrétiens du Penjab vivent dans les divisions de Lahore (65 églises) et de Gujranwala ⁽⁸⁵²⁾. La NCJP estime, sur la base du recensement de 1998, que 8 à 10 % de la population de Lahore est chrétienne, ce qui en fait la plus forte concentration de chrétiens du Pakistan ⁽⁸⁵³⁾.

D'autres grands centres chrétiens sont Faisalabad (Penjab) et Karachi ⁽⁸⁵⁴⁾. Islamabad est également le lieu d'établissement d'un grand nombre de communautés chrétiennes ⁽⁸⁵⁵⁾. Toutefois, comme l'indique l'ancien secrétaire du ministère pour l'harmonie interconfessionnelle nationale, des chrétiens vivent également dans d'autres régions du pays ⁽⁸⁵⁶⁾. En témoigne le fait que, comme l'indique la NCJP, on dénombre 116 paroisses catholiques dans 116 districts du Pakistan ⁽⁸⁵⁷⁾.

La NCJP explique que les chrétiens préfèrent s'installer dans les villes en raison des meilleurs débouchés économiques, mais aussi parce que la discrimination est plus répandue dans les zones rurales et que le sentiment d'insécurité est grand dans les zones où les talibans sont actifs ⁽⁸⁵⁸⁾. La tendance croissante des chrétiens pakistanais à quitter le pays est visible; ils partent s'installer dans des pays comme le Bangladesh et le Sri Lanka ⁽⁸⁵⁹⁾.

Parmi les chrétiens du Pakistan, la majorité sont des catholiques romains, qui représentent environ la moitié des chrétiens du pays, ou ils appartiennent à l'Église protestante du Pakistan, qui représente un peu moins de l'autre moitié de la population chrétienne ⁽⁸⁶⁰⁾. L'Église du Pakistan rassemble quatre églises protestantes: l'Église anglicane, l'Église méthodiste, l'Église presbytérienne et l'Église luthérienne. Une autre branche protestante importante au Pakistan est l'Armée du salut. D'autres Églises évangéliques sont également présentes au Pakistan: les baptistes, les adventistes

⁽⁸⁴⁵⁾ Landinfo, *Temanotat Pakistan: Forhold for ahmadiyyaer*, 3 July 2014.

⁽⁸⁴⁶⁾ US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013 – Pakistan*, 28 July 2014.

⁽⁸⁴⁷⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2012*, March 2013.

⁽⁸⁴⁸⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

⁽⁸⁴⁹⁾ UK Home Office, *Country Information and Guidance, Pakistan: Religious Freedom*, 14 July 2014, pp. 24, 34.

⁽⁸⁵⁰⁾ Secrétaire du ministère national de l'harmonie, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 15 March 2013.

⁽⁸⁵¹⁾ UK Home Office, *Country Information and Guidance, Pakistan: Religious Freedom*, 14 July 2014.

⁽⁸⁵²⁾ Représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013.

⁽⁸⁵³⁾ Représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013.

⁽⁸⁵⁴⁾ UK Home Office, *Country Information and Guidance, Pakistan: Religious Freedom*, 14 July 2014, pp. 24, 34.

⁽⁸⁵⁵⁾ Commissaire adjoint de l'administration du Territoire de la capitale Islamabad, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 14 March 2013.

⁽⁸⁵⁶⁾ Secrétaire du ministère national de l'harmonie, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 15 March 2013.

⁽⁸⁵⁷⁾ Représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013.

⁽⁸⁵⁸⁾ Représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013.

⁽⁸⁵⁹⁾ DFAT, *Country Information Report Pakistan*, 29 November 2013.

⁽⁸⁶⁰⁾ Représentants de la Pakistan Interfaith League, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 11 March 2013; UK Home Office, *Country Information and Guidance, Pakistan: Religious Freedom*, 14 July 2014.

du septième jour, la Full Gospel Assemblies Church et les pentecôtistes, ainsi qu'un certain nombre d'Églises plus petites et de sous-branches. Il existe un grand nombre de petites communautés religieuses indépendantes, qui prospèrent notamment dans les bidonvilles ⁽⁸⁶¹⁾, et le nombre d'adeptes de ces églises dites «charismatiques» ne cesse d'augmenter ⁽⁸⁶²⁾.

Les chrétiens jouissent d'une certaine liberté de culte. Des symboles comme la croix peuvent être affichés, bien que cela puisse provoquer des comportements discriminatoires. Lors d'occasions spéciales, comme des assemblées religieuses et des processions, telles que le dimanche des Rameaux, des mesures préventives de protection policière sont prises. Toutefois, à Lahore, aucune procession du dimanche des Rameaux n'a eu lieu depuis 2004; pour des raisons de sécurité, l'Église a décidé qu'il était préférable de ne pas provoquer d'attaques. De façon générale, les fidèles restent discrets ⁽⁸⁶³⁾.

Le secrétaire de l'ancien ministère de l'harmonie interconfessionnelle nationale a estimé qu'en 2013, le nombre d'églises au Pakistan s'élevait à environ 500, dont une centaine remontait à l'époque de l'Empire britannique ⁽⁸⁶⁴⁾. La NCJP estime que près de 350 prêtres catholiques et 2 000 religieuses travaillent au Pakistan. Selon d'autres estimations, 50 écoles catholiques (et d'autres écoles chrétiennes) sont établies à Lahore. Cinquante-quatre villages du Pendjab et quatre du Sindh abritent des communautés chrétiennes ⁽⁸⁶⁵⁾. Il existe différents médias chrétiens au Pakistan, comme le *Pakistan Christian Post* et *Christians in Pakistan* ⁽⁸⁶⁶⁾. Selon un représentant de la Pakistan Interfaith League, les chefs religieux ont créé des infrastructures pour la minorité chrétienne, comme des écoles, des missions et des hôpitaux. Cependant, des différences sociales et des classes sociales distinctes existent. Les chrétiens pauvres ont souvent un accès limité aux écoles chrétiennes en raison du coût élevé de ces écoles privées de qualité, tandis que les citoyens qui ne sont pas issus des minorités et peuvent se permettre d'en payer le prix y envoient leurs enfants parce qu'elles sont bien notées ⁽⁸⁶⁷⁾.

La discrimination sociale à l'égard des chrétiens trouve souvent son origine dans les reliquats du système des castes. La plupart des chrétiens sont des descendants d'hindous de la caste des intouchables, qui se sont convertis durant la christianisation. Aujourd'hui encore, certaines personnes considèrent les chrétiens comme des intouchables et des «impurs» ⁽⁸⁶⁸⁾. Du fait des répercussions sociales de l'ancien système des castes, la pauvreté est toujours très répandue parmi la communauté chrétienne ⁽⁸⁶⁹⁾.

Bien qu'il n'existe pas de discrimination officielle, la discrimination sociale en matière d'emploi à l'égard des chrétiens est répandue, et ces derniers éprouvent des difficultés à trouver des emplois autres que subalternes ⁽⁸⁷⁰⁾. Toutefois, trouver un emploi dépend généralement davantage des relations familiales et personnelles que de l'appartenance religieuse ⁽⁸⁷¹⁾. Les activistes chrétiens déclarent que la situation dans le secteur privé s'est améliorée ces dernières années ⁽⁸⁷²⁾. Bien que de nombreux chrétiens comptent parmi les plus pauvres au Pakistan, d'autres sont économiquement et socialement prospères et actifs dans la politique, l'éducation et la santé ⁽⁸⁷³⁾.

Dans les services publics, un quota a été introduit pour les minorités, et des chrétiens ont été recrutés par les pouvoirs publics, selon la NCJP. Dans le passé, des chrétiens ont occupé des postes importants; ainsi, de 1960 à 1968, le président de la Cour suprême était chrétien. Aujourd'hui, seuls quelques chrétiens occupent des postes importants. La NCJP a constaté qu'aucun chrétien ne travaillait dans les juridictions supérieures et à la Cour suprême

⁽⁸⁶¹⁾ Représentants de la Pakistan Interfaith League, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 11 March 2013.

⁽⁸⁶²⁾ BAA, *Bericht zur Fact Finding Mission Pakistan vom 8-16.3.2013*, June 2013.

⁽⁸⁶³⁾ Représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013; représentant de la Commission nationale pour la justice et la paix, courriel 19 May 2013. Représentant de la Commission des droits de l'homme du Pakistan, *courriel*, 31 May 2013.

⁽⁸⁶⁴⁾ Secrétaire du ministère national de l'harmonie, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 15 March 2013.

⁽⁸⁶⁵⁾ Représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013.

⁽⁸⁶⁶⁾ Pakistan Christian Post, [website], n.d.

⁽⁸⁶⁷⁾ Représentants de la Pakistan Interfaith League, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 11 March 2013.

⁽⁸⁶⁸⁾ Représentants de la Pakistan Interfaith League, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 11 mars 2013; secrétaire du ministère national de l'harmonie, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 15 mars 2013; professeur assistant de la National Defence University, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 11 mars 2013; représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013.

⁽⁸⁶⁹⁾ Commissaire adjoint de l'administration du Territoire de la capitale Islamabad, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 14 March 2013.

⁽⁸⁷⁰⁾ US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013 – Pakistan*, 28 July 2014; DFAT, *Country Information Report Pakistan*, 29 November 2013.

⁽⁸⁷¹⁾ Représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013.

⁽⁸⁷²⁾ US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013 – Pakistan*, 28 July 2014.

⁽⁸⁷³⁾ DFAT, *Country Information Report Pakistan*, 29 November 2013.

et qu'il n'y en avait qu'un ou deux dans les juridictions inférieures⁽⁸⁷⁴⁾. Dans l'ancien gouvernement dirigé par le PPP, le ministre des minorités et, après son assassinat, le conseiller au Premier ministre sur les questions des minorités, qui dirigeait également le ministère rebaptisé «ministère de l'harmonie interconfessionnelle», étaient chrétiens.

Des chrétiens sont aussi nommés dans les assemblées provinciales ou fédérales nouvellement élues, qui traitent des questions des minorités chrétiennes dans les organes législatifs⁽⁸⁷⁵⁾.

Les chrétiens sont victimes de violence collective. En mars 2013, à Lahore, un groupe d'environ 3 000 musulmans⁽⁸⁷⁶⁾ a déclenché une émeute, qui visait un faubourg essentiellement chrétien, la Colonie Joseph à Badami Bagh⁽⁸⁷⁷⁾. On estime que 147 maisons de chrétiens ont été brûlées⁽⁸⁷⁸⁾ et, selon un rapport, 250 familles chrétiennes ont été touchées⁽⁸⁷⁹⁾. Personne n'a été tué⁽⁸⁸⁰⁾. La cause de la violence était une accusation de blasphème portée contre un chrétien à la suite d'une dispute avec un ami musulman quatre jours avant les émeutes⁽⁸⁸¹⁾. La police a déclaré qu'en raison de la faiblesse des preuves, elle n'avait inculpé le chrétien que sous la pression de groupes religieux musulmans⁽⁸⁸²⁾ afin de calmer la foule qui se rassemblait⁽⁸⁸³⁾. La police a demandé aux chrétiens d'évacuer la zone pendant la nuit⁽⁸⁸⁴⁾. Ils ne sont rentrés chez eux que lorsque la police a mis en place des mesures de sécurité suffisantes⁽⁸⁸⁵⁾. Les maisons n'ont toutefois pas été pillées et incendiées par la foule⁽⁸⁸⁶⁾. Selon la plupart des médias et les sources interrogées, la police n'a engagé aucune poursuite contre les agresseurs⁽⁸⁸⁷⁾. Néanmoins, certaines agences de presse ont indiqué que des policiers avaient été gravement blessés en tentant de négocier avec les émeutiers⁽⁸⁸⁸⁾.

Les chrétiens ont été logés dans un camp⁽⁸⁸⁹⁾ et des associations religieuses⁽⁸⁹⁰⁾, et la société civile pakistanaise a apporté une aide⁽⁸⁹¹⁾. Un large contingent de policiers a été redéployé dans le district après les émeutes⁽⁸⁹²⁾. Des représentants du gouvernement, dont le Premier ministre, se sont rendus auprès de la communauté afin de lui exprimer leur solidarité et de condamner la violence⁽⁸⁹³⁾. Les personnes touchées ont été indemnisées et les maisons ont été rénovées par le gouvernement⁽⁸⁹⁴⁾.

Le président de la Cour suprême, Iftikhar Muhammad Chaudry, a lancé de sa propre initiative (sans y être invité par un parti) une procédure⁽⁸⁹⁵⁾ et a fermement critiqué la police pour ne pas avoir protégé les droits et les maisons des chrétiens. Il a condamné le fait que seuls des policiers de rang inférieur avaient été suspendus, mais aucun responsable de haut rang⁽⁸⁹⁶⁾. Selon des rapports divergents, entre 150⁽⁸⁹⁷⁾ et deux douzaines de personnes⁽⁸⁹⁸⁾

⁽⁸⁷⁴⁾ Représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 mars 2013.

⁽⁸⁷⁵⁾ For example: Christian Member of the Khyber Pakhtunkhwa Assembly of Pakistan Muslim League-Nawaz: Frederick Azeem; Dawn, *KP asked to check forced conversions*, 26 April 2014; National Assembly of Pakistan [website], n.d.; Pakistan Christian Post, *Christian 3, Hindu 5 and 1 Parsi successful in Selection in National Assembly of Pakistan*, 28 May 2013.

⁽⁸⁷⁶⁾ Express Tribune (The), *Christians under siege, Mob rule in Lahore*, 10 March 2013.

⁽⁸⁷⁷⁾ Pakistan Today, *No home for the 'impure'*, 10 March 2013.

⁽⁸⁷⁸⁾ Représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation* 10 March 2013.

⁽⁸⁷⁹⁾ Dawn, *Cries for a lost home (land)*, 10 March 2013.

⁽⁸⁸⁰⁾ Représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013.

⁽⁸⁸¹⁾ Voir par exemple: représentants de la Pakistan Interfaith League, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 11 mars 2013; représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 mars 2013; Express Tribune (The), *Police failed to act on first signs of trouble*, 13 March 2013.

⁽⁸⁸²⁾ Pakistan Today, *No home for the 'impure'*, 10 March 2013.

⁽⁸⁸³⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

⁽⁸⁸⁴⁾ Dawn, *Cries for a lost home (land)*, 10 March 2013.

⁽⁸⁸⁵⁾ Représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013.

⁽⁸⁸⁶⁾ Représentants de la Pakistan Interfaith League, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 11 March 2013.

⁽⁸⁸⁷⁾ Représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013; Pakistan Today, *No home for the 'impure'*, 10 March 2013.

⁽⁸⁸⁸⁾ Pakistan Today, *No home for the 'impure'*, 10 March 2013; Express Tribune (The), *Christians under siege*, 10 March 2013.

⁽⁸⁸⁹⁾ Dawn, *CM orders arrests of arsonists*, 10 March 2013.

⁽⁸⁹⁰⁾ Représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013.

⁽⁸⁹¹⁾ Secrétaire du ministère national de l'harmonie, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 15 March 2013.

⁽⁸⁹²⁾ Express Tribune (The), *Police failed to act on first signs of trouble*, 13 March 2013.

⁽⁸⁹³⁾ Secrétaire du ministère national de l'harmonie, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 15 March 2013; Express Tribune (The), *Joseph Colony arson: '54 could be prosecuted under Anti-Terrorism Act'*, 14 March 2013; Dawn, *CM orders arrests of arsonists*, 10 March 2013.

⁽⁸⁹⁴⁾ Représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013.

⁽⁸⁹⁵⁾ Représentants de la Pakistan Interfaith League, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 11 March 2013; Express Tribune (The), *Joseph Colony arson: '54 could be prosecuted under Anti-Terrorism Act'*, 14 March 2013.

⁽⁸⁹⁶⁾ Express Tribune (The), *Badami Bagh tragedy: SC demands answers, Lahore police unable to give any*, 14 March 2013.

⁽⁸⁹⁷⁾ Express Tribune (The), *Joseph Colony arson: '54 could be prosecuted under Anti-Terrorism Act'*, 14 March 2013.

⁽⁸⁹⁸⁾ Dawn, *Affected families returning home*, 10 March 2013.

ont été identifiées ou arrêtées et une cinquantaine ont été inculpées en application de la loi antiterroriste ⁽⁸⁹⁹⁾. Cependant, la NCJP a peu d'espoir que tous les auteurs soient poursuivis ⁽⁹⁰⁰⁾. Personne n'a été accusé pour les infractions commises pendant les émeutes, alors qu'en mars 2014, le chrétien accusé a été condamné à mort pour blasphème ⁽⁹⁰¹⁾.

En novembre 2014, un couple chrétien a été immolé par le feu par la foule sur la base d'allégations de blasphème. En mai 2015, un tribunal antiterroriste a inculpé 106 personnes soupçonnées d'avoir participé au lynchage du couple ⁽⁹⁰²⁾.

L'analphabétisme, la pauvreté ⁽⁹⁰³⁾ et la marginalisation rendent la communauté chrétienne pakistanaise vulnérable, en particulier à la violence sociale ⁽⁹⁰⁴⁾. Les chrétiennes travaillent souvent comme domestiques. Dans ce type de travail, elles risquent d'être victimes de violence et de conversion forcée ⁽⁹⁰⁵⁾. Les agressions sexuelles sur des chrétiennes mineures et des enlèvements sont signalés ⁽⁹⁰⁶⁾. Les mariages forcés et les conversions forcées de chrétiennes sont estimés entre 100 et 700 cas chaque année ⁽⁹⁰⁷⁾.

Agressions de chrétiens

Des chrétiens sont victimes d'assassinats ciblés. La victime chrétienne la plus connue d'un assassinat ciblé est le ministre des minorités, Shabaz Bhatti, assassiné en 2011 après avoir critiqué la loi sur le blasphème ⁽⁹⁰⁸⁾. En 2012, la NCJP a relevé 11 assassinats ciblés de chrétiens ⁽⁹⁰⁹⁾. Entre août et octobre 2013, trois activistes sociaux chrétiens ont été abattus par des gangsters armés dans un bidonville de Karachi, où vivent des centaines de familles hindoues et chrétiennes. Ils ont été pris dans une lutte de territoire entre gangs rivaux et n'ont pas bénéficié d'une aide des autorités ou de la police. Après ces assassinats, la majeure partie des habitants, soit environ 600 familles, a déménagé ⁽⁹¹⁰⁾.

Les griefs contre l'Occident touchent également la communauté chrétienne au Pakistan. Lorsque, en septembre 2012, des manifestations contre un film contre l'islam réalisé par un cinéaste amateur américain se sont déroulées au Pakistan, la foule a mis le feu à une église luthérienne, à une école secondaire, à une bibliothèque et à des maisons de pasteurs dans le district de Mardan, au Khyber Pakhtunkhwa. Une autre église a été attaquée à Hyderabad, dans le Sindh, et une personne a été blessée ⁽⁹¹¹⁾.

Le 22 septembre 2013, lors de l'attaque contre des chrétiens la plus meurtrière de l'histoire du Pakistan, deux kamikazes ont visé l'All Saints Church à Peshawar, dans le Khyber Pakhtunkhwa ⁽⁹¹²⁾. Le nombre de morts dans l'attentat varie considérablement, le gouvernement et les médias évoquant 85 tués et plus de 100 blessés, tandis que des sources chrétiennes mentionnaient le double de tués. La HRCP affirme que plus de 100 personnes sont mortes. Les attaquants ont frappé juste après la messe du dimanche, alors que des centaines de croyants étaient réunis. Deux policiers montant la garde hors de l'église ont été abattus en premier. Le groupe militant qui a revendiqué l'attentat a déclaré qu'il s'agissait de représailles contre les attaques de drones américains. Les gouvernements fédéral et provincial ont annoncé trois jours de deuil et ont versé 500 000 roupies à la famille de chacune des victimes.

⁽⁸⁹⁹⁾ Express Tribune (The), *Joseph Colony arson: '54 could be prosecuted under Anti-Terrorism Act'*, 14 March 2013; Dawn, *Affected families returning home*, 10 March 2013.

⁽⁹⁰⁰⁾ Représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013.

⁽⁹⁰¹⁾ AI, *Pakistan: Christian man sentenced to death under blasphemy law*, 27 March 2014.

⁽⁹⁰²⁾ Dawn, *Christian couple lynching: ATC indicts 106 suspects*, 21 May 2015.

⁽⁹⁰³⁾ Commissaire adjoint de l'administration du Territoire de la capitale Islamabad, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 14 March 2013.

⁽⁹⁰⁴⁾ USCIRF, *2013 Annual Report*, 30 April 2013.

⁽⁹⁰⁵⁾ Représentants de la Pakistan Interfaith League, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 11 March 2013.

⁽⁹⁰⁶⁾ USCIRF, *2013 Annual Report*, 30 April 2013; USCIRF, *Policy Brief, Prisoners of Belief Individuals Jailed under Blasphemy Laws*, March 2014.

⁽⁹⁰⁷⁾ USCIRF, *Policy Brief, Prisoners of Belief Individuals Jailed under Blasphemy Laws*, March 2014; Movement for Solidarity and Peace, *Forced Marriages & Forced Conversions in the Christian Community of Pakistan*, April 2014.

⁽⁹⁰⁸⁾ Représentants de la Pakistan Interfaith League, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 11 March 2013; Auswärtiges Amt Deutschland, *Pakistan, Staatsaufbau / Innenpolitik*, April 2015.

⁽⁹⁰⁹⁾ Représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013.

⁽⁹¹⁰⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

⁽⁹¹¹⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2012*, March 2013.

⁽⁹¹²⁾ BBC, *Pakistan blasts: Burials amid anger after Peshawar church attack*, 23 September 2013.

Des policiers ont été postés devant les églises principales. Cependant, selon la HCRP, les enquêtes pour retrouver les auteurs n'ont pas été menées avec sérieux ⁽⁹¹³⁾. Des protestations ont eu lieu dans des villes comme Peshawar, Islamabad, Lahore et Karachi ⁽⁹¹⁴⁾.

Des affrontements ont fait écho à ces actes de violence massive. Lors des manifestations de chrétiens qui ont suivi les émeutes à Lahore, des affrontements ont été signalés entre des manifestants et la police et, quelques semaines plus tard, des chrétiens et des musulmans se sont battus à Gujranwala. Lors des marches de protestation qui ont suivi l'attentat à la bombe contre l'église, des chrétiens et des musulmans se sont affrontés à Karachi. Un musulman a été tué et trois maisons ont été incendiées dans des quartiers essentiellement chrétiens de la ville. Des accusations de blasphème ont été retenues contre trois manifestants chrétiens après qu'ils ont été accusés de s'être attaqués à une mosquée avec des bâtons et des pierres ⁽⁹¹⁵⁾.

En 2013, cinq autres attaques ont visé des églises ou des policiers affectés à la protection des bâtiments. En avril 2013, des personnes non identifiées ont tenté d'incendier une église au Penjab, endommageant le bâtiment, et en août, l'intérieur d'une église a brûlé à Lahore. En août, en juillet et en novembre, respectivement, un policier a été tué alors qu'il gardait des églises à Peshawar ⁽⁹¹⁶⁾. En mars 2014, un groupe armé a détruit les fondations d'une église en construction dans le district d'Okara, dans la province du Penjab. Les chrétiens se sont plaints à la police et un premier rapport d'information a été rédigé à l'encontre de plusieurs suspects. Cependant, aucune arrestation n'a eu lieu et les suspects ont menacé les chrétiens qui avaient porté plainte ⁽⁹¹⁷⁾.

De l'autre côté du spectre social, en signe de solidarité de la communauté musulmane pakistanaise avec la minorité chrétienne après l'attentat de septembre 2013, des militants de la société civile ont formé des chaînes humaines autour des églises, et des leaders musulmans, comme le Conseil des oulémas pakistanaï, la principale organisation religieuse musulmane du pays, ont fermement condamné la violence ⁽⁹¹⁸⁾.

En mars 2015, 14 personnes ont perdu la vie et environ 80 autres ont été blessées dans l'explosion de bombes aux abords de deux églises d'un quartier chrétien de Lahore. Ces attentats visaient des croyants. Un groupe dissident des talibans pakistanaï, baptisé Jamaat-ul-Ahrar, a revendiqué les deux attentats. Après ceux-ci, la communauté chrétienne de Lahore a manifesté contre l'insécurité et la foule a lynché deux hommes soupçonnés d'avoir participé aux attentats ⁽⁹¹⁹⁾. Les attentats de Lahore ont été la première attaque d'envergure contre des chrétiens depuis l'attentat de septembre 2013 ⁽⁹²⁰⁾.

Plusieurs organisations chrétiennes sont actives dans les domaines social, juridique et politique afin d'autonomiser les chrétiens et d'améliorer leur situation. La NCJP est une organisation qui apporte une assistance juridictionnelle et a été créée par la Conférence des évêques catholiques du Pakistan. Une autre activité importante est le lobbying et les campagnes de sensibilisation aux problèmes de la minorité chrétienne, sur le plan national auprès des autorités compétentes et au niveau international. En raison de la situation sociale de la communauté chrétienne, la NCJP s'occupe des questions des minorités, d'éducation, des femmes et des droits du travail. La NCJP traite une centaine de dossiers par an, qui concernent le blasphème, la discrimination sur le lieu de travail ou dans le système éducatif ainsi que la violence à l'égard des femmes. Elle établit un dialogue avec le monde politique, la police et l'administration et jouit d'une réputation de neutralité ⁽⁹²¹⁾.

La Pakistan Interfaith League (PIL) est un mouvement social en faveur de la tolérance interconfessionnelle au Pakistan. Elle coopère avec l'United Council of Churches d'Islamabad et avec le National Supreme Council of Bishops. La PIL

⁽⁹¹³⁾ HCRP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

⁽⁹¹⁴⁾ BBC, *Pakistan blasts: Burials amid anger after Peshawar church attack*, 23 September 2013.

⁽⁹¹⁵⁾ HCRP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

⁽⁹¹⁶⁾ HCRP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

⁽⁹¹⁷⁾ Pakistan Christian Post, *Extremist Muslim vandalize Church foundations in a village near Okara*, 4 March 2014.

⁽⁹¹⁸⁾ HCRP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014, p. 94; Economic Times (The), *Pakistan yet to punish attackers of religious minorities: US report*, 29 July 2014; Neue Zürcher Zeitung, *Über 70 Tote bei Attentat auf Kirche in Pakistan*, 22 September 2013.

⁽⁹¹⁹⁾ Time, *Twin Bombings Outside Pakistan Churches Kill 14*, 15 March 2015.

⁽⁹²⁰⁾ IRIN News, *What terrorism does: Fear and anger for Christians after Pakistan bombs*, 19 March 2015.

⁽⁹²¹⁾ Représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013; European Parliament, *European Parliament resolution of 10 March 2011 on Pakistan, in particular the murder of Shahbaz Bhatti*, (2012/C 199 E/21), 11 March 2011; European Parliament, *European Parliament resolution of 20 May 2010 on religious freedom in Pakistan*, (2011/C 161 E/21), 20 May 2010.

rédige également des rapports sur la violence à l'égard des minorités et sur les accusations de blasphème et elle vient en aide aux victimes. La PILAP est une organisation d'aide qui lutte contre la pauvreté et apporte, notamment, une aide humanitaire ⁽⁹²²⁾.

Selon la NCJP, la communauté chrétienne tente de parvenir à un équilibre et de rester neutre. Elle coopère avec les acteurs importants, bien que les tentatives d'amendement de la loi sur le blasphème aient échoué; cependant, en ce qui concerne les lois sur le *hadood*, des succès ont été enregistrés, étant donné que toute la société civile a coopéré pour les faire modifier. L'ancien Premier ministre s'appuyait sur un conseiller chrétien pour les minorités nationales, qui était en position de critiquer l'action du gouvernement. Il est possible de dialoguer avec le gouvernement ⁽⁹²³⁾. La NCJP et la PIL confirment qu'elles sont reconnues et écoutées dans les cercles gouvernementaux également ⁽⁹²⁴⁾.

La PIL souligne l'importance de coopérer avec des érudits musulmans et avec le Conseil des oulémas pakistanais, en particulier son président, Mohammad Tahir Mehmood Ashrafi, pour faire campagne en vue de la libération de Rimsah Masih (une handicapée mentale chrétienne accusée d'avoir brûlé un exemplaire du Coran) et contre le recours excessif à la loi sur le blasphème ⁽⁹²⁵⁾. Cette affaire a été la première dans laquelle des organisations à la fois chrétiennes et musulmanes ont uni leur voix pour défendre la victime ⁽⁹²⁶⁾. À la suite de l'attentat de mars 2013 contre des chrétiens de Lahore, la PIL et le Conseil des oulémas ont réclamé ensemble, entre autres choses, une enquête publique et la poursuite des auteurs et des policiers qui n'ont pas réagi ⁽⁹²⁷⁾.

3.4.4 Les hindous

Selon une estimation du Pakistan Hindu Council (PHC), plus de 7 millions d'hindous vivent dans les différentes provinces du Pakistan, ce qui représente environ 5,5 % de la population totale ⁽⁹²⁸⁾. La plupart des sources, comme la HRCP, mentionnent une population hindoue de plus de deux ⁽⁹²⁹⁾ ou trois millions de personnes ⁽⁹³⁰⁾ au Pakistan. Selon un responsable de la British High Commission d'Islamabad, les hindous représentent 1,5 % de la population ⁽⁹³¹⁾.

La majorité des hindous pakistanais – environ 94 % – vit dans le Sindh, où, selon les estimations du PHC, ils représentent 17 % de la population de la province. Plus de la moitié de la population hindoue est concentrée dans le district du sud-est de Tharparkar, qui borde l'Inde. Plus de 4 % des hindous vivent au Penjab, où le PHC affirme qu'ils représentent moins de 1 % de la population, tandis qu'une petite partie de la communauté hindoue est établie dans le Baloutchistan (1 % selon les estimations) et dans le Khyber Pakhtunkhwa (légèrement moins) ⁽⁹³²⁾.

Lorsque l'Inde et le Pakistan sont devenus indépendants, en 1947, les violences interreligieuses entre hindous et musulmans faisaient rage dans les deux nouveaux États. Au Pakistan, le Khyber Pakhtunkhwa et le Penjab étaient les plus touchés, mais les hindous du Sindh craignaient que la violence ne se propage à leur province après la partition. Par conséquent, lors de la partition, la grande majorité des hindous vivant dans ce qui est aujourd'hui le Pakistan a émigré en Inde à la fin de 1948 ⁽⁹³³⁾. Des centaines de milliers d'hindous ont néanmoins décidé de rester au Pakistan et la plupart y sont même restés lors des guerres de 1965 et de 1971 entre les deux pays ⁽⁹³⁴⁾.

Face à la montée de l'intolérance et de l'extrémisme, la vie devient de plus en plus difficile pour les minorités religieuses au Pakistan, même dans le Sindh traditionnellement tolérant ⁽⁹³⁵⁾. Le nord du Sindh a une longue histoire d'inclusion dans la vie sociale, politique, économique et même religieuse, mais la situation semble évoluer. Ces

⁽⁹²²⁾ Le dirigeant chrétien de la PIL a rejoint le parti Pakistan Tehrik-e-Insaf d'Imran Khan en tant que conseiller aux affaires des minorités nationales. La PIL doit donc être considérée comme politiquement proche de ce parti. Représentants de la Pakistan Interfaith League, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 11 March 2013.

⁽⁹²³⁾ Représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013.

⁽⁹²⁴⁾ Représentants de la Pakistan Interfaith League, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 11 March 2013.

⁽⁹²⁵⁾ See for example: The Guardian, *Christian girl hailed as 'daughter of nation' by senior Pakistani cleric*, 3 September 2012; The Guardian, *Pakistani Muslim leaders support Christian girl accused of blasphemy*, 27 August 2012.

⁽⁹²⁶⁾ Représentants de la Pakistan Interfaith League, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 11 March 2013.

⁽⁹²⁷⁾ Représentants de la Pakistan Interfaith League, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 11 March 2013; Pakistan Observer, *Compensation to Badami Bagh victims 'insufficient'*, 13 March 2013; South Asia News Agency, *PUC & PIL asks govt to investigate Badami Bagh tragedy*, n.d.

⁽⁹²⁸⁾ Pakistan Hindu Council, *Population of Hindus in the Pakistan*, n.d.

⁽⁹²⁹⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

⁽⁹³⁰⁾ Secrétaire du ministère national de l'harmonie, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 15 March 2013.

⁽⁹³¹⁾ UK Home Office, *Country Information and Guidance, Pakistan: Religious Freedom*, 14 July 2014.

⁽⁹³²⁾ Pakistan Hindu Council, *Population of Hindus in the Pakistan*, n.d.

⁽⁹³³⁾ Pakistan Hindu Council, *Population of Hindus in the Pakistan*, n.d.

⁽⁹³⁴⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2012*, March 2013.

⁽⁹³⁵⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

dernières années, de plus en plus de rapports mentionnent que des hindous émigrent en raison de la discrimination sociale, de la violence ou de menaces de violence. La plupart des rapports signalant que des hindous quittent le Pakistan proviennent du Sindh, certes, mais également du Baloutchistan où les hindous ont vécu en paix pendant des siècles, mais ne se sentent plus en sécurité dans différents districts ⁽⁹³⁶⁾.

Un membre hindou de l'Assemblée nationale du Pakistan, appartenant au parti au pouvoir (PML-N), estime qu'environ 5 000 hindous quittent le pays chaque année ⁽⁹³⁷⁾, principalement à destination de l'Inde ⁽⁹³⁸⁾.

Les hindous sont victimes de discrimination sociale ⁽⁹³⁹⁾. Sur le plan économique, ils sont un groupe très défavorisé ⁽⁹⁴⁰⁾, dans la mesure où nombre d'entre eux appartiennent aux anciennes «castes inférieures» et sont des travailleurs agricoles sans terre vivant dans les zones rurales du Sindh et du Penjab, beaucoup étant même maintenus en servitude pour dettes. Il existe toutefois un large fossé social au sein de la communauté hindoue, les castes dites inférieures étant même en butte à un comportement discriminatoire de la part des hindous de «castes supérieures» ⁽⁹⁴¹⁾.

À l'autre extrémité du spectre de la population hindoue, une partie importante des hindous pakistanais travaille dans le commerce, les affaires et la fonction publique et a un bon niveau d'éducation ⁽⁹⁴²⁾. À Jacobabad, par exemple, où vivent quelque 40 000 hindous, 70 % des entreprises locales sont dirigées par des hindous ⁽⁹⁴³⁾.

Les hommes d'affaires hindous sont particulièrement exposés au risque d'être enlevés contre rançon ⁽⁹⁴⁴⁾. Au Baloutchistan, notamment, mais également dans certaines régions du Sindh, la communauté est préoccupée par ces enlèvements ⁽⁹⁴⁵⁾. Les vols et les enlèvements contre rançon se sont multipliés dans certaines régions du Sindh ⁽⁹⁴⁶⁾.

Les cas de plus en plus fréquents d'enlèvements de filles et de femmes hindoues pour les convertir de force à l'islam et les marier à des garçons ou des hommes musulmans sont l'une des préoccupations majeures de la communauté hindoue ⁽⁹⁴⁷⁾, surtout dans le Sindh. Bien qu'il soit difficile de les chiffrer précisément ⁽⁹⁴⁸⁾, plusieurs activistes hindous estiment qu'il s'en produit 20 par mois à Karachi ⁽⁹⁴⁹⁾, tandis que d'autres estimations évoquent 1 000 cas de conversion par an dans la province du Sindh ⁽⁹⁵⁰⁾.

En février 2013, des partis politiques et des activistes de la société civile ont manifesté à Karachi pour protester contre l'enlèvement et la conversion forcée d'hindoues ⁽⁹⁵¹⁾. Le gouvernement du Sindh a mis en place un comité de trois membres en vue d'élaborer une loi pour mettre un terme aux mariages forcés d'hindoues ⁽⁹⁵²⁾. En juin 2014, la commission permanente de la loi, de la justice et des droits de l'homme de l'Assemblée nationale a approuvé un projet de loi (Hindu Marriage Bill 2014) visant à lutter contre les conversions et les mariages forcés ⁽⁹⁵³⁾.

⁽⁹³⁶⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2012*, March 2013.

⁽⁹³⁷⁾ Times of India, *Mapping temples in Pakistan*, 27 July 2014.

⁽⁹³⁸⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

⁽⁹³⁹⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

⁽⁹⁴⁰⁾ Local expert, e-mail, contacted by BFA Staatendokumentation, 2 November 2012.

⁽⁹⁴¹⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

⁽⁹⁴²⁾ Pakistan Hindu Council, *Population of Hindus in the Pakistan*, n.d.

⁽⁹⁴³⁾ News International (The), *Hindu community not to leave Pakistan*, declares Panchayat, 15 August 2012.

⁽⁹⁴⁴⁾ News International (The), *Hindu community not to leave Pakistan*, declares Panchayat, 15 August 2012.

⁽⁹⁴⁵⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2012*, March 2013; représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013; représentants de la Pakistan Interfaith League, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 11 March 2013.

⁽⁹⁴⁶⁾ News International (The), *Hindu community not to leave Pakistan*, declares Panchayat, 15 August 2012.

⁽⁹⁴⁷⁾ USCIRF, *Policy Brief, Prisoners of Belief Individuals Jailed under Blasphemy Laws*, March 2014; DFAT, *Country Information Report Pakistan*, 29 November 2013.

⁽⁹⁴⁸⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

⁽⁹⁴⁹⁾ The Hindu, *Forced conversion of Hindu girls on the rise: Pak Hindu Council*, 7 January 2014; USCIRF, *2013 Annual Report*, 30 April 2013; représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013; Représentants de la Pakistan Interfaith League, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 11 March 2013.

⁽⁹⁵⁰⁾ World Hindu News, *Pakistan works to stop Hindu girls' forced marriages*, 13 July 2014; représentants de la Commission nationale pour la justice et la paix, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 10 March 2013; représentants de la Pakistan Interfaith League, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 11 March 2013.

⁽⁹⁵¹⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

⁽⁹⁵²⁾ The Hindu, *Forced conversion of Hindu girls on the rise: Pak Hindu Council*, 7 January 2014.

⁽⁹⁵³⁾ World Hindu News, *Pakistan works to stop Hindu girls' forced marriages*, 13 July 2014.

Des membres hindous de l'Assemblée nationale et de l'assemblée provinciale du Sindh ont soulevé les questions de la conversion forcée et du mariage forcé devant le Parlement et les tribunaux, selon des informations parues dans les médias ⁽⁹⁵⁴⁾.

Les hindous ont également été victimes de représailles commises par des extrémistes à un moment où l'on pensait qu'en Inde, des musulmans étaient victimes d'attaques en raison de leur religion ⁽⁹⁵⁵⁾.

La loi accorde la liberté de culte à la communauté hindoue du Pakistan. Cependant, lors d'incidents, des temples hindous ont été endommagés ⁽⁹⁵⁶⁾. Ainsi, les manifestations de protestation contre un cinéaste amateur américain ayant réalisé un film contre l'islam en 2012 ont également eu pour conséquence qu'un temple hindou a été vandalisé par des manifestant (la police a inculpé les auteurs de blasphème). Trois temples hindous au moins ont été vandalisés en 2012 ⁽⁹⁵⁷⁾.

Des allégations selon lesquelles un hindou aurait commis un blasphème en profanant le Coran a déclenché une émeute, au cours de laquelle la foule a incendié un temple hindou à Larkana en mars 2014. En mars 2014 toujours, un temple vieux de 150 ans, situé à Karachi, a été menacé par des travaux de construction tout proches. Plusieurs activistes ont manifesté en faveur de la communauté hindoue ⁽⁹⁵⁸⁾.

Les hindous se heurtent à des difficultés juridiques parce qu'il n'existe pas de loi ou de mécanisme pour enregistrer les mariages hindous au Pakistan. Cette situation affecte les droits des couples hindous, dans la mesure où elle crée des complications en matière de divorce, de pension alimentaire, d'héritage, de demande de passeport et d'accès aux soins de santé. Selon la HRC, les couples mariés sont harcelés par la police et doivent verser de l'argent. Les couples doivent souvent prouver qu'ils sont mariés en présentant des cartons d'invitation ou des photographies du mariage. Le comité d'experts mis sur pied pour élaborer un projet de loi contre les conversions forcées a également été chargé d'inclure la question de l'enregistrement des mariages hindous, en consultation avec des législateurs de la communauté hindoue ⁽⁹⁵⁹⁾.

Différentes organisations sociopolitiques et/ou caritatives hindoues du Pakistan, comme le Pakistan Hindu Council, le Pakistan Hindu Panchayat, le Shri Maharashtra Panchayat, le Pakistan Hindu Seva et le Pakistan Hindu Seva Welfare Trust, ont toutes réclamé de meilleures conditions de vie ⁽⁹⁶⁰⁾.

À titre d'exemple, le Pakistan Hindu Panchayat organise un soutien en faveur des candidats hindous aux élections hindoues et fait pression sur des questions importantes pour la communauté hindoue, comme la sécurité des temples, l'enlèvement d'hindous contre rançon et les conversions forcées. Ayant des bureaux dans toutes les provinces pakistanaïses, cette association a pour but d'unir la communauté hindoue dans la défense de ses droits, libertés et intérêts fondamentaux et de faire progresser l'éducation et l'égalité de traitement ⁽⁹⁶¹⁾.

Lors des élections générales de mai 2013, de nombreux partis politiques du Sindh ont désigné des candidats des minorités religieuses pour participer aux élections. Néanmoins, quelques-uns seulement ont été désignés dans des circonscriptions où ils avaient une chance réaliste de l'emporter. Des hindous de «castes inférieures» du Sindh ont manifesté pour protester contre le fait que seuls des hindous des castes supérieures avaient été désignés par les partis politiques comme candidats aux élections, tout en réclamant que plus de représentants des castes inférieures soient désignés comme candidats des minorités par les partis ⁽⁹⁶²⁾.

Avant le scrutin, la commission électorale du Pakistan a publié un code de conduite pour les partis politiques et les candidats, interdisant fermement de chercher à recueillir des voix au nom de la religion ou de faire campagne contre une personne sur le fondement de sa religion, de son origine ethnique, de sa caste ou de son sexe. Une madrasa du

⁽⁹⁵⁴⁾ For example: Dr. Ramesh Kumar Vankwani, PML-N Member National Assembly; The Hindu, *Forced conversion of Hindu girls on the rise: Pak Hindu Council*, 7 January 2014.

⁽⁹⁵⁵⁾ HRC, *State of Human Rights in 2012*, March 2013.

⁽⁹⁵⁶⁾ DFAT, *Country Information Report Pakistan*, 29 November 2013.

⁽⁹⁵⁷⁾ HRC, *State of Human Rights in 2012*, March 2013.

⁽⁹⁵⁸⁾ Times of India, *Mapping temples in Pakistan*, 27 July 2014.

⁽⁹⁵⁹⁾ HRC, *State of Human Rights in 2013*, March 2014; DFAT, *Country Information Report Pakistan*, 29 November 2013.

⁽⁹⁶⁰⁾ See for example: Express Tribune (The), *Discussing their rights: Hindu Panchayat claims govt does nothing but condemn*, 12 August 2014.

⁽⁹⁶¹⁾ Gupta, Om, *Encyclopedia of India, Pakistan and Bangladesh*, 2006.

⁽⁹⁶²⁾ HRC, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

Sindh a néanmoins distribué un prospectus appelant les musulmans à ne pas voter pour des hindous, les décrivant comme des infidèles et affirmant que voter pour un candidat hindou équivalait à trahir l'islam. Les autorités et la commission électorale n'ont pris aucune mesure à la suite de la diffusion de ce prospectus ⁽⁹⁶³⁾.

Lors des élections générales de mai 2013, une hindoue de caste inférieure du Sindh a été la première ancienne travailleuse forcée à se présenter aux élections. Bien qu'elle n'ait recueilli que 503 voix, sa candidature a été saluée comme un événement marquant pour les femmes des communautés marginalisées et les travailleurs forcés ⁽⁹⁶⁴⁾.

3.4.5 Les sikhs

Le Pakistan est considéré comme le lieu de naissance de la religion sikhe, puisque son fondateur, Guru Nanak, est né à Nankana Sahib ⁽⁹⁶⁵⁾, dans ce qui est aujourd'hui le Pakistan ⁽⁹⁶⁶⁾. Plusieurs lieux saints du sikhisme se trouvent au Pakistan, de nombreux pèlerins visitent le pays chaque année ⁽⁹⁶⁷⁾. Dans le cadre du pacte Nehru-Liaquat, l'Inde et le Pakistan autorisent les sikhs à visiter les lieux sacrés du Pakistan pour certaines fêtes religieuses ⁽⁹⁶⁸⁾.

La communauté sikhe au Pakistan est estimée à entre 15 000 ⁽⁹⁶⁹⁾ et 20 000 fidèles ⁽⁹⁷⁰⁾. Les sikhs vivent principalement dans le Khyber Pakhtunkhwa, où 500 familles sikhes sont installées dans la capitale provinciale Peshawar, dans les FATA et au Penjab ⁽⁹⁷¹⁾, la concentration la plus forte étant enregistrée à Lahore ⁽⁹⁷²⁾. Le site internet All about Sikhs énumère 150 *gurdwaras* (lieux de culte pour les sikhs) au Pakistan, mais n'indique pas combien d'entre eux sont encore fréquentés ⁽⁹⁷³⁾. Selon le Pakistan Sikh Council, 17 *gurdwaras* sont situés dans le Sindh ⁽⁹⁷⁴⁾.

De façon générale, de nombreux sanctuaires sikhs sont tombés en ruine depuis 1947, étant donné que la population sikhe restante, son pouvoir économique et son influence politique sont minimales par rapport à ce qu'ils étaient avant 1947 ⁽⁹⁷⁵⁾. Selon les rapports, le Pakistan Sikh Gurdwara Parbandhak Committee entretient mal les sanctuaires sikhs et plusieurs d'entre eux ont besoin de réparations urgentes ⁽⁹⁷⁶⁾.

La situation sécuritaire dans les principaux villages sikhs des FATA et du Khyber Pakhtunkhwa est fortement influencée par le fait que ces provinces sont les principaux repaires de groupes talibans et sont donc celles qui souffrent le plus des attaques et du militantisme au Pakistan.

Les habitants sikhs des FATA – surtout ceux qui dirigent des entreprises – ont été victimes d'enlèvements contre rançon, d'extorsion de fonds, d'intimidations et d'agressions par des extrémistes. Il est également signalé que, dans certaines régions des FATA où les militants sont très présents, ces derniers réclament aux sikhs le paiement de la *jizya*, une sorte d'impôt de protection islamique pour les non-musulmans. Les talibans de l'Agence de Khyber, dans les FATA, revêtent même cet «impôt» d'une sorte de sceau officiel en remettant des reçus en échange du versement de la *jizya*. De nombreux sikhs de la vallée du Tirah, une zone frappée par les talibans dans l'Agence de Khyber, et des Agences d'Orakzai et de Kurram dans les FATA ont déménagé vers Peshawar, la capitale provinciale toute proche du Khyber Pakhtunkhwa, afin d'échapper à la violence des activistes et à l'état de non-droit dans ces régions ⁽⁹⁷⁷⁾. Cependant, le Khyber Pakhtunkhwa et en particulier Peshawar sont largement touchés par des attaques de talibans et d'autres activistes ou extrémistes (qui y sont liés).

⁽⁹⁶³⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

⁽⁹⁶⁴⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

⁽⁹⁶⁵⁾ Shiromani Gurdwara Parbandhak Committee, *Historical Gurdwaras Of Pakistan, Nankana Sahib*, n.d.

⁽⁹⁶⁶⁾ Secrétaire du ministère national de l'harmonie, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 15 March 2013.

⁽⁹⁶⁷⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

⁽⁹⁶⁸⁾ Sikh Net, *Sikh devotees return from Pakistan, report on poor state of shrines*, 23 April 2013.

⁽⁹⁶⁹⁾ Express Tribune (The), *Mutual respect: Appreciation of cultural diversity, interfaith harmony urged*, 8 August 2014.

⁽⁹⁷⁰⁾ Secrétaire du ministère national de l'harmonie, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 15 March 2013.

⁽⁹⁷¹⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

⁽⁹⁷²⁾ Secrétaire du ministère national de l'harmonie, *interview de FFM réalisée par BFA Staatendokumentation*, 15 March 2013.

⁽⁹⁷³⁾ All about Sikhs, *List of Gurdwaras in Pakistan*, n.d.

⁽⁹⁷⁴⁾ Dawn, *Clouds of Distrust*, 27 May 2014.

⁽⁹⁷⁵⁾ Punjabi Janta, *Sikhism in Pakistan*, 20 June 2010; Dawn, *Clouds of Distrust*, 27 May 2014; HRCP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

⁽⁹⁷⁶⁾ Sikh Net, *Sikh devotees return from Pakistan, report on poor state of shrines*, 23 April 2013.

⁽⁹⁷⁷⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

Dans les zones habitées du Khyber Pakhtunkhwa, les assassinats de sikhs, surtout dans leurs entreprises, sont en hausse, avec au moins trois morts en 2013 ⁽⁹⁷⁸⁾, tandis que trois autres ont été assassinés en un mois seulement en août-septembre 2014, dont deux à Peshawar ⁽⁹⁷⁹⁾.

La plupart des sikhs quittent le Khyber Pakhtunkhwa et les FATA pour s'installer à Hasanabdal, au Penjab, ⁽⁹⁸⁰⁾ où vit une communauté sikhe plus importante, et à Rawalpindi, au Penjab ⁽⁹⁸¹⁾. Cependant, selon les estimations de *l'Express Tribune*, depuis 2005, entre 40 et 50 familles sikhes ont également émigré en Inde ⁽⁹⁸²⁾.

Depuis la mi-2013, la profanation en brûlant et en déchirant le Guru Granth Sahib, le livre saint des sikhs, dans plusieurs temples hindous situés dans des villes de la province du Sindh ⁽⁹⁸³⁾ s'est poursuivie jusqu'en mai 2014 et a mis la communauté sikhe en colère ⁽⁹⁸⁴⁾. Le Guru Granth Sahib est conservé dans quelques temples hindous parce qu'une partie de la communauté hindoue le considère comme sacré ⁽⁹⁸⁵⁾. Des pratiques et des croyances similaires ont parfois conduit les hindous et les sikhs à utiliser les mêmes temples ⁽⁹⁸⁶⁾.

Les dirigeants hindous, le Pakistan Sikh Council et des érudits musulmans ont condamné les profanations et leurs auteurs hindous qui veulent semer la haine entre sikhs et hindous au Pakistan ⁽⁹⁸⁷⁾. Le Pakistan Sikh Council a déclaré qu'aucun conflit n'avait été signalé dans les 17 *gurdwaras* du Sindh ⁽⁹⁸⁸⁾.

La communauté s'est adressée au président de la Cour suprême, qui a ordonné à l'avocat général de faire en sorte que les premiers rapports d'information sur les incidents soient présentés à la cour, conformément à l'article 295 du code pénal pakistanais (article sur le blasphème) ⁽⁹⁸⁹⁾. Le 24 mai 2014, près de 300 sikhs se sont rassemblés à Islamabad pour protester devant le Parlement contre la profanation de leur livre saint ⁽⁹⁹⁰⁾.

La communauté sikhe rencontre les mêmes difficultés que la communauté hindoue en ce qui concerne l'absence d'enregistrement des mariages ⁽⁹⁹¹⁾.

Lors des élections générales de 2013, Ramesh Singh Arora est devenu le premier membre sikh de l'Assemblée du Penjab. Il a été nommé par la Pakistan Muslim League (PML-N) à un siège réservé aux minorités religieuses. À l'Assemblée provinciale du Khyber Pakhtunkhwa, un membre de la communauté sikh occupe un siège réservé aux minorités et a été nommé par le Pakistan Tehrik-e-Insaf ⁽⁹⁹²⁾.

3.4.6 Sectes musulmanes

Islam sunnite

Au Pakistan, les sunnites sont un groupe extrêmement hétérogène. L'islam sunnite au Pakistan peut être classé en trois sous-sectes: les déobandis, les barelvis et l'Ahl-e-Hadith ⁽⁹⁹³⁾. Les barelvis sont majoritaires et représentent 60 %

⁽⁹⁷⁸⁾ Express Tribune (The), *Targeted killing: Sikh teenager shot dead*, 7 August 2014.

⁽⁹⁷⁹⁾ Express Tribune (The), *Another Sikh gunned down in K-P*, 6 September 2014.

⁽⁹⁸⁰⁾ Express Tribune (The), *Mutual respect: Appreciation of cultural diversity, interfaith harmony urged*, 8 August 2014.

⁽⁹⁸¹⁾ Sikh Siyasat News, *Repeated targeted killings outrage Sikhs in Pakistan: Peshawar killing sparks protest*, 6 August 2014.

⁽⁹⁸²⁾ Express Tribune (The), *Mutual respect: Appreciation of cultural diversity, interfaith harmony urged*, 8 August 2014.

⁽⁹⁸³⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

⁽⁹⁸⁴⁾ Dawn, *Sikh council gives five-day deadline to govt for arrest of desecration suspects*, 27 May 2014.

⁽⁹⁸⁵⁾ Indian Express (The), *The fading memory of amity*, 27 June 2014.

⁽⁹⁸⁶⁾ Daily Times (The), *Sikhs live amid rare agony from Hindu 'extremists' in Sindh*, 31 May 2014.

⁽⁹⁸⁷⁾ Onislam, *Hindu-Sikh Tensions Escalate in Pakistan*, 16 September 2013; Dawn, *Sikh council gives five-day deadline to govt for arrest of desecration suspects*, 27 May 2014.

⁽⁹⁸⁸⁾ Dawn, *Clouds of Distrust*, 27 May 2014.

⁽⁹⁸⁹⁾ Dawn, *Sikh council gives five-day deadline to govt for arrest of desecration suspects*, 27 May 2014.

⁽⁹⁹⁰⁾ Indian Express (The), *The fading memory of amity*, 27 June 2014.

⁽⁹⁹¹⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

⁽⁹⁹²⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

⁽⁹⁹³⁾ Abid, Saadia, *Religion as Faith? Education Purdah and Modernity, An Ethnographic Study of Islamabad's Madrassah Jamia Hafsa*, 2010; Express Tribune (The), *The Widening Split*, 26 April 2010.

de la population sunnite du Pakistan, selon les estimations. Les déobandis représentent environ 35 % des sunnites et constituent donc, par ordre d'importance, la deuxième sous-secte sunnite du Pakistan ⁽⁹⁹⁴⁾. Un petit nombre de sunnites pakistanais (environ 5 %) suit l'école Ahl-e-Hadith (sanafite) ⁽⁹⁹⁵⁾.

Les madrasas sont regroupées en fonction de l'école de pensée (*maslak*) qu'elles suivent et dépendent d'une organisation de tutelle appelée *wafaq* ou *tanzim*:

- Wafaq ul Madaris Al-Arabia Pakistan (déobandi)
- Tanzim ul Madaris Ahl-e-Sunnat Pakistan (barelvi)
- Wafaq ul Madaris Al Salafia (Ahl-e-Hadith)
- Rabita-tul-Madaris Islamia (Jamat-e-Islami)
- Wafaq ul Madaris Al Shia ⁽⁹⁹⁶⁾

Depuis l'entrée en vigueur de l'ordonnance sur l'enregistrement des madrasas, toutes les madrasas doivent être enregistrées auprès de l'un des cinq conseils indépendants (*wafaqs*) ou directement auprès du gouvernement. De nombreuses madrasas non enregistrées sont toutefois encore actives ⁽⁹⁹⁷⁾.

Déobandisme

L'école de pensée sunnite déobandite tire son nom de la ville de Deoband, en Inde ⁽⁹⁹⁸⁾, où la première université/madrassa de cette sous-secte, Dar-al-Uloom, a été fondée en 1867 (en 1866, selon certaines sources) ⁽⁹⁹⁹⁾, au début de la lutte pour l'indépendance de l'Inde, afin de s'affranchir du régime colonial britannique ⁽¹⁰⁰⁰⁾. L'université a été créée en réaction à la civilisation et à la culture occidentales afin de sauver l'islam et ses enseignements ⁽¹⁰⁰¹⁾. Les fondateurs de l'école, Mohammad Qasim Nanautawi et Rashid Ahmad Gangohi ⁽¹⁰⁰²⁾, ont créé la madrasa afin que les musulmans disposent d'un endroit pour échapper à ce qu'ils considéraient comme l'invasion corruptrice de la civilisation occidentale. L'école souhaitait offrir un lieu où les musulmans pourraient revenir à ce qu'ils considéraient comme l'islam « pur » ⁽¹⁰⁰³⁾. La madrasa de Deoband reposait sur le système éducatif formel britannique, plutôt que sur le style d'éducation familial, informel traditionnel. Elle n'enseignait toutefois pas les sciences occidentales et était centrée sur l'étude du Coran, des hadiths et des lois et sciences islamiques ⁽¹⁰⁰⁴⁾. Elle entendait former une nouvelle génération de musulmans éduqués, qui ranimerait les valeurs islamiques fondées sur l'apprentissage intellectuel, l'expérience spirituelle, la charia et le *Tariaqath* ou la « voie » ⁽¹⁰⁰⁵⁾.

L'école déobandite est l'une des sectes les plus littérales et puritaines de l'islam sunnite ⁽¹⁰⁰⁶⁾. Elle s'oppose à l'islam populaire, qui est axé sur le mysticisme des sanctuaires, l'intercession des saints et les célébrations coutumières qui en découlent. Contrairement à la pratique commune des *pirs* (saints soufis, guides spirituels) dans les sanctuaires, les déobandis mettent en avant la responsabilité individuelle centrale des adeptes qui se conforment à la loi ⁽¹⁰⁰⁷⁾. L'islam déobandite repose sur les mosquées et les madrasas ⁽¹⁰⁰⁸⁾.

⁽⁹⁹⁴⁾ DFAT, *Thematic Report, Shias in Pakistan*, 18 December 2013; Khan, Saleem, *Religious Nationalism and Sectarianism in Pakistan*, 4 June 2008; Abid, Saadia, *Religion as Faith? Education Purdah and Modernity, An Ethnographic Study of Islamabad's Madrassah Jamia Hafsa*, 2010.

⁽⁹⁹⁵⁾ DFAT, *Thematic Report, Shias in Pakistan*, 18 December 2013.

⁽⁹⁹⁶⁾ Abid, Saadia, *Religion as Faith? Education Purdah and Modernity, An Ethnographic Study of Islamabad's Madrassah Jamia Hafsa*, 2010.

⁽⁹⁹⁷⁾ US DOS, *International Religious Freedom Report for 2013 – Pakistan*, 28 July 2014.

⁽⁹⁹⁸⁾ Human Rights Watch, *'We are the Walking Dead': Killings of Shia Hazaras in Balochistan*, Pakistan, 30 June 2014.

⁽⁹⁹⁹⁾ Abid, Saadia, *Religion as Faith? Education Purdah and Modernity, An Ethnographic Study of Islamabad's Madrassah Jamia Hafsa*, 2010; Kraml, Roland, *Changes in Pashtun tribal structure since 1978: the influence of war, foreign militaries and militant political Islam*, 2012; New Age Islam, *Darul Uloom Deoband: The Indian Ideological Source of the Taliban*, 12 November 2012.

⁽¹⁰⁰⁰⁾ New Age Islam, *Darul Uloom Deoband: The Indian Ideological Source of the Taliban*, 12 November 2012.

⁽¹⁰⁰¹⁾ Human Rights Watch, *'We are the Walking Dead': Killings of Shia Hazaras in Balochistan, Pakistan*, 30 June 2014; Fox News, *At Pakistan's 'Taliban U,' jihadists major in anti-Americanism*, 8 February 2014.

⁽¹⁰⁰²⁾ Abid, Saadia, *Religion as Faith? Education Purdah and Modernity, An Ethnographic Study of Islamabad's Madrassah Jamia Hafsa*, 2010.

⁽¹⁰⁰³⁾ New Age Islam, *Darul Uloom Deoband: The Indian Ideological Source of the Taliban*, 12 November 2012.

⁽¹⁰⁰⁴⁾ Abid, Saadia, *Religion as Faith? Education Purdah and Modernity, An Ethnographic Study of Islamabad's Madrassah Jamia Hafsa*, 2010.

⁽¹⁰⁰⁵⁾ Kraml, Roland, *Changes in Pashtun tribal structure since 1978: the influence of war, foreign militaries and militant political Islam*, 2012.

⁽¹⁰⁰⁶⁾ Human Rights Watch, *'We are the Walking Dead': Killings of Shia Hazaras in Balochistan, Pakistan*, 30 June 2014.

⁽¹⁰⁰⁷⁾ Abid, Saadia, *Religion as Faith? Education Purdah and Modernity, An Ethnographic Study of Islamabad's Madrassah Jamia Hafsa*, 2010.

⁽¹⁰⁰⁸⁾ Khan, Saleem, *Religious Nationalism and Sectarianism in Pakistan*, 4 June 2008.

Leur croyance s'oppose aux pratiques coutumières populaires, telles que celles que suivent les chiïtes et les barelvis, et se rapproche du wahhabisme strict, qui trouve son origine en Arabie saoudite ⁽¹⁰⁰⁹⁾. Les déobandis désavouent de nombreux festivals et rituels populaires que les barelvis associent aux sanctuaires soufis mais, à la différence des wahhabites les plus extrémistes, les déobandis n'encouragent pas la destruction des sanctuaires ⁽¹⁰¹⁰⁾.

Lorsque la Grande-Bretagne a cessé de contrôler le sous-continent indien, les déobandis se sont alignés sur le Mahatma Gandhi et se sont opposés au leader politique musulman indien de l'époque, Mohammad Ali Jinnah. À l'instar de Gandhi, les déobandis étaient opposés à la partition de l'Inde en deux États, dont un pour les musulmans (qui devait s'appeler Pakistan), et s'efforçaient en revanche d'unir les Indiens en vue de créer un État démocratique pour tous les Indiens, toutes religions confondues. En 1947, lorsque le sous-continent a été divisé, les déobandis ont décidé de ne pas aller s'établir dans le nouvel État du Pakistan. Les hostilités ayant débuté rapidement entre les deux nouveaux États, les adeptes du déobandisme au Pakistan ont dû créer leurs propres centres d'enseignement, puisqu'ils n'avaient plus accès au centre de Deoband. Plutôt que d'affaiblir le mouvement, cette contrainte a entraîné une multiplication des madrasas déobandies, étant donné que, dans le nouvel environnement, de nouveaux dirigeants pouvaient apparaître et ne pas se soumettre à l'autorité du centre ⁽¹⁰¹¹⁾.

En 1971, on dénombrait déjà 900 madrasas déobandies au Pakistan ⁽¹⁰¹²⁾. Dans les années 1970, le régime militaire de Zia-ul-Haq a clairement favorisé les déobandis au niveau de l'administration et du financement, en désavantageant les chiïtes et les barelvis. Des sources indiquent que nombre de mosquées barelvis ont été déclarées déobandies par l'administration ⁽¹⁰¹³⁾.

Grâce au financement de la secte par le régime de Zia-ul-Haq et aux donations de plus de 45 pays musulmans, le nombre de madrasas déobandies au Pakistan a atteint le chiffre officiel de 8 000, sans compter 25 000 madrasas non enregistrées dispensant leur enseignement à un demi-million d'étudiants en 1988, selon les estimations ⁽¹⁰¹⁴⁾. Son organisation de tutelle, Wafaq ul Madaris Al-Arabia Pakistan, qui a été fondée en 1957 au Pakistan, compte aujourd'hui plus de 8 000 écoles *Iqra* et 10 000 séminaires affiliés dans le pays et se présente comme la plus importante fédération de séminaires islamiques au monde ⁽¹⁰¹⁵⁾. Au Pakistan, les madrasas déobandies, souvent financées par l'étranger, sont de loin plus nombreuses que les madrasas barelvis et forment également la majorité des oulémas sunnites (érudits islamiques), en dépit de leur faible pourcentage dans la population. La force du mouvement se voit également dans l'expansion de madrasas déobandies en Europe et en Amérique du Nord ⁽¹⁰¹⁶⁾.

Extrémisme déobandi

En l'absence d'une hiérarchie centralisée et de leaders religieux reconnus, le courant déobandi au Pakistan s'est scindé en de multiples factions et certaines de celles-ci sont devenues des groupes extrémistes ⁽¹⁰¹⁷⁾. À l'heure actuelle, au Pakistan, les déobandis sont souvent associés à des interprétations strictes du Coran ⁽¹⁰¹⁸⁾ et de nombreux centres d'enseignement déobandis sont réputés suivre la ligne dure, étant donné qu'un certain nombre de madrasas déobandies a été relié à l'extrémisme ⁽¹⁰¹⁹⁾.

En fait, le déobandisme est la sous-secte à laquelle adhèrent la plupart des talibans et des milices sectaires du Pakistan et d'Afghanistan, un grand nombre des dirigeants des milices ayant été éduqués sur le plan religieux et idéologique dans des madrasas déobandies pakistanaïses ⁽¹⁰²⁰⁾. La plupart des sources s'accordent à dire que la majorité écrasante des groupes militants particulièrement antichiïtes qui opèrent au Pakistan suivent ou prétendent suivre une forme d'islam déobandi ou salafiste ⁽¹⁰²¹⁾. Certaines madrasas déobandies ont envoyé des combattants non seulement en Afghanistan, mais aussi au Cachemire, en Tchétchénie et en Bosnie.

⁽¹⁰⁰⁹⁾ Express Tribune (The), *The Widening Split*, 26 April 2010.

⁽¹⁰¹⁰⁾ Khan, Saleem, *Religious Nationalism and Sectarianism in Pakistan*, 4 June 2008.

⁽¹⁰¹¹⁾ New Age Islam, *Darul Uloom Deoband: The Indian Ideological Source of the Taliban*, 12 November 2012.

⁽¹⁰¹²⁾ Kraml, Roland, *Changes in Pashtun tribal structure since 1978: the influence of war, foreign militaries and militant political Islam*, 2012.

⁽¹⁰¹³⁾ Südasien Info, Gugler, Thomas, *Populärislamismus in Pakistan*, 17 January 2010.

⁽¹⁰¹⁴⁾ Kraml, Roland, *Changes in Pashtun tribal structure since 1978: the influence of war, foreign militaries and militant political Islam*, 2012.

⁽¹⁰¹⁵⁾ Result.pk, *BISE Wafaqul Madaris Al Arabia Results 2015*, n.d.

⁽¹⁰¹⁶⁾ New Age Islam, *Darul Uloom Deoband: The Indian Ideological Source of the Taliban*, 12 November 2012.

⁽¹⁰¹⁷⁾ Ahmed, Rashid, *Taliban: Afghanistans Gotteskämpfer und der neue Krieg am Hindukusch*, 2010.

⁽¹⁰¹⁸⁾ Human Rights Watch, *'We are the Walking Dead': Killings of Shia Hazaras in Balochistan, Pakistan*, 30 June 2014.

⁽¹⁰¹⁹⁾ New Age Islam, *Darul Uloom Deoband: The Indian Ideological Source of the Taliban*, 12 November 2012.

⁽¹⁰²⁰⁾ Khan, Saleem, *Religious Nationalism and Sectarianism in Pakistan*, 4 June 2008.

⁽¹⁰²¹⁾ DFAT, *Thematic Report, Shias in Pakistan*, 18 December 2013; Express Tribune (The), *The Widening Split*, 26 April 2010.

Le déobandisme est également l'un des principaux courants religieux influençant les talibans, l'autre étant le wahhabisme, une tradition stricte et austère de l'hanafisme sunnite originaire d'Arabie saoudite. L'une des factions les plus connues de l'enseignement déobandi était dirigée par Sami ul-Haq. Dans sa madrasa, Darul Uloom Haqqania, il a formé un grand nombre de ceux qui allaient devenir par la suite ministres, gouverneurs, juges et administrateurs du régime taliban afghan ⁽¹⁰²²⁾. Sami ul-Haq a donc été qualifié par certains de «père des talibans». Le réseau Haqqani tire même son nom de la madrasa Haqqania susvisée. Des responsables et des enseignants du séminaire nient catégoriquement le fait qu'ils prêchent la violence. Cependant, l'adhésion à l'islam fondamentaliste de Darul Uloom Haqqania et le discours antioccidental qu'elle tient incitent les étudiants à s'opposer à l'Occident et à combattre les ennemis de l'islam ⁽¹⁰²³⁾.

L'émergence de multiples interprétations extrémistes de l'enseignement déobandi n'implique toutefois pas que cette école de pensée ou les déobandis proprement dits soient plus radicaux ou plus militants que d'autres, comme on le suppose souvent ⁽¹⁰²⁴⁾. L'école déobandite n'a jamais été aussi extrémiste que, par exemple, les talibans, dont les déobandis traditionnels n'excuseront jamais le radicalisme. Cet extrémisme d'un genre nouveau «dévalorise clairement la tradition déobandite d'enseignement et de réforme», selon le chercheur Roland Kraml ⁽¹⁰²⁵⁾.

Les barelvis

Le courant barelvi de l'islam sunnite ou Ahl-e Sunnat wa Jama'at est le mouvement que suit la grande majorité des musulmans sunnites du Pakistan et il est particulièrement fort dans les campagnes, où vit la majeure partie de la population ⁽¹⁰²⁶⁾. Cette secte religieuse est particulièrement influente au sein de la population non pachtoun ⁽¹⁰²⁷⁾. L'organisation de tutelle des barelvis, la Tanzim ul Madaris Ahl-e-Sunnat, compte plus de 6 000 madrasas enregistrées et il existe des milliers d'organisations barelvis dans le pays, certaines étant limitées à un seul quartier. Bien que les multiples groupes barelvis soient extrêmement hétérogènes, l'organe national, appelé Sunni Ittehad Council, joue un rôle de premier plan ⁽¹⁰²⁸⁾.

La secte barelvie est apparue en réaction à l'école de pensée déobandite. Ce mouvement se fonde sur les enseignements d'Ahmed Riza Khan (1856-1921), dont la ville natale Bareli (Inde) a accueilli la première madrasa barelvie en 1904 ⁽¹⁰²⁹⁾. À la différence des déobandis, les barelvis sont attirés par la dimension mystique de l'islam ou soufisme (une interprétation mystique de l'islam impliquant une dévotion aux saints et aux sanctuaires) ⁽¹⁰³⁰⁾ et par une pratique de l'islam fondée sur la coutume ⁽¹⁰³¹⁾. En dehors des rites islamiques généraux, comme la prière et le jeûne, la pratique barelvie comprend des pèlerinages vers des mausolées soufis, parfois dans l'espoir de voir s'opérer des miracles. Certains barelvis deviennent des disciples (*murids*) d'hommes saints (*murshids*) et vénèrent des saints – morts et vivants – connus sous le nom de *pir sahibs* ou de cheikhs soufis ⁽¹⁰³²⁾. Le soufisme étant répandu au Pakistan, les sunnites barelvis et les chiites vénèrent les saints et les sanctuaires soufis ⁽¹⁰³³⁾. La naissance du Prophète est célébrée avec passion ⁽¹⁰³⁴⁾. Sur le plan théologique, la différence entre les déobandis et les barelvis découle essentiellement du fait que les barelvis attribuent des pouvoirs particuliers à la personne de Mahomet, que l'on pourrait considérer comme surnaturels, tandis que les déobandis rejettent cette vision et déclarent qu'elle est *sirk* (polythéiste) ⁽¹⁰³⁵⁾.

Les déobandis et les barelvis ont en partage une croyance commune dans le *taqlid* (imitation), qui renvoie à «l'acceptation sans remise en cause des écoles et autorités établies». Du fait du *taqlid*, les déobandis et les barelvis

⁽¹⁰²²⁾ Kraml, Roland, *Changes in Pashtun tribal structure since 1978: the influence of war, foreign militaries and militant political Islam*, 2012.

⁽¹⁰²³⁾ New Age Islam, *Darul Uloom Deoband: The Indian Ideological Source of the Taliban*, 12 November 2012; Fox News, *At Pakistan's 'Taliban U,' jihadists major in anti-Americanism*, 8 February 2014.

⁽¹⁰²⁴⁾ Südasien Info, Gugler, Thomas, *Populärislamismus in Pakistan*, 17 January 2010.

⁽¹⁰²⁵⁾ Kraml, Roland, *Changes in Pashtun tribal structure since 1978: the influence of war, foreign militaries and militant political Islam*, 2012.

⁽¹⁰²⁶⁾ Khan, Saleem, *Religious Nationalism and Sectarianism in Pakistan*, 4 June 2008; Express Tribune (The), *The Widening Split*, 26 April 2010; DFAT, *Thematic Report, Shias in Pakistan*, 18 December 2013.

⁽¹⁰²⁷⁾ UNHCR, *Presentation DACH Workshop Pakistan*, 1-2 October 2012.

⁽¹⁰²⁸⁾ Express Tribune (The), *The Widening Split*, 26 April 2010.

⁽¹⁰²⁹⁾ Abid, Saadia, *Religion as Faith? Education Purdah and Modernity, An Ethnographic Study of Islamabad's Madrassah Jamia Hafsa*, 2010.

⁽¹⁰³⁰⁾ Khan, Saleem, *Religious Nationalism and Sectarianism in Pakistan*, 4 June 2008.

⁽¹⁰³¹⁾ Abid, Saadia, *Religion as Faith? Education Purdah and Modernity, An Ethnographic Study of Islamabad's Madrassah Jamia Hafsa*, 2010.

⁽¹⁰³²⁾ Khan, Saleem, *Religious Nationalism and Sectarianism in Pakistan*, 4 June 2008; BAMF, *Lage der Religionsgemeinschaften in ausgewählten islamischen Ländern*, August 2011; UNHCR, *Presentation DACH Workshop Pakistan*, 1-2 October 2012; Express Tribune (The), *The Widening Split*, 26 April 2010; Abid, Saadia, *Religion as Faith? Education Purdah and Modernity, An Ethnographic Study of Islamabad's Madrassah Jamia Hafsa*, 2010.

⁽¹⁰³³⁾ DFAT, *Thematic Report, Shias in Pakistan*, 18 December 2013.

⁽¹⁰³⁴⁾ Express Tribune (The), *The Widening Split*, 26 April 2010.

⁽¹⁰³⁵⁾ Südasien Info, Gugler, Thomas, *Populärislamismus in Pakistan*, 17 January 2010.

sont considérés comme des *muqallids* (les adeptes). En tant qu'adeptes de l'école sunnite hanafite, les barelvis croient qu'un musulman non éduqué ou moins instruit ne doit pas tenter de comprendre lui-même le sens du texte divin, mais suivre les érudits religieux. Toutefois, leurs différences idéologiques au sujet du prophète Mahomet et de l'islam populaire sont énormes, de sorte qu'ils ont des séminaires distincts qui promeuvent leur *maslak* (école de pensée) ⁽¹⁰³⁶⁾.

En examinant les caractéristiques de la pratique et de la croyance barelvis, on observe toutefois une certaine convergence entre les barelvis et les chiites. Dans les campagnes, des barelvis participent même à des festivals chiites. Les oulémas sunnites craignent donc que cette frontière identitaire poreuse n'accroisse le risque que des sunnites se convertissent au chiisme, en particulier dans les régions où les propriétaires fonciers sont chiites ⁽¹⁰³⁷⁾.

Du fait de leurs pratiques coutumières, les déobandis et les Ahl-e-Hadith (voir la section ci-après) rejettent la pensée barelvis et les extrémistes de ces deux groupes vont jusqu'à les attaquer. Des musulmans barelvis ont été agressés à plusieurs reprises par des extrémistes déobandis ⁽¹⁰³⁸⁾. Étant donné qu'ils considèrent les pratiques du soufisme comme déviantes par rapport à l'islam (hérésie), des groupes extrémistes déobandis mènent des attaques contre des conventions et des festivités religieuses d'adeptes du soufisme, notamment les barelvis, à Darra Adam Khel, à Lahore, à Pakpattan (Penjab), à Peshawar et à Nowshera (Khyber Pakhtunkhwa), ainsi qu'à Karachi (Sindh) ⁽¹⁰³⁹⁾.

Extrémisme barelvi

Il convient d'observer que si le mouvement barelvi, selon la tradition du soufisme, est généralement considéré comme modéré, plus ouvert et non violent, un certain extrémisme et des groupes extrémistes se sont développés au sein de cette sous-secte sunnite. Les soufis barelvis ont été l'un des principaux acteurs de la lutte contre le djihadisme déobandi ⁽¹⁰⁴⁰⁾.

Cette lutte a attiré l'attention du public en raison de l'assassinat du puissant et influent gouverneur du Penjab, Salman Taseer, le 4 janvier 2011. L'assassin a déclaré qu'il avait agi parce que Taseer avait insulté le Prophète en qualifiant la loi pakistanaise sur le blasphème de «loi noire». Selon la Jamestown Foundation, l'élément le plus inhabituel était que l'auteur appartenait au Dawat-e-Islami. Ce mouvement soufi barelvis rejette la violence et a été le fer de lance de la lutte contre les groupes djihadistes des déobandis et des Ahl-e-Hadith. Le fondateur, Pir Ilyas Qadri, a prôné la résistance et la défense contre l'extrémisme déobandi, mais uniquement par la non-violence. Sa réticence à se servir de la violence pour se protéger contre la violence déobandite a donné naissance à une petite faction dissidente dirigée par Saleem Qadri. Ce dernier a fondé le Tehrik sunnite en 1990 et a encouragé ses fidèles à répondre à la violence déobandite par la violence. Saleem Qadri n'a toutefois pas renoncé à son allégeance religieuse à Pir Ilyas Qadri et il a refusé que ses adeptes rompent les liens avec le Dawat-e-Islami, de sorte que les liens entre les deux groupes d'adeptes sont étroits ⁽¹⁰⁴¹⁾.

La violence entre groupes déobandis et barelvis s'est développée dans les années 1970 en raison de la politique sectaire menée par Zia-ul-Haq, qui favorisait les déobandis dans les combats de rue et la prise en main des mosquées barelvis. Néanmoins, jusqu'à la fondation du Tehrik sunnite en 1990, les différentes organisations barelvis étaient considérées comme relativement non violentes ⁽¹⁰⁴²⁾.

Le Sunni Tehrik a été le premier groupe barelvis à structurer les revendications de la secte majoritaire barelvis et à recourir à la violence pour les atteindre. Ses revendications de base étaient la protection des croyances, des droits, des mosquées et de l'*awqaf* (fondations religieuses), comme les sanctuaires, de l'Ahl-e-Sunnat. Peu après sa fondation, le Sunni Tehrik a commencé à recourir à la force pour reprendre le contrôle de mosquées que les déobandis avaient prétendument prises aux oulémas barelvis. La montée en puissance du Sunni Tehrik a représenté un défi direct pour les groupes djihadistes déobandis ⁽¹⁰⁴³⁾. Dans les années 1990, le Sunni Tehrik a commis plusieurs assassinats ciblés

⁽¹⁰³⁶⁾ Abid, Saadia, *Religion as Faith? Education Purdah and Modernity, An Ethnographic Study of Islamabad's Madrassah Jamia Hafsa*, 2010.

⁽¹⁰³⁷⁾ Khan, Saleem, *Religious Nationalism and Sectarianism in Pakistan*, 4 June 2008.

⁽¹⁰³⁸⁾ BAMF, *Lage der Religionsgemeinschaften in ausgewählten islamischen Ländern*, August 2011.

⁽¹⁰³⁹⁾ UNHCR, *Presentation DACH Workshop Pakistan*, 1-2 October 2012.

⁽¹⁰⁴⁰⁾ Jamestown Foundation (The), 'Sufi Militants Struggle with Deobandi Jihadists', 24 February 2011.

⁽¹⁰⁴¹⁾ Jamestown Foundation (The), 'Sufi Militants Struggle with Deobandi Jihadists', 24 February 2011.

⁽¹⁰⁴²⁾ Südasien Info, Gugler, Thomas, *Populärislamismus in Pakistan*, 17 January 2010.

⁽¹⁰⁴³⁾ Jamestown Foundation (The), 'Sufi Militants Struggle with Deobandi Jihadists', 24 February 2011.

de figures de proue du courant déobandi. Cependant, depuis l'attentat à la bombe de 2006 qui a tué la plupart des dirigeants du Sunni Tehrik, ce groupe est devenu une force marginale ⁽¹⁰⁴⁴⁾, bien qu'il soit toujours impliqué dans des assassinats ciblés d'activistes de groupes extrémistes déobandis rivaux ⁽¹⁰⁴⁵⁾.

Surtout, le Sunni Tehrik a joué un rôle de poids dans la radicalisation d'une partie des jeunes barelvis et, avec le Dawat-e-Islami, dans la redynamisation du parti religieux barelvi dormant, le Jamaat Ahl-e Sunnat («Communauté des personnes suivant les traditions de Mahomet»). Le Jamaat Ahl-e Sunnat a adopté la stratégie du Sunni Tehrik qui consiste à défendre par la force les intérêts des barelvis et a commencé à jouer un rôle majeur dans la politique islamiste du pays ⁽¹⁰⁴⁶⁾.

Les barelvis n'ont jamais été encouragés à prendre part au djihad afghan contre les communistes, parce que les Saoudiens, l'un des principaux donateurs, voulaient que seuls leurs mouvements préférés, comme le Ahl-e-Hadith et les déobandis, s'y engagent. De ce fait, les barelvis ne sont pas formés à la guerre de guérilla comme les déobandis et les Ahl-e-Hadith, qui ont mené le djihad pendant plus d'un quart de siècle. Les barelvis sont toutefois capables de démontrer leur force et leur influence en chiffres absolus. Le Jamaat Ahl-e Sunnat peut faire descendre dans la rue des groupes nombreux pour faire entendre leurs revendications. Chaque fois que le gouvernement a discuté d'une réforme des lois sur le blasphème, le Jamaat Ahl-e Sunnat et d'autres groupes barelvis ont été les chefs de file des protestations. Dans le cas de l'assassinat de Taseer, les oulémas barelvis (chefs religieux) et plus de 500 responsables du Jamaat Ahl-e Sunnat ont adopté une fatwa interdisant de diriger les prières lors des funérailles du gouverneur ou même d'y assister. Des centaines d'avocats ont couvert l'assassin de pétales de roses alors qu'il se rendait au tribunal. Des manifestations d'envergure ont témoigné d'un soutien public à l'assassin ⁽¹⁰⁴⁷⁾.

Cet incident étant souvent cité comme un exemple de la radicalisation et de l'intolérance islamistes au Pakistan, il convient de noter que des milliers de partisans du gouverneur du PPP, un homme politique combatif qui a souvent exprimé une position intransigeante vis-à-vis de l'extrémisme, sont également descendus dans les rues partout au Pakistan pour le pleurer et que sa mort a provoqué un deuil collectif dans les médias sociaux ⁽¹⁰⁴⁸⁾.

Ahl-e-Hadith

Une petite partie seulement des sunnites pakistanais (environ 5 %) fait partie du courant Ahl-e-Hadith (peuple des récits prophétiques), souvent décrit comme l'école salafiste de l'islam ⁽¹⁰⁴⁹⁾. Ses adeptes rejettent tout intermédiaire entre l'homme et Dieu, comme le droit canon ou les saints. Les membres de l'Ahl-e-Hadith sont des critiques virulents du *taqlid* et fondent les règles et les pratiques religieuses non sur des écoles de droit, mais directement sur le Coran, la sunna et les hadiths. Étant donné qu'ils ne suivent aucune des quatre doctrines de la jurisprudence islamique, ils sont aussi appelés «non-adeptes» ⁽¹⁰⁵⁰⁾.

Islam chiite

Les sunnites et les chiites (représentant, respectivement, 75 % et 20 % de la population pakistanaise) ⁽¹⁰⁵¹⁾ se distinguent principalement sur le point de la succession légitime du Prophète. Pour les sunnites, le successeur légitime du Prophète est Abou Bakr, le père d'Aïcha, la femme du Prophète ⁽¹⁰⁵²⁾. De leur côté, les chiites considèrent Ali Ibn Talib, ⁽¹⁰⁵³⁾, un cousin et gendre du Prophète ⁽¹⁰⁵⁴⁾, comme son successeur légitime. Les chiites rejettent également la chaîne de succession des quatre califes. Le 10^e jour de Moharram (le premier mois du calendrier islamique), ils pleurent la bataille de Kerbala au cours de laquelle Hussein, le petit-fils du Prophète Mahomet, a perdu

⁽¹⁰⁴⁴⁾ Südasien Info, Gugler, Thomas, *Populärislamismus in Pakistan*, 17 January 2010.

⁽¹⁰⁴⁵⁾ PIPS, *Pakistan Security Report 2012*, 4 January 2013.

⁽¹⁰⁴⁶⁾ Jamestown Foundation (The), 'Sufi Militants Struggle with Deobandi Jihadists', 24 February 2011.

⁽¹⁰⁴⁷⁾ Jamestown Foundation (The), 'Sufi Militants Struggle with Deobandi Jihadists', 24 February 2011.

⁽¹⁰⁴⁸⁾ The Guardian, *Salmaan Taseer murder throws Pakistan into fresh crisis*, 4 January 2011.

⁽¹⁰⁴⁹⁾ DFAT, *Thematic Report, Shias in Pakistan*, 18 December 2013.

⁽¹⁰⁵⁰⁾ Abid, Saadia, *Religion as Faith? Education Purdah and Modernity, An Ethnographic Study of Islamabad's Madrassah Jamia Hafsa*, 2010.

⁽¹⁰⁵¹⁾ DFAT, *Thematic Report, Shias in Pakistan*, 18 December 2013.

⁽¹⁰⁵²⁾ Gayer, Laurent, *Mondes rebelles, Asie du Sud, 2009*, p. 187; DFAT, *Thematic Report, Shias in Pakistan*, 18 December 2013.

⁽¹⁰⁵³⁾ Abid, Saadia, *Religion as Faith? Education Purdah and Modernity, An Ethnographic Study of Islamabad's Madrassah Jamia Hafsa*, 2010.

⁽¹⁰⁵⁴⁾ Gayer, Laurent, *Mondes rebelles, Asie du Sud, 2009*, p. 187; *Thematic Report, Shias in Pakistan*, 18 December 2013.

la vie le 10 octobre 680. Cet événement est commémoré aussi bien par les sunnites que par les chiites; cependant, ces derniers organisent des cérémonies de deuil particulières ⁽¹⁰⁵⁵⁾. Les deux branches de l'islam ont des traditions et des coutumes différentes, qui correspondent à la doctrine qu'elles suivent ⁽¹⁰⁵⁶⁾.

Au Pakistan, les chiites se subdivisent en différents mouvements. La majorité des chiites pakistanais suit l'école de pensée duodécimaine (*athna ashariya*), mais on recense un nombre considérable d'autres sous-sectes comme les ismaéliens nizaris, la deuxième grande branche de l'islam chiite au Pakistan, les Daudi Bohras et les Sulaymani Bohras ⁽¹⁰⁵⁷⁾.

La population chiite est présente dans l'ensemble du Pakistan, sans toutefois être majoritaire dans aucune province. Les chiites représentent toutefois la majorité de la population dans la région semi-autonome du Gilgit-Baltistan. On trouve un grand nombre de chiites à Peshawar, Kohat, Hangu et Dera Ismail Khan, dans le Khyber Pakhtunkhwa, dans les Agences de Kurram et d'Orakzai dans les FATA, dans la ville de Quetta et ses alentours et sur le littoral de Makran au Baloutchistan, dans le sud et le centre du Penjab et dans toute la province du Sindh. De nombreuses villes du Pakistan, comme Karachi, Lahore, Rawalpindi, Islamabad, Multan, Jhang et Sargodha, abritent d'importantes communautés chiites. L'islam chiite, au Pakistan, ne se limite pas à des groupes ethniques, linguistiques et tribaux spécifiques. Il existe toutefois quelques communautés ethniques ou tribales qui sont essentiellement chiites, comme le groupe ethnique des Hazaras, mais également des tribus (Turis, Bohris, Baltis) et quelques clans au sein des tribus pachtouns Bangash. À l'exception des Hazaras, les chiites pakistanais ne se différencient ni physiquement ni linguistiquement des Pakistanais sunnites. Cependant, les chiites peuvent parfois être identifiés par des patronymes chiites courants. Dans le pays, les communautés sunnite et chiite sont généralement bien intégrées, vivent dans des villages mixtes ⁽¹⁰⁵⁸⁾ et des mariages sont célébrés entre les deux communautés ⁽¹⁰⁵⁹⁾.

En dépit du fait qu'il existe au Pakistan une population sunnite majoritaire, les chiites ont toujours occupé des postes importants et puissants et ont influencé la structure et le développement de l'État pakistanais. Sir Aga Khan III, le chef spirituel des ismaéliens, a été le premier président de l'All India Muslim League, qui a dirigé le mouvement en faveur de la création du Pakistan. Le fondateur du Pakistan, Mohammad Ali Jinnah, appartenait également à la communauté chiite ⁽¹⁰⁶⁰⁾, tout comme le clan Bhutto, bien connu dans le monde politique ⁽¹⁰⁶¹⁾. Le clan chiite Bhutto a toujours dominé le PPP, qui a dirigé l'ancienne coalition gouvernementale, et de nombreux chiites ont tendance à soutenir le PPP ⁽¹⁰⁶²⁾. Les chiites peuvent trouver des emplois au sein du gouvernement et occuper de hautes fonctions, comme l'ancien président Asif Ali Zardari. Ils sont représentés au sein du Conseil de l'idéologie islamique du Pakistan, l'organe constitutionnel qui conseille le président sur des questions de doctrine et de pratique islamiques.

Selon les sources consultées, aucune loi ou politique gouvernementale ne discrimine les chiites au Pakistan. Il n'existe pas non plus de restrictions légales à la liberté de culte des chiites. Peu de discriminations sociales entravent les chiites dans leur vie quotidienne ⁽¹⁰⁶³⁾.

À l'occasion, des affrontements violents entre les communautés sunnite et chiite peuvent se produire. Des attaques dirigées contre la communauté chiite par des groupes sunnites extrémistes sectaires, dont certains sont clairement antichiites, ont fait de nombreuses victimes ⁽¹⁰⁶⁴⁾. Des groupes antichiites ont organisé des campagnes haineuses à l'égard des chiites, en les traitant d'infidèles, voire en appelant à les tuer ⁽¹⁰⁶⁵⁾.

Les Hazaras

Les Hazaras sont un groupe ethnique d'origine eurasiennne, ce qui les différencie visuellement de nombreux autres Pakistanais, et ils sont majoritairement chiites. Historiquement, les Hazaras sont venus du centre de l'Afghanistan pour s'installer au Pakistan. Les origines de certaines familles hazaras de Quetta peuvent remonter à la fin du XIX^e siècle, bien que la majeure partie de la communauté ait immigré en deux vagues, la première durant l'occupation

⁽¹⁰⁵⁵⁾ Abid, Saadia, *Religion as Faith? Education Purdah and Modernity, An Ethnographic Study of Islamabad's Madrassah Jamia Hafsa*, 2010.

⁽¹⁰⁵⁶⁾ Gayer, Laurent, *Mondes rebelles, Asie du Sud*, 2009, p. 187.

⁽¹⁰⁵⁷⁾ DFAT, *Thematic Report, Shias in Pakistan*, 18 December 2013.

⁽¹⁰⁵⁸⁾ DFAT, *Thematic Report, Shias in Pakistan*, 18 December 2013.

⁽¹⁰⁵⁹⁾ Gayer, Laurent, *Mondes rebelles, Asie du Sud*, 2009, p. 187.

⁽¹⁰⁶⁰⁾ DFAT, *Thematic Report, Shias in Pakistan*, 18 December 2013.

⁽¹⁰⁶¹⁾ Gayer, Laurent, *Mondes rebelles, Asie du Sud*, 2009, p. 187.

⁽¹⁰⁶²⁾ Khan, Saleem, *Religious Nationalism and Sectarianism in Pakistan*, 4 June 2008.

⁽¹⁰⁶³⁾ DFAT, *Country Information Report Pakistan*, 29 November 2013; UK Home Office, *Country Information and Guidance, Pakistan: Religious Freedom*, 14 July 2014.

⁽¹⁰⁶⁴⁾ UK Home Office, *Country Information and Guidance, Pakistan: Religious Freedom*, 14 July 2014.

⁽¹⁰⁶⁵⁾ HRCF, *State of Human Rights in 2013*, March 2014.

soviétique de l'Afghanistan à partir de 1979 et la seconde en 1996, lorsque le régime taliban afghan a commencé à s'en prendre aux Hazaras. Les réseaux locaux existants ont permis aux Hazaras afghans d'éviter de s'installer dans des camps de réfugiés et de mieux s'intégrer dans la société pakistanaise.

Ceux qui vivent dans des zones rurales parlent le hazaragi, un dialecte oriental du persan (farsi), tandis qu'un grand nombre de Hazaras vivant dans les zones urbaines du Pakistan parle également d'autres langues, comme le persan courant, l'ourdou et l'anglais. La population hazara est estimée à 750 000 personnes au Pakistan. La majorité d'entre elles, près de 500 000 individus, vivent dans et autour de Quetta, la capitale du Baloutchistan.

Dans Quetta, les Hazaras vivent surtout au sein de leurs deux quartiers, à savoir Hazara Town (aussi connu sous le nom de Brewery Road) et le long d'Alamdard Road en direction de Mehrabad. Ce sont des quartiers à moyens et faibles revenus situés dans les faubourgs de Quetta. Dans ces zones, les Hazaras ont accès à des établissements d'enseignement et à des centres médicaux, généralement créés par leur propre communauté. Au Pakistan, les Hazaras ont un niveau d'éducation relativement bon. Le ministère australien des affaires étrangères et du commerce considère que la communauté hazara du Pakistan n'est pas victime d'une discrimination officielle et qu'il y a peu de discrimination au niveau communautaire ou social. À Quetta, les Hazaras sont intégrés dans la communauté locale et travaillent aux côtés d'autres groupes ethniques. Un grand nombre d'entre eux est employé dans la fonction publique au Baloutchistan, dans les forces de police du Baloutchistan ou dans des entreprises privées ⁽¹⁰⁶⁶⁾.

Toutefois, étant donné qu'ils constituent la seule communauté visuellement reconnaissable et presque exclusivement chiite, ils ont été les principales cibles des attentats terroristes sectaires qui ont secoué le Pakistan ces dernières années, avec une forte recrudescence de ces attentats en 2013. Des extrémistes sunnites ont tué plus de 400 Hazaras chiites depuis le début de 2013 ⁽¹⁰⁶⁷⁾.

La violence entre chiites et sunnites – contexte

En dépit d'une coexistence généralement pacifique, la violence entre ces deux branches de l'islam constitue un défi pour le Pakistan. Étant donné que leur idéologie est contraire au système de croyance chiite, des organisations déobandies extrémistes sont les chefs de file du sectarisme antichiite, à tel point que des politologues comme Miriam Zahab ont conclu que le prétendu conflit opposant sunnites et chiites du Pakistan devrait être plus précisément qualifié de conflit entre chiites et déobandis ⁽¹⁰⁶⁸⁾. Les violences entre les sunnites barelvis et les chiites sont rares ⁽¹⁰⁶⁹⁾. Les barelvis sont généralement plus tolérants envers les chiites ⁽¹⁰⁷⁰⁾ et les deux mouvements sont plus proches parce que leurs rites sont similaires. Néanmoins, à l'occasion, des groupes Ahl-e-Hadith soutiennent les déobandis dans leur violence dirigée contre les chiites ⁽¹⁰⁷¹⁾.

La montée de la violence entre musulmans sunnites et chiites au Pakistan a commencé au début des années 1980. Auparavant, la violence était rare entre chiites et sunnites ⁽¹⁰⁷²⁾ et se limitait à quelques affrontements durant les processions de Moharram ⁽¹⁰⁷³⁾. Une combinaison de facteurs de politique intérieure et internationale a contribué à la recrudescence de la violence, notamment la Révolution iranienne de 1979, la politique d'islamisation du régime militaire de Zia-ul-Haq, la résistance afghane soutenue par les États-Unis contre l'invasion soviétique de 1979 ⁽¹⁰⁷⁴⁾, les actes de violence dirigés contre l'État par des mouvements ethno-séparatistes et le développement économique inégal ⁽¹⁰⁷⁵⁾.

Dans les années 1970, le Pakistan a connu un grand changement en passant du pluralisme à l'islamisation, qui a commencé en 1974 avec une nouvelle définition des musulmans excluant les ahmadis. Après ce premier succès, les fondamentalistes sunnites ont tenté d'exclure également la nettement plus grande communauté chiite de la définition des musulmans. L'État s'est écarté encore plus de la neutralité religieuse lorsque, en 1979, le régime militaire de Zia-ul-Haq a imposé à toute la population musulmane une législation islamique fondée sur l'interprétation

⁽¹⁰⁶⁶⁾ DFAT, *Country Information Report Pakistan*, 29 November 2013.

⁽¹⁰⁶⁷⁾ UN HRC, *Written Statement*, 23 February 2015.

⁽¹⁰⁶⁸⁾ Khan, Saleem, *Religious Nationalism and Sectarianism in Pakistan*, 4 June 2008; Südasien Info, Gugler, Thomas, *Populärislamismus in Pakistan*, 17 January 2010.

⁽¹⁰⁶⁹⁾ DFAT, *Thematic Report, Shias in Pakistan*, 18 December 2013.

⁽¹⁰⁷⁰⁾ Khan, Saleem, *Religious Nationalism and Sectarianism in Pakistan*, 4 June 2008.

⁽¹⁰⁷¹⁾ Südasien Info, Gugler, Thomas, *Populärislamismus in Pakistan*, 17 January 2010.

⁽¹⁰⁷²⁾ HRW, *'We are the Walking Dead': Killings of Shia Hazaras in Balochistan, Pakistan*, 30 June 2014.

⁽¹⁰⁷³⁾ Südasien Info, Gugler, Thomas, *Populärislamismus in Pakistan*, 17 January 2010.

⁽¹⁰⁷⁴⁾ HRW, *'We are the Walking Dead': Killings of Shia Hazaras in Balochistan, Pakistan*, 30 June 2014; Gayer, Laurent, *Mondes rebelles, Asie du Sud*, 2009, p. 187; DFAT, *Thematic Report, Shias in Pakistan*, 18 December 2013.

⁽¹⁰⁷⁵⁾ Khan, Saleem, *Religious Nationalism and Sectarianism in Pakistan*, 4 June 2008; DFAT, *Thematic Report, Shias in Pakistan*, 18 December 2013.

sunnite hanafite en ce qui concerne l'imposition et les fondations caritatives. Cette législation a provoqué la colère de la minorité chiite ⁽¹⁰⁷⁶⁾. Zia-ul-Haq voulait non seulement imposer l'islam sunnite, mais plus spécifiquement l'école déobandite ⁽¹⁰⁷⁷⁾. La communauté chiite considérait l'islamisation de Zia-ul-Haq comme une tentative de créer un État sunnite ⁽¹⁰⁷⁸⁾.

Parallèlement, le succès de la Révolution iranienne a donné confiance à la minorité chiite ⁽¹⁰⁷⁹⁾. En 1979, les chiites pakistanais ont fondé le Tehrik-e-Nifaz-e-Fiqh-e-Jafaria (TNFJ) dans le but avoué de défendre leur communauté ⁽¹⁰⁸⁰⁾. Les chiites ont réussi à s'organiser et à s'opposer au gouvernement militaire en manifestant massivement. Le régime a donc exempté les chiites de l'application des lois sunnites ⁽¹⁰⁸¹⁾. Cette exemption a poussé les fondamentalistes sunnites à s'inquiéter de la force des chiites, étant donné qu'elle montrait que l'État leur accordait un statut quasi égal à celui du droit hanafite de la majorité sunnite. Chez les extrémistes déobandis, cela a alimenté la crainte que l'identité islamique de l'État-nation pakistanais ne soit pas synonyme d'islam sunnite et cela a également nui à leur volonté de faire en sorte que les chiites soient déclarés non-musulmans ⁽¹⁰⁸²⁾.

Le programme d'islamisation de Zia-ul-Haq et la résistance active de la communauté chiite ont donc joué un rôle capital dans la radicalisation des sunnites et des chiites. En Iran, le gouvernement révolutionnaire a soutenu les chiites pakistanais dans leur lutte contre l'islamisation sunnite déobandite de Zia-ul-Haq, qui était elle-même directement soutenue par des pays arabes, comme l'Arabie saoudite. Afin de régler les obstacles perçus à la domination sunnite au Pakistan, des organisations sunnites déobandites, comme le Jamiat Ulema-e-Islam (JUI), ont apporté leur soutien à la création du groupe militant Sipah-e-Sahaba Pakistan (SSP) en 1985 ⁽¹⁰⁸³⁾. Dans le même temps, avec le soutien du régime du général Zia-ul-Haq, les groupes déobandis ont été aidés parce qu'ils participaient au djihad contre les forces soviétiques en Afghanistan en fournissant des fantassins ⁽¹⁰⁸⁴⁾. Du côté chiite, en 1985, le Tehrik-e-Nifaz-e-Fiqh-e-Jafaria était également devenu une organisation militante ⁽¹⁰⁸⁵⁾.

En 1988, après la mort de Zia-ul-Haq, un régime civil et la gouvernance démocratique ont fait leur retour au Pakistan. Néanmoins, le conflit entre sunnites et chiites s'est considérablement renforcé, avec des assassinats ciblés de responsables gouvernementaux et militaires et de citoyens, commis par des activistes chiites et sunnites au motif de leur identité religieuse. Le retour à la démocratie a conduit le SSP et le TNFJ à intégrer le jeu politique en concluant des alliances avec la Pakistan Muslim League (PML) dirigée par Nawaz Sharif et avec le Parti du peuple pakistanais (PPP) de Benazir Bhutto et en participant aux élections. Ce processus a donné naissance à des groupes dissidents qui voulaient poursuivre dans la voie de la violence ⁽¹⁰⁸⁶⁾.

Ces alliances sont plus opportunistes qu'idéologiques. Ainsi, en dépit de l'appartenance du clan Bhutto à la branche chiite et de son électorat chiite, le SSP a soutenu l'administration minoritaire du PPP au Penjab durant le second règne de Benazir Bhutto, entre 1993 et 1996. Une grande partie de la communauté chiite a donc fait allégeance politiquement au PML (Pakistan Muslim League) de Nawaz Sharif, autrefois protégé du général déobandite Zia-ul-Haq ⁽¹⁰⁸⁷⁾.

Comme l'a expliqué Saleem Khan:

«Étant donné que le Pakistan évolue du féodalisme vers le capitalisme, il connaît une crise identitaire parce que ses structures de pouvoir traditionnelles sont soumises à des pressions considérables. Les propriétaires fonciers perdent une partie de leur poids politique, mais les industriels et les bureaucrates ne les ont pas entièrement remplacés et ces catégories s'estompent de plus en plus. Toutes ces alliances et ces réalignements laissent aux élites religieuses un rôle de médiation dans une relation patron-client complexe.» ⁽¹⁰⁸⁸⁾.

⁽¹⁰⁷⁶⁾ Khan, Saleem, *Religious Nationalism and Sectarianism in Pakistan*, 4 June 2008; Gayer, Laurent, *Mondes rebelles, Asie du Sud*, 2009, p. 187; DFAT, *Thematic Report, Shias in Pakistan*, 18 December 2013.

⁽¹⁰⁷⁷⁾ Express Tribune (The), *The Widening Split*, 26 April 2010; Südasien Info, Gugler, Thomas, *Populärislamismus in Pakistan*, 17 January 2010.

⁽¹⁰⁷⁸⁾ HRW, *'We are the Walking Dead': Killings of Shia Hazaras in Balochistan, Pakistan*, 30 June 2014.

⁽¹⁰⁷⁹⁾ Khan, Saleem, *Religious Nationalism and Sectarianism in Pakistan*, 4 June 2008; Gayer, Laurent, *Mondes rebelles, Asie du Sud*, 2009, p. 187; DFAT, *Thematic Report, Shias in Pakistan*, 18 December 2013.

⁽¹⁰⁸⁰⁾ Human Rights Watch, *'We are the Walking Dead': Killings of Shia Hazaras in Balochistan, Pakistan*, 30 June 2014.

⁽¹⁰⁸¹⁾ Khan, Saleem, *Religious Nationalism and Sectarianism in Pakistan*, 4 June 2008; Gayer, Laurent, *Mondes rebelles, Asie du Sud*, 2009, p. 187; DFAT, *Thematic Report, Shias in Pakistan*, 18 December 2013.

⁽¹⁰⁸²⁾ Khan, Saleem, *Religious Nationalism and Sectarianism in Pakistan*, 4 June 2008.

⁽¹⁰⁸³⁾ HRW, *'We are the Walking Dead': Killings of Shia Hazaras in Balochistan, Pakistan*, 30 June 2014.

⁽¹⁰⁸⁴⁾ The Express Tribune, *The Widening Split*, 26 April 2010; HRW, *'We are the Walking Dead': Killings of Shia Hazaras in Balochistan, Pakistan*, 30 June 2014.

⁽¹⁰⁸⁵⁾ Human Rights Watch, *'We are the Walking Dead': Killings of Shia Hazaras in Balochistan, Pakistan*, 30 June 2014.

⁽¹⁰⁸⁶⁾ Human Rights Watch, *'We are the Walking Dead': Killings of Shia Hazaras in Balochistan, Pakistan*, 30 June 2014.

⁽¹⁰⁸⁷⁾ Khan, Saleem, *Religious Nationalism and Sectarianism in Pakistan*, 4 June 2008; Stanford University, *Mapping Militant Organizations, Sipah-e-Sahaba Pakistan*, 15 February 2012.

⁽¹⁰⁸⁸⁾ Khan, Saleem, *Religious Nationalism and Sectarianism in Pakistan*, 4 June 2008.

Lors de son second mandat de Premier ministre, Nawaz Sharif a fait adopter la loi contre le terrorisme de 1997 afin de réduire le sectarisme ⁽¹⁰⁸⁹⁾. Peu après sa prise de fonctions, la première répression sérieuse des groupes islamistes militants, comme le SSP, a eu lieu et a entraîné une vague d'arrestations de personnalités éminentes ⁽¹⁰⁹⁰⁾. L'Iran a cessé de soutenir les groupes chiites militants au milieu des années 1990, car il jugeait ce soutien contre-productif ⁽¹⁰⁹¹⁾. Après les attentats du 11-Septembre, le général Musharraf a modifié la politique du Pakistan envers les activistes, a réprimé plusieurs groupes sectaires, comme le SSP, et a commencé à promouvoir des groupes «modérés» ⁽¹⁰⁹²⁾. De nombreux groupes sectaires comme le Sipah-e-Sahaba Pakistan, le Lashkar-e-Jhangvi et le Sipah-e-Muhammad, ont été interdits en 2001 et en 2002 ⁽¹⁰⁹³⁾. Le sérieux des mesures répressives a été mis en cause. Ainsi, le dirigeant du SSP de l'époque, Azam Tariq, a été autorisé à se porter candidat aux élections législatives d'octobre 2002, bien qu'il soit en prison et son organisation interdite. Après sa victoire, Tariq a été libéré et autorisé à siéger au Parlement, prétendument à la condition qu'il soutienne l'alliance en faveur de Musharraf. Cela étant, il est à noter que Tariq a été assassiné un an plus tard ⁽¹⁰⁹⁴⁾. En outre, trois membres du SSP qui avaient été condamnés à mort ont été pendus en janvier 2015 ⁽¹⁰⁹⁵⁾.

3.5 Situation des minorités sexuelles et de genre

La plupart des sources consultées utilisent les abréviations LGBT ⁽¹⁰⁹⁶⁾ et LGBTI ⁽¹⁰⁹⁷⁾, bien que très peu fassent spécifiquement référence aux bisexuel(le)s, aux transgenres et aux personnes intersexuées. Dans ce chapitre, les minorités sexuelles et de genre sont mentionnées selon la terminologie que les sources utilisent.

3.5.1 Introduction

Au Pakistan, il existe de nombreuses expressions pour désigner des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH) sans qu'ils se présentent ou soient qualifiés par d'autres comme homosexuels ⁽¹⁰⁹⁸⁾. Les *zenana* («hommes ressemblant à des femmes» ou «femme dans un corps d'homme») ⁽¹⁰⁹⁹⁾ ont des relations sexuelles avec des *giryā* (hommes qui assument le rôle de pénétration dans les relations HSH) et avec des *malishia*, qui sont considérés comme des hommes virils du fait de leurs pratiques sexuelles ⁽¹¹⁰⁰⁾. Le mot *malishia* fait davantage référence à une pratique professionnelle de massage et de prostitution qu'à une pratique ou à une identité sexuelle ⁽¹¹⁰¹⁾.

Peu d'hommes et de femmes pakistanais s'identifient comme des LGBT; ceux qui le font appartiennent généralement à la classe moyenne ou supérieure, vivent dans les grandes villes ⁽¹¹⁰²⁾ et mènent une double vie ou une vie secrète ⁽¹¹⁰³⁾. Les lesbiennes sont encore moins visibles que les gays ⁽¹¹⁰⁴⁾.

La plupart des Pakistanais ne connaissent pas le sens du mot «gay» et pensent qu'il fait référence aux personnes transgenres ⁽¹¹⁰⁵⁾. Ces dernières font partie de la communauté des *hijras*, une communauté hétérogène composée

⁽¹⁰⁸⁹⁾ Khan, Saleem, *Religious Nationalism and Sectarianism in Pakistan*, 4 June 2008.

⁽¹⁰⁹⁰⁾ Khan, Saleem, *Religious Nationalism and Sectarianism in Pakistan*, 4 June 2008.

⁽¹⁰⁹¹⁾ Südasien Info, Gugler, Thomas, *Populärislamismus in Pakistan*, 17 January 2010.

⁽¹⁰⁹²⁾ Express Tribune (The), *The Widening Split*, 26 April 2010.

⁽¹⁰⁹³⁾ Südasien Info, Gugler, Thomas, *Populärislamismus in Pakistan*, 17 January 2010.

⁽¹⁰⁹⁴⁾ Stanford University, *Mapping Militant Organizations, Sipah-e-Sahaba Pakistan*, 15 February 2012.

⁽¹⁰⁹⁵⁾ SATP, *Incidents and Statements involving Sipah-e-Sahaba Pakistan: 2015*, 2015.

⁽¹⁰⁹⁶⁾ Lesbiennes, gays, bisexuel(le)s et transgenres.

⁽¹⁰⁹⁷⁾ Lesbiennes, gays, bisexuel(le)s, transgenres et personnes intersexuées.

⁽¹⁰⁹⁸⁾ IRBC, *Pakistan: information sur la situation des minorités sexuelles à Islamabad, Karachi et Lahore, y compris le traitement que leur réservent la société et les autorités; la protection de l'État (2010-2013)*, 13 January 2014.

⁽¹⁰⁹⁹⁾ Naz Foundation International, *Report for The World Bank, Pakistan, Enhanced hiv/aids program: social assessment and mapping of men who have sex with men (msm) in Lahore*, 21 April 2002, pp. 4-5.

⁽¹¹⁰⁰⁾ Naz Foundation International, *Report for The World Bank, Pakistan, Enhanced hiv/aids program: social assessment and mapping of men who have sex with men (msm) in Lahore*, 21 April 2002, p. 3.

⁽¹¹⁰¹⁾ Naz Foundation International, *Report for The World Bank, Pakistan, Enhanced hiv/aids program: social assessment and mapping of men who have sex with men (msm) in Lahore*, 21 April 2002, p. 36; BBC, *Gay Pakistan: Where sex is available and relationships are difficult*, 26 August 2013.

⁽¹¹⁰²⁾ New York Times (The), *Gay Pakistanis, Still in Shadows, Seek Acceptance*, 3 November 2012.

⁽¹¹⁰³⁾ IGLHRC, *Human Rights and Transgender People in Pakistan*, February 2008, p. 1.

⁽¹¹⁰⁴⁾ IRBC, *Pakistan: information sur la situation des minorités sexuelles à Islamabad, Karachi et Lahore, y compris le traitement que leur réservent la société et les autorités; la protection de l'État (2010-2013)*, 13 January 2014.

⁽¹¹⁰⁵⁾ Pink News, *'This closet is suffocating', the life story of a young gay Muslim in Pakistan*, 31 July 2013.

de travestis, d'hermaphrodites, de transsexuels, d'homosexuels et d'eunuques (*khawaja sara*)⁽¹¹⁰⁶⁾. Du fait du rejet par leur famille, les *hijras* vivent souvent dans une communauté structurée, dirigée par un gourou et installée dans les bidonvilles. Les *hijras* vivent de leurs performances artistiques, en chantant et dansant lors des mariages et des carnivals. Quelques-uns se considèrent comme des danseurs professionnels pour les mariages, mais ils sont souvent obligés de mendier ou de se prostituer pour survivre⁽¹¹⁰⁷⁾.

3.5.2 Cadre juridique

Législation

L'International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans- and Intersex Association (ILGA) classe le Pakistan parmi les pays où l'homosexualité est illégale⁽¹¹⁰⁸⁾, en raison de l'article 377 du code pénal pakistanais (CPP) intitulé «Infractions contre-nature»:

«Quiconque a, de son plein gré, des relations charnelles contre-nature avec un homme, une femme ou un animal, est passible d'une peine d'emprisonnement à vie ou d'une peine d'emprisonnement dont la durée sera comprise entre deux et dix ans, et est passible d'une amende.

Explication: La pénétration suffit à constituer la relation charnelle nécessaire à l'infraction décrite dans le présent article.»

L'ILGA ajoute que le Pakistan est l'un des quatre pays pour lequel il n'existe aucune information fiable sur l'application de la charia aux personnes homosexuelles, c'est-à-dire sur l'application ou non de la peine de mort⁽¹¹⁰⁹⁾.

Les avis divergent sur l'applicabilité de l'article 377 du CPP aux lesbiennes. L'ONG Neengar Society, qui défend les droits des minorités religieuses et sexuelles, et le consultant national de l'International Gay and Lesbian Human Rights Commission (IGLHRC), dans leurs contacts avec l'IRBC, considèrent que l'article 377 n'est pas applicable aux couples lesbiens, compte tenu de l'expression «relations charnelles» qui ne s'appliqueraient qu'aux hommes⁽¹¹¹⁰⁾. D'autres sources, comme le rapport 2014 du département d'État américain, affirment que toutes les relations entre personnes de même sexe sont illégales⁽¹¹¹¹⁾.

Selon le président de la Neengar Society, l'article 294 du CPP, intitulé «Actes et chansons obscènes», punit ce comportement d'une peine de prison maximale de trois mois, d'une amende ou des deux et peut être appliqué à des personnes transgenres ou à des prostitués masculins⁽¹¹¹²⁾. Il n'existe pas de loi interdisant la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou de genre⁽¹¹¹³⁾.

Application de l'article 377 du CPP

Les sources consultées⁽¹¹¹⁴⁾ s'accordent à dire que l'article 377 du CPP est rarement invoqué dans des procédures judiciaires contre des LGBT. Pourtant, selon l'IGLHRC, cette disposition est considérée comme une menace idéologique et physique à l'égard des LGBT parce que la police l'utilise pour faire pression sur les LGBT qui se prostituent ou qui mendient⁽¹¹¹⁵⁾. Freedom House considère que cette disposition dissuade les LGBT de révéler leur orientation sexuelle

⁽¹¹⁰⁶⁾ RFE/RL, *Despite Gains, Pakistan's Transgender Community Under Attack*, 26 October 2013; Libération, *Pakistan: la revanche du troisième genre*, 5 March 2012; Guardian (The), *Pakistan's hijras deserve acceptance*, 26 May 2010.

⁽¹¹⁰⁷⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015; RFE/RL, *Despite Gains, Pakistan's Transgender Community Under Attack*, 26 October 2013; Guardian (The), *Pakistan's hijras deserve acceptance*, 26 May 2010; Monde (Le), *Être transsexuel au Pakistan*, 23 April 2010; Guardian (The), *Harassed, intimidated, abused: but now Pakistan's hijra transgender minority finds its voice*, 29 January 2010.

⁽¹¹⁰⁸⁾ ILGA, *State-sponsored Homophobia: A world survey of laws criminalising same-sex sexual acts between consenting adults*, May 2014, p. 18.

⁽¹¹⁰⁹⁾ ILGA, *State-sponsored Homophobia: A world survey of laws criminalising same-sex sexual acts between consenting adults*, May 2014, pp. 9, 18.

⁽¹¹¹⁰⁾ IRBC, *Pakistan: information sur la situation des minorités sexuelles à Islamabad, Karachi et Lahore, y compris le traitement que leur réservent la société et les autorités; la protection de l'État (2010-2013)*, 13 January 2014.

⁽¹¹¹¹⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015; BBC, *Gay Pakistan: Where sex is available and relationships are difficult*, 26 August 2013; Independent (The), *Pakistani women Rehana Kausar and Sobia Kamar marry in Britain's first Muslim lesbian partnership*, 26 May 2013.

⁽¹¹¹²⁾ IRBC, *Pakistan: information sur la situation des minorités sexuelles à Islamabad, Karachi et Lahore, y compris le traitement que leur réservent la société et les autorités; la protection de l'État (2010-2013)*, 13 January 2014.

⁽¹¹¹³⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽¹¹¹⁴⁾ IGLHRC, *Where I Can actually be me*, 1 March 2012, p. 18; BBC, *Gay Pakistan: Where sex is available and relationships are difficult*, 26 August 2013; Landinfo, *Pakistan: Homosexuals and homosexuality*, May 2013, p. 8; Freedom House, *Freedom in the World 2015- Pakistan*, n.d.

⁽¹¹¹⁵⁾ IGLHRC, *Where I Can actually be me*, 1 March 2012, p. 18.

et de signaler les violences dont ils/elles sont victimes ⁽¹¹¹⁶⁾. Le président de la Neengar Society a déclaré qu'aucun(e) LGBT ayant subi des violences ou menacé(e) de mort par sa famille ne porterait plainte, de crainte d'être arrêté(e) en raison de son orientation sexuelle ⁽¹¹¹⁷⁾.

En 2011, la Neengar Society a signalé à l'IRBC 10 cas d'«infractions contre-nature» (article 377 du CPP) à Multan (Penjab), dont deux ont conduit à des peines de 10 ans de prison. Aucune information n'a été fournie sur les huit autres affaires ⁽¹¹¹⁸⁾. La même organisation n'a signalé que deux cas en 2012: deux jeunes hommes arrêtés et inculpés sur le fondement de l'article 377 du CPP. Ils ont été libérés sous caution et les poursuites ont été abandonnées en l'absence de témoins ⁽¹¹¹⁹⁾.

Selon un chercheur pakistanais, Qasim Iqbal, interviewé par la BBC, en cas d'infractions flagrantes, les familles interviennent pour clore l'affaire sans porter plainte et forcent les personnes concernées à se marier ⁽¹¹²⁰⁾.

L'ILGA a signalé le cas du mariage d'une personne transgenre et d'une femme contre lesquels les autorités ont tenté d'invoquer l'article 377 du CPP, mais elles n'ont pas pu prouver la «pénétration» ⁽¹¹²¹⁾.

3.5.3 Situation sociale

Attitude de la société envers les LGBT

Le risque de violence en cas de révélation de l'orientation sexuelle

Dans les grandes villes de Lahore, Karachi et Islamabad, où de nombreux LGBT choisissent d'habiter, ils/elles peuvent être accepté(e)s par leurs proches et vivre en couple ⁽¹¹²²⁾. Dans ces villes, deux personnes de même sexe non mariées peuvent vivre ensemble, mais elles risquent d'être victimes de violence ⁽¹¹²³⁾ ou de chantage ⁽¹¹²⁴⁾ si la nature de leur relation est découverte ⁽¹¹²⁵⁾. Dans son rapport à l'IRBC, le président de la Neengar Society a souligné que ces villes étaient certes plus libérales et ouvertes, mais que «*personne ne peut ouvertement être gay ou lesbienne au Pakistan étant donné que divulguer son orientation sexuelle en public peut toujours coûter la vie à une personne LGBT*». En septembre 2012 à Karachi, par exemple, un gay a été attaqué à l'acide et abattu ⁽¹¹²⁶⁾. Les LGBT cachent donc leur orientation sexuelle au travail afin de conserver leur emploi et d'éviter toute discrimination ⁽¹¹²⁷⁾.

Dans leurs rapports avec l'IRBC, le président de la Neengar Society, le consultant national de l'International Gay and Lesbian Human Rights Commission (IGLHCR) et un représentant de la Women's Employees Welfare Association (WEWA) ont souligné la vulnérabilité des lesbiennes au Pakistan et leurs difficultés pour accéder à l'enseignement supérieur, à un logement et à un emploi. Les lesbiennes, plus vulnérables que les gays, courent un risque supérieur de perdre leur emploi et leur logement et risquent de subir des violences si leur orientation sexuelle est découverte ⁽¹¹²⁸⁾. De plus, les femmes vivant seules sont considérées comme «suspectes» ⁽¹¹²⁹⁾.

⁽¹¹¹⁶⁾ Freedom House, *Freedom in the World 2015- Pakistan*, n.d.

⁽¹¹¹⁷⁾ IRBC, *Pakistan: information sur les actes de violence ou les mauvais traitements dont font l'objet les minorités sexuelles à Islamabad, à Karachi et à Lahore; information sur la perte d'emploi pour une personne et la difficulté à se louer un logement en raison de son orientation sexuelle (2014)*, 9 January 2015.

⁽¹¹¹⁸⁾ IRBC, *Pakistan: information sur le traitement réservé aux minorités sexuelles par la société, le gouvernement et les autorités religieuses; la protection et les recours offerts (2009-2011)*, 30 November 2011.

⁽¹¹¹⁹⁾ IRBC, *Pakistan: information sur la situation des minorités sexuelles à Islamabad, Karachi et Lahore, y compris le traitement que leur réservent la société et les autorités; la protection de l'État (2010-2013)*, 13 January 2014.

⁽¹¹²⁰⁾ BBC, *Gay Pakistan: Where sex is available and relationships are difficult*, 26 August 2013.

⁽¹¹²¹⁾ IGLHRC, *Where I Can actually be me*, 1 March 2012, p. 18.

⁽¹¹²²⁾ Pellenec Morgane, *Bienvenue au Pakistan, 'pays des purs'*, 18 November 2013; Landinfo, *Pakistan: Homosexuals and homosexuality*, May 2013, p. 14; IPS, *Pakistani Gays Stifled in Closet Living*, 27 September 2013; Nouvel Observateur (Le), *Pour Qasim, il est plus simple d'être gay au Pakistan qu'aux États-Unis*, 8 May 2013.

⁽¹¹²³⁾ IRBC, *Pakistan: information sur les actes de violence ou les mauvais traitements dont font l'objet les minorités sexuelles à Islamabad, à Karachi et à Lahore; information sur la perte d'emploi pour une personne et la difficulté à se louer un logement en raison de son orientation sexuelle (2014)*, 9 January 2015; Landinfo, *Pakistan: Homosexuals and homosexuality*, May 2013, p. 14.

⁽¹¹²⁴⁾ IRBC, *Pakistan: information sur les actes de violence ou les mauvais traitements dont font l'objet les minorités sexuelles à Islamabad, à Karachi et à Lahore; information sur la perte d'emploi pour une personne et la difficulté à se louer un logement en raison de son orientation sexuelle (2014)*, 9 January 2015.

⁽¹¹²⁵⁾ Landinfo, *Pakistan: Homosexuals and homosexuality*, May 2013, p. 12.

⁽¹¹²⁶⁾ News International (The), *Man killed over sexual orientation*, 29 September 2012.

⁽¹¹²⁷⁾ Landinfo, *Pakistan: Homosexuals and homosexuality*, May 2013, p. 14.

⁽¹¹²⁸⁾ IRBC, *Pakistan: information sur les actes de violence ou les mauvais traitements dont font l'objet les minorités sexuelles à Islamabad, à Karachi et à Lahore; information sur la perte d'emploi pour une personne et la difficulté à se louer un logement en raison de son orientation sexuelle (2014)*, 9 January 2015.

⁽¹¹²⁹⁾ IRBC, *Pakistan: information sur les actes de violence ou les mauvais traitements dont font l'objet les minorités sexuelles à Islamabad, à Karachi et à Lahore; information sur la perte d'emploi pour une personne et la difficulté à se louer un logement en raison de son orientation sexuelle (2014)*, 9 January 2015.

Un avocat spécialisé dans les droits de l'homme et interrogé par Landinfo a expliqué que bien que le sexe entre hommes puisse être toléré dans une certaine mesure, un tabou était lié à tout ce qui concerne les relations entre personnes de même sexe ⁽¹¹³⁰⁾. En effet, l'homosexualité est considérée comme une menace pour le mariage et les relations familiales ⁽¹¹³¹⁾.

Pression et violence de la part de la famille

Les LGBT subissent des pressions familiales pour se conformer aux normes sociales pakistanaises, représentées par le mariage ⁽¹¹³²⁾. Ils/Elles doivent faire face à des situations telles que l'obligation de suivre un traitement médical, perdre leurs droits au sein de leur famille, subir des violences physiques, voire être chassé(e)s de leur famille si ils/elles refusent de se marier ⁽¹¹³³⁾. Dans une enquête menée par l'IGLHARC auprès de lesbiennes, de femmes bisexuelles et de personnes transgenres (LBT), cette analyse est confirmée par le cas d'une jeune femme déshéritée et chassée de sa famille en raison de son orientation sexuelle ⁽¹¹³⁴⁾.

Les femmes lesbiennes ou bisexuelles qui ont été contraintes de se marier ont déclaré à l'ILGA et à l'ONG pakistanaise O. ⁽¹¹³⁵⁾ qu'elles étaient agressées physiquement et sexuellement par leur mari ⁽¹¹³⁶⁾. Les deux organisations affirment que les lesbiennes sont victimes d'insultes à caractère sexuel en public, à des humiliations et à une violence psychologique de leur famille et qu'elles peuvent subir des violences sexuelles et physiques, souvent extrêmes ⁽¹¹³⁷⁾. D'autres sources le confirment et font également état de viol conjugal ⁽¹¹³⁸⁾.

La violence physique et psychologique exercée par des membres du noyau familial ou de la famille étendue sur des LGBT peut conduire à la mort ⁽¹¹³⁹⁾. En règle générale, les conflits familiaux et la violence qu'ils génèrent sont réglés au sein de la famille sans recourir à la police ou sans que la victime ne porte officiellement plainte ⁽¹¹⁴⁰⁾. En exploitant la corruption des policiers ou en ne déposant pas plainte, les familles pakistanaises évitent le «deshonneur» qui serait lié à l'arrestation d'un membre de la famille pour une infraction fondée sur l'orientation sexuelle ⁽¹¹⁴¹⁾.

Attitude de la société envers les hijras

Reconnaissance du statut du troisième genre

En juillet 2009, la Cour suprême du Pakistan a officiellement reconnu le statut de «troisième genre» aux *hijras*, en le mentionnant sur les cartes d'identité ⁽¹¹⁴²⁾. Cette reconnaissance leur donne le droit d'hériter, de trouver un emploi et de voter ⁽¹¹⁴³⁾. Le gouvernement pakistanais a également facilité leur intégration en les recrutant comme percepteurs d'impôts. Ils se rendent chez les contribuables défaillants qui sont pressés de régler leurs dettes en raison de la gêne liée à la présence des *hijras* qui dansent devant chez eux ⁽¹¹⁴⁴⁾.

⁽¹¹³⁰⁾ Landinfo, *Pakistan: Homosexuals and homosexuality*, May 2013, p. 13.

⁽¹¹³¹⁾ Landinfo, *Pakistan: Homosexuals and homosexuality*, May 2013, p. 13; IRBC, *Pakistan: information sur la situation des minorités sexuelles à Islamabad, Karachi et Lahore, y compris le traitement que leur réservent la société et les autorités; la protection de l'État (2010-2013)*, 13 January 2014; IPS, *Pakistani Gays Stifled in Closet Living*, 27 September 2013.

⁽¹¹³²⁾ IRBC, *Pakistan: information sur la situation des minorités sexuelles à Islamabad, Karachi et Lahore, y compris le traitement que leur réservent la société et les autorités; la protection de l'État (2010-2013)*, 13 January 2014.

⁽¹¹³³⁾ Landinfo, *Pakistan: Homosexuals and homosexuality*, May 2013, p. 14; IRBC, *Pakistan: information sur la situation des minorités sexuelles à Islamabad, Karachi et Lahore, y compris le traitement que leur réservent la société et les autorités; la protection de l'État (2010-2013)*, 13 January 2014.

⁽¹¹³⁴⁾ IGLHRC, *Where I Can actually be me*, 1 March 2012, p. 12.

⁽¹¹³⁵⁾ For more information on this NGO, see section on [Associations LGBT](#).

⁽¹¹³⁶⁾ IGLHRC, *Where I Can actually be me*, 1 March 2012, p. 12.

⁽¹¹³⁷⁾ IGLHRC, *Where I Can actually be me*, 1 March 2012, pp. 9, 14.

⁽¹¹³⁸⁾ BBC, *Gay Pakistan: Lesbians' Lives on the Line*, 18 August 2014; IRBC, *Pakistan: information sur la situation des minorités sexuelles à Islamabad, Karachi et Lahore, y compris le traitement que leur réservent la société et les autorités; la protection de l'État (2010-2013)*, 13 January 2014; Pellenc Morgane, *Bienvenue au Pakistan, 'pays des purs'*, 18 November 2013; Nosheen Habiba, *Pakistan's lesbians live in silence, love in secret*, 17 January 2011.

⁽¹¹³⁹⁾ IGLHRC, *Where I Can actually be me*, 1 March 2012, p. 11; IRBC, *Pakistan: information sur la situation des minorités sexuelles à Islamabad, Karachi et Lahore, y compris le traitement que leur réservent la société et les autorités; la protection de l'État (2010-2013)*, 13 January 2014.

⁽¹¹⁴⁰⁾ BBC, *Gay Pakistan: Where sex is available and relationships are difficult*, 26 August 2013; IRBC, *Pakistan: information sur la situation des minorités sexuelles à Islamabad, Karachi et Lahore, y compris le traitement que leur réservent la société et les autorités; la protection de l'État (2010-2013)*, 13 January 2014.

⁽¹¹⁴¹⁾ BBC, *Gay Pakistan: Where sex is available and relationships are difficult*, 26 August 2013; IRBC, *Pakistan: information sur la situation des minorités sexuelles à Islamabad, Karachi et Lahore; information sur la perte d'emploi pour une personne et la difficulté à se louer un logement en raison de son orientation sexuelle (2014)*, 9 January 2015; Al Arabiya News, *Pakistan's Homosexual Scene: Is the Debate Being Silenced?*, 24 August 2014.

⁽¹¹⁴²⁾ BBC, *Pakistan transgenders pin hopes on new rights*, 25 April 2011; Guardian (The), *Pakistan's hijras deserve acceptance*, 26 May 2010; Monde (Le), *Être transsexuel au Pakistan*, 23 April 2010; Pink News, *New rights for trans people in Pakistan*, 30 December 2009; BBC, *Pakistani eunuchs have distinct gender*, 23 December 2009.

⁽¹¹⁴³⁾ Guardian (The), *Pakistan's hijras deserve acceptance*, 26 May 2010.

⁽¹¹⁴⁴⁾ BBC, *Pakistan transgenders pin hopes on new rights*, 25 April 2011; Monde (Le), *Être transsexuel au Pakistan*, 23 April 2010.

Cependant, il n'est pas aisé d'obtenir une carte d'identité pour les *hijras*, car ils doivent présenter des documents de famille et qu'ils n'ont souvent plus de contacts avec leur famille ⁽¹¹⁴⁵⁾.

En novembre 2011, la Cour suprême a ordonné à la commission électorale de recenser les *hijras* et de les inscrire sur les listes électorales ⁽¹¹⁴⁶⁾. Deux ans plus tard, quelques *hijras* se sont portés candidats aux élections parlementaires: Sanam Fakir à Sukur et Bindiya Rani à Karachi ⁽¹¹⁴⁷⁾.

Discrimination et violence

En règle générale, les *hijras* sont toujours rejetés par la société pakistanaise; ils n'ont pas accès aux écoles, aux hôpitaux, aux logements, et les familles ne leur reconnaissent pas la qualité d'héritiers ⁽¹¹⁴⁸⁾. Les personnes transgenres sont souvent victimes de violence physique et psychologique ⁽¹¹⁴⁹⁾.

L'obtention d'une carte d'identité et les mesures prises pour lutter contre la discrimination ont, dans une certaine mesure, réduit la violence policière à l'égard des *hijras* et leur ont permis de porter plainte ⁽¹¹⁵⁰⁾. Cependant, les *hijras* sont toujours fréquemment victimes du harcèlement économique et sexuel de la police et sont la cible de gangs qui les agressent sexuellement ⁽¹¹⁵¹⁾. Une femme transgenre a été tuée à Multan en 2012 ⁽¹¹⁵²⁾. La vie en communauté ne garantit pas leur sécurité ⁽¹¹⁵³⁾, comme en témoignent les raids policiers contre la colonie Imamia à Peshawar en octobre 2013 et dans la ville de Banu en octobre 2014 ⁽¹¹⁵⁴⁾.

Lieux de rencontre des LGBT

Selon le président de la Neengar Society et le représentant national de l'IGLHRC, des groupes de LGBT utilisent les réseaux sociaux pour organiser des rencontres à Lahore, à Karachi et à Islamabad, bien que cela ne concerne que les LGBT des classes moyenne et supérieure et l'élite intellectuelle ⁽¹¹⁵⁵⁾.

Les LGBT se rencontrent par le biais d'applications en ligne comme Grindr et Scruff et de sites internet comme Gaydar et Manjam ⁽¹¹⁵⁶⁾. Ce dernier site pour les rencontres entre gays a bloqué l'accès aux non-membres en avril 2014, après le meurtre de trois homosexuels qui avaient été contactés par leur assassin sur le site ⁽¹¹⁵⁷⁾.

Selon les sources consultées, les gares routières et les carrefours en dehors des grands centres urbains, les gares ferroviaires ⁽¹¹⁵⁸⁾ et les mausolées ⁽¹¹⁵⁹⁾ sont les lieux de rencontre des gays. Les personnes qui fréquentent ces endroits doivent toutefois être discrètes ⁽¹¹⁶⁰⁾ et les lieux changent régulièrement ⁽¹¹⁶¹⁾. Selon le représentant national

⁽¹¹⁴⁵⁾ Gay Star News, *Transgender Pakistani stands for election*, 30 December 2011.

⁽¹¹⁴⁶⁾ Libération, *Pakistan: la revanche du troisième genre*, 5 March 2012; RFE/RL, *Supreme Court ruling gives Pakistan's beleaguered transgender community new hope*, 20 November 2011.

⁽¹¹⁴⁷⁾ Pink News, *Pakistan: First trans woman in general election says the community is 'more than dancers and beggars'*, 26 February 2013; Tribune (The), *Kudos, Bindiya Rani*, 31 March 2013; Tribune (The), *Transgender candidates stake claim in Pakistan vote*, 18 April 2013.

⁽¹¹⁴⁸⁾ RFE/RL, *Despite Gains, Pakistan's Transgender Community Under Attack*, 26 October 2013; US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014*, Pakistan, 25 June 2015; Landinfo, *Pakistan: Homosexuals and homosexuality*, May 2013, p. 16.

⁽¹¹⁴⁹⁾ IGLHRC, *Where I Can actually be me*, 1 March 2012, p. 11; IRBC, *Pakistan: information sur la situation des minorités sexuelles à Islamabad, Karachi et Lahore, y compris le traitement que leur réservent la société et les autorités; la protection de l'État (2010-2013)*, 13 January 2014;

⁽¹¹⁵⁰⁾ Libération, *Pakistan: la revanche du troisième genre*, 5 March 2012; Washington Post (the), *For transgender Pakistanis, newfound rights*, 10 February 2012.

⁽¹¹⁵¹⁾ Landinfo, *Pakistan: Homosexuals and homosexuality*, May 2013, p. 9.

⁽¹¹⁵²⁾ IRBC, *Pakistan: information sur la situation des minorités sexuelles à Islamabad, Karachi et Lahore, y compris le traitement que leur réservent la société et les autorités; la protection de l'État (2010-2013)*, 13 January 2014.

⁽¹¹⁵³⁾ RFE/RL, *Despite Gains, Pakistan's Transgender Community Under Attack*, 26 October 2013; Monde (Le), *Être transsexuel au Pakistan*, 23 April 2010.

⁽¹¹⁵⁴⁾ ILGA, *Run out of town: Transgenders protest against possible eviction*, 24 February 2014; RFE/RL, *Despite Gains, Pakistan's Transgender Community Under Attack*, 26 October 2013.

⁽¹¹⁵⁵⁾ IRBC, *Pakistan: information sur la situation des minorités sexuelles à Islamabad, Karachi et Lahore, y compris le traitement que leur réservent la société et les autorités; la protection de l'État (2010-2013)*, 13 January 2014.

⁽¹¹⁵⁶⁾ Al Arabiya News, *Pakistan's Homosexual Scene: Is the Debate Being Silenced?*, 24 August 2014; That gay backpacker [blog], *Gay life Lahore Pakistan interview*, 23 July 2014; BBC, *Gay Pakistan: Where sex is available and relationships are difficult*, 26 August 2013.

⁽¹¹⁵⁷⁾ Daily Mail (The), *Pakistani killer murdered three gay men he met online by breaking their necks after having sex with them 'to stop them spreading the evil of homosexuality'*, 28 April 2014.

⁽¹¹⁵⁸⁾ Pellenc Morgane, *Bienvenue au Pakistan, 'pays des purs'*, 18 November 2013; Bedford Brian, *Spartacus International Gay Guide, 42nd Edition, 2013-2014*, 1 January 2013, p. 622; Naz Foundation International, *Report for The World Bank, Pakistan, Enhanced hiv/aids program: social assessment and mapping of men who have sex with men (msm) in Lahore*, 21 April 2002, p. 43.

⁽¹¹⁵⁹⁾ Naz Foundation International, *Report for The World Bank, Pakistan, Enhanced hiv/aids program: social assessment and mapping of men who have sex with men (msm) in Lahore*, 21 April 2002, p. 42.

⁽¹¹⁶⁰⁾ Bedford Brian, *Spartacus International Gay Guide, 42nd Edition, 2013-2014*, 1 January 2013, p. 623.

⁽¹¹⁶¹⁾ IPS, *Pakistani Gays Stifled in Closet Living*, 27 September 2013.

de l'IGLHRC, les transsexuels et les homosexuels sont fréquemment battus ou victimes de viols collectifs après avoir suivi une personne dans ce genre d'endroit. Il faisait référence aux trois personnes assassinées dans ces circonstances à l'été 2014 ⁽¹¹⁶²⁾.

À Karachi, les lieux de rencontre connus sont le mausolée d'Abdullah Shah Ghazi ⁽¹¹⁶³⁾ et les jardins qui entourent le bâtiment Frere Hall en face de l'hôtel Marriott ⁽¹¹⁶⁴⁾. Le guide de voyage *Spartacus* fait référence au coin de la rue Nazamudin et au quartier F-6 à Islamabad, ainsi que la partie de Mall Street située en face de la maison du gouverneur à Lahore ⁽¹¹⁶⁵⁾.

Associations LGBT

En juillet 2013 ⁽¹¹⁶⁶⁾, le site internet Queer Pakistan a été créé avec le slogan «Ne nous hâissez pas, apprenez à nous connaître». Ses objectifs visent à soutenir les LGBT et à les sensibiliser aux maladies sexuellement transmissibles (MST) ⁽¹¹⁶⁷⁾. Depuis le 24 septembre 2013, l'Autorité pakistanaise chargée des télécommunications a bloqué le site, une mesure qu'elle peut prendre si elle estime qu'un site a un caractère pornographique ou blasphématoire ⁽¹¹⁶⁸⁾. L'équipe du site censuré l'a remplacé par un nouveau nom de domaine (www.humjins.com) ⁽¹¹⁶⁹⁾, qui a également été fermé par les autorités le 14 février 2014 ⁽¹¹⁷⁰⁾.

Le *New York Times* mentionne également l'organisation *O.*, fondée à Lahore en mars 2009 par un couple de lesbiennes. Cette ONG, enregistrée au Pakistan sous couvert d'une organisation à caractère social, apporte une assistance juridictionnelle aux LGBT et les aide à faire face à des situations familiales difficiles, tout en axant son travail sur l'acceptation des LGBT par la société pakistanaise. Les membres de cette organisation se contactent par courriel et gardent leurs réunions secrètes. *O.* offre un refuge aux LGBT qui ont fui leur famille ⁽¹¹⁷¹⁾.

Dans son dernier rapport, Landinfo a déclaré qu'il existait une organisation de soutien aux personnes LGBT dans la province du Penjab, mais n'a pas cité son nom ⁽¹¹⁷²⁾.

Selon le président de la Neengar Society, plusieurs organisations défendent les droits des LGBT et facilitent les discussions en mettant à disposition des lieux de réunion. Cependant, elles ne le font pas publiquement et agissent uniquement par le biais du parrainage ⁽¹¹⁷³⁾.

La Neengar Society se présente comme une organisation de jeunesse laïque et apolitique active dans le domaine des droits des minorités sexuelles et religieuses. L'organisation a été créée en 2007 et officiellement enregistrée le 8 août 2008 ⁽¹¹⁷⁴⁾. Elle offre un centre d'accueil d'urgence aux LGBT, qui a hébergé 70 personnes en 2013 (10 lesbiennes, 5 personnes transgenres et 55 gays ou bisexuels). Entre janvier et novembre 2014, elle a fourni une aide médicale, un refuge et un soutien psychologique à 145 LGBT ⁽¹¹⁷⁵⁾.

L'All Pakistan She-Male Association, dirigée par Almas Bobi, s'efforce de défendre les droits des travestis, des personnes transsexuelles et des eunuques ⁽¹¹⁷⁶⁾.

⁽¹¹⁶²⁾ IRBC, *Pakistan: information sur les actes de violence ou les mauvais traitements dont font l'objet les minorités sexuelles à Islamabad, à Karachi et à Lahore; information sur la perte d'emploi pour une personne et la difficulté à se louer un logement en raison de son orientation sexuelle* (2014), 9 January 2015.

⁽¹¹⁶³⁾ Al Arabiya News, *Pakistan's Homosexual Scene: Is the Debate Being Silenced?*, 24 August 2014; IPS, *Pakistani Gays Stifled in Closet Living*, 27 September 2013; Gay Pakistan, *Where sex is available and relationships are difficult*, 26 August 2013.

⁽¹¹⁶⁴⁾ IPS, *Pakistani Gays Stifled in Closet Living*, 27 September 2013; Bedford Brian, *Spartacus International Gay Guide, 42nd Edition*, 2013-2014, 1 January 2013, p. 623.

⁽¹¹⁶⁵⁾ Bedford Brian, *Spartacus International Gay Guide, 42nd Edition*, 2013-2014, 1 January 2013, p. 623.

⁽¹¹⁶⁶⁾ Pink News, *Queer Pakistan LGBT Support Website Blocked*, 25 September 2013.

⁽¹¹⁶⁷⁾ Pink News, *Pakistan: New Website Helps Gay Men Find Ways Around Harsh Anti-Gay Laws*, 13 August 2013.

⁽¹¹⁶⁸⁾ Pink News, *Queer Pakistan LGBT Support Website Blocked*, 25 September 2013.

⁽¹¹⁶⁹⁾ Gay Star News, *After govt ban, Facebook unpublishes Pakistan's underground gay group*, 5 October 2013.

⁽¹¹⁷⁰⁾ Queer Pakistan, *Banned again*, [Facebook], 14 February 2014.

⁽¹¹⁷¹⁾ New York Times (The), *Gay Pakistanis, Still in Shadows, Seek Acceptance*, 3 November 2012.

⁽¹¹⁷²⁾ Landinfo, *Pakistan: Homosexuals and homosexuality*, May 2013, p. 15.

⁽¹¹⁷³⁾ IRBC, *Pakistan: information sur la situation des minorités sexuelles à Islamabad, Karachi et Lahore, y compris le traitement que leur réservent la société et les autorités; la protection de l'État (2010-2013)*, 13 January 2014.

⁽¹¹⁷⁴⁾ Neengar Society, *Who we are*, 4 December 2011.

⁽¹¹⁷⁵⁾ IRBC, *Pakistan: information sur les actes de violence ou les mauvais traitements dont font l'objet les minorités sexuelles à Islamabad, à Karachi et à Lahore; information sur la perte d'emploi pour une personne et la difficulté à se louer un logement en raison de son orientation sexuelle* (2014), 9 January 2015.

⁽¹¹⁷⁶⁾ RFE/RL, *Despite Gains, Pakistan's Transgender Community Under Attack*, 26 October 2013; Guardian (The), *Pakistan's hijras deserve acceptance*, 26 May 2010.

Attitude des autorités religieuses à l'égard des LGBT

Dans un rapport écrit adressé à la Commission canadienne de l'immigration et du statut de réfugiés en octobre 2011, la représentante de la Women Employees Welfare Association (WEWA) ⁽¹¹⁷⁷⁾ a déclaré que «*les autorités religieuses considèrent tout comportement non hétérosexuel comme une infraction grave et immorale*» et qu'elles peuvent proposer des sanctions comme la «*lapidation ou l'enterrement de personnes vivantes*». Dans le même document, le représentant national de l'IGLHRC attire l'attention sur l'impunité des autorités religieuses, sur le risque que la législation sur le blasphème soit utilisée contre les militants LGBT et sur les abus sexuels et physiques que les autorités religieuses peuvent imposer aux *zenana* ⁽¹¹⁷⁸⁾. Selon l'interlocuteur de Landinfo, les transgenres sont considérés comme de la «*racaille*» par certains groupes religieux ⁽¹¹⁷⁹⁾.

Les autorités religieuses locales ont réagi violemment au fait que l'ambassade américaine a accueilli la première célébration de la fierté LGBT à Islamabad, le 26 juin 2011. Des militants du Jamiat-e Islami (JeI), par l'intermédiaire de ses branches étudiantes (Islami Jamiat Tulba et Jamiat Ulema-e Islam), ont manifesté dans différentes villes contre cet événement. Celui-ci a été considéré comme une attaque contre la culture pakistanaise par les manifestants à Karachi ⁽¹¹⁸⁰⁾. Une semaine plus tard, des mouvements politiques et politico-religieux, dont le chef de la Jafria Alliance of Pakistan, l'ouléma Abbas Kumaili, et Maulana Ali Mohd Naqvi du conseil des oulémas chiites, ont publié un message qualifiant cet événement de deuxième agression la plus dangereuse des États-Unis après l'utilisation de drones armés. Le message indiquait que les LGBT représentaient la pire forme de dépravation humaine et invoquait la colère d'Allah ⁽¹¹⁸¹⁾.

Attitude des autorités publiques

L'ambassadeur du Pakistan aux Nations unies, Zamir Akram, a manifesté son opposition à une table ronde sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre organisée par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, le 7 mars 2012 ⁽¹¹⁸²⁾. Dans une lettre du 14 février 2012 adressée au président du Conseil des droits de l'homme, il a déclaré que les droits des LGBT «*n'ont rien à voir avec les droits fondamentaux de la personne*» et a qualifié ces types de relations de «*comportements sexuels anormaux*» ⁽¹¹⁸³⁾.

D'après les sources consultées, les LGBT qui sont persécutés par leur famille ne peuvent trouver une protection réelle auprès des autorités pakistanaises et les policiers sont les complices des persécuteurs plutôt que des protecteurs ⁽¹¹⁸⁴⁾. Selon le président de la Neengar Society, la police invoque effectivement l'article 377 du CPP pour menacer d'arrestation des LGBT, exercer un chantage sur eux ou leur extorquer de l'argent ⁽¹¹⁸⁵⁾. La police fait régulièrement des descentes sur les lieux où se réunissent les LGBT et les poursuites ne sont abandonnées qu'après le paiement de pots-de-vin ou l'octroi de faveurs sexuelles ⁽¹¹⁸⁶⁾.

⁽¹¹⁷⁷⁾ WEWA est enregistrée dans l'annuaire LGBT de l'ILGA comme une organisation fondée en 1995 qui aide les lesbiennes et les communautés transgenres.

⁽¹¹⁷⁸⁾ IRBC, *Pakistan: information sur le traitement réservé aux minorités sexuelles par la société, le gouvernement et les autorités religieuses; la protection et les recours offerts (2009-2011)*, 30 November 2011.

⁽¹¹⁷⁹⁾ Landinfo, *Pakistan: Homosexuals and homosexuality*, May 2013, p. 16.

⁽¹¹⁸⁰⁾ New York Times (The), *Gay Pakistanis, Still in Shadows, Seek Acceptance*, 3 November 2012; Dawn, *Protests in Pakistan over US gay rights event*, 4 Juli 2011.

⁽¹¹⁸¹⁾ Jafria News, *Upholding Lesbian & Gay Rights in Islamic Republic of Pakistan is Social and Religious Terrorism By US & UN Both*, 25 July 2011.

⁽¹¹⁸²⁾ Tribune (The), *Pakistan opposes UN discussion on violence against LGBT*, 6 March 2012.

⁽¹¹⁸³⁾ Akram, Zamir, *Letter to the President*, 14 February 2012.

⁽¹¹⁸⁴⁾ UK Home Office, *Country Information and Guidance, Pakistan: Sexual orientation and gender identity*, 14 July 2014, p. 5; IRBC, *Pakistan: information sur la situation des minorités sexuelles à Islamabad, Karachi et Lahore, y compris le traitement que leur réservent la société et les autorités; la protection de l'État (2010-2013)*, 13 January 2014.

⁽¹¹⁸⁵⁾ IRBC, *Pakistan: information sur la situation des minorités sexuelles à Islamabad, Karachi et Lahore, y compris le traitement que leur réservent la société et les autorités; la protection de l'État (2010-2013)*, 13 January 2014.

⁽¹¹⁸⁶⁾ IRBC, *Pakistan: information sur la situation des minorités sexuelles à Islamabad, Karachi et Lahore, y compris le traitement que leur réservent la société et les autorités; la protection de l'État (2010-2013)*, 13 January 2014.

4. Migration, déplacement et mobilité interne

Le Pakistan est un important pays d'émigration au niveau mondial, mais il est également une terre d'immigration et une destination pour les réfugiés de la région. Il abrite l'une des plus grandes populations de réfugiés du monde (1,5 million de réfugiés enregistrés et environ 1 million d'Afghans non enregistrés) et compte un nombre élevé (1,6 million) de personnes déplacées (PDI) ⁽¹¹⁸⁷⁾.

Le gouvernement pakistanais a coopéré avec le HCR et d'autres organisations humanitaires pour apporter protection et assistance aux PDI, aux réfugiés, aux réfugiés rapatriés, aux demandeurs d'asile et aux autres personnes concernées ⁽¹¹⁸⁸⁾.

4.1 Liberté de circulation dans le pays

Bien que l'article 15 de la Constitution pakistanaise de 1973 accorde à tout citoyen le droit d'entrer et de se déplacer librement dans le pays et de séjourner et s'installer n'importe où ⁽¹¹⁸⁹⁾, ces droits connaissent des limites ⁽¹¹⁹⁰⁾.

Le Pakistan est un État partie au pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et n'est donc autorisé à imposer des restrictions aux mouvements que si celles-ci sont conformes à l'exigence de nécessité visée à l'article 12, paragraphe 3, du pacte et à la nécessité de cohérence avec les autres droits reconnus par ledit pacte. Selon la Commission des droits de l'homme du Pakistan, en 2014, l'exercice des droits reconnus par l'article 12 du PIDCP a été compromis au Pakistan, directement ou indirectement, par différents facteurs comme le conflit armé, l'état de non-droit généralisé, les attentats ciblés et l'incapacité des personnes à voyager en raison de l'absence ou de la pénurie de moyens de transport. La liberté de circulation a également été entravée par le coût des transports et le mauvais état des infrastructures routières ⁽¹¹⁹¹⁾.

Le couvre-feu imposé par le gouvernement dans certaines régions des FATA ou du Khyber Pakhtunkhwa ou la fermeture occasionnelle de routes afin de perturber des manifestations et des sit-in à Islamabad en août 2014 ont également affecté la liberté de circulation ⁽¹¹⁹²⁾.

Le 22 janvier 2014, 22 personnes ont été tuées et 31 blessées dans un attentat-suicide à Mastung. L'attentat visait un bus transportant des pèlerins revenant d'Iran. Le LeJ a revendiqué l'attentat ⁽¹¹⁹³⁾. Le gouvernement a réagi en suspendant temporairement le service de bus afin de prévenir de nouveaux attentats ⁽¹¹⁹⁴⁾.

Afin d'assurer la paix pendant le mois de Moharram (premier mois du calendrier islamique) et d'alléger les tensions sectaires, en octobre 2014, le gouvernement du Penjab a adopté des directives visant à interdire l'entrée de 158 religieux, dont 62 de l'école de pensée déobandite, 65 de la communauté chiite et 31 du courant barelvi ⁽¹¹⁹⁵⁾.

L'accès à de nombreuses régions du Pakistan, dont les FATA, la vallée de Swat et la zone voisine de la ligne de contrôle dans le territoire contesté du Cachemire, est toujours restreint pour les non-Pakistanaïes. Pour voyager dans une zone restreinte, une autorisation officielle du gouvernement pakistanais est nécessaire ⁽¹¹⁹⁶⁾.

Pour la liste des zones ouvertes et interdites, voir les documents du ministère des affaires étrangères ⁽¹¹⁹⁷⁾.

⁽¹¹⁸⁷⁾ BFA, *Country Analysis Reports: Pakistan — Challenges*, October 2014, pp. 177-178

⁽¹¹⁸⁸⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽¹¹⁸⁹⁾ Pakistan, *Constitution of the Islamic Republic of Pakistan*, 12 April 1973.

⁽¹¹⁹⁰⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽¹¹⁹¹⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, p. 108.

⁽¹¹⁹²⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, p. 109.

⁽¹¹⁹³⁾ Express Tribune (The), *Mastung tragedy: 22 pilgrims die in bus blast*, 22 January 2014.

⁽¹¹⁹⁴⁾ Dawn, *Pakistan's Shia Pilgrimage Route to Iran Suspended*, 24 January 2014.

⁽¹¹⁹⁵⁾ Dawn, *Entry of 158 clerics banned in Rawalpindi division*, 27 October 2014.

⁽¹¹⁹⁶⁾ US DOS, *Pakistan Travel Warning*, updated 24 February 2015.

⁽¹¹⁹⁷⁾ MoFA, *No. P (2)-NOC/Visits/2011*, 6 January 2011.

4.2 Déplacement à l'intérieur du pays

Depuis 2004, les combats entre l'armée pakistanaise et des groupes armés non étatiques, les affrontements entre groupes armés non étatiques, la violence sectaire, les affrontements tribaux et locaux pour les ressources et les violations des droits de l'homme commises par les militaires et des groupes armés non étatiques ont entraîné des déplacements de population liés au conflit ⁽¹¹⁹⁸⁾.

En 2014, le Pakistan devait toujours faire face au défi des déplacements de population dus au conflit et aux catastrophes naturelles ⁽¹¹⁹⁹⁾.

Le 15 juin 2014, une semaine après l'attentat contre l'aéroport le plus actif du pays à Karachi, l'armée pakistanaise a lancé une vaste opération contre des activistes dans la région tribale du Waziristan du Nord ⁽¹²⁰⁰⁾. Cette opération a provoqué le déplacement d'un million de personnes supplémentaires vers les FATA et le Khyber Pakhtunkhwa et, en novembre, des déplacements massifs de population ont été signalés dans la région de Bara dans l'Agence de Khyber ⁽¹²⁰¹⁾. Fin juin-début juillet, il a été signalé que les provinces du Penjab et du Sindh interdisaient l'entrée de citoyens déplacés en provenance des FATA ⁽¹²⁰²⁾.

À la fin de 2014, près de 1,6 million de personnes étaient déplacées, fuyant les FATA et le Khyber Pakhtunkhwa ⁽¹²⁰³⁾. Près de 1,5 million de PDI étaient concentrées principalement dans le Khyber Pakhtunkhwa et les FATA. En dehors du nord et de l'ouest du pays, le Baloutchistan et d'autres régions du Pakistan accueillait également 275 000 PDI. Au Khyber Pakhtunkhwa et dans les FATA, la majorité des PDI vivent dans des communautés d'accueil et environ 42 400 séjournent dans des camps. Selon l'Observatoire des situations de déplacements internes (IDMC), «*les chiffres sous-estiment probablement l'ampleur des déplacements, dans la mesure où ils ne tiennent pas compte des PDI non enregistrées*». Les personnes déplacées mais qui n'ont pas de carte nationale d'identité électronique (CNIC) ont deux adresses et les personnes dont la CNIC contient de fausses informations ne peuvent pas être enregistrées comme PDI ⁽¹²⁰⁴⁾.

Les personnes déplacées ont dû payer des pots-de-vin pour obtenir des services tels que compléter la procédure d'enregistrement des PDI et obtenir des rations mensuelles et des tentes ⁽¹²⁰⁵⁾.

Les femmes déplacées rencontreraient de nombreux problèmes pour recevoir de l'aide ⁽¹²⁰⁶⁾. Certains notables tribaux ont décrété que les familles fuyant l'offensive militaire ne devaient pas autoriser les femmes à demander une aide alimentaire, mais sans expliquer comment les veuves ou les femmes non accompagnées pourraient trouver de l'aide ⁽¹²⁰⁷⁾.

Les minorités religieuses déplacées rencontrent également de nombreux problèmes. Comme l'a déclaré la HRCP, «*selon la National Database and Registration Authority (NADRA), 114 familles chrétiennes, 29 hindoues, 10 baha'i et 4 bouddhistes faisaient partie des personnes déplacées en provenance des FATA à la suite de l'opération de l'armée pakistanaise contre les activistes de la région*». Quelques familles déplacées issues de minorités religieuses ont déclaré aux médias qu'elles se heurtaient à une discrimination dans les camps de PDI à Bannu et étaient ignorées aux points de distribution de nourriture ⁽¹²⁰⁸⁾.

La santé est toujours une préoccupation des PDI, qui bénéficient de peu de soins médicaux et de conditions déplorables d'hygiène ⁽¹²⁰⁹⁾.

Le 15 août 2014, des douzaines de PDI originaires du Waziristan du Nord ont manifesté devant le Club de la presse de Peshawar, exigé de rentrer chez eux et réclamé la fin du conflit ⁽¹²¹⁰⁾.

⁽¹¹⁹⁸⁾ IDMC, *Pakistan IDP Figures Analysis*, 31 March 2015.

⁽¹¹⁹⁹⁾ UN OCHA, *Emergency Response Fund – Pakistan, Annual Report 2014*, 31 December 2014, p. 2.

⁽¹²⁰⁰⁾ Dawn, *Zarb-e-Azb operation: 120 suspected militants killed in N Waziristan*, 16 June 2014.

⁽¹²⁰¹⁾ UN OCHA, *Emergency Response Fund – Pakistan, Annual Report 2014*, 31 December 2014, p. 2.

⁽¹²⁰²⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, p. 110.

⁽¹²⁰³⁾ UN OCHA, *Emergency Response Fund – Pakistan, Annual Report 2014*, 31 December 2014, p. 2.

⁽¹²⁰⁴⁾ IDMC, *Pakistan IDP Figures Analysis*, 31 March 2015.

⁽¹²⁰⁵⁾ Foreign Policy, *Pakistan's IDP Problem*, 16 January 2015.

⁽¹²⁰⁶⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, p. 341.

⁽¹²⁰⁷⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, pp. 209-210.

⁽¹²⁰⁸⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, p. 122.

⁽¹²⁰⁹⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, pp. 210, 224.

⁽¹²¹⁰⁾ News International (The), *North Waziristan IDPs stage protest in Peshawar*, 15 August 2014.

Le 20 novembre 2014, Abdul Qadir Baloch, ministre des États et des régions frontalières, a déclaré que plus de 90 % de l'Agence du Waziristan du Nord avaient été nettoyés des terroristes durant l'opération militaire, mais qu'aucun calendrier ne pouvait être donné pour le retour des personnes déplacées provenant de cette région ⁽¹²¹¹⁾.

Le pays a également connu des déplacements importants de population à la suite de catastrophes naturelles, essentiellement des inondations. En septembre 2014, les pluies de mousson tardives et concentrées ont entraîné des crues éclair au Penjab, au Gilgit-Baltistan et dans l'Azad Jammu-et-Cachemire, qui ont touché plus de 2,5 millions de personnes. Près de 3 000 personnes vivent toujours dans trois camps temporaires depuis janvier 2010 au Gilgit-Baltistan, où trois villages (Attabad, Sarat et Ayinabad) ont été détruits par un glissement de terrain. Trois autres villages (Shishkat, Gulmit et Ghulkin) ont été submergés lorsque les débris d'un glissement de terrain ont bloqué le cours de la rivière Hunza. Les villages touchés ont une population cumulée de plus de 7 400 personnes ⁽¹²¹²⁾.

4.3 Quitter le pays

Le Pakistan est l'un des dix premiers pays du monde en termes d'émigration ⁽¹²¹³⁾. Juste après son indépendance, quelque six millions de personnes ont quitté le Pakistan pour l'Inde de façon permanente pour des raisons religieuses et politiques et, dans les années 1950 et 1970, des vagues considérables d'émigrants économiques sont partis en Europe et au Moyen-Orient ⁽¹²¹⁴⁾.

Selon le ministère des Pakistanais de l'étranger, environ 7,6 millions de Pakistanais de l'étranger vivaient, travaillaient ou étudiaient dans d'autres pays au 31 décembre 2013. Environ 49 % des Pakistanais de l'étranger vivent dans des pays du Moyen-Orient, suivis par l'Europe (28 %) et l'Amérique (16 %). Les Pakistanais de l'étranger contribuent au développement de l'économie grâce à leurs transferts, qui est la deuxième source la plus importante de devises pour le pays après les exportations ⁽¹²¹⁵⁾.

Le Pakistan est également un pays d'origine important en termes de demandeurs d'asile. Avec un total de 26 332 demandes d'asile déposées dans 44 pays industrialisés, le Pakistan s'est classé en sixième position en 2014, selon le HCR, suivi par la Syrie, l'Iraq, l'Afghanistan, la Serbie, le Kosovo et l'Érythrée. Le Pakistan s'est classé cinquième en 2014 dans l'Union européenne ⁽¹²¹⁶⁾.

4.3.1 Règles de sortie

Il est interdit de se rendre en Israël et les passeports pakistanais contiennent une mention à cet effet. Les fonctionnaires du gouvernement et les étudiants doivent obtenir un certificat de non-objection auprès du gouvernement avant de voyager à l'étranger ⁽¹²¹⁷⁾, bien que cette exigence soit rarement appliquée aux étudiants ⁽¹²¹⁸⁾.

Selon l'Exit from Pakistan (Control) Ordinance de 1981 (ordonnance sur le contrôle des sorties du Pakistan), «*le gouvernement fédéral peut, par arrêté, interdire à une personne ou à une catégorie de personnes de quitter le Pakistan pour se rendre à l'étranger, nonobstant le fait que cette (ces) personne(s) soit (soient) en possession de documents de voyage en règle*» ⁽¹²¹⁹⁾.

Comme l'a indiqué la HRCP, des retards dans la délivrance des passeports aux personnes qui souhaitent se rendre à l'étranger et des plaintes d'invocation arbitraire de la liste de contrôle des sorties ont été signalés en 2014 ⁽¹²²⁰⁾.

Lors de sa consultation par le service COI du ministère britannique de l'intérieur en mai 2013, le site internet mis à jour du ministère pakistanais de l'intérieur fournissait les informations suivantes sur la liste de contrôle des sorties ⁽¹²²¹⁾:

⁽¹²¹¹⁾ Express Tribune (The), *No timeframe for return of IDPs, says minister*, 21 November 2014.

⁽¹²¹²⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, pp. 348-349.

⁽¹²¹³⁾ Budapest Process, *A Silk Routes Partnership for Migration, Pakistan Migration Country Report*, 2013, p. 31.

⁽¹²¹⁴⁾ BFA, *Country Analysis Reports: Pakistan — Challenges*, October 2014, p. 177.

⁽¹²¹⁵⁾ Ministry of Overseas Pakistanis and Human Resource Development, *Yearbook 2013-14*, 19 February 2015, p. 8.

⁽¹²¹⁶⁾ UNHCR, *Asylum Levels and Trends in Industrialized Countries*, 2014, p. 23, 26 March 2015.

⁽¹²¹⁷⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan*, 25 June 2015.

⁽¹²¹⁸⁾ US DOS, *Country Reports on Human Rights Practices for 2013, Pakistan*, 27 February 2014.

⁽¹²¹⁹⁾ Pakistan, *Exit from Pakistan (Control) Ordinance*, 1981.

⁽¹²²⁰⁾ HRCP, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, p. 116.

⁽¹²²¹⁾ Cependant, à l'heure où nous écrivons ces lignes, les informations n'étaient pas disponibles sur le site web du ministère de l'intérieur.

«1. L'ordonnance de 1981 sur le contrôle des sorties du Pakistan autorise le gouvernement fédéral à interdire à toute personne de se rendre à l'étranger. Généralement, les catégories de personnes suivantes sont placées sur la liste de contrôle des sorties:

- les personnes impliquées dans la corruption massive et l'abus de pouvoir ayant entraîné des pertes pour les fonds ou les biens publics;
- les fonctionnaires gouvernementaux impliqués dans des infractions économiques par lesquelles des fonds publics importants ont été détournés ou des fraudes institutionnelles ont été commises;
- les criminels endurcis impliqués dans des actes de terrorisme ou des complots, des crimes haineux et des menaces à la sécurité nationale;
- les grands directeurs d'entreprises ayant des dettes fiscales ou des dettes de 10 millions de roupies ou plus;
- seuls deux ou trois grands directeurs d'entreprises ayant plus de 100 millions de roupies de dettes/défauts de paiement;
- les noms de personnes uniquement sur recommandation du greffier, des Hautes Cours ou de la Cour suprême du Pakistan et des tribunaux bancaires;
- les trafiquants de drogue, etc.

2. Le système en ligne est opérationnel et relie le ministère aux aéroports internationaux de Karachi, de Lahore, de Peshawar, d'Islamabad et de Faisalabad.

3. Toute personne lésée par l'arrêté du gouvernement fédéral concernant l'inscription de son nom sur la liste de contrôle des sorties peut, en vertu de la loi, déposer une demande de révision pour obtenir une justification de la décision et peut également demander à être entendue par l'autorité compétente.

4. La liste de contrôle des sorties est revue régulièrement afin d'évaluer la nécessité de maintenir la personne sur la liste ou non.»⁽¹²²²⁾.

Les détracteurs de l'ordonnance sur le contrôle des sorties du Pakistan estiment que la loi interdit de se rendre à l'étranger non seulement à des personnes qui font l'objet d'enquêtes pénales ou de corruption en cours, mais également à celles qui ont été soupçonnées de telles infractions⁽¹²²³⁾. Les sources consultées par la Commission canadienne de l'immigration et du statut de réfugié (IRBC) ont observé que la liste de contrôle des sorties servait parfois à «harceler» des militants des droits de l'homme ou des dissidents politiques⁽¹²²⁴⁾.

Selon Amnesty International, le 4 mars 2015, trois militants des droits de l'homme en route vers une conférence organisée par la communauté sindhie et baloutche à New York ont été empêchés de quitter le territoire au départ de l'aéroport de Karachi. Des fonctionnaires de la Federal Investigation Agency (FIA) leur ont dit que deux d'entre eux figuraient sur la liste de contrôle des sorties en raison d'une accusation d'implication dans des activités terroristes et anti-étatiques. Après plusieurs interrogatoires, ils ont été autorisés à quitter l'aéroport sans inculpation après le départ de leur avion⁽¹²²⁵⁾. Selon Nazir S. Bhatti, dirigeant du Pakistan Christian Congress, de nombreux chrétiens sont empêchés de quitter le pays au départ des aéroports, en raison des listes de contrôle des sorties⁽¹²²⁶⁾.

4.3.2 Routes de sortie

Selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), les migrants pakistanais en situation irrégulière se rendent souvent en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis pour y travailler temporairement. Les pays de l'Union européenne (notamment le Royaume-Uni) sont des destinations populaires pour ceux qui peuvent se le permettre financièrement⁽¹²²⁷⁾.

Quant au trafic de migrants pakistanais vers l'Europe occidentale, en particulier le Royaume-Uni, les routes suivantes ont été citées en 2012:

⁽¹²²²⁾ UK Home Office, *Country of Origin Information (COI) Report, Pakistan*, 9 August 2013, pp. 297-298.

⁽¹²²³⁾ HRC, *State of Human Rights in 2014*, March 2015, p. 116.

⁽¹²²⁴⁾ IRB, *Pakistan: Security measures in place and verification made by border authorities of Pakistani citizens departing Pakistan for a country abroad (2004-2007)*, 19 November 2007.

⁽¹²²⁵⁾ AI, *Re: Restriction of Baloch Activists leaving Pakistan [ASA 33/1148/2015]*, 6 March 2015.

⁽¹²²⁶⁾ Églises d'Asie, *La Cour suprême ordonne la mise en place d'un Conseil national pour les droits des minorités*, Paris, 24 June 2014; Express Tribune (The), *'They will kill us': Pakistani Christian family seeks asylum in Bangkok after escape*, 26 February 2015.

⁽¹²²⁷⁾ UNODC, *Migrant Smuggling in Asia: A Thematic Review of Literature*, August 2012, p. 7.

- Pakistan — Moyen-Orient — Turquie/Grèce/Italie — Europe occidentale
- Pakistan — Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Ouzbékistan) — Russie — Europe orientale — Europe occidentale
- Pakistan — Afrique occidentale — Afrique du Nord — Europe occidentale (abandonnée)
- Pakistan — Europe occidentale ⁽¹²²⁸⁾.

Ceux qui peuvent se le permettre sont transportés par voie aérienne directement dans le pays de destination ou prennent des vols indirects avec des escales dans des aéroports comme ceux de Bangkok (Thaïlande), Casablanca (Maroc), Dacca (Bangladesh), Istanbul (Turquie), Djeddah (Arabie saoudite), Johannesburg (Afrique du Sud), Kampala (Ouganda), Kiev (Ukraine), Larnaca (Chypre), Maputo (Mozambique), Port-Louis (Maurice), Moscou (Russie) ou Riyad (Arabie saoudite) ⁽¹²²⁹⁾.

Des représentants de la FIA, interrogés en novembre 2014, ont cité deux routes principales pour la migration de citoyens pakistanais vers l'Union européenne (UE). Certains d'entre eux quittent légalement le pays avec un visa valable et s'envolent vers la Turquie, avant de poursuivre le voyage vers l'UE par les Balkans. D'autres quittent le Pakistan illégalement, souvent avec de faux papiers, et voyagent vers la Turquie par voie terrestre via l'Iran et entrent ensuite dans l'UE. Il a été souligné que, depuis l'introduction des passeports biométriques en 2004, les faux documents étaient plus chers et plus difficiles à obtenir. Cette situation est également due au nombre croissant d'émigrants clandestins qui choisissent la voie terrestre en dépit de sa difficulté et des dangers qui l'émaillent ⁽¹²³⁰⁾.

Quelque 10 000 chrétiens auraient émigré à Bangkok ces dernières années pour demander le statut de réfugié au HCR. D'autres sont partis vers la Malaisie, le Sri Lanka ou Singapour ⁽¹²³¹⁾.

4.3.3 Trafic et traite des êtres humains

Le Pakistan est une plate-forme régionale de traite des êtres humains et de trafic de migrants vers de nombreux pays d'Europe et du Moyen-Orient ⁽¹²³²⁾. Cependant, les médias et les autorités nationales du Pakistan ne font pas de distinction nette entre la traite et le trafic et utilisent souvent un mot pour un autre ⁽¹²³³⁾.

En ce qui concerne les tendances du trafic de migrants, selon l'ONUDC, les destinations les plus courues par les Pakistanais sont l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Iran, la Grèce, la Turquie et le Royaume-Uni. La plupart des ressortissants pakistanais qui font l'objet du trafic sont des hommes seuls, âgés de 30 ans en moyenne, et viennent surtout du Penjab et du Khyber Pakhtunkhwa ⁽¹²³⁴⁾.

Une étude de 2012 mentionne des tarifs compris entre 18 000 et 26 000 USD pour des vols indirects vers les États-Unis via Bangkok ⁽¹²³⁵⁾. Les fonds destinés à couvrir les coûts du trafic, qui représentent une charge financière considérable, sont rassemblés en économisant, en vendant des biens ou en contractant des prêts ⁽¹²³⁶⁾.

La corruption et le recours à de faux documents sont des méthodes courantes dans toutes les filières pour sortir des migrants du Pakistan, que ce soit par la route, l'air ou la mer ⁽¹²³⁷⁾. Comme l'a déclaré la FIA, la lutte contre le trafic d'êtres humains est compliquée par la frontière longue et poreuse avec l'Afghanistan et par le fait qu'il s'agit d'un réseau international de trafiquants, dont on pense qu'il est organisé depuis l'Iran ⁽¹²³⁸⁾.

S'agissant de la traite d'êtres humains, le Pakistan est considéré comme un pays d'origine, de transit et de destination d'hommes, de femmes et d'enfants victimes de travail forcé et d'exploitation sexuelle. Le gouvernement lutte

⁽¹²²⁸⁾ UNODC, *Migrant Smuggling in Asia: A Thematic Review of Literature*, August 2012, p. 188.

⁽¹²²⁹⁾ UNODC, *Migrant Smuggling in Asia: A Thematic Review of Literature*, August 2012, p. 13.

⁽¹²³⁰⁾ Representative of the Federal Investigation Agency, *FFM interview conducted by OIN Hungary*, 4-14 November 2014.

⁽¹²³¹⁾ Églises D'Asie, *La Cour suprême ordonne la mise en place d'un Conseil national pour les droits des minorités*, Paris, 24 June 2014; HRCR, *Annual Report 2014-Freedom of thought, conscience and religion*, p. 130;

⁽¹²³²⁾ UNODC, *Migrant Smuggling in Asia: A Thematic Review of Literature*, August 2012, p. 13.

⁽¹²³³⁾ Budapest Process, *A Silk Routes Partnership for Migration, Pakistan Migration Country Report*, 2013, p. 41.

⁽¹²³⁴⁾ UNODC, *Migrant Smuggling in Asia: A Thematic Review of Literature*, August 2012, p. 188.

⁽¹²³⁵⁾ UNODC, *Migrant Smuggling in Asia: A Thematic Review of Literature*, August 2012, p. 8.

⁽¹²³⁶⁾ UNODC, *Migrant Smuggling in Asia: A Thematic Review of Literature*, August 2012, p. 13.

⁽¹²³⁷⁾ UNODC, *Migrant Smuggling in Asia: A Thematic Review of Literature*, August 2012, p. 7.

⁽¹²³⁸⁾ Representative of the Federal Investigation Agency, *FFM interview conducted by OIN Hungary*, 4-14 November 2014.

contre la traite en tant que phénomène transnational, en faisant l'amalgame entre la traite et le trafic, qui sont des infractions distinctes en droit international. Les efforts du gouvernement pour lutter contre la traite sont gênés par la corruption et l'absence de législation fédérale pour combattre la traite des êtres humains à l'intérieur du pays ⁽¹²³⁹⁾.

4.4 Retour au Pakistan

L'accord de réadmission conclu entre l'UE et le Pakistan énonce le principe de retour systématique des ressortissants pakistanais résidant sans autorisation dans un État membre ⁽¹²⁴⁰⁾.

Les Pakistanais représentent un nombre croissant des retours volontaires et forcés de l'UE, les retours volontaires représentant un tiers de tous les retours pakistanais entre 2011 et 2013 ⁽¹²⁴¹⁾.

En 2014, 2 942 Pakistanais ont été forcés de quitter l'UE et de rentrer dans leur pays. Cela représente une baisse de 65 % par rapport à 2013, où les Pakistanais constituaient le deuxième groupe le plus nombreux (8 369) de retours forcés de l'UE. Les retours volontaires de Pakistanais de l'UE ont légèrement baissé également en 2014, passant de 3 663 en 2013 à 3 507 en 2014 ⁽¹²⁴²⁾.

Selon la FIA, au cours des neuf premiers mois de 2014, 58 400 citoyens pakistanais sont rentrés dans leur pays d'origine, retours volontaires et forcés confondus ⁽¹²⁴³⁾.

4.4.1 Traitement des rapatriés

Selon des informations recueillies lors d'une mission exploratoire de l'Office hongrois de l'immigration et de la nationalité en 2014, la procédure de retour des citoyens pakistanais relève de la responsabilité de la FIA. Chaque rapatrié est interrogé par des fonctionnaires de la FIA à son arrivée au point d'entrée; cependant, les représentants de la FIA ont souligné qu'en règle générale, les rapatriés sont considérés comme des «victimes» et non comme des «criminels». Les citoyens pakistanais renvoyés pour avoir violé les règles de séjour d'autres pays, pour avoir séjourné trop longtemps dans le pays ou s'être vu refuser l'entrée ne sont pas poursuivis, puisqu'il n'y a pas eu violation des lois pakistanaises. Ils sont interrogés à leur arrivée et doivent remplir un formulaire mais, en règle générale, ils sont libres de partir. Cependant, si une personne est renvoyée par des autorités étrangères sans documents délivrés au Pakistan, la FIA ouvre une enquête. Selon la FIA, le détail le plus important concernant les rapatriés est de savoir s'ils ont voyagé avec un faux passeport et/ou un faux visa. Dans l'affirmative, le rapatrié peut être arrêté et emprisonné pendant 14 jours pour avoir falsifié des documents de voyage avant qu'un dossier pénal ne soit ouvert devant un tribunal. Cependant, la FIA est plus intéressée par l'agent de voyages ou toute autre personne ayant facilité le départ du rapatrié ⁽¹²⁴⁴⁾.

Des informations antérieures sur le traitement au Pakistan des demandeurs d'asile qui n'ont pas obtenu le statut (2010, sur la base d'informations de 2008 et de 2003) avaient donné à entendre que la FIA n'interrogeait pas tous les ressortissants renvoyés au Pakistan, mais emprisonnait et interrogeait toutes les personnes supposées avoir enfreint une loi liée au voyage ou à une visite dans un pays étranger. Les personnes renvoyées au Pakistan après le rejet d'une demande d'asile ne seraient pas sanctionnées, puisque aucune loi ne leur interdit de demander le statut de réfugié ailleurs. Cependant, un ressortissant pakistanais auquel le statut de réfugié a été refusé pourrait être arrêté à son retour si des charges avaient été enregistrées contre lui au Pakistan ⁽¹²⁴⁵⁾.

⁽¹²³⁹⁾ US DOS, *Trafficking in Persons Report 2014, Pakistan*, 20 June 2014.

⁽¹²⁴⁰⁾ Conseil de l'Union européenne, décision 2010/649/UE du Conseil du 7 octobre 2010 concernant la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République islamique du Pakistan concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier.

⁽¹²⁴¹⁾ IOM, *Comparative Research on the Assisted Voluntary Return and Reintegration of Migrants*, 2015, p. 243.

⁽¹²⁴²⁾ Frontex, *Annual Risk Analysis 2014*, April 2015, p. 65.

⁽¹²⁴³⁾ Représentant de la Federal Investigation Agency, *interview de FFM réalisée par l'OIN hongrois*, 4-14 November 2014.

⁽¹²⁴⁴⁾ Représentant de la Federal Investigation Agency, *interview de FFM réalisée par l'OIN hongrois*, 4-14 November 2014.

⁽¹²⁴⁵⁾ RRT, *Country Advice Pakistan – PAK37896 – Asylum seekers – Returnees from the West – Internal relocation*, 20 December 2010, p. 1, sources: IRB, *Whether the Penal Code, Passport Act 1974 and Emigration Ordinance 1979 contain provisions regarding returning nationals who are failed refugee claimants; amendments, if any, to the Passport Act and Emigration Ordinance; interview and detention of failed Pakistani refugee claimants by the Federal Investigative Agency (FIA) upon their return to Pakistan; possibility of punitive measures against returning nationals [PAK41611.E]*, 26 June 2003; IRB, *Pakistan: Treatment of failed refugee claimants in Pakistan, including whether failed Pakistani refugee claimants are interviewed and detained by the Federal Investigation Agency (FIA) upon their return to Pakistan; whether there have been any amendments to the Passport Act 1974 and Emigration Ordinance 1979, and their application by Pakistani immigration and customs officials, [PAK102974.E]*, 2 December 2008.

4.4.2 Réintégration

L'OIM a aidé les rapatriés à retourner dans les différentes provinces du pays (y compris le Penjab, le Sindh et le Khyber Pakhtunkhwa, sans oublier Islamabad). En fonction du lieu de retour, les bénéficiaires ont reçu des conseils par téléphone ou lors d'entretiens personnels, qui ont permis aux rapatriés de réfléchir à leurs intentions et de discuter de la manière de les traduire en activités économiques fiables et stables. Selon les options proposées par les différents programmes, l'aide à la réintégration a inclus la création de petites entreprises, seul ou en partenariat, une aide médicale, un enseignement ou une formation professionnelle, un logement temporaire ou un soutien pour la location d'un logement ⁽¹²⁴⁶⁾.

Au cours du dernier trimestre de 2014, l'OIM a soutenu 972 retours volontaires et 333 dossiers de retour volontaire et de réintégration au Pakistan ⁽¹²⁴⁷⁾.

⁽¹²⁴⁶⁾ IOM, *Assisted Voluntary Return and Reintegration, Annual report of activities 2011, 2012*, pp. 45-46.

⁽¹²⁴⁷⁾ IOM, *Quarterly Newsletter*, January 2015.

Bibliographie

- Abid, Saadia, *Religion as Faith? Education Purdah and Modernity, An Ethnographic Study of Islamabad's Madrassah Jamia Hafsa*, 2010 (http://othes.univie.ac.at/11130/1/2010-04-07_0448202.pdf), accessed 28 April 2015.
- ACCORD (Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation), *Pakistan-administered Kashmir (Azad Kashmir and Gilgit-Baltistan) — COI Compilation*, 7 May 2012 (http://www.ecoi.net/file_upload/90_1337596756_accord-pakistan-20120507-kashmir.pdf), accessed 21 April 2015.
- Aga Khan University, Pakistan, et al., *National Nutrition Survey Pakistan 2011*, n.d. (https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/59_National_Nutrition_Survey-2011.pdf), accessed 10 April 2015.
- Ahmed, J. and Shaik, B.T., 'The state of affairs at primary health care facilities in Pakistan: where is the State's stewardship?', Vol. 17, Issue 7, *Eastern Mediterranean Health Journal*, World Health Organisation. Regional Office for the Eastern Mediterranean, 2011 (<http://www.emro.who.int/emhj-volume-17/volume-17-issue-7/article11.html>), accessed 18 March 2015.
- Ahmed, Rashid, *Taliban: Afghanistans Gotteskämpfer und der neue Krieg am Hindukusch*, Verlag C.H.Beck oHg, München, 2010.
- AHRC (Asian Human Rights Commission),
Balochistan; 160 persons extra judicially killed, 510 disappeared and 50 decomposed bodies were found during 2013, 8 January 2014 (<http://www.humanrights.asia/news/ahrc-news/AHRC-STM-007-2014>), accessed 31 March 2015;
Pakistan: 126 extrajudicial killings, 400 disappearances in Balochistan, 21 September 2013 (<http://www.humanrights.asia/news/ahrc-news/AHRC-STM-171-2013>), accessed 10 April 2015.
And the International Human Rights Committee (IHRC), *A Beleaguered Community- Report of the fact finding mission to Pakistan*, 26 March 2015 (<http://www.amjcanada.com/wp-content/uploads/2015/03/Persecution-Report-PRINT-FINAL-FA-.pdf>), accessed 20 May 2015.
- AI (Amnesty International),
Annual Report 2014/15, Pakistan, 25 February 2015 (<https://www.amnesty.org/download/Documents/POL1000012015ENGLISH.PDF>), accessed 26 March 2015;
Annual Report 2013, The state of the world's human rights, Pakistan, May 2013, (<http://www.amnesty.org/en/region/pakistan/report-2013>), accessed 27 April 2015;
'As if hell fell on me', *the human rights crisis in northwest Pakistan*, 10 June 2010 (http://www.protectingeducation.org/sites/default/files/documents/amnesty_as_if_hell_fell_on_me.pdf), accessed 30 March 2015;
Death Sentences and Executions in 2014, 31 March 2015, available at: (<http://www.refworld.org/docid/552245c74.html>), accessed 7 April 2015;
Pakistan bans TV channel amid increased attempts to control freedom of expression, 20 October 2014 (<https://www.amnesty.org/en/articles/news/2014/10/pakistan-ban-ary-tv/>), accessed 27 March 2015;
Pakistan: Christian man sentenced to death under blasphemy law, 27 March 2014 (<https://www.amnesty.org/en/articles/news/2014/03/pakistan-christian-man-sentenced-death-under-blasphemy-law/>), accessed 20 May 2015;
Pakistan: Investigate deaths in lawless Tribal Areas, 17 January 2013 (<http://www.amnesty.org/en/news/pakistan-investigate-deaths-lawless-tribal-areas-2013-01-17>), accessed 16 April 2015;
Pakistan: Two executions for non-terrorism offences a 'disturbing and dangerous' escalation, 13 February 2015 (<https://www.amnesty.org/en/articles/news/2015/02/pakistan-two-executions-for-non-terrorism-offences-a-disturbing-and-dangerous-escalation/>), accessed 30 March 2015;

- Re: Restriction of Baloch Activists leaving Pakistan [ASA 33/1148/2015]*, 6 March 2015 (<https://www.amnesty.org/download/Documents/ASA3311482015ENGLISH.pdf>), accessed 19 March 2015;
- Thousands at risk of execution after Pakistan's 'shameful retreat to the gallows'*, 10 March 2015 (<https://www.amnesty.org/en/articles/news/2015/03/pakistan-lifts-death-penalty-moratorium/>), accessed 17 March 2015.
- AKDN (Aga Khan Development Network), *Pakistan: Conservation and Development in Gilgit-Baltistan and the Punjab*, Aga Khan Trust for Culture, Historic Cities Programme, n.d. (<http://www.akdn.org/hcp/pakistan.asp>), accessed 14 April 2015.
- Akram, Zamir, *Letter to the President*, 14 February 2012, available at: (<http://www.unwatch.org/atf/cf/%7B6deb65da-be5b-4cae-8056-8bf0bedf4d17%7D/OIC%20TO%20PRESIDENT.PDF>), accessed 24 April 2015.
- Al Arabiya News, *Pakistan's Homosexual Scene: Is the Debate Being Silenced?*, 24 August 2014 (<http://english.alarabiya.net/en/life-style/art-and-culture/2014/08/24/Pakistan-s-homosexual-scene-is-the-debate-being-silenced-.html>), accessed 22 April 2015.
- Al Jazeera,
- From rallies to armed resistance in Balochistan*, 6 May 2014 (<http://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2014/05/from-rallies-armed-resistance-ba-20145665338680350.html>), accessed 31 March 2015;
 - Infanticide is on the rise in Pakistan*, 14 January 2014 (<http://america.aljazeera.com/articles/2014/1/14/infanticides-on-the-rise-in-pakistan.html>), accessed 21 April 2015;
 - Pakistan's Ahmadiyya: An 'absence of justice'*, 7 August 2014 (<http://www.aljazeera.com/indepth/features/2014/08/pakistan-ahmadiyya-an-absence-justice-20148616414279536.html>), accessed 13 March 2015;
 - Pakistan's IDPs come home to the Taliban heartland*, 21 March 2015 (<http://www.aljazeera.com/indepth/features/2015/03/pakistan-idps-home-taliban-heartland-150321101608923.html>), accessed 20 April 2015;
 - Pakistan's IDPs reach record one million*, 1 September 2014 (<http://www.aljazeera.com/humanrights/2014/08/pakistan-idps-reach-record-one-million-201482712311342575.html>), accessed 16 April 2015;
- All about Sikhs, *List of Gurudwaras in Pakistan*, n.d. (<http://allaboutsikhs.com/gurudwaras-in-pakistan/list-of-gurudwaras-in-pakistan>), accessed 27 April 2015.
- ALRC (Asian Legal Resource Centre)
- Pakistan: A call for an immediate intervention to stop extrajudicial killings, A written submission to the UN Human Rights Council by the Asian Legal Resource Centre*, 4 September 2014 (http://www.alrc.net/doc/mainfile.php/alrc_st2014/824), accessed 26 March 2015;
 - Pakistan: The violence against women is continue to be rampant in spite of progressive laws, A written submission to the UN Human Rights Council by the Asian Legal Resource Centre*, 4 June 2014 (<http://www.alrc.net/doc/mainfile.php/hrc26/798/>), accessed 2 April 2015.
- Arif, S., Cartier, W., Golda, A. and Nayyar-Stone, R., *The Local Government System in Pakistan: Citizens Perceptions and Preferences*, IDG Working Paper No. 2010-02, January 2010 (<http://www.urban.org/sites/default/files/alfresco/publication-pdfs/412216-The-Local-Government-System-in-Pakistan-Citizens-Perceptions-and-Preferences.PDF>), accessed 25 March 2015.
- Article 19, *Pakistan: Telecommunications (Re-organization) Act — Legal Analysis*, January 2012 (<http://www.article19.org/data/files/medialibrary/2949/12-02-02-pakistan.pdf>), accessed 29 March 2015.
- Asia Foundation, *Acid crimes a growing crisis in Pakistan*, October 2014, (<http://asiafoundation.org/in-asia/2014/10/01/acid-crimes-a-growing-crisis-in-pakistan/>), accessed 19 June 2015.
- Asia Times, *Haqqani network sours Pakistan-US ties*, 20 September 2011 (http://www.atimes.com/atimes/South_Asia/MI20Df05.html), accessed 7 April 2015.

- AP (Associated Press), *Pakistani forces repel attack near Karachi airport*, 10 June 2014 (<http://bigstory.ap.org/article/pakistani-army-airstrikes-kill-15-militants>), accessed 3 April 2015.
- Auswärtiges Amt Deutschland, *Pakistan, Staatsaufbau / Innenpolitik*, April 2015 (http://www.auswaertiges-amt.de/DE/Aussenpolitik/Laender/Laenderinfos/Pakistan/Innenpolitik_node.html), accessed 27 April 2015.
- BAA (Bundesasylamt Österreich), *Bericht zur Fact Finding Mission Pakistan vom 8-16.3.2013*, June 2013, available at: (http://www.ecoi.net/file_upload/1729_1374674206_ffm-bericht-pakistan-2013-06.pdf), accessed 21 April 2015.
- Bait-ul-Sukoon Cancer Hospital and Hospice, *About Us, Our Mission*, n.d. (<http://www.baitulsukoon.org/about-us/our-mission/>), accessed 18 March 2015.
- Balochistan, *Domestic Violence (Prevention and Protection) Bill 2014 (The)*, 1 February 2014, available at: (<https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/96222/113659/F1709735228/PAK96222.pdf>), accessed 17 April 2015.
- BAMF (Bundesamt für Migration und Flüchtlinge Deutschland), Informationszentrum Asyl und Migration, *Lage der Religionsgemeinschaften in ausgewählten islamischen Ländern*, August 2011 (http://www.bamf.de/SharedDocs/Anlagen/DE/Publikationen/Herkunftslaenderinformationen/lage-religionsgemeinschaft-nichtislamische-laender-2011-08.pdf?__blob=publicationFile), accessed 1 June 2015.
- BBC (British Broadcasting Corporation),
- Gay Pakistan: Lesbians' Lives on the Line*, 18 August 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-asia-28693456>), accessed 22 April 2015;
- Gay Pakistan: Where sex is available and relationships are difficult*, 26 August 2013 (<http://www.bbc.com/news/23811826>), accessed 20 April 2015;
- 'Hell on Earth': Inside Quetta's Hazara community*, 1 May 2013 (<http://www.bbc.com/news/world-asia-22248500>), accessed 29 March 2015;
- How the Taliban gripped Karachi*, 21 March 2013 (http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-21343397#sa-ns_mchannel=rss&ns_source=PublicRSS20-sa), accessed 21 April 2015;
- Justice at risk as Pakistan rushes convicts to the gallows*, 25 December 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-middle-east-30602157>), accessed 30 June 2015;
- Karachi airport: Islamic Movement of Uzbekistan claims attack*, 11 June 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-asia-27790892>), accessed 7 April 2015;
- Kashmiri's protest at killing of Sardar Arif Shahid*, 16 May 2013 (<http://www.bbc.com/news/world-asia-22559730#>), accessed 21 April 2015;
- Pakistan army North Waziristan offensive: thousands flee*, 19 June 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-asia-27928255>), accessed 3 April 2015;
- Pakistan blasts: Burials amid anger after Peshawar church attack*, 23 September 2013 (<http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-24201240>), accessed 28 April 2015;
- Pakistan election: Taliban threats hamper secular campaign*, 5 April 2013 (<http://www.bbc.com/news/world-asia-22022951>), accessed 29 May 2015;
- Pakistan ends death penalty suspension after seven years*, 10 March 2015 (<http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-31812177>), accessed 17 March 2015;
- Pakistan enters peace talks with Taliban*, 6 February 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-asia-26065385>), accessed 3 April 2014
- Pakistan profile – Media*, 11 September 2013 (<http://www.bbc.com/news/world-south-asia-12965785>), accessed 26 March 2015;
- Pakistan School Attack: PM Sharif vows to end 'terrorism'*, 17 December 2014 (<http://www.bbc.com/news/world-asia-30517904>), accessed 27 April 2015;
- Pakistan's experience with identity management*, 8 June 2012 (<http://www.bbc.com/news/world-asia-18101385>), accessed 28 April 2015;
- Pakistan transgenders pin hopes on new rights*, 25 April 2011 (<http://www.bbc.co.uk/news/world-south-asia-13186958>), accessed 22 April 2015;

- Pakistani eunuchs have distinct gender*, 23 December 2009 (<http://news.bbc.co.uk/2/hi/8428819.stm>), accessed 22 April 2015;
- Pakistani group joins US terror list*, 30 January 2013 (http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/2711239.stm), accessed 7 April 2015;
- Pakistani women use jirga to fight for rights*, 25 July 2013 (<http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-23453243>), accessed 16 April 2015;
- Profile: Malala Yousafzai*, 10 December 2014 (<http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-23241937>), accessed 7 April 2015;
- Profile: Pakistani President Mamnoon Hussain*, 9 September 2013 (<http://www.bbc.com/news/world-asia-23456284>), accessed 21 March 2015.
- Bedford, Brian, *Spartacus International Gay Guide, 42nd Edition, 2013-2014*, Bruno Gmünder Verlag GmbH, 1 January 2013.
- Belgian Immigration Office (subscription needed),
Pakistan, Country Fact Sheet, Access to Healthcare: Pakistan, 13 February 2014, accessed 16 April 2015;
Pakistan, Country Report, List of federal special education centres, n.d., accessed 16 April 2015.
- Bertelsmann Foundation, BTI 2014, *Pakistan Country Report, 2014* (http://www.bti-project.de/fileadmin/Inhalte/reports/2014/pdf/BTI_2014_Pakistan.pdf), accessed 27 March 2015.
- BFA (Federal Office for Immigration and Asylum Österreich), *Pakistan — Challenges*, October 2014, available at: (http://www.ecoi.net/file_upload/1729_1413272641_pakistan.pdf), accessed 17 March 2015.
- BHC (British High Commission – Islamabad), *Prisons and mental health report Pakistan*, 20 April 2014.
- Biometricupdate.com, *NADRA introduces Pakistan's new biometric smart ID cards*, 15 October 2012 (<http://www.biometricupdate.com/201210/nadra-introduces-pakistans-new-biometric-smart-id-cards>), accessed 29 April 2015.
- Birth Certificate Pakistan,
Nadra Birth certificate Pakistan, 17 March 2008 (<http://birthcertificatepakistan.com/obtain-nadra-birth-certificate-in-pakistan/>), accessed 28 April 2015.
Nadra Death Certificate from Pakistan, 25 November 2013 (<http://birthcertificatepakistan.com/death-certificate-from-pakistan/>), accessed 28 April 2015.
Nadra Marriage Certificate from Pakistan, 17 December 2006 (<http://birthcertificatepakistan.com/marriage-certificate-pakistan/>), accessed 28 April 2015.
- Budapest Process, A Silk Routes Partnership for Migration, *Pakistan Migration Country Report, 2013* (<https://www.budapestprocess.org/component/attachments/download/167>), accessed 21 March 2015.
- Carnegie Endowment for International Peace, *Reforming the Intelligence Agencies in Pakistan's Transitional Democracy*, 6 March 2009 (http://carnegieendowment.org/files/pakistan_intelligence_transitional_democracy.pdf), accessed 8 April 2015.
- Christian Science Monitor (The), *Pakistan grapples with discontent over rape prosecutions*, 2 March 2014, (<http://www.csmonitor.com/World/Asia-South-Central/2014/0302/Pakistan-grapples-with-discontent-over-rape-prosecutions>), accessed 19 June 2015.
- Christians in Pakistan [website], n.d. (<http://www.christiansinpakistan.com/>), accessed 27 April 2015.
- CIA (Central Intelligence Agency),
Pakistan Transportation [map], 2010 (https://www.cia.gov/library/publications/resources/cia-maps-publications/map-downloads/Pakistan_Transportation.pdf), accessed 16 April 2015;
The World Factbook, Pakistan, updated 18 May 2015, (<https://www.cia.gov/library/publications/resources/the-world-factbook/geos/pk.html>), accessed 27 May 2015.

- CIDOB (Barcelona Center for International Affairs), *International Yearbook 2012, Pakistan: Country Profile, Political System and State Structure of Pakistan*, 7 April 2012 (http://www.cidob.org/en/content/download/32418/526985/file/ANEXO_SISTEMA+POLITICO+Y+ESTRUCTURA+DE+PAKISTAN_ANG.pdf), accessed 16 March 2015.
- City District Government Rawalpindi [website], n.d. (<http://rawalpindi.gov.pk/>), accessed 14 April 2015.
- CLAAS (Centre for legal aid assistance & settlement), *Annual Report 2013*, n.d. (<http://www.claasfamily.com/annual%20reports/Annual%20Report%20CLAAS%202013.pdf>) accessed 16 July 2015.
- CLGF (Commonwealth Local Government Forum), *The Local Government System in Pakistan, 2011-2012* (<http://www.clgf.org.uk/userfiles/1/files/Pakistan%20local%20government%20profile%202011-12.pdf>), accessed 25 March 2015.
- CNN (Cable News Network),
In Pakistan school attack, Taliban terrorists kill 145, mostly children, 17 December 2014 (<http://edition.cnn.com/2014/12/16/world/asia/pakistan-peshawar-school-attack>), accessed 3 April 2015;
Leader of militant group arrested in Pakistan, police say, 23 February 2013 (<http://edition.cnn.com/2013/02/23/world/asia/pakistan-militant-arrest/>), accessed 7 April 2015.
- Cohen, Stephen, *The Idea of Pakistan*, Brookings Institution Press, Washington, 2004.
- Conseil de l'Union européenne, décision 2010/649/UE du Conseil du 7 octobre 2010 concernant la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République islamique du Pakistan concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier (<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?qid=1448443768473&uri=CELEX:32010D0649>), consulté le 17 avril 2015.
- Consulate General of Pakistan – New York, *National Identity Card for Overseas Pakistanis (NICOP)*, n.d. (http://pakistanconsulateny.org/index.php?section=Nadra_introd.html), accessed 28 April 2015.
- CPDI-Pakistan (Centre for Peace Development Initiatives Pakistan), *First Information Report (FIR) (A Guide for Citizens)*, n.d. (http://www.cpdipakistan.org/archives/publication/what-is-an-fir/wppa_open), accessed 28 April 2015.
- CPLC (Citizens Police Liaison Committee), *What is a FIR?*, n.d. (<http://www.cplc.org.pk/content.php?page=40>), accessed 28 April 2015.
- Critical Threats/AEI, *Pakistani Military Operation in North Waziristan: Knowing the Battlefield*, 16 June 2014 (<http://www.criticalthreats.org/jan/pakistan-knowing-the-battlefield-military-operation-in-north-waziristan>), accessed 4 June 2015.
- CRS (Congressional Research Service),
Pakistan's Domestic Political Setting, 19 February 2013 (<http://www.fas.org/sgp/crs/row/pakdom.pdf>), accessed 30 March 2015;
Pakistan's Scheduled 2008 Election: Background, 24 January 2008 (<http://www.fas.org/sgp/crs/row/RL34335.pdf>), accessed 30 March 2015.
- CRSS (Center for Research and Security Studies),
Management, n.d. (<http://crss.pk/the-center/management/>), accessed 16 April 2015;
Pakistan Conflict Tracker Report/Annual Security Report 2014, 2015 (<http://crss.pk/wp-content/uploads/2015/03/Annual-Security-Report---2014.pdf>), accessed 8 April 2015.
- CSIS (Center for Strategic and International Studies),
Nawaz's Decisive Victory Opens Door for Rethinking Pakistan Security Policy, 21 May 2013 (<http://csis.org/publication/nawazs-decisive-victory-opens-door-rethinking-pakistan-security-policy>), accessed 21 April 2015;
Religion and Militancy in Pakistan and Afghanistan, June 2012 (http://csis.org/files/publication/120709_Mufti_ReligionMilitancy_Web.pdf), accessed 7 April 2015.

CTC (Combating Terrorism Center), *Militants Turn Against Pakistan's JUI-F Islamist Party*, 23 April 2012 (<https://www.ctc.usma.edu/posts/militants-turn-against-pakistans-jui-f-islamist-party>), accessed 29 May 2015.

Daily Mail (The), *Pakistani killer murdered three gay men he met online by breaking their necks after having sex with them 'to stop them spreading the evil of homosexuality'*, 28 April 2014 (<http://www.dailymail.co.uk/news/article-2615267/Pakistani-killer-murdered-three-gay-men-met-online-breaking-necks-having-sex-stop-spreading-evil-homosexuality.html#ixzz3Qb0UhAzZ>), accessed 23 April 2015.

Daily Times,

0.5m applications still pending with NADRA, 5 March 2015 (<http://www.dailytimes.com.pk/national/05-Mar-2015/0-5m-applications-still-pending-with-nadra>), accessed 27 April 2015;

50 % of listed Afghan refugees given PoR cards by NADRA, 7 May 2014 (<http://www.dailytimes.com.pk/national/07-May-2014/50-of-listed-afghan-refugees-given-por-cards-by-nadra>), accessed 27 April 2015;

Comment: Balochistan unattended IDP crisis, 31 October 2010 (<http://archives.dailytimes.com.pk/editorial/31-Jan-2010/comment-balochistan-s-unattended-idp-crisis-malik-siraj-akbar>), accessed 8 April 2015;

Court sentences NADRA staff over fake NICs, 17 January 2015 (<http://www.dailytimes.com.pk/national/17-Jan-2015/court-sentences-nadra-staff-over-fake-nics>), accessed 27 April 2015;

Daily Times, Illegitimate children in Pakistan, 11 December 2014 (<http://www.dailytimes.com.pk/opinion/11-Dec-2014/illegitimate-children-in-pakistan>), accessed 21 April 2015;

Dynamic, profitable NADRA in fatal tailspin, 26 March 2014 (<http://www.dailytimes.com.pk/national/26-Mar-2014/dynamic-profitable-nadra-in-fatal-tailspin>), accessed 27 April 2015;

ECP seeks NADRA's help for vote verification, 21 May 2013 (<http://archives.dailytimes.com.pk/main/21-May-2013/ecp-seeks-nadra-s-help-for-vote-verification>), accessed 28 April 2015;

Farzana Raja appreciates NADRA for facilitating BISP, 29 January 2013 (<http://archives.dailytimes.com.pk/national/29-Jan-2013/farzana-raja-appreciates-nadra-for-facilitating-bisp>), accessed 28 April 2015;

Inefficient biometric systems hampers SIMs' activation, 11 April 2014 (<http://www.dailytimes.com.pk/business/11-Apr-2014/inefficient-biometric-systems-hampers-sims-activation>), accessed 28 April 2015;

Islamabad, AJK lead NADRA registration, 24 August 2009 (<http://archives.dailytimes.com.pk/national/24-Aug-2009/islamabad-ajk-lead-nadra-registration>), accessed 27 April 2015;

Issuance of computerised arms licences begins in Sindh, 28 November 2014 (<http://www.dailytimes.com.pk/sindh/28-Nov-2014/issuance-of-computerised-arms-licences-begins-in-sindh>), accessed 28 April 2015;

LG election in cantonment areas: NADRA provides final electoral rolls to the Election Commission, 3 April 2015 (<http://www.dailytimes.com.pk/national/03-Apr-2015/lg-election-in-cantonment-areas-nadra-provides-final-electoral-rolls-to-the-election-commission>), accessed 17 April 2015;

Mohammad Nafees, n.d. (<http://www.dailytimes.com.pk/Columnist/mohammad-nafees>), accessed 16 April 2015;

NADRA claims system transparency over rescinding issue, 23 December 2013 (<http://www.dailytimes.com.pk/business/23-Dec-2013/nadra-claims-system-transparency-over-rescinding-issue>), accessed 28 April 2015;

NADRA helping trace terrorists, 25 December 2014 (<http://www.dailytimes.com.pk/islamabad/25-Dec-2014/nadra-helping-trace-terrorists>), accessed 27 April 2015;

NADRA not to discriminate against minorities, 19 June 2013 (<http://archives.dailytimes.com.pk/islamabad/19-Jun-2013/nadra-not-to-discriminate-against-minorities>), accessed 28 April 2015;

Nadra official caught for abetting militants, 19 January 2015 (<http://www.dailytimes.com.pk/national/19-Jan-2015/nadra-official-caught-for-abetting-militants>), accessed 27 April 2015;

NADRA officials insult blind sisters, 19 September 2013 (<http://archives.dailytimes.com.pk/national/19-Sep-2013/nadra-officials-insult-blind-sisters>), accessed 28 April 2015;

NADRA registers 227 049 IDPs from North Waziristan, 21 June 2014 (<http://www.dailytimes.com.pk/national/21-Jun-2014/nadra-registers-227-049-idps-from-north-waziristan>), accessed 28 April 2015;

- NADRA reserves Friday for women in swift registration centres*, 24 September 2006 (<http://archives.dailytimes.com.pk/laohre/24-Sep-2006/nadra-reserves-friday-for-women-in-swift-registration-centres>), accessed 28 April 2015;
- NADRA setting up computerised birth certificate database*, 6 April 2014 (<http://archives.dailytimes.com.pk/national/06-Apr-2004/nadra-setting-up-computerised-birth-certificate-database>), accessed 28 April 2015;
- NADRA to start second phase of Watan Cards*, 7 June 2011 (<http://archives.dailytimes.com.pk/national/07-Jun-2011/nadra-to-start-second-phase-of-watan-cards>), accessed 27 April 2015;
- SC tells NADRA to resolve Hindu women's problems*, 24 April 2012 (<http://archives.dailytimes.com.pk/national/24-Apr-2012/sc-tells-nadra-to-resolve-hindu-women-s-problems>), accessed 28 April 2015;
- SC tells provinces to help NADRA register orphans*, 30 May 2014 (<http://www.dailytimes.com.pk/national/30-May-2014/sc-tells-provinces-to-help-nadra-register-orphans>), accessed 28 April 2015;
- Sikhs live amid rare agony from Hindu 'extremists' in Sindh*, 31 May 2014 (<http://www.dailytimes.com.pk/national/31-May-2014/sikhs-live-amid-rare-agony-from-hindu-extremists-in-sindh>), accessed 28 April 2015
- Will someone please help the Baloch?*, 2 November 2014 (<http://www.dailytimes.com.pk/opinion/02-Nov-2014/will-someone-please-help-the-baloch>), accessed 20 April 2014.

Dawn,

- 18th amendment limits cabinet size*, 15 May 2013 (<http://www.dawn.com/news/1011427/18th-amendment-limits-cabinet-size>), accessed 21 March 2015;
- 2009: Southern Punjab extremism battle between haves and have-nots*, 21 May 2011 (<http://www.dawn.com/news/630651/2009-southern-punjab-extremism-battle-between-haves-and-have-nots>), accessed 7 April 2015;
- 24pc Baloch people without CNICs*, 9 January 2012 (<http://www.dawn.com/news/686742/24pc-baloch-people-without-cnics>), accessed 27 April 2015;
- 372 Nadra employees involved in CNIC's for Afghans, Senate committee told*, 26 February 2015 (<http://www.dawn.com/news/1166085/372-nadra-employees-involved-in-cnics-for-afghans-senate-committee-told>), accessed 28 April 2015;
- 5.6 % of maternal deaths in Pakistan attributed to abortion-related complications*, 12 March 2015 (<http://www.dawn.com/news/1168938>), accessed 19 May 2015;
- Affected families returning home*, 10 March 2013 (<http://www.dawn.com/news/791614/affected-families-returning-home>), accessed 3 June 2015;
- Al Qaeda leader Umar Farooq killed in N Waziristan drone strike*, 7 December 2014 (<http://www.dawn.com/news/1149349>), accessed 7 April 2014;
- Bara IDPs hesitant to return home*, 13 December 2014 (<http://www.dawn.com/news/1150612/bara-idps-hesitant-to-return-home>), accessed 20 April 2015;
- Christian couple lynching: ATC indicts 106 suspects*, 21 May 2015 (<http://www.dawn.com/news/1183329/christian-couple-lynching-atc-indicts-106-suspects>), accessed 28 May 2015;
- Clouds of Distrust*, 27 May 2014 (http://epaper.dawn.com/print-textview.php?StoryImage=27_05_2014_016_001), accessed 27 April 2015;
- CM concerned at free movement of Afghan refugees in KP*, 31 December 2014 (<http://www.dawn.com/news/1154227/cm-concerned-at-free-movement-of-afghan-refugees-in-kp>), accessed 8 April 2015;
- CM orders arrest of arsonists*, 10 March 2013 (<http://www.dawn.com/news/791616/cm-orders-arrest-of-arsonists>), accessed 3 June 2015;
- CNICs stolen from Nadra swift centre*, 19 January 2015 (<http://www.dawn.com/news/1157976/cnics-stolen-from-nadra-swift-centre>), accessed 28 April 2015;
- Counter-terror measure: Nadra, police begin data collection survey in Islamabad*, 19 July 2014 (<http://www.dawn.com/news/1120300/counter-terror-measure-nadra-police-begin-data-collection-survey-in-islamabad>), accessed 28 April 2015;
- Cries for a lost home (land)*, 10 March 2013 (<http://www.dawn.com/news/791618/cries-for-a-lost-homeland>), accessed 3 June 2015;

- Data stolen from NADRA office in Karachi*, 18 May 2010 (<http://archives.dailytimes.com.pk/national/18-May-2010/data-stolen-from-nadra-office-in-karachi>), accessed 28 April 2015;
- Eights Hazaras gunned down in Quetta bus attack*, 23 October 2014 (<http://www.dawn.com/news/1139839>), accessed 31 March 2015;
- Entry of 158 clerics banned in Rawalpindi division*, 27 October 2014 (<http://www.dawn.com/news/1140668/entry-of-158-clerics-banned-in-rawalpindi-division>), accessed 26 March 2015;
- Excuses galore at Nadra centres*, 23 February 2015 (<http://www.dawn.com/news/1165308/excuses-galore-at-nadra-centres>), accessed 28 April 2015;
- Experts, politicians express concern over IDP crisis*, 16 July 2014 (<http://www.dawn.com/news/1119562/experts-politicians-express-concern-over-idp-crisis>), accessed 16 April 2015;
- Fake identities*, 15 July 2012 (<http://www.dawn.com/news/737056/fake-identities>), accessed 28 April 2015;
- Giving back hope to HIV patients*, 7 June 2015 (<http://www.dawn.com/news/1186711>), accessed 7 July 2015.
- IDPs to start returning to their areas tomorrow*, 15 March 2015 (<http://www.dawn.com/news/1169655/idps-to-start-returning-to-their-areas-tomorrow>), accessed 20 April 2015;
- In Nadra-bar row, red card for CNIC applicants*, 29 November 2014 (<http://www.dawn.com/news/1147626/in-nadra-bar-row-red-card-for-cnic-applicants>), accessed 28 April 2015;
- Is there any hope for the 18th Amendment*, 6 December 2012 (<http://www.dawn.com/news/769362/is-there-any-hope-for-the-18th-amendment>), accessed 17 April 2015;
- KARACHI: Centre for swift delivery of ID cards opens*, 11 February 2002 (<http://www.dawn.com/news/20350/karachi-centre-for-swift-delivery-of-id-cards-opens>), accessed 28 April 2015;
- KP asked to check forced conversions*, 26 April 2014 (<http://www.dawn.com/news/1102433/kp-asked-to-check-forced-conversions>), accessed 27 April 2015;
- Land disputes on the rise in capital*, 10 February 2012 (<http://www.dawn.com/news/694354/land-disputes-on-the-rise-in-capital>), accessed 30 March 2015;
- Lashkar-i-Jhangvi claims responsibility: 13 lives lost in brutal attack on Shia pilgrims*, 28 June 2012 (<http://www.dawn.com/news/730308/lashkar-i-jhangvi-claims-responsibility-13-lives-lost-in-brutal-attack-on-shia-pilgrims>), accessed 7 April 2015;
- Malik Ishaq's detention ends*, 23 December 2014 (<http://www.dawn.com/news/1152623/malik-ishaqs-detention-ends>), accessed 21 April 2015;
- Military Courts part of National Action Plan: PM Nawaz*, 30 December 2014 (<http://www.dawn.com/news/1154046/military-courts-part-of-national-action-plan-pm-nawaz>), accessed 16 April 2015;
- Mobile phone services being suspended in parts of Islamabad: PTA*, 12 August 2014 (<http://www.dawn.com/news/1124907/mobile-phone-services-being-suspended-in-parts-of-islamabad-pta>), accessed 28 March 2015;
- Muhammad Amir Rana*, n.d. (<http://www.dawn.com/authors/363/amir-rana>), accessed 8 April 2015;
- Nadra: Identity crisis*, 29 January 2011 (<http://www.dawn.com/news/602458/nadra-identity-crisis>), accessed 28 April 2015;
- Nadra officials sentenced for issuing NICs to Afghans*, 17 January 2015 (<http://www.dawn.com/news/1157554/nadra-officials-sentenced-for-issuing-nics-to-afghans>), accessed 28 April 2015;
- Nadra registered 3 000 aliens in 40 days: official*, 24 October 2014 (<http://www.dawn.com/news/1139908/nadra-registered-3000-aliens-in-40-days-official>), accessed 28 April 2015;
- Nadra told to identify, register unclaimed children*, 10 December 2014 (<http://www.dawn.com/news/1149899/nadra-told-to-identify-register-unclaimed-children>), accessed 28 April 2015;
- Nadra unveils landmark policy for registration of orphans*, 30 May 2014 (<http://www.dawn.com/news/1109455/nadra-unveils-landmark-policy-for-registration-of-orphans>), accessed 28 April 2015;
- Nadra worker held over fake CNICs bid*, 25 January 2015 (<http://www.dawn.com/news/1159301/nadra-worker-held-over-fake-cnics-bid>), accessed 28 April 2015;
- Nawaz constitutes special committee to implement National Action Plan*, 26 December 2014 (<http://www.dawn.com/news/1153290/nawaz-constitutes-special-committee-to-implement-national-action-plan>), accessed 16 April 2015;

- No mention of Kalash caste, religion in Nadra database*, 1 March 2013 (<http://www.dawn.com/news/789502/no-mention-of-kalash-caste-religion-in-nadra-database-2>), accessed 28 April 2015;
- Number of IDPs may reach 600 000: Baloch*, 25 June 2014 (<http://www.dawn.com/news/1114975/number-of-idps-may-reach-600000-baloch>), accessed 21 April 2015;
- Operation Zarb-i-Azb disrupted Haqqani network; US general*, 6 November 2014 (<http://www.dawn.com/news/1142664>), accessed 7 April 2015;
- Over 49 000 displaced families verified by Nadra, says FDMA*, 21 July 2014 (<http://www.dawn.com/news/1120608/over-49000-displaced-families-verified-by-nadra-says-fdma>), accessed 28 April 2015;
- Pakistan bans 25 militant organisations*, 6 August 2009 (<http://www.dawn.com/news/963704/pakistan-bans-25-militant-organisations>), accessed 7 April 2015;
- Pakistan issues CNIC to Nat Geo's famed 'Afghan Girl'*, 25 February 2015 (<http://www.dawn.com/news/1165626/pakistan-issues-cnic-to-nat-geos-famed-afghan-girl>), accessed 28 April 2015;
- Pakistan Muslim League-Nawaz (PML-N)*, 17 January 2012 (<http://www.dawn.com/news/688784/pml-n-2>), accessed 30 March 2015;
- Pakistan Muslim League – Quaid*, 5 April 2013 (<http://www.dawn.com/news/800491/pakistan-muslim-league-quaid-pml-q>), accessed 29 May 2015;
- Pakistan Profiles: Awami National Party (ANP)*, 17 January 2012 (<http://dawn.com/2012/01/17/awami-national-party-anp/>), accessed 30 March 2015;
- Pakistan Profiles: Pakistan People's Party*, 17 January 2012 (<http://dawn.com/2012/01/17/pakistan-peoples-party/>), accessed 30 March 2015;
- Pakistan's Shia Pilgrimage Route to Iran Suspended*, 24 January 2014, (<http://www.dawn.com/news/1082419>), accessed 21 March 2015;
- Pakistani Taliban announce a month-long ceasefire*, 2 March 2014 (<http://www.dawn.com/news/1090330>), accessed 3 April 2015;
- Protests in Pakistan over US gay rights event*, 4 July 2011 (<http://www.dawn.com/news/641494/protests-in-pakistan-over-us-gay-rights-event>), accessed 24 April 2015;
- Punjab govt failed to protect minorities: Christians*, 10 March 2013 (<http://www.dawn.com/news/791615/punjab-govt-failed-to-protect-minorities-christians>), accessed 3 June 2015;
- Punjabi Taliban call off armed struggle in Pakistan*, 13 September 2014 (<http://www.dawn.com/news/1131738>), accessed 7 April 2015;
- Reports about manipulation of Nadra data ring alarm bells*, 25 January 2014 (<http://www.dawn.com/news/1082593/reports-about-manipulation-of-nadra-data-ring-alarm-bells>), accessed 28 April 2015;
- Sikh council gives five-day deadline to govt for arrest of desecration suspects*, 27 May 2014 (<http://www.dawn.com/news/1108797>), accessed 27 April 2015;
- Taliban bombing kills senior police officer Chaudhry Aslam*, 24 December 2014 (<http://www.dawn.com/news/1079405/taliban-bombing-kills-senior-police-officer-chaudhry-aslam>), accessed 21 April 2015;
- The evolution of Mohajir politics and identity*, 20 April 2014 (<http://www.dawn.com/news/1100948/the-evolution-of-mohajir-politics-and-identity>), accessed 28 March 2015;
- Top Al Qaeda leader killed in South Waziristan*, 6 December 2014 (<http://www.dawn.com/news/1149167>), accessed 7 April 2015;
- TTP ends ceasefire, says talks option open*, 17 April 2014 (<http://www.dawn.com/news/1100415>), accessed 3 April 2015;
- TTP splinter groups claim Wagah attack: 60 dead*, 3 November 2014 (<http://www.dawn.com/news/1142006>), accessed 3 April 2015;
- Two Nadra directors convicted for issuing NICs to foreigners*, 16 January 2015 (<http://www.dawn.com/news/1157426/two-nadra-directors-convicted-for-issuing-nics-to-foreigners>), accessed 28 April 2015;
- Visually impaired man on hunger strike against Nadra*, 9 April 2015 (<http://www.dawn.com/news/1174867/visually-impaired-man-on-hunger-strike-against-nadra>), accessed 28 April 2015;

Zarb-e-Azb operation: 120 suspected militants killed in N Waziristan, 16 June 2014 (<http://www.dawn.com/news/1112909/zarb-e-azb-operation-120-suspected-militants-killed-in-n-waziristan>), accessed 3 April 2015.

DFAT (Australian Department of Foreign Affairs and Trade),

Country Information Report Pakistan, 29 November 2013 (<http://www.immi-gv-au.net/media/publications/pdf/dfat-cir-pakistan.pdf>), accessed 11 August 2014;

Thematic Report, Shias in Pakistan, 18 December 2013 (<http://www.immi-gv-au.net/media/publications/pdf/dfat-tir-pakistan.pdf>), accessed 1 July 2014.

Diplomat (The), *Marriage Registration for Minorities in Pakistan*, 14 January 2015 (<http://thediplomat.com/2015/01/marriage-registration-for-minorities-in-pakistan/>), accessed 28 April 2015.

Directorate General of Immigration and Passports (Pakistan),

Immigration, n.d. (<http://www.dgip.gov.pk/Files/Immigration.aspx>), accessed 28 April 2015;

Passports, n.d. (<http://www.dgip.gov.pk/Files/Passport.aspx#Offp>), accessed 28 April 2015.

DNA (Daily News and Analysis), *Pakistan: nearly 3 000 killed in Karachi violence in 2014*, 7 January 2015 (<http://www.dnaindia.com/world/report-pakistan-nearly-3000-killed-in-karachi-violence-in-2014-2050533>), accessed 31 March 2015.

Dunya News, *Senate Elections 2015: PML-N, PPP almost get equal representation in upper house*, 6 March 2015 (<http://dunyanews.tv/index.php/en/Pakistan/265570-Senate-Elections-2015-PMLN-PPP-almost-get-equal>), accessed 18 April 2015.

DW (Deutsche Welle)

Illegitimate newborns murdered and discarded, 22 April 2014 (<http://dw.de/p/1Bm6P>), accessed 21 April 2015;

Pakistan's urbanization: 'A challenge of great proportions', 30 December 2014 (<http://dw.de/p/1EDDP>), accessed 9 April 2015;

Pakistani army involved in Baloch kidnappings, 6 December 2013 (<http://www.dw.de/pakistani-army-involved-in-baloch-kidnappings/a-17275503>), accessed 31 March 2015.

Economic Times (The),

Pakistani authorities say ban on YouTube can't be lifted, 2 Aug 2013 (http://articles.economictimes.indiatimes.com/2013-08-02/news/41008717_1_pakistan-telecommunication-authority-anti-islam-film-blasphemous-contents), accessed 29 March 2015;

Pakistan yet to punish attackers of religious minorities: US report, 29 July 2014 (<http://economictimes.indiatimes.com/news/international/world-news/pakistan-yet-to-punish-attackers-of-religious-minorities-us-report/articleshow/39224800.cms>), accessed 27 April 2015.

Economist (The),

The Haqqani Network. Snake Country. The Pakistan army's complex relationship with jihadists, 1 October 2011 (<http://www.economist.com/node/21531042>), accessed 7 April 2015;

The man with the plan: Pakistan after the school massacre, 24 January 2015 (<http://www.economist.com/news/asia/21640380-army-back-countrys-driving-seat-man-plan>), accessed 3 April 2015.

ECP (Election Commission of Pakistan),

List of District Wise Verified/Unverified/Augmented Voters, n.d. (<http://ecp.gov.pk/VoterStats.aspx>), accessed 28 April 2015. [website], n.d. (<http://ecp.gov.pk/>), accessed 30 March 2015.

Églises D'Asie, *La Cour suprême ordonne la mise en place d'un Conseil national pour les droits des minorités*, Paris, 24 June 2014 (<http://eglisie.mepasie.org/asia-du-sud/pakistan/2014-06-24-la-cour-supreme-ordonne-la-mise-en-place-d2019un-conseil-national-pour-les-droits-des-minorites>), accessed 15 July 2015.

EIU (Economist Intelligence Unit), *Pakistan: Political Structure*, updated 2 April 2015 (<http://country.eiu.com/article.aspx?articleid=1801821364&Country=Pakistan&topic=Summary&subtopic=Political+structure>), accessed 20 April 2015. Subscription required.

Embassy of the Islamic republic of Pakistan, Berlin, *Birth Registration*, n.d. (<http://www.pakemb.de/page/birth-registration>), accessed 28 April 2015.

Encyclopædia Britannica,

Islamabad, National Capital, Pakistan, updated 31 July 2013 (<http://www.britannica.com/place/Islamabad>), accessed 17 March 2015

Karachi, Pakistan, updated 9 June 2014 (<http://www.britannica.com/place/Karachi>), accessed 17 March 2015

Lahore, Pakistan, updated 6 September 2013 (<http://www.britannica.com/place/Lahore>), accessed 17 March 2015

Pakistan, updated 5 March 2015 (<http://www.britannica.com/EBchecked/topic/438805/Pakistan>), accessed 17 March 2015.

Encyclopædia Universalis France, *Pakistan*, 2015.

EU EOM (European Union Election Observation Mission), *Islamic Republic of Pakistan — Final Report, General Elections 11 May 2013*, July 2013 (http://www.eucom.eu/files/dmfile/eu-eom-pakistan-2013-final-report_en.pdf), accessed 18 March 2015.

Express Tribune (The),

Another Sikh gunned down in K-P, 6 September 2014 (<http://tribune.com.pk/story/758752/another-sikh-gunned-down-in-khyber-pakhtunkhwa/>), accessed 28 April 2015;

Badami Bagh tragedy: SC demands answers, Lahore police unable to give any, 14 March 2013 (<http://tribune.com.pk/story/520619/badami-bagh-tragedy-sc-demands-answers-lahore-police-unable-to-give-any/>), accessed 3 June 2015;

BLA destroys Jinnah's Residency in Ziarat, 16 June 2013 (<http://tribune.com.pk/story/563877/bla-destroys-jinnahs-residency-in-ziarat/>), accessed 8 April 2015;

Celebrating milestones: With the domestic violence act, the hurly-burly's done, but the battle hasn't been won, 1 April 2013 (<http://tribune.com.pk/story/529300/celebrating-milestones-with-the-domesticviolence-act-the-hurly-burlys-done-but-the-battle-hasnt-been-won/>), accessed 2 April 2015;

Christians under siege, Mob rule in Lahore, 10 March 2013 (<http://tribune.com.pk/story/518586/christians-under-siege-mob-rule-in-lahore/>), accessed 3 June 2015;

Discussing their rights: Hindu Panchayat claims govt does nothing but condemn, 12 August 2014 (<http://tribune.com.pk/story/747368/discussing-their-rights-hindu-panchayat-claims-govt-does-nothing-but-condemn/>), accessed 27 April 2015;

Fight against terrorism: Defining moment, 25 December 2014 (<http://tribune.com.pk/story/811947/fight-against-terrorism-defining-moment/>), accessed 3 April 2015;

Gone without trace: SC urges joint efforts to trace missing persons, 11 February 2015 (<http://tribune.com.pk/story/836387/gone-without-trace-sc-urges-joint-efforts-to-trace-missing-persons/>), accessed 26 March 2015;

Joseph Colony arson: '54 could be prosecuted under Anti-Terrorism Act', 14 March 2013 (<http://tribune.com.pk/story/520380/joseph-colony-arson-54-could-be-prosecuted-under-anti-terrorism-act/>), accessed 3 June;

Joseph Colony tragedy: Police failed to act on first signs of trouble, 13 March 2013 (<http://tribune.com.pk/story/519964/joseph-colony-tragedy-police-failed-to-act-on-first-signs-of-trouble/>), accessed 3 June 2015;

List of banned organisations in Pakistan, 24 November 2012 (<http://tribune.com.pk/story/456294/list-of-banned-organisations-in-pakistan/>), accessed 8 April 2015;

Mastung tragedy: 22 pilgrims die in bus blast, 22 January 2014 (<http://tribune.com.pk/story/661796/mastung-tragedy-22-pilgrims-die-in-bus-blast/>), accessed 26 March 2015;

Mutual respect: Appreciation of cultural diversity, interfaith harmony urged, 8 August 2014 (<http://tribune.com.pk/story/745760/mutual-respect-appreciation-of-cultural-diversity-inter-faith-harmony-urged/>), accessed 28 April 2015;

- National Action Plan: Over Rs 10 billion in foreign terror and AML funds frozen*, 25 March 2015 (<http://tribune.com.pk/story/858555/national-action-plan-over-rs-10-billion-in-foreign-terror-funds-frozen/>), accessed 16 April 2015;
- No timeframe for return of IDPs, says minister*, 21 November 2014 (<http://tribune.com.pk/story/794645/no-timeframe-for-return-of-idps-says-minister/>), accessed 18 April 2015;
- Nursing in Pakistan: Handle with care*, 7 December 2014 (<http://tribune.com.pk/story/801156/nursing-in-pakistan-handle-with-care/>), accessed 28 May 2015;
- Pakistan crosses 10 million Facebook users*, 25 September 2013 (<http://tribune.com.pk/story/609177/pakistan-crosses-10-million-facebook-users/>), accessed 28 May 2015;
- Pakistan government using Netsweeper for internet filtering: Report*, 20 June 2013 (<http://tribune.com.pk/story/565879/pakistan-government-using-netsweeper-for-internet-filtering-report/>), accessed 29 March 2015;
- Targeted killing: Sikh teenager shot dead*, 7 August 2014 (<http://tribune.com.pk/story/745434/targeted-killing-sikh-teenager-shot-dead/>), accessed 27 April 2015;
- The widening split*, 26 April 2010 (<http://tribune.com.pk/story/9155/the-widening-split/>), accessed 27 April 2015;
- 'They will kill us': Pakistani Christian family seeks asylum in Bangkok after escape*, 26 February 2015 (<http://tribune.com.pk/story/844567/they-will-kill-us-pakistani-christian-family-seeks-asylum-in-bangkok-after-escape/>), accessed 15 July 2015;
- Three Ahmadis, including two minors, killed in Gujranwala*, 28 July 2014 (<http://tribune.com.pk/story/741943/three-including-two-minors-dead-in-gujranwala-clash/>), accessed 29 May 2015;
- TTP claim responsibility for Peshawar school attack*, 16 December 2014 (<http://tribune.com.pk/story/807574/ttp-claim-responsibility-for-peshawar-school-attack/>), accessed 8 April 2015;
- Who are the Hazara?*, 5 October 2011 (<http://tribune.com.pk/story/267225/who-are-the-hazara/>), accessed 29 March 2015;
- Why they killed Arif Shahid*, 30 May 2013 (<http://tribune.com.pk/story/556368/why-they-killed-arif-shahid/>), accessed 22 April 2015;
- With dismal conviction rate, victims prefer to compromise*, 1 February 2015, (<http://tribune.com.pk/story/830859/domestic-violence-with-dismal-conviction-rate-victims-prefer-to-compromise/>), accessed 17 April 2015;
- Women-specific bills passed: Fourteen-year jail term for acid-throwers*, 12 December 2011 (<http://tribune.com.pk/story/305482/unanimous-vote-senate-passes-women-protection-anti-acid-throwing-bills/>), accessed 2 April 2015.

FATA (Federally Administered Tribal Areas),

- Administrative System*, n.d. (<http://fata.gov.pk/Global.php?ild=29&fld=2&pld=25&mlid=13>), accessed 16 April 2015; [website], n.d. (<http://fata.gov.pk/index.php#>), accessed 22 March 2015.

FCO (Foreign and Commonwealth Office – UK), *Human Rights and Democracy Report 2014, Pakistan – Country of Concern*, 15 March 2015 (<https://www.gov.uk/government/publications/pakistan-country-of-concern--2/pakistan-country-of-concern>), accessed 26 March 2015.

FFP (Fund for Peace), *Fragile States Index 2014*, 2015 (<http://fsi.fundforpeace.org/rankings-2014>), accessed 21 April 2015.

FiDH (International Federation for Human Rights), *Minorities under attack: Faith-based discrimination and violence in Pakistan*, March 2015 (https://www.fidh.org/IMG/pdf/20150224_pakistan_religious_minorities_report_en_web.pdf), accessed 2 April 2015.

Foreign Policy

- Dealing with the Haqqani Network*, 23 September 2011 (<http://foreignpolicy.com/2011/09/23/dealing-with-the-haqqani-network>), accessed 7 April 2015;
- Pakistan's IDP Problem*, 16 January 2015 (<http://foreignpolicy.com/2015/01/16/pakistans-idp-problem/>), accessed 18 April 2015;
- Pakistan's social media landscape*, 18 March 2011 (<http://foreignpolicy.com/2011/03/18/pakistans-social-media-landscape/>), accessed 26 March 2015.

Foundation for Fundamental Rights, *Advocacy, Torture Advocacy*, n.d. (<http://rightsadvocacy.org/torture.html>), accessed 30 March 2015.

Fox News, *At Pakistan's 'Taliban U,' jihadists major in anti-Americanism*, 8 February 2014 (<http://www.foxnews.com/world/2014/02/08/at-pakistans-taliban-u-jihadists-major-in-anti-americanism>), accessed 27 April 2015.

FRC (FATA Research Centre),

Administrative Units, n.d. (<http://frc.com.pk/administrative-units-2/>), accessed 16 April 2015;

FATA at a glance: geographical location, n.d. (<http://frc.com.pk/fata-at-a-glance/geographical-location/>), accessed 16 April 2015.

Freedom House

Freedom in the World 2011 — Pakistan, 26 July 2011 (<http://www.unhcr.org/refworld/docid/4e2e8b2b37>), accessed 21 April 2015;

Freedom in the World 2013 — Pakistan, n.d. (<https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2013/pakistan#.VW2v9mOENJA>), accessed 2 June 2015;

Freedom in the World 2014 — Pakistan, n.d. (<https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2014/pakistan#.VW2wTWOENJA>), accessed 2 June 2015;

Freedom in the World 2014 — Pakistani Kashmir, n.d. (<https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2014/pakistani-kashmir#.VXFw4mOENJA>), accessed 5 June 2015;

Freedom of the Press 2014 — Pakistan, n.d. (<https://freedomhouse.org/report/freedom-press/2014/pakistan#.VXFyHWOENJA>), accessed 5 June 2015;

Freedom on the Net 2014 — Pakistan, n.d. (<https://freedomhouse.org/report/freedom-net/2014/pakistan>), accessed 7 April 2015.

Freedom in the World 2015 — Pakistan, n.d. (<https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2015/pakistan#.VW7NIGM08vU>), accessed 3 June 2015;

Frontex, *Annual Risk Analysis 2014, April 2015* (http://frontex.europa.eu/assets/Publications/Risk_Analysis/Annual_Risk_Analysis_2015.pdf), accessed 9 July 2015.

Gayer, Laurent, *Mondes rebelles, Asie du Sud*, Michalon, Paris, 2009.

Gay Star News,

After govt ban, Facebook unpublishes Pakistan's underground gay group, 5 October 2013 (<http://www.gaystarnews.com/article/after-govt-ban-facebook-unpublishes-pakistans-underground-gay-group051013>), accessed 23 April 2015;

Transgender Pakistani stands for election, 30 December 2011, (<http://www.gaystarnews.com/article/transgender-pakistani-stands-election>), accessed 3 June 2015.

Geo TV, *PTI makes debut, PML-N gains strength in Senate polls*, 6 March 2015 (<http://www.geo.tv/article-177173-PTI-makes-debut-PML-N-gains-strength-in-Senate-polls>), accessed 18 April 2015.

Globalsecurity,

Frontier Corps, n.d. (<http://www.globalsecurity.org/intell/world/pakistan/frontier-corps.htm>), accessed 8 April 2015;

Pakistan Army, n.d. (<http://www.globalsecurity.org/military/world/pakistan/army.htm>), accessed 3 April 2015.

GoP (Government of Pakistan),

Directorate General of Immigration & Passports, Ministry of Interior, *Immigration*, n.d. (<http://www.dgip.gov.pk/Files/Immigration.aspx>), accessed 19 March 2015;

MOCAD (Ministry of Capital Administration and Development Division), *NIRM (National Institute of Rehabilitation Medicine)*, n.d. (<http://www.mocad.gov.pk/gop/index.php?q=aHR0cDovLzE5Mi4xNjguNzAuMTM2L2NhZC8uL2ZybURLdGFpbHMuYXNweD9vcHQ9bWlzY2xpbnmtzJmlkPTE5>) accessed 10 April 2015;

- Ministry of Finance, *Pakistan Economic Survey 2013-14*, n.d. (http://finance.gov.pk/survey_1314.html), accessed 9 April 2015;
- Ministry of National Health, Regulations and Coordination, *NACP (National AIDS Control Programme)*, n.d. (<http://www.nacp.gov.pk/>), accessed 18 March 2015;
- Ministry of Science and Technology, PCRWR (Pakistan Council of Research in Water Resources), *Water Quality*, n.d. (<http://www.pcrwr.gov.pk/water%20quality.aspx>), accessed 9 April 2015;
- Pakistan Bureau of Statistics, *Labour Force Survey 2012-13*, November 2013 (<http://www.pbs.gov.pk/content/labour-force-survey-2012-13-annual-report>), accessed 10 April 2015;
- Pakistan Bureau of Statistics, *PSLM (Pakistan Social and Living Standards Measurement) Survey 2012-13*, April 2014 (<http://www.pbs.gov.pk/content/pakistan-social-and-living-standards-measurement-survey-pslm-2012-13-provincial-district>), accessed 9 April 2015;
- Pakistan Bureau of Statistics, *Pakistan Employment Trends 2013*, January 2014 (http://www.pbs.gov.pk/sites/default/files/Labour%20Force/publications/Pakistan_Employment_2013.pdf), accessed 9 April 2015.
- Gregory, S., *Review of the UKBA Country of Origin Report for Pakistan (Report dated 17 January 2011) for the IAGCI*, Independent Chief Inspector of Borders and Immigration, IAGCI (Independent Advisory Group on Country Information), 26 April 2011 (<http://icinspector.independent.gov.uk/wp-content/uploads/2011/02/Evaluation-of-the-Country-of-Origin-Information-Report-on-Pakistan.pdf>), accessed 13 March 2015.
- Guardian (The),
- Christian girl hailed as 'daughter of nation' by senior Pakistani cleric*, 3 September 2012 (<http://www.guardian.co.uk/world/2012/sep/03/christian-girl-senior-pakistani-cleric-blasphemy>), accessed 28 April 2015;
- Dozens killed at suicide attack at Pakistan-India border post*, 2 November 2014 (<http://www.theguardian.com/world/2014/nov/02/suicide-attack-wagah-border-bomb-blast-pakistan-india-flag-lowering>), accessed 3 April 2015;
- Harassed, intimidated, abused: but now Pakistan's hijra transgender minority finds its voice*, 29 January 2010 (<http://www.theguardian.com/world/2010/jan/29/hijra-pakistan-transgender-rights>), accessed 20 April 2014;
- Pakistan's constitutional reform debate overshadowed by amnesty row*, 2 April 2010 (<http://www.theguardian.com/world/2010/apr/02/pakistan-constitutional-reform-amnesty-zardari>), accessed 27 May 2015;
- Pakistan's hijras deserve acceptance*, 26 May 2010 (<http://www.theguardian.com/commentisfree/2010/may/26/pakistan-transgender-hijras-deserve-acceptance>), accessed 20 April 2015;
- Pakistan Taliban chief Hakimullah Mehsud is alive, says spy agency*, 28 April 2010 (<http://www.theguardian.com/world/2010/apr/28/hakimullah-mehsud-survives-cia-drone>), accessed 8 April 2015;
- Pakistani Muslim leaders support Christian girl accused of blasphemy*, 27 August 2012 (<http://www.theguardian.com/world/2012/aug/27/pakistani-muslim-christian-girl-blasphemy>), accessed 28 April 2015.
- Pakistani Taliban select hardliner Mullah Fazlullah as new leader*, 8 November 2013 (<http://www.theguardian.com/world/2013/nov/07/pakistani-taliban-mullah-fazlullah-leader-malala-yousafzai>), accessed 8 April 2015;
- Pakistan to register 'third sex' hijras*, 18 July 2009 (<http://www.theguardian.com/commentisfree/2009/jul/18/pakistan-transgender-hijra-third-sex>), accessed 20 April 2015;
- Salmaan Taseer murder throws Pakistan into fresh crisis*, 4 January 2011 (<http://www.theguardian.com/world/2011/jan/04/punjab-governor-murder-pakistan>), accessed 27 April 2015;
- Waziristan: the hub of Al-Qaeda operations*, 7 January 2008 (<http://www.theguardian.com/world/2008/jan/07/pakistan.allegastratton1>), accessed 7 April 2015.
- Gunaratna, R. and Iqbal, K., *Pakistan, terrorism ground zero*, Reaktion Books, London, 2011.
- Gupta, Om, *Encyclopedia of India, Pakistan and Bangladesh*, Isha Books, India, 2006.
- Hafeez, M., *Poverty and Poor Health in Pakistan: Exploring the Effects of Privatizing Healthcare*, Harvard International Review, 15 June 2014 (<http://hir.harvard.edu/archives/5768>), accessed 17 March 2015.

Hameed, Zulfiqar, 'Antiterrorism law', in: *Stabilizing Pakistan through Police Reform*, Asia Society Independent Commission on Pakistan Police Reform, July 2012 (http://asiasociety.org/files/pdf/as_pakistan_police_reform.pdf), accessed 30 March 2015.

Hidden Lives, *The untold stories of urban refugees*, n.d. (<http://www.hidden-lives.org.uk/countries/Thailand/Parvez/index.asp>), accessed 28 April 2015.

Hindu (The),

7 655 deaths recorded in Pakistan in 2014, 10 January 2015 (<http://www.thehindu.com/news/international/south-asia/7655-deaths-recorded-in-pakistan-in-2014/article6775562.ece>), accessed 16 April 2015;

Forced conversion of Hindu girls on the rise: Pak Hindu Council, 7 January 2014 (<http://www.thehindu.com/news/international/south-asia/forced-conversion-of-hindu-girls-on-the-rise-pak-hindu-council/article5549895.ece>), accessed 28 April 2015.

Hong, Jack, 'Love marriages, women and rule of law in Pakistan', *Ethics in Action*, Vol.3, No.5, Asian Human Rights Commission, October 2009 (<http://www.ethicsinaction.asia/archive/2009-ethics-in-action/vol.-3-no.-5-october-2009/love-marriages-women-and-rule-of-law-in-pakistan>), accessed 7 April 2015.

HRCP (Human Rights Commission of Pakistan),

And Commonwealth Human Rights Initiative, *Police Organisations in Pakistan*, May 2010 (http://www.humanrightsinitiative.org/publications/police/police_organisations_in_pakistan.pdf), accessed 4 April 2015.

Annual Report 2014, Freedom of thought, conscience and religion, (<http://hrcp-web.org/hrcpweb/data/ar14c/3-2%20Freedom%20of%20thought%20-%202014.pdf>), accessed 15 July 2015.

State of Human Rights in 2011, March 2012 (<http://hrcp-web.org/hrcpweb/wp-content/pdf/AR2011-A.pdf>), accessed 2 April 2015;

State of Human Rights in 2012, March 2013 (<http://hrcp-web.org/hrcpweb/wp-content/pdf/AR2012.pdf>), accessed 27 April 2015;

State of Human Rights in 2013, March 2014 (<http://www.hrcp-web.org/hrcpweb/report14/AR2013.pdf>), accessed 27 April 2015;

State of Human Rights in 2014, March 2015 (<http://hrcp-web.org/hrcpweb/data/HRCP%20Annual%20Report%202014%20-%20English.pdf>), accessed 18 April 2015.

HRW (Human Rights Watch),

Dispatches: Identifying Pakistan's 'Disappeared', 12 February 2015 (<http://www.hrw.org/news/2015/02/12/dispatches-identifying-pakistan-s-disappeared>), accessed 28 May 2015;

Pakistan: Impunity Marks Global Day for Disappeared, 29 August 2014 (<http://www.hrw.org/news/2014/08/29/pakistan-impunity-marks-global-day-disappeared>), accessed 26 March 2015;

Pakistan: Rampant Killings of Shia by Extremists — Disarm, Prosecute Militants, Protect Hazara Community, 29 June 2014 (<http://www.hrw.org/news/2014/06/29/pakistan-rampant-killings-shia-extremists>), accessed 29 March 2015;

Pakistan: Stop Forced Returns of Afghans, 21 February 2015 (<http://www.hrw.org/news/2015/02/21/pakistan-stop-forced-returns-afghans>), accessed 9 April 2015;

Pakistan: Take Death Penalty Off the Table, 12 March 2015 (<http://www.hrw.org/news/2015/03/12/pakistan-take-death-penalty-table>), accessed 17 March 2015;

'We are the Walking Dead': Killings of Shia Hazaras in Balochistan, Pakistan, 30 June 2014, (<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=search&docid=53b2748e4&skip=0&query=deobandi&coi=PAK&searchin=title&sort=dat>), accessed 27 April 2015;

'We Can Torture, Kill, or Keep You for Years' — Enforced Disappearances by Pakistan Security Forces in Balochistan, 28 July 2011 (<http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/pakistan0711WebInside.pdf>), accessed 8 April 2015;

World Report 2014 — Pakistan, 21 January 2014, available at: (https://www.ecoi.net/local_link/267806/395161_de.html), accessed 27 April 2015;

World Report 2015, Country chapters, Pakistan, 29 January 2015 (<http://www.hrw.org/world-report/2015/country-chapters/pakistan>), accessed 28 April 2015.

Hussain, F., *The Judicial System of Pakistan*, 15 February 2011 (http://www.supremecourt.gov.pk/web/user_files/File/thejudicialsystemofPakistan.pdf), accessed 28 May 2015.

Hussain Zahid, *Frontline Pakistan, The struggle with militant Islam*, Columbia University Press, 2007.

IBT (International Business Times), *Balochistan: 'Hundreds of people abducted and murdered by Pakistan army' activists say*, 11 March 2015 (<http://www.ibtimes.co.uk/balochistan-hundreds-people-abducted-murdered-by-pakistan-army-activists-warn-1491457>), accessed 31 March 2015.

ICG (International Crisis Group),

Drones: Myths And Reality In Pakistan, Asia Report N° 247, 21 May 2013 (<http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/pakistan/247-drones-myths-and-reality-in-pakistan.pdf>), accessed 30 March 2015;

Education Reform in Pakistan, Asia Report N° 257, 23 June 2014, available at: (<http://www.refworld.org/docid/53a926cf1.html>), accessed 14 April 2015;

Islamic Parties in Pakistan, Asia Report No. 216, 12 December 2011 (<http://www.crisisgroup.org/en/regions/asia/south-asia/pakistan/216-islamic-parties-in-pakistan.aspx>), accessed 13 April 2015;

Pakistan: Countering Militancy in FATA, Asia Report N° 178, 21 October 2009 (http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/pakistan/178_pakistan___countering_militancy_in_fata.pdf), accessed 30 March 2015;

Pakistan: Countering Militancy in PATA, Asia Report No. 242, 15 January 2013, available at: (www.ecoi.net/file_upload/1226_1358428356_242-pakistan-countering-militancy-in-pata.pdf), accessed 29 March 2015;

Pakistan: The Worsening IDP Crisis, Asia Briefing N° 111, 16 September 2010 (<http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/pakistan/B111%20Pakistan%20-%20The%20Worsening%20IDP%20Crisis.pdf>), accessed 30 March 2015;

Policing Urban Violence in Pakistan, Asia Report N° 255, 23 January 2014 (<http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/pakistan/255-policing-urban-violence-in-pakistan.pdf>), accessed 20 April 2015;

Reforming Pakistan's Prison System, Asia Report N° 212, 12 October 2011 (<http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/pakistan/212%20-%20Reforming%20Pakistans%20Prison%20System.pdf>), accessed 30 March 2015;

Reforming the judiciary in Pakistan, Asia Report No 160, 16 October 2008 (http://www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/pakistan/160_reforming_the_judiciary_in_pakistan.pdf), accessed 28 May 2015.

ICTA (Islamabad Capital Territory Administration) [website], n.d. (<http://www.ictadministration.gov.pk/about-icta-inner.html>), accessed 27 May 2015.

IDHAE – World Observatory for Defence Rights and Attacks against Lawyers, *Urgent Action Pakistan, Parvez Aslam Choudhry*, 26 January 2001 (<http://www.idhae.org/uk-page4.1.pak1.htm>), accessed 27 April 2015.

IDMC (Internal Displacement Monitoring Centre), *Pakistan IDP Figures Analysis*, 31 March 2015 (<http://www.internal-displacement.org/south-and-south-east-asia/pakistan/figures-analysis>), accessed 20 April 2015.

IGC (International Growth Center), *Political Violence in Pakistan: Myths vs. Realities*, 2010 (http://www.princeton.edu/~jns/papers/political_violence_policy_brief_120329.pdf), accessed 27 May 2015.

IGLHRC (International Gay and Lesbian Human Rights Commission),

Human Rights and Transgender People in Pakistan, February 2008 (<http://iglhrc.org/sites/iglhrc.org/files/73-1.pdf>), accessed 20 April 2015;

Where I Can actually be me, 1 March 2012 (http://srv-flora-prod/flora_doc/jsp/index_view_direct.jsp?record=doc:NOTICES:93583), accessed 20 April 2015.

IISS (International Institute for Strategic Studies), *The Military Balance 2015*, 11 February 2015 (<http://www.iiss.org/en/publications/military%20balance/issues/the-military-balance-2015-5ea6>), accessed 16 April 2015. Subscription required.

ILGA (International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association),

Run out of town: Transgenders protest against possible eviction, 24 February 2014 (<http://ilga.org/run-out-of-town-transgenders-protest-against-possible- eviction/>), accessed 23 April 2015;

State-sponsored Homophobia: A world survey of laws criminalising same-sex sexual acts between consenting adults, May 2014 (http://old.ilga.org/Statehomophobia/ILGA_SSHR_2014_Eng.pdf?bcsi_scan_1fe59ba8c561fa18=1), accessed 20 April 2015.

ILO (International Labour Office), *International Programme on the Elimination of Child Labour (IPEC), The effect of work on children's health: report of research on ten occupational sectors in Pakistan*, 2013 (<http://www.ilo.org/ipeinfo/product/download.do?type=document&id=22375>), accessed 31 March 2015.

IMS (International Media Support), *Between radicalisation and democratisation in an unfolding conflict: Media in Pakistan*, July 2009 (<http://www.mediasupport.org/publication/pakistan-between-radicalisation-and-democratisation-in-an-unfolding-conflict/>), accessed 28 March 2015.

Imtiaz Gul Official Website, *Biography*, n.d. (<http://www.imtiazgul.com/biography.html>), accessed 16 April 2015.

Independent (The),

Pakistani women Rehana Kausar and Sobia Kamar marry in Britain's first Muslim lesbian partnership, 26 May 2013 (<http://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/pakistani-women-rehana-kausar-and-sobia-kamar-marry-in-britains-first-muslim-lesbian-partnership-8632935.html>), accessed 20 April 2015;

Parents who killed daughter with acid say it was her destiny, 5 November 2012 (<http://www.independent.co.uk/news/world/asia/parents-who-killed-daughter-with-acid-say-it-was-her-destiny-8282835.html>), accessed 2 April 2015.

Indian Express (The), *The fading memory of amity*, 27 June 2014 (<http://indianexpress.com/article/%20opinion/columns/the-fading-memory-of-amity/>), accessed 27 April 2015.

Infoasaid, *Media & Telecoms Landscape Guide – Pakistan*, 2012 (<http://www.cdacnetwork.org/contentAsset/raw-data/9f79146d-2167-4a18-8762-80c8a275c8c5/attachedFile>), accessed 28 March 2015.

Intellibriefs, *Lashkar-e-Jhangvi: Sectarian Violence in Pakistan and Ties to International Terrorism*, 3 June 2005 (<http://intellibriefs.blogspot.be/2005/06/lashkar-e-jhangvi-sectarian-violence.html>), accessed 7 April 2015.

International Affairs Review, *Pakistan's Baloch insurgency: History, conflict drivers and regional implications*, 2012 (<http://www.iar-gwu.org/sites/default/files/articlepdfs/Pakistan%27s%20Baloch%20Insurgency.pdf>), accessed 21 April 2015.

IOM (International Organization for Migration),

Assisted Voluntary Return and Reintegration, Annual report of activities 2011, 2012 (http://www.iom.int/files/live/sites/iom/files/partnerships/docs/2012-IOM-CSOConsultations/Additional_Resources/AVRR_Report_2011.pdf), accessed 17 April 2015;

Comparative Research on the Assisted Voluntary Return and Reintegration of Migrants, 2015 (<https://www.iom.int/files/live/sites/iom/files/What-We-Do/docs/AVRR-Research-final.pdf>), accessed 20 April 2015;

Quarterly Newsletter, January 2015 (<https://www.iom.int/files/live/sites/iom/files/Country/docs/IOM-Pakistan-Quarterly-Newsletter-January-2015.pdf>), accessed 7 July 2015;

Returning to Pakistan, Country Information, updated 4 January 2010 (<http://irrico.belgium.iom.int/images/stories/documents/pakistan%20en%20edited.pdf>), accessed 27 March 2015.

IPS (Inter Press Service News Agency),

Barren Fields Recover From Taliban, 30 December 2013 (<http://www.ipsnews.net/2013/12/barren-fields-recover-taliban/>), accessed 20 April 2015;

Pakistani Gays Stifled in Closet Living, 27 September 2013 (<http://www.ipsnews.net/2013/09/pakistani-gays-stifled-in-closet-living/>), accessed 21 April 2015.

IPU (Inter-Parliamentary Union),

Pakistan – National Assembly, n.d. (http://www.ipu.org/parline-e/reports/CtrlParlementaire/2241_F.htm), accessed 27 May 2015;

Pakistan – Senate updated 12 March 2015 (http://www.ipu.org/parline-e/reports/2242_A.htm), accessed 27 May 2015.

Iqbal Law Services, *Conditions for First Information*, n.d. (<http://www.iqballawservices.com/conditionsforfirstinformation.htm>), accessed 27 April 2015.

IRBC (Immigration and Refugee Board of Canada),

Pakistan: Circumstances under which a woman has the legal right to get a divorce through the courts (judicial divorce) through her own initiative; circumstances under which single women can live alone, 17 November 2010, available at: (<http://www.refworld.org/docid/4dd1015f17.html>), accessed 2 April 2015;

Pakistan: Circumstances under which single women could live alone, 4 December 2007, available at: (<http://www.refworld.org/docid/4784deec.html>), accessed 2 April 2015;

Pakistan: Computerized National Identity Cards (CNICs), including overseas identity cards; issuance procedures, 7 January 2013, available at: (<http://www.refworld.org/docid/510f9cef2.html>), accessed 28 April 2015;

Pakistan: Domestic violence, including effectiveness of the Protection of Women (Criminal Laws Amendment) Act, 2006; state protection and services available to victims, 14 January 2013, available at: (<http://www.refworld.org/docid/51222ba42.html>), accessed 2 April 2015;

Pakistan: First Information Reports (FIRs) (2010–December 2013), 10 January 2014 (<http://irb-cisr.gc.ca/Eng/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=455044&pls=1>), accessed 27 April 2015;

Pakistan: Honour killings targeting men and women, 15 January 2013, available at: (http://www.ecoi.net/local_link/237371/346401_en.html), accessed 2 April 2015;

Pakistan: information sur la situation des minorités sexuelles à Islamabad, Karachi et Lahore, y compris le traitement que leur réservent la société et les autorités; la protection de l'État (2010-2013), PAK104712.EF, source: International Gay and Lesbian Human Rights Commission, 13 January 2014 (<http://www.irb-cisr.gc.ca/Fra/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=455707&pls=1>), accessed 20 April 2015;

Pakistan: information sur le traitement réservé aux minorités sexuelles par la société, le gouvernement et les autorités religieuses; la protection et les recours offerts (2009-2011), PAK 103862, 30 November 2011 (<http://www.irb-cisr.gc.ca/Fra/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=453724&pls=1>), accessed 20 April 2015;

Pakistan: information sur les actes de violence ou les mauvais traitements dont font l'objet les minorités sexuelles à Islamabad, à Karachi et à Lahore; information sur la perte d'emploi pour une personne et la difficulté à se louer un logement en raison de son orientation sexuelle (2014), PAK105027.E, 9 January 2015 (<http://www.irb-cisr.gc.ca/Fra/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=455707&pls=1>), accessed 20 April 2015;

Pakistan: Security measures in place and verification made by border authorities of Pakistani citizens departing Pakistan for a country abroad (2004-2007), 19 November 2007, available at: (<http://www.refworld.org/docid/4784def3c.html>), accessed 29 March 2015;

Pakistan: The Sipah-e-Sahaba (SSP), including its activities and status (January 2003-July 2005), 26 July 2005, available at: (<http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain?page=country&category=&publisher=IRBC&type=&coi=PAK&rid=&docid=440ed73f34&skip=0>), accessed 7 April 2015.

IRIN News, *What terrorism does: Fear and anger for Christians after Pakistan bombs*, 19 March 2015 (<http://www.irinnews.org/printreport.aspx?reportid=101253>), accessed 29 May 2015.

Islamabad the Capital, *Zones in Islamabad*, n.d. (<http://www.islamabadthecapital.com/islamabad/zones-in-islamabad/>), accessed 16 April 2015.

ISW (Institute for the Study of War), *Uzbek militancy in Pakistan's tribal region*, 27 January 2011 (http://www.understandingwar.org/sites/default/files/BackgrounderIMU_28Jan.pdf), accessed 7 April 2015.

- ITU (International Telecommunications Union), *Pakistan Profile*, latest data available: 2013 (<https://www.itu.int/net4/itu-d/icteye/CountryProfileReport.aspx?countryID=182>), accessed 27 March 2015.
- Jafria News, *Upholding Lesbian & Gay Rights in Islamic Republic of Pakistan is Social and Religious Terrorism By US & UN both*, 25 July 2011 (<http://jafrianews.com/2011/07/25/upholding-lesbian-gay-rights-in-islamic-republic-of-pakistan-is-social-and-religious-terrorism-by-us-un-both/>), accessed 24 April 2015.
- Jamestown Foundation (The),
 ‘Sufi Militants Struggle with Deobandi Jihadists in Pakistan’, in: *Terrorism Monitor*, Vol. 9, issue 8, 24 February 2011 (http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=37562#.VB8VDks7HGB), accessed 27 April 2015;
 ‘Transforming Pakistan’s Frontier Corps’, in: *Terrorism Monitor*, Vol. 5, issue 6, 29 March 2007 (<http://web.archive.org/web/20080804160742/http://www.jamestown.org/terrorism/news/article.php?articleid=2370292>), accessed 8 April 2015.
- Jane’s, *Uncertain Victory – Pakistan’s North Waziristan offensive*, 28 December 2014 (<http://www.janes.com/article/47302/uncertain-victory-pakistan-s-north-waziristan-offensive>), accessed 3 April 2015.
- Khan, H., *Constitutional and Political History of Pakistan*, Oxford University Press, Oxford, 2001.
- Khan, Saleem, *Religious Nationalism and Sectarianism in Pakistan*, London Metropolitan University, 4 June 2008 (http://www.pol.ed.ac.uk/__data/assets/word_doc/0007/15649/Saleem_Khan.doc), accessed 28 April 2015.
- Khyberpakhtunkhwa.gov.pk, *About Us*, n.d. (<http://www.khyberpakhtunkhwa.gov.pk/aboutus/>), accessed 16 April 2015.
- KMC (Karachi Metropolitan Corporation) [website], n.d. (<http://www.kmc.gos.pk/Contents.aspx?id=14>), accessed 28 May 2015.
- Kraml, Roland, *Changes in Pashtun tribal structure since 1978: the influence of war, foreign militaries and militant political Islam*, Diplomarbeit, Wien, 2012.
- Landinfo,
Pakistan: Homosexuals and homosexuality, May 2013 (http://www.landinfo.no/asset/2942/1/2942_1.pdf), accessed 20 April 2015;
Pakistan: Sikkerhetsrelaterte forhold — Balochistan, Sindh og Penjab, 16 October 2013 (<http://www.landinfo.no/id/1290.0>), accessed 20 April 2015;
Pakistan: Sikkerhetsrelaterte forhold i Khyber Pakhtunkwa (KPK) og Federally Administered Tribal Areas (FATA), 8 November 2013 (http://www.landinfo.no/asset/2610/1/2610_1.pdf), accessed 8 April 2015;
Temanotat Pakistan: Forhold for ahmadiyyaer, 3 July 2014 (http://www.landinfo.no/asset/2913/1/2913_1.pdf), accessed 20 May 2015.
- Libération, *Pakistan: la revanche du troisième genre*, 5 March 2012 (http://www.liberation.fr/monde/2012/03/05/pakistan-la-revanche-du-troisieme-genre_800548), accessed 20 April 2015.
- Lieven, Anatol, *Pakistan, a hard country*, Allen Lane/Penguin books, London, 2011.
- MAR (Minorities at Risk), *Assessment for Mohajirs in Pakistan*, 31 December 2006 (<http://www.cidcm.umd.edu/mar/assessment.asp?groupid=77007>), accessed 28 March 2015.
- Marrium, Aujala, *Laws Related to Real Estate Business in Pakistan*, realproperty.pak [weblog], posted on: 25 April 2014 (<http://www.realproperty.pak/blog/laws-related-real-estate-in-pakistan/>), accessed 19 March 2015.
- MET&SHE (Ministry of Education, Trainings and Standards in Higher Education),
Education for All 2015 National Review Report: Pakistan, June 2014 (<http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002297/229718E.pdf>), accessed 14 April 2015;

National plan of action 2013-16: achieving universal primary education in Pakistan: MDG acceleration framework, September 2013 (http://planipolis.iiep.unesco.org/upload/Pakistan/Pakistan_National_plan_of_action_2013-2016.pdf), accessed 14 April 2015.

Ministry of Information, Broadcasting and Heritage,

Federal Cabinet, n.d. (http://infopak.gov.pk/Federal_Cabinet.aspx), accessed 21 April 2015;

Judiciary, n.d. (<http://infopak.gov.pk/judiciary.aspx>), accessed 11 April 2015.

Ministry of Overseas Pakistanis and Human Resource Development, *Yearbook 2013-14*, 19 February 2015 (<http://www.ophrd.gov.pk/gop/index.php?q=aHR0cDovLzE5Mi4xNjguNzAuMTM2L2hyZC91c2VyZmlsZXMxL2ZpbGUvRmluYWwIMjBZZWFyJTlwQm9vayUyMDIwMTMtMTQIMjAoMDQtMDItMjAxNSkoMSklMjAtJTlwQ29weS5kb2M%3D>), accessed 29 March 2015.

MoFA (Ministry of Foreign Affairs), *No. P (2)-NOC/Visits/2011*, 6 January 2011, available at: (<http://pakresponse.info/Portals/0/Policy/List%20of%20Updated%20Open%20and%20Prohibited%20Areas%20in%20Pakistan%20-%20%206%20January%202011.pdf>), accessed 21 March 2015.

Monde (Le),

Etre transsexuel au Pakistan, 23 April 2010 (http://www.lemonde.fr/asia-pacifique/article/2010/04/23/etre-transsexuel-au-pakistan-par-frederic-bobin_1341736_3216.html), accessed 20 April 2015;

Hakimullah Mehsud enterré, les talibans choisissent un successeur, 2 November 2013 (http://www.lemonde.fr/asia-pacifique/article/2013/11/02/hakimullah-mehsud-enterrer-les-talibans-choisissent-un-successeur_3507157_3216.html), accessed 8 April 2015.

Movement for Solidarity and Peace, *Forced Marriages & Forced Conversions in the Christian Community of Pakistan*, April 2014 (http://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/msp/pages/162/attachments/original/1396724215/MSP_Report_-_Forced_Marriages_and_Conversions_of_Christian_Women_in_Pakistan.pdf?1396724215), accessed 20 May 2015.

MRG (Minority Rights Group International),

World Directory of Minorities and Indigenous Peoples, Ahmaddiyas, n.d. (<http://www.minorityrights.org/5628/pakistan/ahmaddiyas.html>), accessed 28 April 2015;

World Directory of Minorities and Indigenous Peoples – Pakistan: Baluchis, updated September 2010 (<http://www.minorityrights.org/5626/pakistan/baluchis.html>), accessed 21 March 2015;

World Directory of Minorities and Indigenous Peoples – Pakistan Overview, updated September 2010 (<http://www.minorityrights.org/5615/pakistan/pakistan-overview.html>), accessed 21 March 2015.

MRT-RRT (Migration Review Tribunal & Refugee Review Tribunal), Australian Government, *Country Advice Pakistan – PAK37665 – Punjab – Love marriages – Family violence – Protection orders – State protection – Political violence*, 17 November 2010, available at: (http://www.ecoi.net/file_upload/1788_1336913515_pak37665.pdf), accessed 7 April 2015.

NADRA (National Database and Registration Authority),

CNIC, n.d. (<https://www.nadra.gov.pk/index.php/products>), accessed 28 April 2015;

Contact us, n.d. (<https://www.nadra.gov.pk/index.php/contact-us>), accessed 27 April 2015;

Facilitate women for Registration, updated May 2015 (<https://www.nadra.gov.pk/index.php/media/special-initiatives/facilitate-women-for-registration>), accessed 25 May 2015;

NICOP, n.d. (<https://www.nadra.gov.pk/index.php/products/cards/nicop>), accessed 28 April 2015;

Now live smartly with the smart national ID card, n.d. (<https://www.nadra.gov.pk/images/04%20nadra-04.jpg>), accessed 28 April 2015.

POC, n.d. (<https://www.nadra.gov.pk/index.php/products/cards/poc>), accessed 28 April 2015;

Profile, n.d. (<https://www.nadra.gov.pk/index.php/about-us>), accessed 27 April 2015.

[Website] n.d. (<https://www.nadra.gov.pk/>), accessed 28 April 2015.

Nation (The), *Another Nadra scam comes to light*, 28 February 2015 (<http://nation.com.pk/national/28-Feb-2015/another-nadra-scam-comes-to-light>), accessed 28 April 2015.

- National (The), *Pakistan's telecoms market ripe for the picking*, 9 January 2014 (<http://www.thenational.ae/business/pakistans-telecoms-market-ripe-for-the-picking>), accessed 28 March 2015.
- National Assembly of Pakistan [website], n.d. (<http://www.na.gov.pk/en/index.php>), accessed 16 April 2015.
- National Geographic, *Pakistan Facts*, [website], n.d. (<http://travel.nationalgeographic.com/travel/countries/pakistan-facts/>), accessed 27 May 2015.
- Naz Foundation International, *Report for The World Bank, Pakistan, Enhanced hiv/aids program: social assessment and mapping of men who have sex with men (msm) in Lahore*, 21 April 2002 (<http://www.nfi.net/NFI%20Publications/Assessments/LahoreFullAssessRp.pdf>), accessed 20 April 2015.
- NDMA (National Disaster Management Authority),
Pakistan Floods 2014: Recovery Needs Assessment and Action Framework 2014-16, n.d. (http://www.ndma.gov.pk/new/Documents/Recovery_Needs_Assessment.pdf), accessed 27 April 2015;
Resilience, January-June 2014, n.d. (http://www.ndma.gov.pk/Documents/Newsletter/01_January_June_2014.pdf), accessed 27 April 2015.
- Neengar Society, *Who we are*, 4 December 2011 (<http://www.neengar.org/>), accessed 24 April 2015.
- Neue Zürcher Zeitung, *Über 70 Tote bei Attentat auf Kirche in Pakistan*, 22 September 2013 (<http://www.nzz.ch/aktuell/international/auslandnachrichten/ueber-70-tote-bei-attentat-auf-kirche-in-pakistan-1.18155023#>), accessed 27 April 2015.
- New Age Islam, *Darul Uloom Deoband: The Indian Ideological Source of the Taliban*, 12 November 2012 (<http://newageislam.com/radical-islamism-and-jihad/darul-uloom-deoband-the-indian-ideological-source-of-the-taliban/d/9273>), accessed 27 April 2015.
- New Encyclopædia Britannica (The), Volume 25, *Pakistan*, 1990.
- News International (The),
Features of Smart National Identity Cards highlighted, 13 October 2012 (<http://www.thenews.com.pk/Todays-News-6-137237-Features-of-Smart-National-Identity-Cards-highlighted>), accessed 29 April 2015;
Hindu community not to leave Pakistan, declares Panchayat, 15 August 2012 (<http://www.thenews.com.pk/Todays-News-13-16818-Hindu-community-not-to-leave-Pakistan-declares-Panchayat>), accessed 28 April 2015;
Lashkar-e-Jhangvi leader Malik Ishaq set to be freed, 24 December 2014 (<http://www.thenews.com.pk/Todays-News-13-34868-Lashkar-e-Jhangvi-leader-Malik-Ishaq-set-to-be-freed>), accessed 21 April 2015;
Man killed over sexual orientation, 29 September 2012 (<http://www.thenews.com.pk/Todays-News-4-134617-Man-killed-over-sexual-orientation>), accessed 21 April 2015;
Nadra, home dept accused of discrimination, 3 March 2015 (<http://www.thenews.com.pk/Todays-News-5-304633-Nadra-home-dept-accused-of-discrimination>), accessed 28 April 2015;
Nawaz Sharif elected PM securing 244 votes, 5 June 2013 (<http://www.thenews.com.pk/article-103901-Nawaz-Sharif-elected-prime-minister-for-a-third-time>), accessed 21 March 2015;
North Waziristan IDPs stage protest in Peshawar, 15 August 2014 (<http://www.thenews.com.pk/Todays-News-2-267287-North-Waziristan-IDPs-stage-protest-in-Peshawar>), accessed 18 March 2015;
Pakistan's media, 2 April 2014 (<http://www.thenews.com.pk/Todays-News-9-241712-Pakistan%E2%80%99s-media>), accessed 28 March 2015;
Population shoots up by 47 percent since 1998, 29 March 2012 (<http://www.thenews.com.pk/Todays-News-13-13514-Population-shoots-up-by-47-percent-since-1998>), accessed 16 April 2015;
SP CID Chaudhry Aslam martyred in Karachi bombing, 10 January 2014 (<http://www.thenews.com.pk/article-133639-SP-CID-Chaudhry-Aslam-martyred-in-Karachi-bombing>), accessed 21 April 2015;
Towards an 'identity-based nation', 25 March 2015 (<http://www.thenews.com.pk/Todays-News-2-167344-Towards-an-identity-based-nation>), accessed 28 April 2015.

- News Tribe (The), *USAID, NADRA partner to assist conflict victims in Pakistan*, 29 August 2014 (<http://www.thenewstribes.com/2014/08/29/usa-id-nadra-partner-to-assist-conflict-victims-in-pakistan/>), accessed 28 April 2015.
- New York Times (The),
Banned Group's Leader Given Pakistani Parliament Seat After Vote Dispute, 10 April 2010 (http://www.nytimes.com/2014/04/11/world/asia/leader-of-banned-group-wins-provincial-election-dispute-in-pakistan.html?_r=0), accessed 7 April 2015;
Gay Pakistanis, Still in Shadows, Seek Acceptance, 3 November 2012 (http://www.nytimes.com/2012/11/04/world/asia/gays-in-pakistan-move-cautiously-to-gain-acceptance.html?pagewanted=all&_r=1), accessed 20 April 2015;
Killings Rise in Karachi as Taliban Target Police, 11 August 2014 (http://www.nytimes.com/2014/08/12/world/asia/killings-rise-in-karachi-as-taliban-target-police.html?_r=0), accessed 21 April 2015;
Taliban Besiege Pakistan School, Leaving 145 Dead, 16 December 2014 (http://www.nytimes.com/2014/12/17/world/asia/taliban-attack-pakistani-school.html?_r=0), accessed 3 April 2015.
- NHA (National Highway Authority), *PSDP (Public Sector Development Programme) and Highways/ Motorways Network*, n.d. (<http://nha.gov.pk/highwaysmotorways-network/>), accessed 14 April 2015.
- NIPS (National Institute of Population Studies),
 and Macro International Inc. *PDHS (Pakistan Demographic and Health Survey) 2006-07*, June 2008 (<http://dhsprogram.com/mwg-internal/de5fs23hu73ds/progress?id=dGRhHUPKQsFqR4gp9EnoQNu5c78Oj1IR0gwtRnnOs,&dl>), accessed 18 March 2015;
 and ICF International. *Pakistan Demographic and Health Survey 2012-13*, December 2013 (http://www.nips.org.pk/abstract_files/PDHS%20Final%20Report%20as%20of%20Jan%2022-2014.pdf), accessed 18 March 2015.
- NOREF (Norwegian Peacebuilding Resource Center), *Sectarian violence: Pakistan's greatest security threat?*, 9 August 2012 (http://www.peacebuilding.no/var/ezflow_site/storage/original/application/949e7f9b2db9f947c95656e5b54e389e.pdf), accessed 3 April 2015.
- Nosheen Habiba, *Pakistan's lesbians live in silence, love in secret*, NPR, 17 January 2011 (<http://www.npr.org/2011/01/17/132711102/pakistans-lesbians-live-in-silence-love-in-secret>), accessed 22 April 2015. NPR is the principal network of non-commercial and public radio broadcasting in the US.
- Nouvel Observateur (Le), *Pour Qasim, il est plus simple d'être gay au Pakistan qu'aux États-Unis*, 8 May 2013 (<http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20130508.AFP2165/pour-qasim-il-est-plus-simple-d-etre-gay-au-pakistan-qu-aux-etats-unis.html>), accessed 21 April 2015.
- OIN (Office of Immigration and Nationality) Hungary, *Fact-finding mission to Pakistan*, 4-14 November 2014.
- Onislam, *Hindu-Sikh Tensions Escalate in Pakistan*, 16 September 2013 (<http://www.onislam.net/english/news/asia-pacific/464489-hindu-sikh-tensions-escalate-in-pakistan.html>), accessed 27 April 2015.
- Open Society Foundations, *Mapping Digital Media: Pakistan*, 21 June 2013 (<http://www.opensocietyfoundations.org/sites/default/files/mapping-digital-media-pakistan-20130902.pdf>), accessed 27 March 2015.
- Open Trial, *Jailing the raped in Pakistan*, n.d. (<http://www.opentrial.org/unjust-process/item/100-jailing-the-raped-in-pakistan>), accessed 19 June 2015.
- Pakistan,
Anti-Terrorism (Amendment) Act, 2014, available at: (http://www.na.gov.pk/uploads/documents/1402046968_305.pdf), accessed 23 April 2015;
Child Marriage Restraint Act, Act No. XIX of 1929, 1929, available at: (<http://www.refworld.org/docid/4c3f19a02.html>), accessed 2 April 2015;
Citizenship Act, 1951, available at: (<http://www.refworld.org/pdfid/3ae6b4ffa.pdf>), accessed 19 March 2015;
Code of Criminal Procedure, 1 July 1898 (latest amendment 2011), available at: (<http://www.refworld.org/docid/48511ea62.html>), accessed 28 April 2015;

- Constitution (Twenty-First Amendment) Act*, 2015 (<http://www.pakistani.org/pakistan/constitution/amendments/21amendment.html>), accessed 25 March 2015;
- Constitution of the Islamic Republic of Pakistan* [webpage], 1973, available at: (<http://www.pakistani.org/pakistan/constitution/>), accessed 13 March 2015;
- Criminal Law (Amendment) Act*, 2004(http://www.na.gov.pk/uploads/documents/1321335436_690.pdf), accessed 21 April 2015.
- Criminal Law (Third Amendment) Act*, 2011 (http://www.na.gov.pk/B1D5EA98-A297-441A-AE0E-0291B276F0CC/FinalDownload/DownloadId-A5C13B441BF16A7DA24838B3C4D9BD50/B1D5EA98-A297-441A-AE0E-0291B276F0CC/uploads/documents/1329729400_262.pdf), accessed 21 April 2015
- Dissolution of Muslim Marriages Act*, 1939, available at: (<http://www.refworld.org/docid/4c3f1c632.html>), accessed 19 March 2015;
- Exit from Pakistan (Control) Ordinance*, 1981, available at: (<http://www.unhcr.org/refworld/docid/3ae6b4fc8.html>), accessed 10 April 2015;
- Muslim Family Laws Ordinance VIII*, 1961, available at: (<http://www.refworld.org/docid/4c3f1e1c2.html>), accessed 19 March 2015;
- Offence of Zina (Enforcement of Hudood) Ordinance (The)*, 1979, 10 February 1979, available at: (<http://www.refworld.org/docid/4db999952.html>), accessed 19 March 2015;
- Penal Code (Act XLV 1860)*, 6 October 1860, available at: (<http://www.pakistani.org/pakistan/legislation/1860/actXLVof1860.html>), accessed 19 March 2015;
- Protection of Women (Criminal Laws Amendment) Act*, 2006, available at: (<http://unhcr.org/refworld/pdfid/4db992cd2.pdf>), accessed 21 April 2015.

Pakistan Army,

- A Journey from Scratch to Nuclear Power*, n.d. (<https://www.pakistanarmy.gov.pk/AWPReview/TextContent.aspx?pld=18&rnd=157>), accessed 8 April 2015;
- Pakistan Rangers (Penjab)*, n.d. (<https://www.pakistanarmy.gov.pk/AWPReview/TextContent.aspx?pld=139>), accessed 8 April 2015.

Pakistan Christian Post,

- Christian 3, Hindu 5 and 1 Parsi successful in Selection in National Assembly of Pakistan*, 28 May 2013 (<http://www.pakistanchristianpost.com/viewnews.php?newsid=1906>), accessed 27 April 2015;
- Extremist Muslim vandalize Church foundations in a village near Okara*, 4 March 2014 (<http://www.pakistanchristianpost.com/headlinenewsd.php?hnewsid=4720>), accessed 21 May 2015;
- [website], n.d. (<http://www.pakistanchristianpost.com/>), accessed 27 April 2015.

Pakistan Herald, *Details of Nawabzada Hyrbyair Marri*, n.d. (<http://www.pakistanherald.com/newprofile.aspx?hofid=1134>), accessed 8 April 2015.

Pakistan Hindu Council, *Population of Hindus in the Pakistan*, n.d. (http://www.pakistanhinducouncil.org/site/?page_id=3844), accessed 28 April 2015.

Pakistan Observer, *Compensation to Badami Bagh victims 'insufficient'*, 13 March 2013 (<http://pakobserver.net/detailnews.asp?id=200012>), accessed 28 April 2015.

Pakistan Rangers, *Introduction*, n.d. (<http://www.pakistanrangerspunjab.com/intro.html>), accessed 8 April 2015.

Pakistani Law Firm, *What is procedure for Warrant of Arrest in Pakistan*, 27 September 2012 (<https://pakistanilaws.wordpress.com/2012/09/27/warrant-of-arrest-in-pakistan/>), accessed 28 April 2015.

Pakistan's missions in Australia,

- Birth Registration*, 29 April 2015 (http://www.pakistan.org.au/birth_registration.php), accessed 28 April 2015.
- Machine readable passport*, updated: 14 December 2014 (<http://www.pakistan.org.au/mrp.php>), accessed 28 April 2015.

Pakistan Today,

61 Shias dead in Shikarpur imambargah bombing, 30 January 2015, (<http://www.pakistantoday.com.pk/2015/01/30/national/breaking-news-blast-in-shikarpur-imam-bargah-kills-2/>), accessed 29 April 2015;

No home for the 'impure', 10 March 2013, (<http://www.pakistantoday.com.pk/2013/03/09/national/no-home-for-the-impure-in-pakistan/>), accessed 3 June 2015.

Pakistan Tourism Development Corporation,

Pakistan, n.d. (http://www.tourism.gov.pk/explore_pakistan.html), accessed 13 March 2015.

Pakistan, Landscape, location and geography, n.d. (http://www.tourism.gov.pk/explore_pakistan.html), accessed 13 March 2015

Parlement européen,

Résolution du Parlement européen du 10 mars 2011 sur le Pakistan, en particulier l'assassinat de Shahbaz Bhatti (2012/C 199 E/21) (<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=uriserv:OJ.CE.2012.199.01.0179.01.FRA>), consulté le 28 avril 2015;

Résolution du Parlement européen du 20 mai 2010 sur la liberté religieuse au Pakistan (2011/C 161 E/21) (<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=uriserv:OJ.CE.2011.161.01.0147.01.FRA>), consulté le 28 avril 2015.

PCAA (Pakistan Civil Aviation Authority) [website], n.d. (<http://www.caapakistan.com.pk/>), accessed 14 April 2015.

Pellenec Morgane, *Bienvenue au Pakistan, 'pays des purs'*, 360°, Le magazine LGBT Suisse, 18 November 2013 (<http://360.ch/blog/magazine/2013/11/bienvenue-au-pakistan-pays-des-purs/>), accessed 21 April 2015.

PEMRA (Pakistan Electronic Media Authority) [website], n.d. (<http://www.pemra.gov.pk/>), accessed 27 March 2015.

Persecution of Ahmadis, *Report on the Persecution of Ahmadis in Pakistan*, 31 December 2014 (<https://www.persecutionofahmadis.org/wp-content/uploads/2010/03/Persecution-of-Ahmadis-in-Pakistan-2014.pdf>), accessed 20 May 2015.

PHRG (Parliamentary Human Rights Group), *Rabwah: A Place for Martyrs?, Report of the Parliamentary Human Rights Group mission to Pakistan into internal flight for Ahmadis*, January 2007, available at: (http://www.thepersecution.org/dl/rabwah_report.pdf), accessed 19 March 2015.

PILDAT (Pakistan Institute of Legislative Development and Transparency), *Civil Society/Research Organisations*, n.d. (<http://www.pildat.org/csodirectory/csolistng.asp>), accessed 16 April 2015.

Pink News,

New rights for trans people in Pakistan, 30 December 2009 (<http://www.pinknews.co.uk/2009/12/30/new-rights-for-trans-people-in-pakistan/>), accessed 22 April 2015;

Pakistan: New Website Helps Gay Men Find Ways Around Harsh Anti-Gay Laws, 13 August 2013 (<http://www.pinknews.co.uk/2013/08/13/pakistan-new-website-helps-gay-men-find-ways-to-get-around-harsh-anti-gay-laws/>), accessed 23 April 2015;

Pakistan: First trans woman in general election says the community is 'more than dancers and beggars', 26 February 2013 (<http://www.pinknews.co.uk/2013/02/26/pakistan-first-trans-woman-in-general-election-says-the-community-is-more-than-dancers-and-beggars/>), accessed 22 April 2015;

Queer Pakistan LGBT Support Website Blocked, 25 September 2013 (<http://www.pinknews.co.uk/2013/09/25/queer-pakistan-lgbt-support-website-blocked-from-inside-pakistan/>), accessed 23 April 2015;

'This closet is suffocating', the life story of a young gay Muslim in Pakistan, 31 July 2013 (<http://www.pinknews.co.uk/2013/07/31/this-closet-is-suffocating-the-life-story-of-a-young-gay-muslim-in-pakistan/>), accessed 20 April 2015.

PIPS (Pak Institute for Peace Studies),

2013, Pakistan Security Report, 4 January 2014 (<http://www.san-pips.com/index.php?action=books&id=main>), accessed 8 April 2015. Subscription required;

2014, Pakistan Security Report, 2015 (<http://san-pips.com/index.php?action=books&id=main>), accessed 8 April 2015. Subscription required.

President of Pakistan, *The Prohibition (Enforcement of Hadd) Order*, 9 February 1979, available at: (http://www.pakistani.org/pakistan/legislation/zia_po_1979/po4_1979.html), accessed 27 April 2015.

Price, Gareth, 'Pakistan's Economic Challenges', in *Pakistan: Challenges and Perspectives, Economy*, Austrian Federal Ministry of the Interior, October 2014, available at: (<http://www.refworld.org/docid/54520d204.html>), accessed 10 April 2015.

Provincial Assembly of Balochistan [website], n.d. (<http://www.pabalochistan.gov.pk/>), accessed 18 April 2015.

Provincial Assembly of Khyber Pakhtunkhwa [website], n.d. (<http://www.pakp.gov.pk/>), accessed 18 April 2015.

Provincial Assembly of Punjab [website], n.d. (<http://www.pap.gov.pk/>), accessed 18 April 2015.

Provincial Assembly of Sindh [website], n.d. (<http://www.pas.gov.pk/>), accessed 18 April 2015.

PTA (Pakistan Telecommunication Authority),

Annual Report 2013-2014, updated: 5 January 2015 (<http://www.pta.gov.pk/annual-reports/ptaannrep2013-14.pdf>), accessed 30 March 2015;

[website], n.d. (<http://www.pta.gov.pk/>), 27 March 2015.

PTV (Pakistan Television Corporation) [website], n.d. (<http://www.ptv.com.pk/PTVFamily.asp>), accessed 27 March 2015.

Penjab Police, *Frequently Asked Questions*, n.d. (<http://punjabpolice.gov.pk/faqs>), accessed 28 April 2015.

Penjab Portal

[website], n.d. (<http://www.punjab.gov.pk/>), accessed 14 April 2015.

Lahore, n.d. (<http://www.punjab.gov.pk/lahore>), accessed 14 April 2015

Rawalpindi, n.d. (<http://www.punjab.gov.pk/rawalpindi>), accessed 14 April 2015

Punjabi Janta, *Sikhism in Pakistan*, 20 June 2010 (<http://punjabijanta.com/religion-faith-spirituality/sikhism-in-pakistan>), accessed 28 April 2015.

Queer Pakistan, *Banned again*, [Facebook], 14 February 2014 (<https://www.facebook.com/Humjins>), accessed 2 July 2015

Rashid, A.,

Descent into Chaos, Viking, New York, 2008.

Pakistan on the Brink, Penguin Books, London, 2013.

Religious News Service, *Pakistan's blasphemy laws to require death sentence for false accusers*, 24 September 2013 (<http://www.religionnews.com/2013/09/24/pakistans-blasphemy-laws-require-death-sentence-false-accusers/>), accessed 27 April 2015.

Result.pk, *BISE Wafaqul Madaris Al Arabia Results 2015*, n.d. (<http://www.result.pk/wafaqul-madaris-al-arabia-result.html>), accessed 28 April 2015.

Reuters,

Pakistan army in for long haul in offensive against Taliban, 17 June 2014 (<http://www.reuters.com/article/2014/06/17/us-pakistan-airstrikes-offensive-idUSKBN0ES1A220140617>), accessed 3 April 2015;

Pakistan mob kills woman, girls, over 'blasphemous' Facebook post, 28 July 2014 (<http://www.reuters.com/article/2014/07/28/us-pakistan-islam-murder-idUSKBN0FX0GF20140728>), accessed 27 April 2015;

- Pakistan violence*, updated: 11 April 2013 (<http://www.trust.org/alertnet/crisis-centre/crisis/pakistan-violence>), accessed 10 April 2015;
- Pakistani couple stoned to death for adultery; six arrested*, 17 February 2014 (<http://www.reuters.com/article/2014/02/17/us-pakistan-couple-stoned-idUSBREA1G18F20140217>), accessed 19 May 2015;
- Peace Talks between Pakistan and Taliban collapse after killings*, 17 February 2014 (<http://www.reuters.com/article/2014/02/17/us-pakistan-taliban-idUSBREA1G0MP20140217>), accessed 27 April 2015.
- Reuters Alertnet, *Analysis — The ties that kill: Pakistan militant groups uniting*, 30 May 2010, available at: (<http://reliefweb.int/report/pakistan/analysis-ties-kill-pakistan-militant-groups-uniting>), accessed 7 April 2015.
- RFE/RL (Radio Free Europe/Radio Liberty),
- Despite Gains, Pakistan's Transgender Community Under Attack*, 26 October 2013 (<http://www.rferl.org/content/pakistan-transgender-eunuchs/25148690.html>), accessed 20 April 2014;
- Pakistan Military Says five Militants, One Soldier Killed in Clash*, 20 February 2015 (<http://www.rferl.org/content/pakistan-five-militants-one-soldier-killed-/26860304.html>), accessed 26 May 2015;
- Pakistan's Constitutional Reform Introduces Sweeping Changes*, 19 April 2010 (<http://www.rferl.org/articleprintview/2018294.html>), accessed 27 May 2015;
- Rights Group Says 2 000 Men Missing In Pakistan*, 15 October 2013 (http://www.ecoi.net/local_link/260328/373232_en.html), accessed 16 April 2015;
- Supreme Court ruling gives Pakistan's beleaguered transgender community new hope*, 20 November 2011 (http://www.rferl.org/content/pakistan_beleaguered_transgender_community_given_new_hope/24396423.html), accessed 22 April 2015.
- RFI (Radio France Internationale),
- Awami National Party — Pashtun party seeks national role*, 29 April 2013 (<http://www.english.rfi.fr/asia-pacific/20130429-awami-national-party>), accessed 8 April 2015;
- Muttahida Quami Movement – trying to broaden its appeal*, 28 April 2013 (<http://www.english.rfi.fr/asia-pacific/20130428-muttahida-quami-movement-trying-broaden-its-appeal>), accessed 8 April 2015.
- Roggio, B.,
- Charting the data on US strikes in Pakistan 2004-2014*, Long War Journal (The), 2014 (<http://www.longwarjournal.org/pakistan-strikes>), accessed 30 March 2015;
- Rangers deployed to secure Islamabad outskirts*, Long war Journal (The), 24 April 2009 (http://www.longwarjournal.org/archives/2009/04/rangers_deployed_to.php), accessed 8 April 2015;
- State designates leader of Lashkar-e-Jhanghvi as global terrorist*, Long War Journal (The), 6 February 2014 (http://www.longwarjournal.org/archives/2014/02/us_designates_leader.php), accessed 7 April 2015.
- Roul, A., *Sipah-e-Sahaba: Fomenting Sectarian Violence in Pakistan*, Jamestown Foundation (The), 5 May 2005 (http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=323), accessed 7 April 2015.
- Rozee.pk, *About National Database and Registration Authority (NADRA)*, n.d. (<http://us.rozee.pk/jobs-in-national-database-and-registration-authority-nadra-company-18683.php?compid=18683>), accessed 28 April 2015.
- RRT (Refugee Review Tribunal Australia), *Country Advice Pakistan – PAK37896 – Asylum seekers – Returnees from the West – Internal relocation*, 20 December 2010, available at: (http://www.ecoi.net/file_upload/1788_1336915558_pak37896.pdf), accessed 30 May 2015.
- SATP (South Asia Terrorism Portal),
- Balochistan assessment – 2015*, n.d. (<http://www.satp.org/satporgtp/countries/pakistan/Balochistan/index.html>), accessed 21 April 2015;
- FATA assessment – 2015*, n.d. (<http://www.satp.org/satporgtp/countries/pakistan/Waziristan/index.html>), accessed 20 April 2015;

- FATA timeline – 2015*, n.d. (<http://www.satp.org/satporgtp/countries/pakistan/Waziristan/timeline/index.html>), accessed 20 April 2015;
- Fatalities in Terrorist Violence in Pakistan 2003-2015*, 12 April 2015 (<http://www.satp.org/satporgtp/countries/pakistan/database/casualties.htm>), accessed 16 April 2015;
- Incidents and Statements involving Lashkar-e-Jhangvi: 2015*, 2015 (http://www.satp.org/satporgtp/countries/pakistan/terroristoutfits/LEJ_tl2015.htm), accessed 7 April 2015;
- Incidents and Statements involving Sipah-e-Sahaba Pakistan: 2015*, 2015 (http://www.satp.org/satporgtp/countries/pakistan/terroristoutfits/SSP_tl2015.htm), accessed 7 April 2015;
- Institute for Conflict Management, An Introduction*, n.d. (<http://www.satp.org/satporgtp/icm/index.html>), accessed 16 April 2015;
- Jammu & Kashmir assessment – 2015*, n.d. (<http://www.satp.org/satporgtp/countries/india/states/jandk/index.html>), accessed 22 April 2015;
- Khyber-Pakhtunkhwa Assessment – 2015*, n.d. (<http://www.satp.org/satporgtp/countries/pakistan/nwfp/index.html>), accessed 20 April 2015;
- Khyber-Pakhtunkhwa Timeline – 2015*, n.d. (<http://www.satp.org/satporgtp/countries/pakistan/nwfp/timeline/index.html>), accessed 20 April 2015;
- Pakistan Assessment 2015*, n.d. (<http://www.satp.org/satporgtp/countries/pakistan/index.htm>), accessed 16 April 2015;
- Pakistan, Datasheet, Fatalities in Terrorist Violence in Pakistan 2003-2015* (<http://www.satp.org/satporgtp/countries/pakistan/database/casualties.htm>), accessed 10 April 2015;
- Penjab assessment – 2015*, n.d. (<http://www.satp.org/satporgtp/countries/pakistan/punjab/index.html>), accessed 21 April 2015;
- Sindh assessment – 2015*, n.d. (<http://www.satp.org/satporgtp/countries/pakistan/sindh/index.html>), accessed 22 April 2015;
- Sipah-e-Mohammed Pakistan, Terrorist Group of Pakistan*, 2015 (<http://www.satp.org/satporgtp/countries/pakistan/terroristoutfits/SMP.htm>), accessed 7 April 2015;
- Tehrik-e-Taliban Pakistan*, 2015 (<http://www.satp.org/satporgtp/countries/pakistan/terroristoutfits/ttp.htm>), accessed 8 April 2015.
- Schofield, V., *Kashmir in Conflict. India, Pakistan and the Unending War*, Viva Books, New Delhi, 2004.
- Schrott, Martina, 'Die Ahmadis', in: *Glaubensrichtungen im Islam. Ein Überblick*, Bundesministerium für Inneres, Wien, 2013.
- Senate of Pakistan [website], n.d. (<http://www.senate.gov.pk/en/index.php>), accessed 21 March 2015.
- Shah, H., 'The Inside Pages: An Analysis of the Pakistani Press, The Tongue-tied Press of Pakistan: Comparing English and Urdu Newspapers', *South Asia Monitor*, No. 148, Center for Strategic and International Studies, 9 December 2010 (http://csis.org/files/publication/sam_148.pdf), accessed 27 March 2015.
- Sharnoff's Global Views, *The tragic status of IDPs in Balochistan*, 18 December 2014 (<http://www.sharnoffsglobalviews.com/idps-status-balochistan-446/>), accessed 21 April 2015.
- Shaukat Khanum Memorial Cancer Hospital and Research Center, *Financial Assistance*, n.d. (<https://www.shaukatkhanum.org.pk/patientcare/patient-guide/financial-assistance.html>), accessed 18 March 2015.
- Shinwari, N.A., *Understanding Jirga: Legality and Legitimacy in Pakistan's Federally Administered Tribal Areas*, Community Appraisal and Motivation Programme, 2011 (<http://archiv.ub.uni-heidelberg.de/savifadok/3124/1/Understanding-Jirga-07-2011.pdf>), accessed 16 April 2015.
- Shirkat Gah (Women's Resource Centre), 'Women's Rights in Pakistan — Status and Challenges', *Stakeholders Joint Submission for Pakistan's Review in The Human Rights Council -14th Session*, October 2012 (http://lib.ohchr.org/HRBodies/UPR/Documents/Session14/PK/JS13_UPR_PAK_S14_2012_JointSubmission13_E.pdf), accessed 7 April 2015.
- Shiromani Gurdwara Parbandhak Committee, *Historical Gurdwaras Of Pakistan, Nankana Sahib*, n.d. (http://www.sgpc.net/historical-gurdwaras/pakistan_gurdwaras.html), accessed 27 April 2015.

- Siddique, O., *The Other Pakistan: Special Laws, Diminished Citizenship and the Gathering Storm*, 5 December 2012 (http://papers.ssrn.com/sol3/Delivery.cfm/SSRN_ID2185535_code1942089.pdf?abstractid=2185535&mirid=3), accessed 25 March 2015.
- Siddiqui, Tasneem, 'Housing for the low-income', in: *Policy Brief Series, Pakistan's Urbanization*, Wilson Center, January 2014 (<http://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/PakistanUrbanization.SiddiquiPolicyBrief.pdf>), accessed 9 April 2015.
- Sikh Net, *Sikh devotees return from Pakistan, report on poor state of shrines*, 23 April 2013 (<http://www.sikhnet.com/news/sikh-devotees-return-pakistan-report-poor-state-shrines>), accessed 27 April 2015.
- Sikh Siyasat News, *Repeated targeted killings outrage Sikhs in Pakistan: Peshawar killing sparks protest*, 6 August 2014 (<http://sikhsiyasat.net/2014/08/06/repeated-targeted-killings-outrage-sikhs-in-pakistan-sikhs-protest-against-murder-of-sikh-in-peshawar/>), accessed 27 April 2015.
- Sindh, *Child Marriage Restraint Act, 2013*, 28 April 2014 (<http://www.lawdepartment.gos.pk/setup/NewsDocuments/NID-000153.pdf>), accessed 2 April 2015.
- Singh, R.S.N., *The Military factor in Pakistan*, Lancer Publishers, Frankfurt/New Delhi, 2008.
- SISA (Centre for International and Strategic Analysis), *The new frontiers: militancy and radicalism in Punjab*, 4 February 2013 (http://strategiskanalyse.no/publikasjoner/202013/2013-02-04_SISA2_The_New_Frontiers_-_Ayesha_Siddiqa.pdf), accessed 21 April 2015.
- Smith, Wilfred, 'Ahmadiyya', in: *Encyclopedia of Islam*, Vol. 1 A-B, Leiden E.J. Brill 1960.
- Snedden, C., *The untold story of the people of Azad Kashmir*, 2012.
- South Asia News Agency, *PUC & PIL asks govt to investigate Badami Bagh tragedy*, n.d. (<http://www.sananews.net/english/puc-pil-asks-govt-to-investigate-badami-bagh-tragedy/>), accessed 28 April 2015.
- SPARC (Society for the Protection of the Rights of the Child), *State of Pakistan's Children 2014* n.d. (<http://www.sparcpk.org/SOPC2014.html>), accessed 31 March 2015.
- Stanford University, *Mapping Militant Organizations, Sipah-e-Sahaba Pakistan*, 15 February 2012 (<http://web.stanford.edu/group/mappingmilitants/cgi-bin/groups/view/147#cite4>), accessed 27 April 2015.
- Südasiens Info, Gugler, Thomas, *Populärislamismus in Pakistan*, 17 January 2010 (<http://www.suedasiens.info/analysen/2889>), accessed 27 April 2015.
- Telegraph (The),
Pakistan details how Lashkar-e-Taiba 2008 Mumbai attack gunmen were trained, 12 November 2012 (<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/pakistan/9672494/Pakistan-details-how-Lashkar-e-Taiba-2008-Mumbai-attack-gunmen-were-trained.html>), accessed 22 April 2015;
Pakistani children are victims of their leaders' mistakes, 16 December 2014 (<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/pakistan/11296959/Peshawars-children-are-victims-of-their-leaders-mistakes.html>), accessed 8 April 2015;
Peace talks collapse as Taliban execute 23 Pakistani soldiers, 17 February 2014 (<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/pakistan/10643505/Peace-talks-collapse-as-Taliban-execute-23-Pakistani-soldiers.html>), accessed 3 April 2015.
- That gay backpacker [blog], *Gay life Lahore Pakistan interview*, 23 July 2014 (<http://www.thatgaybackpacker.com/gay-life-lahore-pakistan-interview/>), accessed 23 April 2015.
- Thomson Reuters Foundation, *Pakistan Violence*, 11 April 2013 (<http://www.trust.org/spotlight/pakistan-violence/>), accessed 4 June 2015.
- Time, *Twin Bombings Outside Pakistan Churches Kill 14*, 15 March 2015 (<http://time.com/3745192/pakistan-church-bombings/#3745192/pakistan-church-bombings/>), access 21 March 2015.
- Times of India, *Mapping temples in Pakistan*, 27 July 2014 (<http://timesofindia.indiatimes.com/world/pakistan/Mapping-temples-in-Pakistan/articleshow/39106827.cms>), accessed 28 April 2015.

Transparency International, *Corruption Perception Index 2014*, 3 December 2014 (<https://www.transparency.org/whatwedo/publication/cpi2014>), accessed 28 April 2015.

Tribune (The),

Kudos, Bindiya Rani, 31 March 2013 (<http://tribune.com.pk/story/528760/kudos-bindiya-rani/>), accessed 22 April 2015;

Pakistan opposes UN discussion on violence against LGBT, 6 March 2012 (<http://tribune.com.pk/story/346244/pakistan-opposes-un-discussion-on-violence-against-lgbt/>), accessed 24 April 2015;

Transgender candidates stake claim in Pakistan vote, 18 April 2013 (<http://tribune.com.pk/story/537219/transgender-candidates-stake-claim-in-pakistan-vote/>), accessed 22 April 2015.

UK Home Office,

Country Information and Guidance, Pakistan: Ahmadis, February 2015 (https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/406527/CIG_-_Pakistan_-_Ahmadis_-_v1_0_-_2015-02_23.pdf), accessed 27 April 2015;

Country Information and Guidance, Pakistan: Religious Freedom, 14 July 2014 (<http://www.refworld.org/docid/5476e64b4.html>), accessed 27 April 2015;

Country of Origin Information (COI) Report, Pakistan, 9 August 2013, available at: (http://www.ecoi.net/file_upload/1226_1376313580_report-09082013.pdf), accessed 30 March 2015;

Response to queries, source: Khan and Piracha, 20 April 2015.

UN (United Nations) Cartographic section, *Pakistan map*, January 2004 (<http://www.un.org/Depts/Cartographic/map/profile/pakistan.pdf>), accessed 22 April 2015.

UN CEDAW (Committee on the Elimination of Discrimination against Women), *Concluding observations on the fourth periodic report of Pakistan adopted by the Committee at its fifty fourth session (11 February – 1 March 2013)*, 1 March 2013 (<http://www2.ohchr.org/english/bodies/cedaw/docs/co/CEDAW.C.PAK.CO.4.doc>), accessed 2 April 2015.

UNDP (United Nations Development Programme), *Human development reports, table 1: Human Development Index and its components (2014)*, 2015 (<http://hdr.undp.org/en/content/table-1-human-development-index-and-its-components>), accessed 30 March 2015.

Unesco (UN Educational, Scientific and Cultural Organisation),

Education under Attack 2010 — Pakistan, 10 February 2010, available at: (<http://www.refworld.org/docid/4b7aa9da27.html>) accessed 14 April 2015;

Paper prepared for Learning For All Ministerial Meeting Pakistan, New York, September 2013 (http://planipolis.iiep.unesco.org/upload/Pakistan/Pakistan_UNGA_Learning_for_All_2013.pdf), accessed 14 April 2015;

The Education System in Pakistan: Assessment of the National Education Census, 2007 (<http://unesco.org.pk/education/teachereducation/files/sa4.pdf>), accessed 14 April 2015.

UN Habitat (United Nations Human Settlements Programme), Regional Office for Asia and the Pacific, *Country Programme Document, Pakistan, 2008-2009*, 2009 (<http://unhabitat.org/?wpdmact=process&did=Njl4LmhvdGxpbms=>), accessed 17 March 2015.

UNHCR (UN High Commissioner for refugees),

2015 UNHCR country operations profile – Pakistan, n.d. (<http://www.unhcr.org/pages/49e487016.html>), accessed 20 April 2015;

Afghanistan; Volrep and Border Monitoring Monthly Update; 01 January – 31 December 2014, 31 December 2014, available at: (<http://www.refworld.org/docid/54b62e964.html>), accessed 30 May 2015;

Afghanistan; Volrep and Border Monitoring Monthly Update; 01 January-31 March 2015, 31 March 2015, available at: (http://www.ecoi.net/file_upload/1930_1429787467_5534da524.pdf), accessed 8 April 2015;

- Agreement Between the Government of Islamic Republic of Pakistan, the Transitional Islamic State of Afghanistan and the United Nations High Commissioner for Refugees Governing the Repatriation of Afghan Citizens Living in Pakistan*, 2 August 2007, available at: (<http://www.refworld.org/docid/555ae4254.html>), accessed 29 May 2015;
- Asylum Levels and Trends in Industrialized Countries, 2014*, 26 March 2015 (<http://www.unhcr.org/551128679.html>), accessed 10 April 2015;
- Country Operations Profile – Pakistan, 2015* (<http://www.unhcr.org/pages/49e487016.html>), accessed 23 March 2015;
- Extension of the Agreement Between the Government of Islamic Republic of Pakistan, the Transitional Islamic State of Afghanistan and the United Nations High Commissioner for Refugees Governing the Repatriation of Afghan Citizens Living in Pakistan*, 7 May 2010, available at: (<http://www.refworld.org/docid/555ae4e14.html>), accessed 29 May 2015;
- Extension of the Agreement Between the Government of Islamic Republic of Pakistan, the Transitional Islamic State of Afghanistan and the United Nations High Commissioner for Refugees Governing the Voluntary Repatriation of Afghan Citizens Living in Pakistan*, 16 August 2013, available at: (<http://www.refworld.org/docid/555ae5534.html>), accessed 29 May 2015;
- Presentation DACH Workshop Pakistan*, meeting in: Nürnberg, Germany, held on 1-2 October 2012;
- Protracted Refugee Situations, Executive Committee of the High Commissioner's Programme, Standing Committee, 30th Meeting, UN Doc. EC/54/SC/CRP.14*, 10 June 2004 (<http://www.unhcr.org/40c982172.html>), accessed 23 March 2015;
- Solutions Strategy for Afghan Refugees to Support Voluntary Repatriation, Sustainable Reintegration and Assistance to Host Countries*, 2-3 May 2012 (<http://www.unhcr.org/afghanistan/solutions-strategy.pdf>), accessed 19 March 2015.
- UN HRC (UN Human Rights Council),
- National report submitted in accordance with paragraph 5 of the annex to Human Rights Council resolution 16/21: [Universal Periodic Review:]Pakistan*, 6 August 2012, available at: (<http://www.unhcr.org/refworld/pdfid/506d3bec2.pdf>), accessed 16 April 2015;
- Report of the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, Addendum: Mission to Pakistan [A/HRC/23/43/Add.2]*, 4 April 2013, available at: (<http://www.refworld.org/docid/51b9a0794.html>), accessed 28 May 2015;
- Written Statement*, 23 February 2015, available at: (http://www.ecoi.net/file_upload/1930_1425550203_g1503365.pdf), accessed 30 April 2015;
- Written statement submitted by the Society for Threatened Peoples, a non-governmental organization in special consultative status [A/HRC/22/NGO/139]*, 22 February 2013, available at: (http://www.ecoi.net/file_upload/1930_1362581546_g1311316.pdf), accessed 8 April 2015.
- Unicef (United Nations Children's Fund),
- Hidden in Plain Sight: A statistical analysis of violence against children*, September 2014 (http://files.unicef.org/publications/files/Hidden_in_plain_sight_statistical_analysis_EN_3_Sept_2014.pdf), accessed 31 March 2015;
- Pakistan, Overview*, n.d. (<http://www.unicef.org/pakistan/overview.html>), accessed 31 March 2015;
- State of the World's Children in 2014 in Numbers, Every Child Counts*, January 2014 (http://www.unicef.org/sowc2014/numbers/documents/english/SOWC2014_In%20Numbers_28%20Jan.pdf), accessed 2 April 2015.
- University of Texas at Austin, *Pakistan Administrative Divisions* [map], source: US Central Intelligence Agency, 2010 (http://www.lib.utexas.edu/maps/middle_east_and_asia/pakistan_admin-2010.jpg), accessed 26 May 2015.
- UNOCHA (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs),
- Emergency Response Fund – Pakistan, Annual Report 2014*, 31 December 2014 (https://www.humanitarianresponse.info/en/system/files/documents/files/erf_pakistan_annual_report_2014_20150415.pdf), accessed 21 March 2015;

- Pakistan Flash Update #3 on Balochistan Earthquake*, 26 September 2013, available at: (<http://reliefweb.int/report/pakistan/ocha-pakistan-flash-update-3-balochistan-earthquake>), accessed 10 April 2015;
- Pakistan Monsoon 2011 Situation Report No. 1*, 9 September 2011, available at: (<http://reliefweb.int/report/pakistan/pakistan-monsoon-2011-situation-report-no-1>), accessed 10 April 2015;
- Pakistan: Monsoon Update, Issue 09 — 14 September 2012*, 14 September 2012, available at: (<http://reliefweb.int/report/pakistan/pakistan-monsoon-update-issue-09-14-september-2012>), accessed 10 April 2015;
- Recovering with resilience: Pakistan floods one year on*, 28 July 2011, available at: (<http://reliefweb.int/report/pakistan/recovering-resilience-pakistan-floods-one-year>), accessed 10 April 2015.
- UNODC (United Nations Office on Drugs and Crime), *Migrant Smuggling in Asia: A Thematic Review of Literature*, August 2012 (http://www.unodc.org/documents/human-trafficking/2012/Migrant_Smuggling_in_Asia_A_Thematic_Review_of_Literature.pdf), accessed 29 March 2015.
- UN OHCHR (United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights), *Countries, Asia Region, Pakistan, Status of Ratifications*, n.d. (http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=131&Lang=EN), accessed 19 March 2015.
- UNPO (Unrepresented Nations and Peoples Organization), *Briefing Note: The Plight of the Baloch*, March 2015, (<http://unpo.org/downloads/1288.pdf>), accessed 27 April 2015.
- UN Security Council, *Children in Armed Conflict, Report of the Secretary-General*, 15 May 2014, available at: (<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/N1431583.pdf>), accessed 31 March 2015.
- UN Women, *40 million women registered with Computerized National Identity Cards*, 4 October 2012 (<http://www.unwomen.org/en/news/stories/2012/10/40-million-women-registered-with-computerized-national-identity-cards>), accessed 28 April 2015.
- USAID (United States Agency for International Development), *USAID Country profile, Property Rights and Resource Governance, Pakistan*, Land Tenure and Property Rights Portal, September 2010 (http://usaidlandtenure.net/sites/default/files/country-profiles/full-reports/USAID_Land_Tenure_Pakistan_Profile_0.pdf), accessed 30 March 2015.
- USCIRF (US Commission on International Religious Freedom),
2013 Annual Report, 30 April 2013 ([http://www.uscirtf.gov/sites/default/files/resources/Pakistan%202013\(1\).pdf](http://www.uscirtf.gov/sites/default/files/resources/Pakistan%202013(1).pdf)), accessed 28 April 2015;
2015 Annual Report, 2015 (<http://www.uscirtf.gov/sites/default/files/Pakistan%202015.pdf>), accessed 30 April 2015;
Policy Brief, Prisoners of Belief Individuals Jailed under Blasphemy Laws, March 2014 (<http://www.uscirtf.gov/sites/default/files/Prisoners%20of%20Belief%20Policy%20Brief%203-11-2014%20FINAL.pdf>), accessed 27 April 2015.
- US DOS (US Department of State),
Country Reports on Human Rights Practices for 2013, Pakistan, 27 February 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2013&dliid=220402>), accessed 28 April 2015;
Country Reports on Human Rights Practices for 2014, Pakistan, 25 June 2015 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2014&dliid=236648>), accessed 6 July 2015;
International Religious Freedom Report for 2012 – Pakistan, 20 May 2013 (http://www.ecoi.net/local_link/247481/371066_de.html), accessed 27 April 2015;
International Religious Freedom Report for 2013, Pakistan, 28 July 2014 (<http://www.state.gov/j/drl/rls/irf/religiousfreedom/index.htm?year=2013&dliid=222339#wrapper>), accessed 13 March 2015;
Pakistan Travel Warning, updated 24 February 2015 (<http://travel.state.gov/content/passports/english/alertswarnings/pakistan-travel-warning.html>), accessed 21 March 2015;
Trafficking in Persons Report 2014, Pakistan, 20 June 2014 (<http://www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/countries/2014/226793.htm>), accessed 21 March 2015.

USIP (United States Institute of Peace),

Conflict dynamics in Karachi, 19 October 2012 (<http://www.usip.org/sites/default/files/PW82-Conflict%20Dynamics%20in%20Karachi.pdf>), accessed 31 March 2015;

Reforming Pakistan's Police and Law Enforcement Infrastructure, February 2011 (<http://www.usip.org/files/resources/sr266.pdf>), accessed 8 April 2015.

US Library of Congress, *Pakistan: A Country Study*, 1994 (<http://countrystudies.us/pakistan/>), accessed 17 March 2015.

Vereinigte Evangelisch-Lutheranische Kirchen in Deutschland, *Handbuch Religiöse Gemeinschaften und Weltanschauung*, Gütersloher Verlagshaus, 2006.

Waseem, M., *Federalism in Pakistan*, August 2010 (<http://www.forumfed.org/pubs/Waseem-Fed-Overview.pdf>), accessed 25 March 2015.

Washington Post (The),

For transgender Pakistanis, newfound rights, 10 February 2012 (http://www.washingtonpost.com/world/for-transgender-pakistanis-newfound-rights/2012/02/04/gIQAM0jG4Q_story.html), accessed 22 April 2015;

Nawaz Sharif is formally elected prime minister of Pakistan, 05 June 2013 (http://www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/nawaz-sharif-formally-elected-prime-minister-of-pakistan/2013/06/05/2d1a1fee-cdd0-11e2-8f6b-67f40e176f03_story.html), accessed 27 April 2015;

Pakistan announces a national plan to fight terrorism, says terrorists' days are numbered, 24 December 2014 (<http://www.washingtonpost.com/blogs/worldviews/wp/2014/12/24/pakistan-announces-a-national-plan-to-fight-terrorism-says-terrorists-days-are-numbered/>), accessed 16 April 2015;

Pakistanis face a deadline: Surrender fingerprints or give up cellphone, 23 February 2015 (http://www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/pakistanis-face-a-deadline-surrender-fingerprints-or-give-up-cellphone/2015/02/23/de995a88-b932-11e4-bc30-a4e75503948a_story.html), accessed 29 April 2015;

Prime Minister Nawaz Sharif's effort to seek peace with Pakistani Taliban off to rocky start, 19 September 2013 (http://www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/prime-minister-nawaz-sharifs-effort-to-seek-peace-with-pakistani-taliban-off-to-rocky-start/2013/09/19/a621f69e-20a2-11e3-a358-1144dee636dd_story.html), accessed 31 March 2015.

World Bank, *Pakistan, South Asia, World Development Indicators (WDI) 2014, Poverty headcount ratio at \$2 a day (PPP) (% of population)*, n.d. (<http://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.NAHC/countries/PK?display=graph>), accessed 18 March 2015.

World Hindu News, *Pakistan works to stop Hindu girls' forced marriages*, 13 July 2014 (<http://worldhindunews.com/2014071327790/pakistan-works-to-stop-hindu-girls-forced-marriages/>), accessed 28 May 2015.

World Politics Review, *FATA: The Never-Ending War on Pakistan's Periphery*, 6 January 2015 (<http://www.worldpoliticsreview.com/articles/14789/fata-the-never-ending-war-on-pakistan-s-periphery#>), accessed 4 June 2015.

WHO (World Health Organization),

Department of Mental Health and Substance Abuse, *Mental Health Atlas 2011, Pakistan*, 2011 (http://www.who.int/mental_health/evidence/atlas/profiles/pak_mh_profile.pdf?ua=1), accessed 18 March 2015.

WHO, Unicef, UNFPA, World Bank, UN, *Trends in Maternal Mortality: 1990 to 2013*, May 2014 (http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/112682/2/9789241507226_eng.pdf?ua=1), accessed 18 March 2015

Yusuf, H. and Schoemaker, E., 'The media of Pakistan, Fostering inclusion in a fragile democracy?', *Media Action, Policy Briefing No. 9*, September 2013 (http://downloads.bbc.co.uk/mediaaction/pdf/bbc_media_action_pakistan_policy_briefing.pdf), accessed 27 March 2015.

Zia, M. and Butt, R., *Pakistan NGO Alternative Report on CEDAW 2012*, Aurat Foundation and Information Service Foundation, November 2012 (<http://www.af.org.pk/Reports/NGO%20Alternative%20Report%20on%20CEDAW%202012.pdf>), accessed 7 April 2015.

Ziring, L., *Pakistan, at the crosscurrent of history*, Oneworld, Oxford, 2003.

Anonymous sources

Assistant Professor National Defence University, *FFM interview conducted by BFA Staatendokumentation*, Islamabad, 11 March 2013.

Chief Commissioner for Afghan Refugees, *FFM interview conducted by OIN Hungary*, 4-14 November 2014.

Deputy Commissioner for the Islamabad Capital Territory Administration, *FFM interview conducted by BFA Staatendokumentation*, Islamabad, 14 March 2013.

Local expert, *e-mail, contacted by BFA Staatendokumentation*, 2 November 2012. The source has profound knowledge of blasphemy laws. This person wishes to remain anonymous for security reasons.

NADRA staff member, *telephone interview, conducted by the Belgian COI unit (CEDOCA)*, 8 June 2010.

Political officer and head of the economy department, German Embassy, *FFM interview conducted by BFA Staatendokumentation*, Islamabad, 14 March 2013.

Representative of the Federal Investigation Agency, *FFM interview conducted by OIN Hungary*, 4-14 November 2014.

Representatives of the Human Rights Commission Pakistan,
e-mail, 31 May 2013;
FFM interview conducted by BFA Staatendokumentation, Islamabad, 9 March 2013.

Representative of Ministry of States and Frontier Regions (SAFRON), *FFM interview conducted by OIN Hungary*, 4-14 November 2014.

Representative of the National Commission of Justice and Peace,
e-mail, 19 May 2013.
FFM interview conducted by BFA Staatendokumentation, Lahore, 10 March 2013.

Representatives of the Pakistan Interfaith League, *FFM interview conducted by BFA Staatendokumentation*, Islamabad, 11 March 2013.

Representative of UNHCR, *FFM interview conducted by OIN Hungary*, 4-14 November 2014.

Secretary of the National Ministry of Harmony, *FFM interview conducted by BFA Staatendokumentation*, Islamabad, 15 March 2013.

Annexe: Mandat

Informations générales relatives au pays

Géographie

Paysage, climat, divisions administratives, villes, infrastructures de transport

Démographie

Population, groupes ethniques et linguistiques, langues, religions

Histoire en bref

Structure étatique et paysage politique

Parlement, gouvernement et administration

Fédéralisme

Pouvoir judiciaire

Forces armées/Police/Services de renseignements

Système électoral

Scène politique (partis politiques)

Éducation

Alphabétisation et scolarisation

Programmes de cours

Établissements et organisations

Médias et télécommunications

Médias

Télécommunications

Soins de santé

Normes au niveau des soins de santé primaire et secondaire et des hôpitaux

Disponibilité et accessibilité (différences régionales)

Principaux problèmes de santé et réponse du secteur sanitaire (y compris la santé reproductive et le handicap)

Situation socio-économique et humanitaire

Principales sources de revenus pour différentes franges de la société

Situation dans les grandes villes

Situation dans les zones rurales – différences régionales

Recours institutionnels et coutumiers (réseaux sociaux, institutions religieuses et non gouvernementales, actions gouvernementales)

Documents

Remarques générales (NADRA)

Documents d'identité et passeports

Certificats de naissance, de mariage, de divorce et de décès

Premier rapport d'information et autres documents de police/judiciaires

Autres

Situation sur le plan de la sécurité

Généralités

Bref historique

Acteurs

Forces de sécurité

Groupes militants

Groupes armés non étatiques

Tendances récentes en matière de sécurité et affrontements armés

Actes antiterroristes

Effets de la violence sur les civils

FATA et Khyber Pakhtunkhwa

Incidents violents

Effet sur la population civile (victimes, PDI, vie quotidienne, etc.)

Acteurs

Baloutchistan

Incidents violents

Effet sur la population civile (victimes, PDI, vie quotidienne, etc.)

Acteurs

Penjab

Incidents violents

Effet sur la population civile (victimes, PDI, vie quotidienne, etc.)

Acteurs

Sindh

Incidents violents

Effet sur la population civile (victimes, PDI, vie quotidienne, etc.)

Acteurs

Azad Cachemire

Incidents violents

Effet sur la population civile (victimes, PDI, vie quotidienne, etc.)

Acteurs

Situation en matière de droits de l'homme

Cadre juridique

Traités internationaux

Législation nationale

Situation générale

Privation illégale de la vie

Disparitions

Arrestation et détention arbitraires

Torture et autres traitements et peines cruels, inhumains et dégradants (y compris la peine de mort)

Conditions de détention et d'emprisonnement

Accès aux instances chargées de l'application de la loi et à un procès équitable

Protection de l'État

Règlement des litiges fonciers

Vendettas et règlement de litiges liés à l'honneur

Violence religieuse/sectaire

Disparitions involontaires et forcées, exécutions sommaires

Violations des droits de l'homme par des acteurs armés étatiques et non étatiques

Situation des groupes religieux

Introduction générale

Cadre juridique religieux

Lois sur les personnes

Mariages interreligieux

Groupes spécifiques

Les ahmadis (en particulier à Rabwah)

Les chrétiens

Les hindous

Les chiites (y compris les Hazaras)

Les sikhs

Les soufis

Les sunnites

Situation des groupes ethniques

Les Afghans

Les Mohajirs

Situation des enfants

Enfants illégitimes

Travail des enfants

Recrutement d'enfants par des groupes armés

Mariages d'enfants

Situation des femmes

Femmes célibataires/non accompagnées

Mariages forcés et arrangés (référence croisée avec les mariages d'enfants)

Violence sexuelle et fondée sur le genre (violence domestique, crimes d'honneur)

Groupes/Organisations de soutien

Situation des LGB

Législation

Réaction de l'État (sanctions sélectives)

Réaction de la société

Organisations de soutien

Situation des journalistes/blogueurs

Situation des acteurs de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme

Migration, déplacement et mobilité interne

Quitter le pays

Règles de sortie (liste de contrôle des sorties, visas de sortie, sorties clandestines)

Routes de sorties clandestines

Facilitateurs, trafiquants et traite des êtres humains

Liberté de circulation dans le pays

PDI (nombres et lieux)

Rapatriés

Retour volontaire et assisté (HCR, OIM, etc.)

Diaspora

Personnes déplacées (PDI)

Retour forcé

Traitement des rapatriés

COMMENT VOUS PROCURER LES PUBLICATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE?

Publications gratuites:

- un seul exemplaire:
sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>);
- exemplaires multiples/posters/cartes:
auprès des représentations de l'Union européenne (http://ec.europa.eu/represent_fr.htm),
des délégations dans les pays hors UE (http://eeas.europa.eu/delegations/index_fr.htm), en
contactant le réseau Europe Direct (http://europa.eu/europedirect/index_fr.htm)
ou le numéro 00 800 6 7 8 9 10 11 (gratuit dans toute l'UE) (*).

(*) Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits (sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

Publications payantes:

- sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>).

BZ-04-15-498-FR-N



Office des publications

ISBN 978-92-9243-512-7
doi:10.2847/88643